

Tout en ménageant M. Gorbatchev

L'OTAN veut adapter sa stratégie aux changements en Europe

L'abandon des Lance

EN renonçant à fabriquer les missiles Lance à courte portée qui devaient, en principe, remplacer à partir de 1992 les engins analogues déployés en Europe dans les années 70, M. Bush démontre par un geste concret sa volonté de prendre acte des changements survenus sur le Vieux Continent ces derniers mois et d'en « récompenser » M. Gorbatchev. Il est douteux cependant que ce dernier y voit une « victoire » de nature à faire oublier les innombrables difficultés qui l'assaillent sur tous les autres fronts.

Car ce geste est bien le moins qu'on pouvait attendre. D'une part au regard de l'ampleur des bouleversements politiques, mais aussi militaires, qui se sont produits dans la région. D'autre part, et surtout, parce qu'il répond en fait moins à une demande des Soviétiques qu'à celle de l'opinion dans les principaux pays concernés, et d'abord en Allemagne.

DÉJÀ les Allemands de l'Ouest avaient au début des années 80, les Pershing et missiles de croisière déployés pour faire pièce aux centaines d'engins soviétiques à moyenne portée que Brejnev avait ajoutés à son arsenal. L'accord de 1987 sur les armes nucléaires avait mis fin à la querelle, mais la présence de près de 4 000 charges nucléaires à bord d'engins à courte portée (moins de 500 km) laissés de côté par le traité, n'en devenait que plus insupportable, malgré la supériorité dont l'URSS dispose toujours pour ce type d'armement. Les Lance n'étaient-ils pas destinés aux seuls Allemands de l'Est, Tchecoslovaques ou Hongrois, des « cousins » européens devenus maintenant des frères depuis l'abandon des régimes communistes ?

Déjà, l'ajournement de la modernisation, décidé l'an dernier au terme d'une des dernières grandes querelles de l'alliance atlantique, avait pu être interprété comme un début de renouveau. La décision d'aujourd'hui confirme cette évolution, qui, sans mettre fin à la doctrine de dissuasion nucléaire prônée par les principaux alliés, en limite le champ d'application : les armes nucléaires sont plus ou moins tolérées par les opinions d'extrême gauche et à la rigueur d'extrême droite, mais elles ne sont plus lorsqu'il s'agit d'engins basés à terre, considérés, à tort ou à raison, comme plus dangereux et comme des cibles potentielles.

SEULE la France va à l'encontre de cette évolution en s'obstinant dans son programme de construction du missile terrestre Hadès, l'équivalent du Lance américain aujourd'hui sacrifié. La chancellerie Kohl, lors du dernier sommet franco-allemand, a bien voulu n'y voir aucun problème, mais la question se posera tôt ou tard.

D'autant que l'argument avancé par Paris - la nécessité de disposer d'une arme d'« ultime avertissement » - n'explique pas comment cet objectif pourrait être atteint avec une arme qui ne peut viser que des pays amis. Le recours aux engins marins et aéroportés risque bien d'être un jour, pour la France comme pour les Etats-Unis aujourd'hui, la seule solution concevable.

M 0147 - 505 0 - 5.00 F



WASHINGTON

Prendre acte des réalités, et tenter de définir une « nouvelle stratégie » occidentale dont l'OTAN resterait le cadre privilégié : M. Bush a annoncé jeudi 3 mai une série de décisions qui laissent apparaître les priorités actuelles des Etats-Unis - parmi lesquelles le maintien de M. Gorbatchev au pouvoir en URSS figure en très bonne place, sinon à la première place. Le président américain a en effet manifesté, plus nettement qu'auparavant, son inquiétude quant à l'avenir de l'actuel numéro un soviétique, qu'il semble croire menacé par une « résurgence du militarisme ».

Les décisions ne surprennent pas, et la première d'entre elles était même attendue avec impatience par la quasi totalité des alliés des Etats-Unis, et tout particulièrement par les Allemands.

M. Bush a formellement annoncé que les Etats-Unis renonceraient à leur programme de remplacement des missiles Lance par des engins à courte portée plus modernes, de même qu'à la modernisation de leur artillerie nucléaire - qui en fait semble bien devoir être retirée d'Europe.

L'annonce d'un sommet de l'OTAN, qui devrait se tenir à la fin juin ou au début juillet à Londres, n'est pas non plus vraiment inattendue. Les Américains avaient laissé entendre depuis plusieurs semaines déjà qu'ils souhaitaient réunir les dirigeants de l'Alliance atlantique au lendemain du sommet américano-soviétique qui se tiendra à Washington fin mai début juin.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Etats-Unis : génération épargne

Les équilibres financiers mondiaux seront bouleversés par le rajeunissement de la population américaine

Le taux d'épargne aux Etats-Unis va remonter, celui du Japon diminuer. Cette prévision du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) présentée à l'occasion d'une réunion organisée par l'AJEF (Association des journalistes économiques et financiers) et fondée sur des données démographiques pourrait modifier les grands équilibres financiers internationaux.

N'est-ce pas à tort qu'on s'est inquiété pendant des années, qu'on s'inquiète encore, du déficit d'épargne des Etats-Unis, incapables d'équilibrer leurs besoins financiers autrement qu'en faisant massivement appel à l'épargne japonaise ?

Dans les critiques adressées aux Américains et à leur déficit extérieur, il y a cette idée que chaque pays devrait équilibrer ses comptes, un peu comme un ménage qui ne doit pas dépenser plus qu'il ne gagne, en retirant de vivre au-dessus de ses moyens. L'enfant d'un tel reproche est de ne pas tenir compte du fait que certains pays ont une population jeune, naturellement très emprunteuse, alors que d'autres pays, démographiquement plus « mûrs », épargnent beaucoup en vue du troisième âge et de la retraite.

Une longue étude qui vient d'être publiée par le CEPII (1) montre que les Etats-Unis se trouvent dans le premier cas de figure, le Japon dans le second. Aux Etats-Unis, la population est jeune, le taux de natalité s'étant régulièrement élevé entre 1934 et 1957 alors même que se réduisait la classe d'âge creuse issue de la grande crise des années 30. C'est donc bien le rajeunissement de la population active américaine qui explique la baisse du taux d'épargne et non un changement de mentalité ou de comportement.

ALAIN VERNHOL

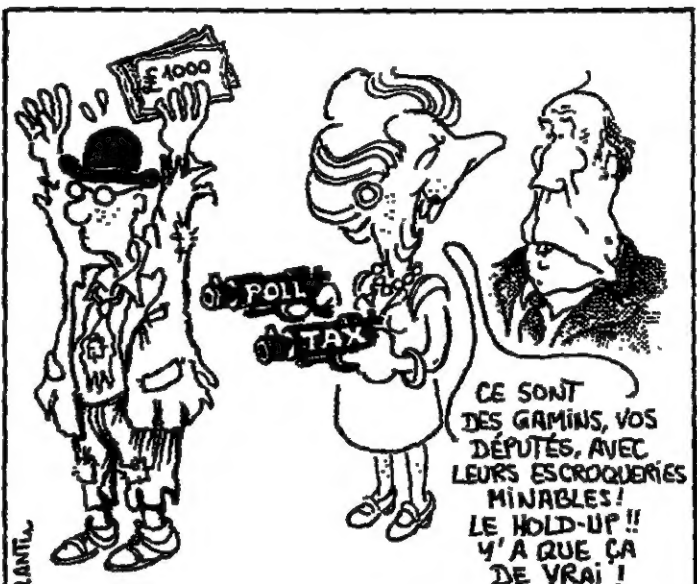
Lire la suite page 23 - section C

(1) Centre d'études prospectives et d'informations internationales : Globalisation financière : l'aventure obligée, par Michel Aglietta, Anton Brender et Virginie Couderc. Aux Editions Economica.

Les élections locales

Les conservateurs britanniques ont limité les dégâts

Les travaillistes sortent nettement gagnants des élections locales qui ont eu lieu jeudi 3 mai en Grande-Bretagne dans un tiers des circonscriptions. Leur avance leur assurait une majorité parlementaire en cas d'élections législatives anticipées. Les pertes enregistrées par les conservateurs sont toutefois sensiblement moins sévères qu'on ne le prévoyait généralement, en raison de l'impopularité du nouvel impôt local instauré par M. Thatcher.



Lire nos informations page 32 - section C

Sécurité

dans les prisons

Un rapport demandé par la chancellerie est publié dans une version édulcorée page 9 - section B

Dérèglement

des dépenses de santé

8 920 F par personne en 1989 Page 21 - section C

Le temps de travail en RFA

Accord dans la métallurgie pour le semaine de trente-cinq heures page 21 - section C

L'OPEP réduit sa production

Une décision prise pour enrayer la chute du prix du pétrole page 21 - section C

M. Caramanlis élu président en Grèce

Le candidat des conservateurs page 32 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C

Un entretien avec M. Charles Fiterman

Au Parti communiste, le débat nécessaire est devant nous : il n'a pas encore eu lieu

La motion de censure déposée à l'Assemblée nationale par le RPR, l'UDF et l'UDC, vendredi 4 mai, devrait être discutée le 9 mai. Le Parti communiste, après avoir dénoncé la « dérisoire opération de la droite », entretient l'incertitude sur son vote, qui, joint à celui de la droite, pourrait entraîner le renversement du gouvernement. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Charles Fiterman estime que le PCF risque d'être incompris s'il continue à brandir la menace d'une censure sans la voter « lorsque l'occasion se présente ».

« Six mois après les événements qui ont secoué les pays de l'Est, quel premier bilan tirez-vous de l'évolution du socialisme réel ? - Je dirai d'abord que nous sommes

confrontés à une terrible épreuve de vérité. Incontestablement, nous avons sous-estimé la gravité des phénomènes qui agitaient ces pays, la crise qui les frappait et, du coup, l'ampleur des transformations qui étaient nécessaires. On dit, ici ou là, que ce système n'est pas réformable mais ce n'est pas de réforme qu'il s'agit, c'est de révolution. Il faut changer de société et en finir avec un type de socialisme déformé qui a enfoncé ces pays dans une impasse complète.

« Il n'y aura pas de retour au passé. Le passé est mort. Il le fallait. Il fallait en sortir, et le plus tôt était le mieux. La révolution d'Octobre qui a été l'événement décisif de ce siècle a ouvert la voie à des acquis sociaux, démocratiques dans certains cas et des améliorations dans les relations internationales, mais ce type de société a rapidement dérapé vers une aberration monstrueuse.


Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et JEAN-MARIE COLOMBANI Lire la suite page 7

La mort du chef de l'Eglise russe orthodoxe

Une succession très disputée

Mgr Pimen, patriarche de Moscou et de toutes les Russes depuis 1971, chef spirituel des soixante millions de fidèles orthodoxes en Union soviétique, est décédé, jeudi 3 mai à Moscou, à l'âge de soixante-neuf ans. La succession de ce patriarche largement compromis avec les dirigeants de la période brejnévienne apparaît très ouverte, à l'heure où l'Eglise russe cherche à sortir de son inféodation au pouvoir politique.

[Lire nos informations page 4]



MICHEL SERRES
de l'Académie française
LE CONTRAT NATUREL

MICHEL SERRES
Le contrat naturel

La Déclaration universelle des droits de la nature.

EDITIONS FRANÇOIS BOURIN

« Le Monde » dans ses nouveaux quartiers

- Voyage derrière les façades
- Autour de Falguère
- Montpellier années 90

Pages 25 à 28 - section C

SANS VISA

Miyajima, l'île aux photographes

- Gastronomie
- Jeux

pages 15 à 18 - section B

DÉBATS

L'affaire Mécili

L'honneur et l'intérêt de la France

par Pierre Vidal-Naquet

EST-IL trop tard pour le rap-
peler : il y a plus de trois
ans, le 7 avril 1987, Ali
Mécili, avocat au barreau de Paris,
citoyen français d'origine algé-
rienne, était assassiné de sang-froid
devant son domicile. Plainte fut
alors déposée, qui est, nominale-
ment, toujours à l'instruction. La
vérité est pourtant connue, dans
ses grandes lignes, depuis long-
temps. L'assassinat fut le résultat
d'un « contrat » entre la Sécurité
militaire d'Algérie et deux truands,
MM. Amellou et « Sami », dont le
premier aurait exécuté le contrat,
tandis que le second plaquait l'ar-
gent en Corse. L'auteur présumé
du meurtre fut appréhendé, inter-
rogé, puis expulsé avec sa com-
pagnie en direction d'Algérie dès le
14 juin (1). Tout s'est passé
comme si un nouveau « contrat »
avait alors été conclu, cette fois
entre la Sécurité militaire, dont
Amellou était un agent identifié, et
la DST française. M. Jacques Chi-
rac était alors au pouvoir. Depuis
lors, les élections présidentielles de
mai 1988 et les élections législa-
tives qui ont suivi ont restauré
l'autorité de François Mitterrand.
Le ministre de l'Intérieur ne s'ap-
pelle plus Charles Pasqua mais
Pierre Joxe.

Or tout se passe, dans cette
affaire, comme dans tant d'autres,
comme si le souci de la continuité
de l'Etat primait sur le souci de la
justice et de la vérité. Chacun a
pensé, en lisant les détails de l'af-
faire Mécili (2) à l'affaire Ben
Barka. Du moins le général de
Gaulle, tout en ne voyant dans
cette affaire, du côté français, que
« du vulgaire » et que « subalterne »,
avait-il su dénoncer le vrai coupable
: le général marocain Oufkir.
Le 29 mai 1989, François Mit-
terrand écrivait à Annie Mécili, veuve
d'Ali, que « toute référence à l'af-
faire Ben Barka serait injustifiée ».

Une politique à courte vue

En effet, l'engagement de l'Etat
dans cette affaire, peut-être
pire. Depuis bientôt trois ans,
l'instruction est bloquée. Sans
doute Annie Mécili a-t-elle tenté
d'ouvrir un second front en dépo-
sant contre Robert Pandraud une
plainte en forfaiture. Cette plainte
a connu un début d'instruction et
tour à tour les responsables de la
police, en 1987, viennent affirmer,
avec le plus grand sang-froid, qu'ils
ne savaient pas que le tueur pré-
sumé, exécuté à Alger, était préci-
sément impliqué dans l'affaire
Mécili. Un non-lieu de plus se pro-
file à l'horizon, ou, qui sait, une
amnistie. Nous sommes nombreux
qui attendons autre chose d'un

gouvernement de gauche. Vingt-
trois ans d'opposition avaient-ils
donné à la gauche un masque d'in-
nocence ? Toujours est-il qu'elle l'a
perdu.

Entre la droite et la gauche, tout
se passe à l'heure actuelle selon le
rythme de la chanson enfantine :
*Je te tiens, tu me tiens, par la bar-
bichette...* Mais qui donnera la cla-
que que tout cela mérite ? Dans
l'affaire Mécili, la droite ne tenait
pourtant pas la gauche, comme
dans l'affaire du Carrefour du
développement. Les décisions qui
ont été prises par les hommes
actuellement au pouvoir relèvent
d'une autre logique. Il est clair que
si Paris ménage Alger, en l'espèce
le président Chadi, c'est qu'il
craint qu'un autre pouvoir succède
au régime ébranlé par les émeutes
d'octobre 1988, dont il ne s'est
jamais vraiment remis, en l'occu-
rence, un régime de type islami-
que.

Cette crainte n'est pas en soi
absurde. Il est évident que l'instal-
lation, de l'autre côté de la Médit-
erranée, d'un régime semblable à
celui de l'Iran, qu'il soit ou non
placé sous le patronage de
M. Ahmed Ben Bella, aurait des
conséquences catastrophiques, non
seulement en Algérie mais en
France. Toute politique d'intégration
de la minorité d'origine
maghrébine en France se trouve-
rait menacée et M. Jean-Marie Le
Pen s'en trouverait renforcé. Je
crois pourtant que la politique
actuellement suivie est une politi-
que à courte vue. Elle ne tient pas
compte de plusieurs données capi-
tales.

Il suffit, en effet, d'être un peu
informé pour savoir que le courant
islamique a déjà profondément
pénétré le régime algérien en place.
Certes, le FLN n'est plus qu'un
nom glorieux, recouvrant un califat
polymorphe. Mais au sein de ce
califat, le courant fondamentaliste
a déjà accompli sa percée. Certes,
ce courant s'exprime surtout à tra-
vers un autre mouvement, le Front

islamique de salut, qui dirige
M. Abassi. Mais pourquoi ce cou-
rant connaît-il, à l'heure actuelle,
une telle percée ? Parce que préci-
sément il s'insère là où l'appareil
politique algérien n'est plus qu'une
coque vide. Les islamistes, comme
jadis les « musulmans noirs » dans
les ghettos américains, tentent de
s'insérer, en profondeur, dans la
société. Ils aident au ravitaille-
ment, à l'éducation des enfants,
sur le mode coranique évident-
ment ; ils se préoccupent d'assurer
aux morts des funérailles décentes.
Certes, tout cela a son prix, qui
sera lourd à payer, mais ce n'est
pas le pouvoir actuel, totalement
déconsidéré, qui peut faire que la
facture ne soit pas à payer.

Raison d'Etat et sens de l'Etat

Cette ascension n'est pourtant
pas irrésistible et il n'est pas dit
que le cocktail explosif que for-
ment la misère et la corruption
débouchera fatalement sur une
révolution de type iranien. D'au-
tres forces existent dans la société
civile, qui s'est peu à peu dévelop-
pée en marge de la société politi-
que. Les femmes, qui seraient les
principales victimes d'une victoire
du fondamentalisme, se mobilisent
contre celui-ci. Leurs manifesta-
tions ont connu un succès consi-
dérable, prouvant, décidément,
qu'Alger n'est pas Téhéran. La jeu-
nesse qui s'est manifestée en oc-
tobre 1988 a mûri. Grâce au va-
vient de l'immigration, à la récep-
tion de télévisions européennes,
elle est ouverte sur la modernité.
Le mouvement culturel berbère a
rassemblé, lui aussi, des foules,
plus considérables que celles du
Front islamique de salut. Il est vrai
qu'on n'a guère montré ces images
à la télévision française.

Enfin, un des opposants les plus
notoires au régime du président
Chadi, M. Hocine Ait Ahmed, tient
un discours résolument laïque
qui rencontre le succès bien au-

delà de sa Kabylie natale. Il est
vrai que son parti, le Front des
forces socialistes, est encore peu et
mal structuré, mais il a une partie
magnifique à jouer.

Dans ces circonstances, le sou-
tien inconditionnel qu'accorde le
Quai d'Orsay et l'Elysée au régime
de M. Chadi est absurde, car il ne
peut que favoriser ce qu'il prétend
éviter : l'explosion sociale et le
succès des intégristes. Ce succès
peut présenter plusieurs visages : il
peut aboutir à un régime de type
« basiste », dont l'axe demeure-
rait, demain comme hier, la Sécu-
rité militaire, qui seule fut stable
depuis 1962. Il peut déboucher
aussi sur un régime carrément fon-
damentaliste. Dans les deux cas,
l'issue serait désastreuse.

A l'heure actuelle, tout se passe
comme si la raison d'Etat primait
le sens de l'Etat. Ouvrir à nouveau
le dossier de l'affaire Mécili, récla-
mer fermement l'extradition du
tueur Amellou et la condamnation
de ses commanditaires de la Sécu-
rité militaire est l'une des clés qui
marqueraient la volonté de la
France d'encourager en Algérie une
ouverture démocratique, dont les
progrès existent, mais qui peut
demain être étouffée pour plu-
sieurs décennies. L'affaire Mécili
touche au cœur du mécanisme qui
bloque la démocratisation de l'Al-
gérie, parce qu'elle met en cause la
principale force bureaucratique du
pays.

Il dépend aujourd'hui, pour une
part, de nos gouvernements, qu'ils
favorisent cette évolution ou qu'ils
la stoppent. Il y va de l'honneur de
la France ; il y va aussi de son
intérêt.

(1) Selon le *Canard enchaîné* (Le
Monde du 3 mai), le meurtrier présumé
aurait bénéficié d'un « sauf-conduit » du
ministère de l'Intérieur.

(2) Voir Hocine Ait Ahmed, *L'affaire
Mécili*, La Découverte, 1989.

AU COURRIER DU Monde

L'imaginaire capitaliste ?

On ne reprochera pas à Corne-
lius Castoriadis, opposant de lon-
gue date, d'avoir tardé à découvrir
les « horreurs, monstruosités, men-
songes et absurdités » du mar-
xisme-léninisme (le *Monde* des 24
et 25 avril). Ses formulations sont
bien venues, lorsqu'il affirme que

le marxisme-léninisme s'est
d'abord « présenté comme la con-
tinuation, le passage de la limite du
projet révolutionnaire, démocratique,
révolutionnaire de l'Occi-
dent. Elles ne le sont pas lors-
qu'en contrepoint il dit que
« l'imaginaire capitaliste est en
contradiction frontale avec le projet
d'émancipation et d'autonomie ». Il
n'y a pas d'imaginaire et moins
encore de « projet » capitaliste
ayant jamais aspiré à transformer
la société « en une seule usine ».
Marquée par la réflexion
de quelques penseurs, l'économie
de marché est liée à la demande du
consommateur et à l'initiative du
producteur et donc à l'affirmation
de soi de chaque individu, tout
comme l'est la démocratie politi-
que. Est-ce pour cela que le mot
« individualisme » et son contenu
suscitent toujours de telles résis-
tances ? Le « socialisme » se situe
dans la même perspective de
liberté et de libération que le libé-
ralisme, mais s'en voyant le point
final, il connaît l'échec que l'on
constate aujourd'hui.

Il n'y a pas à attendre une
« maîtrise totale » pour chercher à
rendre peu à peu ce monde suppor-
table et soutenable pour le plus
grand nombre. Ce n'est pas démis-
sionner que de rester fidèle à l'aspi-
ration à la liberté tout en se
méfiant des sirènes d'un nouvel
imaginaire.

PHILIPPE J. BERNARD,
Paris.

Ce n'était pas « la grosse Bertha »

A propos du canon, construit
dans le nord de l'Angleterre pour le
compte de l'Irak j'ai lu dans
le *Monde* du 13 avril que cet engin
est « de plus grande taille que la
« grosse Bertha » utilisée par les
Allemands pendant le premier
conflit mondial pour bombarder
Paris ».

C'est une légende. Aux usines
Krupp, on avait construit en 1916
un mortier, nommé la « dicke Ber-
tha ». Son tuyau était court
(3 mètres) et le diamètre de son
obus mesurait 42 centimètres. Il
avait pour mission de détruire le
fort de Douaumont. Or, le canon,
qui bombardait Paris fut d'une taille
bien différente. Monté sur deux
boggies de huit roues chacun, il
roula, tiré par une locomotive spé-

ciale, de la Ruhr jusqu'au front.
Son tuyau avait une longueur de
35 mètres.

HENRY C. SAARBACH,
Ville d'Avray.

M. Arpaillange et la loi

Je lis, dans l'article du garde des
sceaux, M. Pierre Arpaillange (le
Monde du 11 avril), que « lors-
qu'un homme politique traite les
magistrats de « lâches », aucune
voie de droit ne permettrait de le
poursuivre ». Mais enfin, n'existe-
t-il pas un article 29 dans la loi du
29 juillet 1881 qui dit que « toute
allégation ou imputation d'un fait
qui porte atteinte à l'honneur ou à
la considération de la personne ou
du corps auquel le fait est imputé
est une diffamation » et un
article 30 dans la même loi qui dit
que « la diffamation commise...
envers les cours, les tribunaux...
les corps constitués et les adminis-
trations publiques sera punie,
etc. » ?

Et la chambre criminelle de la
Cour de cassation n'a-t-elle pas
jugé le 26 avril 1952 que « par
corps constitué... il faut entendre les
seuls corps ayant une existence
légitime et permanente et auxquels la
Constitution ou les lois ont dévolu
une portion de l'autorité ou de l'ad-
ministration publique » ? Les
magistrats, qui constituent « le
corps judiciaire » conformément à
l'article premier de l'ordonnance
du 22 décembre 1958 prise en
application de l'article 64 de la
Constitution, et qui « participent
au service public de la justice », ne
constituent pas un corps au
sens des articles susvisés ? N'im-
porte qui aurait le droit de les dif-
famer ? Ou la loi est mauvaise et il
faut la changer, ou M. Arpaillange
se trompe.

Cela me rappelle un propos de
notre garde des sœurs disant, à
quelque chose près, que la justice
devait être rendue avec équité,
alors qu'il me semble que
l'article 12 du nouveau code de
procédure civile dit qu'elle doit
être rendue en droit, et qu'un arrêt
de la Cour de cassation a cassé le
9 décembre 1987, comme elle le
fait toujours en la matière, un ju-
gement « basé sur des considérations
d'équité dépourvues de portée juri-
dique ».

CLAUDE ORLIAC,
Verneuil-sur-Seine.

TRAIT LIBRE



« URSS » de Daniel Vernet

Vade-mecum pour un empire épuisé

Le Kremlin et le Palais d'hiver
n'en reviennent pas. Mos-
cou et Leningrad viennent
de passer à l'opposition. Gran-
dioses et délabrées, les deux capi-
tales ont subi l'occasion des pre-
mières élections libres pour choisir
un changement radical. Envahies
de nids de poule, envahies par des
facades lépreuses et la grisaille
des barres de béton, exaspérées
par les pénuries et la dureté du
quotidien, elles sortent à l'image d'un
empire épuisé que n'en l'ont pas
de bouleverser un maiström
nommé perestroïka.

Nargué aujourd'hui par la petite
Lituanie, l'« Empire du Mal », a
placidement assisté hier au démen-
agement du « camp socialiste ».
Après l'article 6 consacré à l'au-
tel du nouveau pouvoir présidentiel,
on se propose, au royaume de
l'Etat-providence, de supprimer de
la Constitution l'article 40 qui
garantit le droit au travail des
citoyens.

Tout va décidément trop vite
dans cet Etat-continent que
M. Gorbatchev tente désespé-
rément d'animer à une Europe éton-
née et séduite. Beaucoup s'inter-
rogent. Comment aborder cette
nouvelle frontière ? Comment par-
tir à la découverte de cette terre
de contrastes ? En suivant les
traces du marquis de Custine et
d'Alexandre Dumas, à cheval sur
la monture de Michel Strogoff ?

Il est encore des choses impos-
sibles dans l'URSS de M. Gorbatchev.
Mais doit-on respecter pour
autant les itinéraires balisés par
l'immuable histoire, se contenter
des descriptions sévères et com-
passées de guides trop souvent
plus attachés à l'ancienneté des
sites qu'au quotidien des hommes
et des peuples ? On se prend à
rêver à une somme, à un vade-
mecum ouvrant les portes de la
connaissance d'un univers encore
bien hermétique et prêtant à
toutes les approximations.

Un parcours parsemé de pièges

Daniel Vernet est modeste.
URSS, l'ouvrage qu'il vient de
consacrer à un pays où il fut qua-
tre ans durant correspondant du
Monde, « n'a pas la prétention de
suppléer aux insuffisances des
autres, ni même d'éviter tous leurs
écueils ». Il se veut « un guide au
sens le plus fort du terme », c'est-à-
dire « une sorte de mode d'emploi »
donnant les clefs d'une
« divagation » entre Brest-Litovsk
et Vladivostok. Promenade sub-
jective et sentimentale, traversée
d'un territoire immense. Ponctué
de lignes qui permettent au voya-
geur, impatient et froulé, de trou-
ver les réponses à ses interroga-
tions, de ne plus se sentir

totallement étranger à un monde
qui semble souvent échapper à
l'ordre naturel des choses. Incur-
sions éblouissantes dans une histoire
monumentale et tragique, rencon-
tres, du côté de Tallin, de Sema-
rand ou de Tbilissi, avec des civil-
isations et des peuples restés
miraculeusement purs et singu-
liers après des décennies d'un
destin soviétique.

Observateur attentif des affaires
soviétiques, l'auteur n'a pas
résisté à la tentation de nous pré-
senter un état des lieux. Exercice
périsseux, mais indispensable ; lui
aurait-on pardonné d'en faire
l'économie ? A l'heure où « les
anciennes colonies antisoviéti-
ques sont devenues d'une
affrayante banalité », Daniel Vernet
nous fait partager les doutes et les
certitudes de l'analyste bousculé
par une actualité foisonnante et
contradictoire. Parcours parsemé
de pièges dans un pays encore
surpris de s'être livré à un jeu de la
vérité inachevé et déjà destruc-
teur.

Quarante millions de pauvres

Combien de pauvres l'URSS
compte-t-elle ? Quarante mil-
lions, nous dit l'auteur, considéré
de la gravité du problème dans un
pays qui avait fait de la justice
sociale l'alpha et l'oméga de sa
légitimité. « Soixante », lui répon-
dent en écho certains journaux
soviétiques, qui illustrent leur pro-
pos de photos de misérables han-
tant les décharges publiques.

Il n'empêche, Daniel Vernet a
choisi la longue durée, sans
laquelle le présent ne se résout
qu'à une longue série d'informa-
tions et de chiffres sans signifi-
cation ni perspective. Mais ce petit
livre, que l'explorateur peut aisé-
ment glisser au fond d'une
besace, n'abandonne pas celui
qu'il a poussé à entreprendre ce
voyage initiatique.

Il y trouve une bibliographie,
d'utiles points de repère (chron-
ologie historique, données statis-
tiques, cinéma, musique, peinture),
un carnet d'adresses où se
cotoient hôtels et restaurants
moscovites, mais aussi les quel-
ques lieux où l'on peut tenter de
rencontrer « l'URSS à Paris ».
Gageons qu'il évitera au voyageur
de « parcourir l'empire d'une fron-
tière à l'autre et rentrer chez lui
sans avoir rien vu que des
facades » (marquis de Custine,
Lectures de Russie, 1839).

CHARLES URJEWICZ
Daniel Vernet, *URSS*, « In-
dét. Points Planète », Seuil,
230 pages, 47 francs.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Administrateur général : Bernard Wauters
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 808 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISR

ÉTRANGER

URSS : la mort de Mgr Pimène, chef de l'Eglise orthodoxe russe

Le patriarche aux mains sales

Mgr Pimène, de son vrai nom Sergueï Izvetkov, chef spirituel des soixante millions de fidèles orthodoxes en Union soviétique, est décédé, jeudi 3 mai à Moscou, à l'âge de 79 ans. Il avait été élu patriarche de Moscou le 2 juin 1971.

L'Eglise orthodoxe russe ne s'est jamais sinée, du fait de sa nature la plus profonde, dans l'opposition au pouvoir temporel. C'est bien pourquoi, identifiée au tsarisme et à l'obscurantisme, elle fit l'objet, dès les premières années de la révolution, de persécutions particulièrement sanglantes : excommunications, déportations, exécution et exil firent plus que décimer les effectifs de sa hiérarchie. Le pire pour elle fut sans doute atteint à la veille de la seconde guerre mondiale : elle ne comptait plus alors que quelques évêques, et quelques centaines d'églises seulement étaient ouvertes au culte sur l'ensemble du territoire soviétique.

Paradoxalement, c'est la guerre qui permit à l'Eglise orthodoxe de reprendre souffle. Surpris par l'offensive de Hitler et les premiers revers subis par l'Armée rouge, Staline lâcha alors la bride à

l'Eglise moyennant son soutien à la guerre « patriotique ». Jamais, cependant, l'Eglise orthodoxe - qui va encore faire les frais des ardeurs athées de Khrouchchev - ne bénéficia d'un semblant de liberté, sinon ces dernières années.

Ce bref rappel historique suffit à expliquer pourquoi le patriarche Pimène a peu de chances de laisser une trace remarquable dans l'Histoire. L'homme est en effet le produit de ces années de répression, d'humiliations et de compromissions. Né en 1910, il entra, à l'âge de dix-sept ans, dans un des rares monastères restés en activité pour être ordonné quatre ans plus tard. On ne sait rien de lui, avec certitude, jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale lorsqu'il apparaît comme maître de chorale dans une paroisse moscovite, mais, selon des sources religieuses dissidentes, il aurait fait au moins deux séjours dans les camps staliniens dont un pour désertion.

Une ascension protégée

Quoi qu'il en soit, c'est en 1947 que va commencer l'ascension de

l'abbé Pimène dans la hiérarchie, une ascension pour le moins acceptée par les autorités soviétiques. Le KGB ne filtre-t-il pas soigneusement tous les candidats à l'entrée dans les ordres, dissuadant les plus brillants à moins qu'ils ne donnent des pages ? Toujours est-il qu'après un passage à Rostov puis au monastère de Pskov, l'archimandrite Pimène se retrouve en 1954 à la direction du célèbre couvent de la Trinité-Saint-Serge, à Zagorsk, non loin de Moscou. Sept ans plus tard, il sera nommé archevêque, après un passage à Odessa et au patriarcat de Moscou. C'est à Toulou qu'il assumera ses fonctions d'archevêque ; il sera ensuite métropolite de Leningrad et Lagoda puis de Krouititsy et Kolomna avant d'être nommé adjoint du vieux patriarche Alexis, c'est-à-dire deuxième personnage de l'Eglise orthodoxe.

C'est à la mort d'Alexis, en 1971, que Mgr Pimène est élu patriarche par le Saint Synode réuni à Zagorsk. Jamais il ne donnera le moindre souci aux autorités soviétiques, multipliant les gestes d'allégeance, voire de flagornerie, gardant un silence prudent lorsque certains de ses prêtres faisaient l'objet des foudres du pouvoir, ne manquant pas une occasion de vanter les mérites « indubitables du mode de vie socialiste, qui correspond dans une large mesure aux idéaux chrétiens » (c'était en 1973), dénonçant les méfaits de « la propagande répandue en Occident », justifiant (en 1987) le refus opposé à Jean-Paul II qui voulait déjà se rendre en Union sovié-

que, en invoquant « les affirmations peu objectives du pape sur notre pays, sur le système socialiste que nos peuples ont choisi comme sur le rôle joué au sein de la société par les citoyens croyants ». Mgr Pimène avait aussi mentionné, pour expliquer le « niet » à Jean-Paul II, le soutien que le Vatican accordait à l'Eglise uniate d'Ukraine occidentale, incorporée de force par Staline à l'Eglise orthodoxe au lendemain de la guerre pour la remerciement de ses services.

Le patriarche devait encore s'illustrer à la mort de Brejnev et d'Andropov, par des déclarations attristées et admiratives pour le moins surprenantes. Un tel comportement explique les critiques dont il fut l'objet dès 1972. C'est Soljenitsyne le premier qui l'accusa de « contribuer à faire disparaître les derniers chrétiens du peuple russe », demandant de surcroît : « Comment peut-on se persuader que la destruction planifiée de l'esprit et du corps de l'Eglise, sous la direction des athées, constitue la meilleure manière d'assurer la survie de cette Eglise ? ». Il y a deux ans, alors qu'il célébrait les mérites de M. Gorbatchev, Mgr Pimène avait été prié de démissionner par plusieurs dissidents religieux, dont le prêtre Gleb Iakounine, interdit de sacerdoce pendant plus de vingt ans et emprisonné pendant huit ans sans que jamais la hiérarchie ait pris sa défense.

JACQUES AMALRIC

RDA : les élections municipales du 6 mai

La campagne a été éclipsée par la perspective de l'union monétaire

L'Allemagne de l'Est retourne aux urnes dimanche 6 mai pour élire ses premiers conseils municipaux et locaux démocratiques. Ces élections sont la première étape de l'important processus de décentralisation prévu pour cette année en RDA. Le premier ministre chrétien-démocrate, M. Lothar de Maizière, qui défend la première place obtenue par son parti aux législatives de mars, a annoncé jeudi 3 mai à Berlin-Est la mise en place des lander au 1^{er} janvier 1991.

DRESDÉ

de notre envoyé spécial

C'est presque une réunion de famille. Le chrétien-démocrate Herbert Wagner, favori des élections municipales de Dresde, côtoie son adversaire Klaus Dieter Scholz, présenté à la mairie par un groupe d'intérêt local. Tous deux viennent du « groupe des 20 », constitué en octobre dernier, lors des dramatiques journées de Dresde, pour négocier avec la mairie communiste et devenu depuis une sorte d'organe de contrôle de la gestion municipale.

Le troisième candidat officiel à la mairie, un juriste, Roland Nedel, longtemps interdit dans l'exercice de profession, est lui-même un nouveau venu. Il défend les couleurs du Parti social-démocrate, soucieux de faire oublier son cuisant échec des législatives. Même la tête de liste du Parti du socialisme démocratique (ex-communiste), le jeune professeur Joachim Adolph, qui sert de bon émissaire à l'Assemblée, fait plutôt rassurant avec son « look » d'intellectuel de gauche...

Tout est à faire...

La campagne pour les municipales a été totalement éclipsée par les négociations sur la grande coalition gouvernementale de M. Lothar de Maizière et surtout celles sur l'union économique et monétaire avec la RFA. Bouleversée de fond en comble, l'Allemagne de l'Est est victime d'un phénomène de saturation. Seul compte désormais la manière dont chacun va pouvoir se tirer à moindre frais d'une période de transition jusqu'à la réunification, avec les énormes difficultés de restructuration qu'elle pose.

Cette fois-ci, les partis de RFA sont restés chez eux, laissant aux partis est-allemands l'entière responsabilité de la campagne. Comparée au battage auquel avaient donné lieu les législatives, notamment dans les médias de l'Est et de l'Ouest, cette campagne est restée discrète et le taux d'abstentions pourrait être élevé.

Personne ne nie pourtant l'importance de ce scrutin. Depuis des mois, la plupart des municipalités se contentent de gérer les affaires

courantes. Depuis les événements d'octobre, elles ne disposaient plus d'aucune légitimité pour entreprendre quoi que ce soit. De très nombreux maires communistes ont disparu mais, par manque de solution de rechange, la gestion au jour le jour, dans les grandes villes, a été assurée le plus souvent par les seconds couteaux qui, comme la plupart des cadres administratifs en place, étaient ou sont toujours membres de l'ex-PC. Cette gestion a été soumise pendant la transition au contrôle des « tables rondes » chargées de « doubler » les conseils municipaux et qui ont permis de roder brièvement de nouveaux responsables.

Peu d'anciens dirigeants devraient échapper de ces élections. Démissionnaire du Parti du socialisme démocratique en janvier dernier après en avoir été brièvement le vice-président, le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, a dû renoncer à se représenter. Malgré toutes ses déclarations en faveur de l'économie de marché et des réformes, et après avoir été, pendant quelques semaines, l'un des hommes les plus populaires du pays...

Les tâches qui attendent les nouveaux élus vont être colossales. Dans la plupart des grandes villes, il faut intervenir d'urgence pour sauver parfois des quartiers de la disparition pure et simple. Les problèmes d'environnement sont à la hauteur de l'état dans lequel se trouve le parc industriel du pays. Tout est à faire. Les infrastructures, dans les domaines de la santé, des transports urbains, du traitement des ordures ménagères sont à revoir. Il va falloir faire face à la montée du chômage, assumer une partie du coût social de la restructuration de l'économie, de la disparition des prix subventionnés, notamment pour le logement.

Le travail va commencer dans un flou juridique total en attendant que le gouvernement ne soumette au Parlement la réforme prévue des institutions, qui doit redonner aux communes une large autonomie. A ces complications va s'ajouter l'expérience des nouvelles équipes qui devront s'en remettre dans une large mesure à leur enthousiasme de « défricheurs » et à l'aide technique et matérielle qu'ils espèrent obtenir de la RFA.

La plupart des candidats sont par la force des choses des hommes et des femmes inconnus du public. Les grands partis n'ont souvent pas été mieux lotis que les mouvements civiques, dont beaucoup de dirigeants ont joué ces derniers mois un rôle de pointe au niveau local. Ces petites formations avaient une chance de se rattraper un peu dimanche de leur échec des législatives, mais dans l'ensemble, cependant, la consécration satisfaisante des négociations sur l'union monétaire devrait garantir au premier ministre chrétien-démocrate, M. de Maizière, un succès confirmant celui du 18 mars.

HENRI DE BRESSON

Une succession très ouverte

La désignation du successeur du patriarche devrait intervenir dans d'assez brefs délais, tant le patriarcat était devenu pesant à la tête de l'Eglise russe orthodoxe dirigée depuis deux ans par un homme malade et manipulé par un entourage divisé. Pimène avait été élu en 1971 par le Saint-Synode, à main levée et à l'unanimité, artifice de procédure pour une hiérarchie otage d'un pouvoir politique qui avait opportunément fait enfermer, un mois auparavant, le favori du scrutin.

Pour cette première élection patriarcale libre, la succession de Pimène ne devrait pas échapper à l'un des cinq premiers permanents (sur dix) du Saint-Synode, organe suprême de la hiérarchie orthodoxe, qui compte près de quarante évêques en URSS et à l'étranger. Le favori est le métropolite Juvenaly de Moscou, cinquante-cinq ans, prêtre discret, réservé, réputé libéral, qui avait dirigé la délégation de l'Eglise russe orthodoxe lors de la visite, le 1^{er} décembre dernier, de M. Gorbatchev au Vatican. Diplomate, il a été en poste à Berlin et à Jérusalem. Il fut observateur au concile Vatican II (1962 et 1965), avant de traiter d'affaires délicates opposant Rome et Moscou (notamment la libération du cardinal ukrainien Slipty).

Après Juvenaly de Moscou, Alexis de Leningrad et Kirill de Smolensk ont également leurs chances. Le premier a pour handicap son origine estonienne, le deuxième son âge (quarante-quatre ans seulement). Ces deux personnalités sont connues et appréciées dans les milieux ecclésiastiques à Genève et à Rome. Ancien recteur de l'Académie théologique de Leningrad, nommé en novembre dernier président de l'important département des relations extérieures du patriarcat de Moscou, vice-président du Conseil œcuménique des Eglises (COE), l'évêque Kirill est l'étoile montante de l'Eglise russe. Il passe pour une personnalité habile, plutôt ouverte, mais ferme, notamment sur la question de la légalisation de

l'Eglise gréco-catholique (uniate) d'Ukraine, qui empoisonne les relations entre Rome et Moscou.

Les héritiers de Nikodim

Juvenaly de Moscou, Alexis de Leningrad, Kirill de Smolensk, de même que Vladimir de Rostov, ancien recteur de Zagorsk et ancien exarque pour l'Europe occidentale, font partie de la génération des disciples du métropolite Nikodim, homme d'initiative et de tempérament, tourné vers Rome et l'Occident (il est mort en août 1978 dans les bras de Jean-Paul II). Ceux-ci avec la libéralisation de l'Eglise russe et la mort de Pimène, devraient aujourd'hui accéder au pouvoir.

Leurs chances de succéder au patriarche défunt sont plus grandes que celles des autres membres du Saint-Synode, tel Phylarète de Kiev, deuxième dans l'ordre hiérarchique, empêtré dans l'affaire uniate, ou Philarète de Minsk et, surtout, Pitirim, chef du département des finances et des publications extérieures, qui passe pour conservateur et très lié au régime.

Quel que soit le nom de l'élu, c'est d'une Eglise renaissante que le nouveau patriarche aura la charge. Il devra notamment veiller à l'application des réformes du concile de Zagorsk, tenu à l'occasion du « millénaire » de l'Eglise russe en juin 1988, ainsi qu'à la nouvelle législation religieuse en préparation, à la liberté de nomination des prêtres et des évêques. Il devra également moderniser la liturgie (par l'introduction de la langue russe en remplacement du slavon) et régler l'épineuse question uniate. L'heure de la perestroïka devrait sonner dans la puissante Eglise russe.

H. T.

La proclamation de l'indépendance de la Lettonie serait assortie d'une « période de transition »

RIGA. — M. Anatoli Gorbounov, président sortant du Soviet suprême de Lettonie et de nationalité lettone, a été réélu jeudi 3 mai à la tête du parlement de cette république balte. Il a obtenu 153 voix en sa faveur sur 196 votants. Son principal adversaire, M. Anatoli Alexiev, président du mouvement Interfront qui milite pour le maintien de la Lettonie au sein de l'URSS, n'a obtenu que vingt voix.

Vendredi, le Parlement devait passer à l'examen de résolutions dont la principale vise à établir l'indépendance tout assortie d'une « période de transition » pour ce petit Etat balte de 2,6 millions d'habitants.

Le projet de texte sur lequel les députés vont devoir se prononcer, et dont l'AFP a pu se procurer une copie, proclame que « la réunion du Conseil suprême - probablement la nouvelle appellation du Parlement - constitue le rétablissement de l'Etat de la souveraineté lettone qui n'a jamais cessé d'exister de jure ».

Le texte ajoute que « la République de Lettonie (et non plus République socialiste soviétique de Lettonie) est une république démocratique indépendante » et que la « souveraineté populaire s'exerce en Lettonie sur tout le territoire ». Ce dernier point fait sans doute référence, selon les observateurs, à la région de Latgale (est), à majorité russe.

Contrairement à ses voisins baltes, la Lettonie est en effet confrontée à des problèmes particuliers du fait de la présence d'une très

forte minorité non lettone, qui constitue 45 % de la population.

Ce rétablissement de facto de l'indépendance lettone doit être concrétisé « au cours d'une période transitoire sous la direction du Conseil suprême », poursuit la résolution qui se distingue sur ce point du texte adopté par les Lituaniens le 11 mars. « Les négociations avec l'URSS doivent s'engager sous la responsabilité d'une commission gouvernementale », poursuit le texte, qui n'évoque pas la question des bases militaires soviétiques en Lettonie. M. Gorbounov, a souligné pour l'AFP que « ce problème très délicat ne sera abordé qu'après l'ouverture des négociations ». — (AFP)

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

M. Iakovlev dément les rumeurs de « mouvements militaires » contre M. Gorbatchev

M. Alexandre Iakovlev, membre du bureau politique et du conseil présidentiel soviétiques, a catégoriquement démenti vendredi que l'armée ait tenté un coup de force contre M. Gorbatchev en février dernier. « Il n'y a pas eu de mouvement de personnel militaire. Il n'y a pas eu de pressions sur la direction politique et il n'y a aucune base pour affirmer que la politique de Gorbatchev a changé pour répondre à des pressions », a déclaré M. Iakovlev au cours d'une conférence de presse.

L'expert officiel de l'OTAN sur les affaires soviétiques, M. Christopher Donnelly, avait déclaré jeudi 3 mai que les militaires soviétiques

exerçaient une forte pression sur M. Mikhaïl Gorbatchev et avaient pu se livrer récemment à une démonstration de force.


M. Donnelly avait déclaré avoir reçu des informations non confirmées selon lesquelles des armes auraient été distribuées, le 25 février dernier, aux étudiants d'une académie militaire proche de Moscou. Selon une autre source « sûre, proche de l'OTAN » citée par l'AFP, entre 3 000 et 4 000 hommes de l'unité de la garde Taman auraient distribué ce jour-là « des mortiers et des mitrailleuses » aux élèves officiers, qui auraient alors parqué autour de leur école, pour « une démonstration de force ». Le même jour, près de 100 000 personnes manifestaient à Moscou en faveur de la démocratisation du régime. Ces manifestations avaient été précé-

dées par des rumeurs annonçant que la journée du 25 février serait une journée sanglante, mais elles s'étaient finalement déroulées dans le calme.

Gorbatchev a attaqué et sapé la position des militaires, et les militaires sont mécontents. Ils veulent plus de temps pour se faire (aux changements), ils n'aiment pas que l'on fasse d'eux les boucs émissaires des problèmes économiques, et ils craignent la disparition de l'ordre dans le pays », a ajouté M. Donnelly, tout en démentant les informations selon lesquelles l'URSS aurait été au bord de la guerre civile ou menacée par un coup d'Etat.

A Bruxelles, le secrétaire d'Etat américain James Baker a affirmé qu'il entendait parler pour la première fois de cette affaire. — (Reuters, AFP)

T O U R D



Une clé de lecture particulièrement séduisante de l'histoire du continent : la famille.
F. Féron / Libération

Une plume piquante, provocatrice et bienfaisante.
J.-P. Rioux / Le Monde

Collection L'Histoire immédiate dirigée par J.-C. Gillebert
512 pages, Relié 195 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

A la veille de la réunion « 2 + 4 » sur l'unification de la RDA et de la RFA

M. James Baker a obtenu le ferme soutien des Alliés sur le principe de l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a exposé jeudi 3 mai à Bruxelles aux ministres des affaires étrangères de l'OTAN les grandes lignes du discours de politique étrangère que devait prononcer vendredi M. George Bush, cette réunion précédant de deux jours l'ouverture officielle de la conférence « 2 + 4 » sur les aspects externes de l'unification allemande.

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

C'est fort du soutien sans faille de l'OTAN que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, rencontrera vendredi 4 mai à Bonn son homologue soviétique et participera le lendemain aux côtés des ministres des affaires étrangères des deux Allemagnes, de l'URSS, de la France et des Etats-Unis, à la première réunion ministérielle dite « 2 + 4 » consacrée aux aspects externes de l'unification allemande. Le principe de l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN a été en effet unanimement soutenu lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN qui s'est tenue jeudi à Bruxelles.

Le principe « n'est pas négociable », a dit M. Baker, répondant ainsi aux dirigeants soviétiques qui ont déclaré à plusieurs reprises ces dernières semaines qu'il n'était de leur point de vue « pas acceptable ». Cette fermeté sur la question allemande - l'un des murs porteurs

de la « nouvelle architecture européenne » dont s'ouvre le chantier - vaut bien quelques concessions faites aux Soviétiques. La proposition américaine d'ouvrir plus tôt que prévu des négociations sur les aspects militaires à court terme a été présentée comme telle par M. James Baker, ainsi que par le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, qui se trouve les mots pour affirmer que cette proposition contribuerait à « la solution finale de la question allemande ».

Sauver la face à M. Gorbatchev

C'est comme un geste de bonne volonté envers certains alliés occidentaux mais aussi envers l'URSS qu'il faut comprendre aussi la proposition américaine de s'atteler, dès maintenant, à la préparation du sommet de la CSCE qui devrait se tenir vers la fin de l'année à Paris. Cette idée, avancée par M. François Mitterrand de concert avec M. Gorbatchev, ne suscitait guère jusqu'à l'enthousiasme des Américains. Washington semble avoir compris que la transformation de ce forum Est-Ouest en une véritable institution pan-européenne était « l'emballage » sans lequel M. Gorbatchev ne saurait faire avaler chez lui une réforme totale de l'ordre de sécurité européen qui entrainera de fait le démantèlement du pacte de Varsovie. Enfin c'est dans un souci évident de sauver la face aux Soviétiques que M. James Baker a insisté sur le fait que, dans la négociation sur l'Allemagne qui s'ouvre samedi, il n'y aurait ni vainqueurs

ni vaincus et que « tout le monde ne peut que gagner » à l'approche occidentale, la seule selon le secrétaire d'Etat, qui garantisse la stabilité alors que toute formule de neutralité ouverte ou déguisée reviendrait à installer au centre du continent une Allemagne livrée à elle-même que ne peuvent souhaiter les Soviétiques.

Ces bons sentiments à l'égard de l'URSS ne sont en fait affichés qu'à l'usage de M. Gorbatchev. Le renoncement aux SNF ne signifie pas l'acceptation par Washington d'une dénationalisation de l'Europe et, même s'il a souhaité rester discret sur les projets américains de construction d'un nouveau missile aéroporté, M. James Baker n'a pas nié qu'il en avait été question entre Alliés. Si l'OTAN se prépare à réviser sa stratégie, elle n'entend pas se saborder sous prétexte que s'effondre le pacte de Varsovie et toutes les initiatives américaines contenues dans le discours que le président Bush devait prononcer vendredi et dont M. James Baker rendait compte jeudi aux alliés, marquant au contraire un évident souci américain d'être partie prenante à la réorganisation du continent européen pour y préserver leur influence.

Offensive américaine

Il en va de même pour la CSCE. M. Baker a certes prôné une institutionnalisation de ses procédures, des réunions plus fréquentes des 35, l'élaboration entre eux de mécanismes de règlement des conflits et de contrôle des activités militaires « inhabituelles ». Mais il ne s'agit pas de nuées adressées par M. Gorbatchev par les manifestants du premier mai, assis à l'Assemblée nationale. Quelques heures plus tard M. Bush recevait à la Maison Blanche, et pendant 45 minutes, M. Prunskiene. Mais on avait pris soin de faire sentir à la visiteuse que si on la désignait, par politesse, par son titre de première ministre, on ne la reconnaissait pas comme telle : M. Prunskiene est entrée à pied, comme le continua des milliers, dans l'enceinte de la Maison Blanche, où les pairs « reconnus » pénétraient en limousine.

Embarras à propos de la Lituanie

Mais les explications données par M. Bush à ce sujet ont semblé, une fois de plus, courtes et embarrassées, le président répétant, comme le font systématiquement les officiels américains, que « beaucoup est en jeu » dans cette affaire. Il a tenu à assurer les « lituaniens-américains » que le sort de la Lituanie lui était aussi cher qu'à eux-mêmes, mais ses propos ont surtout servi à confirmer que pour M. Bush la question de l'indépendance lituanienne constitue essentiellement un embarras de politique intérieure américaine.

Le président des Etats-Unis n'a en tous cas toujours pas manifesté la moindre intention de s'engager plus avant dans le conflit qui oppose Vil-

nius à Moscou : « Si les Etats-Unis pouvaient jouer un rôle constructif, ils le feraient, mais ce rôle n'existe pas ». Quelques heures plus tard M. Bush recevait à la Maison Blanche, et pendant 45 minutes, M. Prunskiene. Mais on avait pris soin de faire sentir à la visiteuse que si on la désignait, par politesse, par son titre de première ministre, on ne la reconnaissait pas comme telle : M. Prunskiene est entrée à pied, comme le continua des milliers, dans l'enceinte de la Maison Blanche, où les pairs « reconnus » pénétraient en limousine.

La dernière carte allemande des Soviétiques

C'est donc bel et bien à une offensive américaine pour reprendre les choses en main tout en s'efforçant de ménager M. Gorbatchev que l'on a assisté à Bruxelles. M. Baker a dressé devant ses alliés un tableau très pessimiste de la situation intérieure de l'Union soviétique, aux prises avec le problème des nationalités et menacée de chaos économique. Lors des entretiens qu'a eus jeudi après-midi avec ses homologues de l'Europe des Deux, le secrétaire d'Etat américain en évoqua la possibilité que l'URSS en vienne à solliciter de façon pressante l'aide économique occidentale, et la difficulté qu'il y aurait à y répondre devant les opinions publiques si n'est pas rapidement désamorcée la crise lituanienne.

Les ministres des affaires étrangères ont également analysé comme un effet des difficultés intérieures que connaît M. Gorbatchev le fait que l'URSS depuis quelques

mois traîne les pieds dans les diverses négociations sur le désarmement et notamment à Vienne, de même que la crispation perceptible ces derniers temps à Moscou à la veille de l'ouverture des négociations sur l'Allemagne. M. Baker a redouté une paralysie de la direction soviétique jusqu'au congrès du PC en juillet et incité ses alliés à faire pression comme lui sur Moscou pour hâter en particulier la conclusion d'un premier accord de désarmement conventionnel à Vienne, préalable à l'ouverture de négociations sur les SNF comme à la tenue d'un sommet de la CSCE.

L'Union soviétique freine effectivement à Vienne des négociations sur le désarmement conventionnel qu'elle n'aurait pas bien engagées, comme si elle les faisait dépendre des discussions sur l'Allemagne dans le cadre de la conférence « 2 + 4 ». Dans cette instance, la seule où elle dispose d'une véritable carte face aux occidentaux, l'URSS souhaiterait qu'on parle de tout. Sur ce point aussi M. Baker a été clair : la négociation « 2 + 4 » n'a pour objectif, a-t-il dit, que de restituer à l'Allemagne « sa souveraineté pleine et entière ». Washington a une vision très restrictive des décisions qui peuvent être prises dans ce cadre : règlement juridique international s'apparentant dans le contenu à un traité de paix même si le terme n'est pas employé, question des frontières, statut de Berlin et liquidation des droits des quatre puissances victorieuses de la guerre. Tout le reste, estime M. Baker, peut certes être discuté à six mais ne saurait faire l'objet de décisions

dans ce cadre, ces dernières étant renvoyées aux différentes instances compétentes. Le « reste », c'est rien moins que le statut militaire de la RDA, ses engagements extérieurs, la présence sur son sol de troupes soviétiques, l'appartenance de la future Allemagne à l'OTAN. « Après tout l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN ne peut être discutée que par l'Allemagne et l'OTAN », a notamment dit M. Baker qui renvoie d'autre part la question des troupes étrangères stationnées en Allemagne aux négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel. L'URSS l'entend différemment mais aura-t-elle les moyens d'imposer son point de vue ?

M. Roland Dumas, tout en approuvant cette démarche américaine, en a cependant fixé les limites : « on ne peut pas, a-t-il dit, réduire excessivement l'exercice. Il faudra bien articuler le passage entre les discussions 2 + 4 et le problème général de la sécurité en Europe ». Ce n'est là que l'une des nuances qui séparent actuellement les positions françaises et américaines. On peut en voir une autre dans le fait que M. Dumas n'a pas jugé bon jeudi soir de participer au dîner qui faisait suite à la première réunion entre les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne et le secrétaire d'Etat américain, sensé inaugurer, sinon la mise en œuvre de la « doctrine Baker, du moins une nouvelle ère de la coopération politique américano-européenne. CLAIRE TRÉAN

M. Mitterrand rencontre M^{me} Thatcher près de Londres

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, devait accueillir, vendredi 4 mai, le président François Mitterrand au château de Waddesdon, dans la campagne anglaise au nord-ouest de Londres, pour un bref sommet franco-britannique axé sur la sécurité en Europe, dans la perspective de la réunification allemande.

M^{me} Thatcher et M. François Mitterrand devaient notamment examiner les modalités de l'intégration de la RDA dans l'OTAN et comparer leurs positions à la veille de la réunion, à Bonn, de la conférence « 2 + 4 ».

L'union politique de la Communauté européenne, sujet de friction entre la Grande-Bretagne et ses onze partenaires, pourrait également être évoquée, en vue du sommet de Dublin des 12 et 24 juin, qui doit décider d'un calendrier.

« Les discussions devraient se dérouler dans un climat de sérénité, estiment les observateurs britanniques, qui relèvent que le choix du manoir de Waddesdon, utilisé pour la première fois pour recevoir un chef d'Etat étranger, peut être interprété comme un hommage de M^{me} Thatcher à son hôte français. (AFP, Reuters)

Après la libération de deux otages américains

Washington fait un geste envers Téhéran

Washington n'aura attendu que quelques jours, après la libération de deux otages américains, pour faire un geste en direction de Téhéran. Le président Bush a, en effet, offert, jeudi 3 mai, d'aider l'Iran à élucider le mystère entourant le sort de quatre de ses ressortissants - dont trois diplomates - enlevés au Liban en 1982, qualifiant cette initiative de « geste de bonne volonté ».

Lors d'une conférence de presse, M. Bush a réaffirmé qu'il comptait maintenir sa politique consistant à rejeter toute négociation avec les preneurs d'otages. Mais il s'est déclaré prêt à faire vis-à-vis de l'Iran « tout geste » de bonne volonté pour obtenir la libération des six otages américains encore détenus au Liban. A titre d'exemple, a-t-il précisé, Téhéran est intéressé par toute information concernant « le sort de quatre ressortissants iraniens enlevés en 1982 ». Et il a déclaré : « Si l'y a un moyen pour nous d'obtenir toute information qui permettrait de soulager l'angoisse des familles de ces quatre personnes, nous devons le faire et (...) c'est ce que nous essayons de faire ». « Si cela est

perçu comme de la bonne volonté, eh bien, ainsi soit-il, l'espère que c'est le cas et c'est comme cela que je l'entends », a ajouté le président américain. « Peut-être y a-t-il d'autres choses que nous pouvons faire », a-t-il encore dit.

A Téhéran, toutefois, le président Rafsanjani a de nouveau accusé Washington de ne pas « vouloir régler » le problème des otages et d'« exploiter leur douleur à des fins politiques et médiatiques ». M. Rafsanjani a, en outre, assuré - au moment où une polémique agite le pouvoir à Téhéran sur l'opportunité d'engager un dialogue avec Washington - que l'Iran n'était « pas désireux d'avoir des relations avec les Etats-Unis » et qu'« aucun effort » n'avait été réalisé par Téhéran pour cela.

Par ailleurs, le gouvernement britannique, soumis à des pressions depuis la libération de deux otages américains, a réitéré sa position : pas de pourparlers avec les preneurs d'otages. M^{me} Margaret Thatcher a déclaré que « ce serait une grave erreur que de négocier un accord » avec les ravisseurs. (AFP, Reuters)

L'organisation atlantique veut adapter sa stratégie

Suite de la première page

L'idée ne séduisait guère la France, et lors de sa rencontre avec M. Bush en Floride, M. Mitterrand avait suggéré pour sa part un sommet « avant la fin de l'année », c'est à dire à une date suffisamment éloignée pour permettre de préparer une réunion censée redéfinir les missions de l'Alliance.

De toute évidence, les Etats-Unis ont fait prévaloir leur point de vue, et même si l'objectif - ambitieux - de la réunion recoupe les préoccupations de M. Mitterrand, les précisions données par le président américain montrent bien que les Etats-Unis ont toujours, au stade actuel, une conception assez différente du rôle futur de l'Alliance atlantique.

Comme premier point de l'ordre du jour, le président américain suggère en effet que l'on évoque « la future mission politique de l'Alliance », concept que les Français considèrent avec méfiance. Les autres points devraient concerner la défense conventionnelle de l'Europe et les négociations de désarmement, le rôle des forces nucléaires américaines, et enfin l'avenir de la CSCE, qui tendra elle aussi une réunion au sommet cette année.

Ni la renonciation aux Lance - parce qu'elle ne faisait plus guère de doute -, ni l'annonce d'un sommet de l'OTAN n'ont pourtant retenu l'attention de la presse américaine qui interrogeait un George Bush en petite forme et à l'expression plus approximative encore qu'à l'ordinaire. On a donc surtout parlé des otages, de M. Gorbatchev et de la Lituanie, d'autant que le président américain devait recevoir quelques heures plus tard M. Kazimieras Prunskiene, premier ministre d'une Lituanie indépendante que les Etats-Unis ne reconnaissent pas.

Inquiétudes pour M. Gorbatchev

A propos des otages, M. Bush a utilisé, en parlant de l'Iran, un ton un peu plus bienveillant que de coutume, et il s'est déclaré disposé à aider Téhéran dans la recherche d'informations concernant quatre de ses ressortissants disparus à Beyrouth en 1982 (ils avaient été enlevés par une milice chiite). Tout en soulignant que les Etats-Unis étaient entièrement étrangers à l'affaire, et que les personnes en question étaient vraisemblablement mortes, M. Bush a insisté sur l'ingérence légitime de leurs familles iraniennes, et sur la nécessité de mettre un terme à leur incertitude (lire ci-dessus).

D'autre part, le président américain a clairement laissé apparaître que dans son esprit les chutes dénotées par Israël (après avoir été

arrêtés au Liban), sont eux aussi des otages, et que leur libération est également souhaitable. M. Bush a bien entendu été interrogé sur les « informations » recueillies auprès de certains milieux de l'OTAN à Bruxelles et selon lesquelles M. Gorbatchev aurait été à deux doigts d'être renversé par des militaires. Le président américain a indiqué n'avoir reçu aucune indication de cette nature de ses services de renseignement, mais il a tout de même fait part des « inquiétudes » qu'il éprouve parfois à propos de l'avenir de M. Gorbatchev : « Je crois qu'il est soumis à une pression extraordinaire dans son pays, en particulier à propos de l'économie, et parfois je me demande d'un coup d'état qui pourrait remettre en question tout le processus ». M. Bush a même évoqué le risque d'une « réurgence militaire sous une forme ou une autre », et a semblé enclin à mettre cette considération en rapport avec le « rétro-pédalage » auquel se livrent actuellement les Soviétiques dans les négociations sur le désarmement. M. Bush a par contre fait très peu

Le programme Lance : 88 missiles et 700 charges nucléaires

Dans les années 70, les forces américaines en Europe alignaient plus de 7 000 armes nucléaires tactiques. Aujourd'hui, elles en possèdent moins de 4 000 (dont 700 têtes explosives destinées à 88 missiles Lance d'une portée de 120 kilomètres, des munitions d'artillerie et des bombes d'évision), soit un rapport de 13 à 1 au profit du stock soviétique européen.

Le projet initial de l'OTAN consistait - quitte à en diminuer le nombre - à remplacer les Lance par un nouveau missile FTOL (Follow on to Lance) d'une portée inférieure à 500 kilomètres, et à moderniser l'artillerie nucléaire, notamment les canons de 155 et de 203 mm, dont les quantités seraient pu être réduites de moitié. Ces armes seraient destinées à être entreposées, avec l'accord de leur gouvernement, dans divers pays alliés (dont l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ou la Belgique), mais les têtes nucléaires demeureraient en dernier ressort sous contrôle américain. La décision de déployer de tels moyens, que le Pentagone étudie depuis plusieurs années,

avait déjà été repoussée jusqu'en 1992. Le général John Galvin, commandant suprême des forces de l'OTAN, s'est déclaré partisan d'un programme complémentaire, baptisé TASM (tactical air-surface missile), qui consisterait à embarquer un missile air-sol nucléaire sur des avions B la manière du missile français ASMP sous le fuselage d'un Mirage IV ou d'un Mirage 2000 N.

Dans la mesure où ce projet n'entre pas dans le cadre des limitations imposées par l'accord soviéto-américain déjà conclu sur les euromissiles, cet engin aéroporté (dont le rayon d'action serait de l'ordre de 400 kilomètres) devrait commencer à armer l'avion F-15. Les états-majors de l'OTAN ont imaginé de déployer une partie de cet arsenal après 1995 en Grande-Bretagne, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas, en Turquie, en Grèce, voire en Allemagne fédérale au besoin.

Pour l'instant, ni M. George Bush ni M. James Baker n'ont fait allusion au sort qui serait réservé à ce programme de l'OTAN.

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

JAN KRAUZE

AMÉRIQUES

CHILI

Nouvelles péripéties dans l'affaire Letelier

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Les récentes révélations d'un journaliste du quotidien démocrate-chrétien *La Epoca* ont contraint la justice chilienne à rouvrir l'enquête concernant l'affaire Letelier, du nom de l'ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende assassiné il y a quatorze ans aux États-Unis.

Le commandant Rozas, chargé de l'instruction, a donc entendu pendant cinq jours l'agent des services secrets qui s'était rendu à l'époque à Washington.

Mais à la surprise générale, aucun chef d'accusation n'a été retenu contre M^{re} Monica Lagos, alias Liliana Walker. Le journaliste qui avait révélé son identité, a lui, été arrêté et incriminé, et n'a dû sa libération et l'abandon des poursuites à son encounter qu'à la mobilisation des partis du centre et de gauche.

Le président Patricio Aylwin, qui s'était déclaré très « surpris » par la décision de la justice militaire, avait pen de temps auparavant eu un entretien de quarante minutes avec le général Pinochet, la première depuis la passation de pouvoir du 11 mars dernier.

Cette nouvelle péripétie dans l'affaire Letelier ne va bien évidemment pas contribuer à améliorer les rapports entre les autorités civiles et les forces armées, déjà tendus depuis que s'est constituée, à l'initiative du chef de l'État, une commission pour la vérité et la réconciliation chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises sous la dictature, et alors qu'un autre ancien ministre de Salvador Allende, M. Clodomiro Almeyda, vient d'être nommé ambassadeur en Union Soviétique.

GILLES BAUDIN

COLOMBIE

Quatre morts dans un attentat à la voiture piégée

Quatre personnes, dont un enfant de trois ans, ont été tuées et trente autres blessées jeudi 3 mai dans un attentat à la voiture piégée, à Cali, capitale de la province de Valle del Cauca, à l'ouest de la Colombie. La voiture, qui contenait une charge de 100 kilos, avait été placée devant un supermarché de la chaîne La Rebaja, dans un quartier commerçant de la ville.

L'explosion a également endommagé une vingtaine d'autres magasins et sept habitations. Les forces de l'ordre ont immédiatement quadrillé la zone de l'attentat et des policiers ont été postés devant d'autres magasins de la chaîne La Rebaja, qui serait contrôlée par le cartel de Cali, une des principales organisations de trafic de drogues colombiennes.

L'attentat n'a pas été revendiqué, mais plusieurs établissements de la chaîne La Rebaja à travers le pays avaient déjà été la cible d'attentats en 1989, des actions que les autorités colombiennes ont mis sur le compte de la « guerre » que se livrent les cartels de Medellín et de Cali, les deux principaux du pays. — (AFP)

EN BREF

■ **MONGOLIE** : premières grèves politiques et nouvelles grève de la faim. — Le premier ministre mongol a lancé jeudi 3 mai un appel au calme alors que les premières grèves politiques sont signalées dans le nord du pays, rapporte l'agence est-allemande ADN. D'autre part, dix-sept opposants poursuivent une grève de la faim à Oulan-Bator en faveur de la démocratisation du régime. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées jeudi dans la capitale pour protester contre la détention de quatre dissidents. Enfin, l'opposition a demandé au chef de l'État d'annoncer une prochaine visite en Chine dont « les dirigeants ont des objections à nos réformes démocratiques ». — (AFP)

■ **HONGKONG** : affrontements entre la police et des réfugiés vietnamiens. — Pour la seconde journée consécutive, des affrontements ont opposé, vendredi 4 mai, des boat people vietnamiens et les forces de l'ordre de Hongkong, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes dans le camp de Whitehead, abritant 22 000 personnes sur un total de 54 000. Mardi, 114 Vietnamiens avaient été arrêtés lors d'une opération de nettoyage pour retrouver des réfugiés qui s'étaient entassés. La plupart des boat people doivent être rapatriés au Vietnam contre leur gré. Le responsable, à Hongkong, du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a qualifié le camp de Whitehead de « monstrueux ». — (AFP)

■ **Un prix pour Denis Hautin-Guiraut**. — Notre collaborateur Denis Hautin-Guiraut vient d'être désigné lauréat de langue française pour le concours annuel de la Pluma de plata mexicana. Ce prix est décerné par un jury international. Il est parrainé par le ministère du tourisme du Mexique. Les articles primés sont « La marmite mexicaine » et « Chiapas, frontière oubliée » (le Monde du 2 février 1989).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

CUBA

Les manœuvres américaines à la base de Guantanamo inquiètent La Havane

A l'est de Cuba, dans la base américaine de Guantanamo, les « marines » des États-Unis effectuent depuis plusieurs jours l'exercice de défense DEFEX, l'une des trois manœuvres américaines en cours dans les Caraïbes qui incluent des bombardiers stratégiques et des exercices de débarquement. Face à ces opérations, auxquelles Washington n'a donné aucun caractère exceptionnel mais qui sont considérées à La Havane comme une répétition générale d'agression contre l'île, les Cubains ont répliqué dans le cadre d'une manœuvre nationale baptisée « Escudo Cuba » (Bouclier cubain).

A cette occasion la télévision a diffusé pour la première fois, mercredi 2 mai, des images du chasseur Mig-29, dont des exemplaires ont été récemment livrés à Cuba par l'Union soviétique. La télévision n'a pas identifié la base aérienne sur laquelle se trouvait le Mig-29, dont elle n'a montré qu'un seul exemplaire en vol et au sol, et n'a pas indiqué de combien de ces avions, le dernier modèle de chasseur soviétique, disposent les forces aériennes cubaines. Le département d'État américain avait dénoncé en février dernier la livraison à Cuba de ces chasseurs à capacité nucléaire. — (AFP)

SUR SEALINK, ENTRE LA FRANCE ET L'IRLANDE C'EST VOUS QUI CHOISISSEZ LA ROUTE.

Entre la France et l'Irlande, le chemin le plus agréable n'est pas toujours la ligne droite. Sur Sealink, avec le tarif combiné "Irish Landbridge", la traversée se fait en deux temps : Manche et mer d'Irlande. Entre les deux, c'est vous qui choisissez la route. Vous avez le choix entre trois ports différents, sud, centre ou nord, pour aborder l'Irlande. Sur la ligne Fishguard-Rosslare, par exemple, le nouveau navire Sealink est deux fois plus gros que le précédent et entre Holyhead et Dun-Laoghaire (Dublin), la fréquence est doublée en haute saison. Ainsi vous évitez bouchons et attentes, et tout ce temps gagné vous permet de découvrir d'autres horizons.

L'Irlande via l'Angleterre, à partir de 650 F, pour en profiter, réservez dès maintenant chez votre agent de voyages.

"Irish Landbridge" à partir de 650 F. Aller-retour par personne, hors 1 adulte = 4 personnes, tarifs en haute saison.

SEALINK

Irlande

CANAPES CAPELOU
Grand choix de CANAPES-LITS et FAUTEUILS-LITS des meilleures marques : tissu ou cuir toutes dimensions
37, Avenue de la République - 75001 PARIS
Tél. (1) 43 57 46 35 - Métro : PARMENTIER

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS

EUROPÉENNE
DE DONNÉES
Tél. (1) 46-03-11-56

Exposition VIA aux Galeries Lafayette. 9 mises en scène pour habiller la maison.



AVEC LE VIA, QUI DONNE DEPUIS 10 ANS AUX JEUNES CRÉATEURS L'OCCASION D'ÉDITER ET DE DIFFUSER LEURS CRÉATIONS, ET PARALLÈLEMENT À LA RÉTROSPECTIVE QUI LUI EST CONSACRÉE AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS, LES GALERIES LAFAYETTE PLANTENT D'AUJOURD'HUI LE DÉCOR DES ANNÉES FUTURES.

UNE EXPOSITION-VENTE ILLUSTRÉE, À TRAVERS 9 MISES EN SCÈNE, LE CARACTÈRE TRÈS ÉCLECTIQUE QUI DOMINE L'AMEUBLEMENT DES ANNÉES 90.

G A L E R I E S
Lafayette

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

A Damas

Les entretiens Mubarak-Assad n'ont guère fait progresser le règlement de la brouille irako-syrienne

La visite « historique » de deux jours que vient d'effectuer à Damas le président égyptien Hosni Mubarak, n'a pas seulement consacré la reprise normale des relations syro-égyptiennes, elle a surtout permis aux deux chefs d'Etat - qui se sont rencontrés plus de huit heures en tête à tête - d'examiner en détail les problèmes du monde arabe.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Damas et Le Caire ont décidé la création d'un haut comité mixte, présidé par leurs ministres des affaires étrangères, qui devrait permettre un dialogue régulier et éviter, à l'avenir, de voir s'alourdir d'événements contentieux. Au sujet de la brouille irako-syrienne, l'engagement discuté selon M. Mubarak, ce sommet n'a visiblement pas permis de faire beaucoup avancer les choses. Le président égyptien a lui-même concédé qu'« il restait encore de très nombreux points, qui nécessitent les efforts non seulement de l'Égypte, mais de tous les amis dans la région, pour atténuer les divergences entre la Syrie et l'Irak ». Le président Assad a, pour sa part, estimé que « c'était une question compliquée » supposant « encore beaucoup d'efforts et de temps ».

Rétablissement des relations syro-égyptiennes

Reste que Bagdad se montre très peu disposé, de son côté, à se rapprocher de Damas et ce n'est sans doute pas un hasard si, à la veille de l'arrivée du président égyptien dans la capitale syrienne, le ministre irakien de l'information a affirmé que « l'Irak refusait toute collaboration avec le régime syrien et n'avait aucune confiance dans une personne suspecte le président Assad ». Dans ces conditions, on comprend mieux que le président Assad ait laissé clairement entendre qu'il ne se rendrait pas à Bagdad, au cas où le sommet arabe, réclamé officiellement par l'OLP, s'y tiendrait.

A propos du processus de paix avec Israël, sur lequel Damas et Le Caire ont des approches différentes, le président égyptien a

La création d'une République yéménite unifiée pourrait être annoncée le 27 mai

La proclamation de la République yéménite unifiée, initialement prévue pour novembre 1990, pourrait être annoncée le 27 mai. Selon des sources bien informées à Aden, l'annonce, qui serait faite à Sanaa, capitale du futur Etat, sera précédée par plusieurs « mesures importantes ». Ainsi, le 24 mai, les parlements - le Conseil suprême du peuple, au Sud, et l'Assemblée consultative, au Nord - se réuniront séparément, à Aden et à Sanaa, pour entériner le projet de Constitution commune.

La décision d'avancer la date de la création du nouvel Etat serait notamment destinée à « couper l'herbe sous les pieds des ennemis de l'unité ». Des tribus de la région nord-ouest du Yémen du Nord auraient récemment exprimé leur intention d'empêcher l'unification. Des sources concordantes avaient également fait état de combats dans la région de Saa'da (limite de l'Arabie saoudite) entre ces tribus et les troupes gouvernementales. Ces informations ont été aussitôt, officiellement et énergiquement, démenties par Sanaa. - (AFP)

IRAN : Téhéran dément s'être servi de gaz contre des Kurdes. - L'Iran a démenti, jeudi 3 mai, des informations publiées par le Washington Post affirmant que, selon le département américain de la défense, Téhéran avait utilisé des gaz de combat contre des civils kurdes dans la ville irakienne de Halabja, en mars 1988. Jusqu'ici, seul l'Irak était accusé de s'être servi d'armes chimiques - faisant un grand nombre de victimes dans la population civile - en représailles à l'aide fournie par des Kurdes aux forces iraniennes. - (Reuters)



Syrie, a déclaré M. Mubarak, « désirer résoudre le problème pacifiquement et fait le maximum d'efforts en ce sens. Le président Assad se joindra au processus de paix quand il sentira réellement que celui-ci est engagé dans la voie d'une solution globale ». Constatant que le président syrien « n'a pas encore de bonnes relations avec Yasser Arafat », M. Mubarak, qui a dit avoir évoqué la question avec son homologue, a affirmé que « le chef de l'OLP était le bienvenu à Damas quand il voudrait et qu'il serait pour sa part très heureux de le voir s'asseoir avec le président Assad et discuter de tous ces points ».

Là où le bât blesse toutefois est que, si la Syrie affirme, depuis plus de deux ans, que Yasser Arafat est le bienvenu, elle refuse toujours les conditions posées par le chef de l'OLP pour sa venue : une récep-

tion de chef d'Etat et la libération des détenus palestiniens. De plus, on voit mal aujourd'hui ce que viendrait faire à Damas M. Arafat alors que le processus de paix est en panne et que l'ouverture de l'OLP n'a pas obtenu de réponse israélienne - ce qui conforte la thèse syrienne. M. Mubarak a d'ailleurs déploré « le gel du processus de paix », réaffirmant qu'il avait le sentiment « que M. Shamir ne désirait pas du tout maintenant résoudre le problème. A moins, a-t-il ajouté, que nos amis américains fassent un très grand effort pour persuader les Israéliens de s'asseoir à la table de négociations ». Le président Assad a, de son côté, rappelé « l'attachement de son pays au principe de la tenue d'une conférence internationale », ajoutant qu'il ne concéderait pas un pouce de son territoire et n'accepterait aucune mesure unilatérale de sécurité ou de désarmement.

FRANÇOISE CHIPAUX



PRINTEMPS, GALERIES LAFAYETTE, MARKS & SPENCER, BOUCHARA, PRISUNIC, MONOPRIX

SERONT OUVERTS LE MARDI 8 MAI.

Printemps de 9 h 35 à 19 h, Galeries Lafayette de 9 h 30 à 18 h 30, Marks & Spencer de 10 h à 18 h 30, Bouchara de 10 h à 18 h 30, Prisunic de 9 h 30 à 19 h, Monoprix de 9 h 30 à 19 h.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les conversations du Cap

Le gouvernement et l'ANC tentent de réduire leurs « divergences »

Après avoir mis au point leur agenda et identifié ce qu'ils appellent « les obstacles aux négociations », les délégations du gouvernement et du Congrès national africain (ANC) ont élargi le champ de leurs discussions, jeudi 3 mai. Dans un communiqué commun, MM. Frederik De Klerk et Nelson Mandela ont exprimé « leur satisfaction ».

LE CAP

de notre correspondant

Les « divergences » sont maintenant au menu des deux délégations, qui devaient terminer le « premier round » de trois jours de discussions vendredi. « Nous avons tous été surpris, une fois dans la salle de réunion, de constater qu'aucun d'entre nous n'avait de cartes sur la tête. C'est alors que nous avons compris qu'une telle rencontre avait dû avoir lieu il y a bien des années », a déclaré

M. Thabo Mbeki, le responsable des relations extérieures de l'ANC, à l'occasion d'un déjeuner organisé par le club de la presse du Cap. Il a expliqué que les deux délégations étaient convenues de ne pas s'exprimer sur le fond avant la fin des entretiens.

S'interrogeant sur ce que pourrait bien être la prochaine étape, M. Mbeki a déclaré : « Le problème sera alors de savoir qui se tiendra autour de la table pour discuter de la nouvelle Constitution ». Et de répondre lui-même : « d'un côté, ceux qui croient à un Etat sud-africain non racialement divisé et uni et, de l'autre, ceux qui veulent perpétuer l'apartheid ». Il a profité de l'occasion pour égratigner M. Mangosuthu Buthe, le chef du mouvement zoulou indépendant, en guerre contre l'UDF et l'ANC dans le Natal : « Je pense que dans ce cadre, ceux qui prétendent être à la tête de sept millions de Zoulous s'assistent à côté de M. De Klerk ».

M. Mbeki a annoncé que l'ANC demanderait qu'une « Assemblée constituante » soit élue au suffrage

universel, « comme cela s'est passé en Namibie ». En attendant que la nouvelle Constitution soit adoptée, il a estimé nécessaire d'avoir « un gouvernement intérimaire qui jouirait de la confiance de l'ensemble des forces politiques ». Ces deux propositions ont déjà été rejetées par le parti au pouvoir.

Au moment même où, dans un palais, M. Mbeki s'adressait aux journalistes, la police mettait brutalement fin à une manifestation organisée par des employés noirs de l'hôtel, récemment licenciés. Selon des témoins, les quelques dizaines de manifestants qui, en dansant et chantant, protestaient contre « les pratiques raciales » et « anti sociales » de la direction ont été frappés à coup de matras par les policiers avant d'être jetés dans des fourgons. Les manifestants avaient pu auparavant échanger quelques mots et une poignée de mains avec M. Mbeki tandis qu'avec discrétion un employé blanc de l'hôtel photographiait les auteurs de troubles.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

NIGÉRIA : après le coup d'Etat manqué

Plusieurs centaines de civils et de militaires ont été arrêtés

LAGOS

de notre envoyée spéciale

Deux professeurs de l'université d'Ile-Ife, dans l'est du Nigeria ont été arrêtés jeudi 3 mai. D'autre part, cinq journalistes sont retenus par les services de sécurité de l'Etat. Parmi eux, les rédacteurs en chef adjoints des journaux Vanguard et The Punch. Ce dernier quotidien est suspendu depuis le 30 avril. « C'est un ordre qui vient d'en haut » ont affirmé les policiers en civils venus placer les locaux du journal et son imprimerie.

Ces arrestations interviennent quelques jours après la tentative de putsch contre le général Ibrahim

Barangida. La répression touche sans distinction civils et militaires. 377 personnes ont été arrêtées depuis le 22 avril (dont 177 civils). Un ancien ministre et les deux frères de l'auteur du coup d'Etat manqué sont actuellement interrogés. Des avis de recherche ont été lancés contre 16 officiers et 1 civil (il s'agit d'un homme d'affaires, dont les entretiens d'une de ses sociétés auraient servi de cache d'armes aux putschistes).

Les militaires, qui recherchent les commanditaires du putsch parmi des hommes originaires de la région centrale du pays, n'hésitent pas à mener des opérations « coups de poing » dans plusieurs quartiers de Lagos. Cela a été le cas notamment dans le secteur d'Obalende, un quartier populaire à proximité du camp militaire où réside le chef de l'Etat, ainsi que dans le bidonville de Maroko où toutes les maisons ont été passées au peigne fin. Le chef de l'Etat semble vouloir aller très vite pour éliminer ceux qui ont osé à sa vie. Il envisage également de revoir complètement le système de sécurité du Nigeria.

ROBERT MINANGUY

COTE-D'IVOIRE

Le président Houphouët-Boigny accepte le multipartisme

Le président Félix Houphouët-Boigny a donné, jeudi 3 mai, instruction au ministre de l'intérieur de légaliser les partis politiques qui ont déposé leurs statuts. C'est ce qu'a annoncé un communiqué officiel publié à l'issue du conseil des ministres. Il ne donne aucune précision sur le nombre de partis qui seront autorisés. L'article 7 de la Constitution ivoirienne prévoit expressément le multipartisme mais jusqu'à ce jour - un seul parti était reconnu : le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) que préside M. Félix Houphouët-Boigny.

Quatre formations politiques ont indiqué à l'AFP avoir déposé leurs statuts : le Front populaire ivoirien (FPI), le Parti ivoirien des travailleurs (PIT), l'Union des sociaux-démocrates (USD) et le Parti républicain (PRI). - (AFP)

ALGÉRIE

Une « fondation » réclame la poursuite des Français responsables des massacres de Sétif en 1945

Une Fondation du 8 mai 1945 a été créée à Alger afin d'engager des poursuites contre les responsables français de la répression dans l'est algérien, il y a quarante-cinq ans. La fondation a été créée, entre autres, par un ancien ministre, toujours membre du Comité central du FLN, M. Bachir Boumazza, et par des descendants des victimes.

Selon un texte remis à l'AFP par un de ses responsables, la fondation compte utiliser « toutes les voies de recours possibles » pour obtenir dans un premier temps que les « massacres » de Sétif, Guelma et des gorges de Kherrata qui ont fait, selon elle, 45 000 morts le jour de l'armistice en France, soient reconnus comme « crime contre l'humanité ». La fondation, qui organise un séminaire sur ce sujet, le 8 mai à Sétif, veut obtenir dans un second temps que les responsables politiques et militaires français de l'époque soient traduits en justice.

Les musulmans de la région de Sétif avaient voulu manifester leur joie de la libération le matin du 8 mai 1945, certains militants nationalistes saisissant l'occasion de revendiquer l'indépendance. L'intervention des forces de l'ordre algériennes, provoquant un véritable soulèvement de toute la région, et l'assassinat d'Européens. Les bûches divergent considérablement suivant les sources : s'il y eut quelques centaines de morts chez les Européens, les nationalistes algériens avancent le chiffre de 45 000 morts dans la population musulmane. Le rapport officiel français sur ces événements faisait état de 1300 morts.

Par ailleurs, des profanations de tombes de chonbadas (martyrs de

la guerre d'indépendance) par des inconnus, dans plusieurs régions d'Algérie, suscitent une vive indignation dans le pays, particulièrement chez les moudjahidines (combattants). La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) a été la première à dénoncer ces actes, le 18 avril, les imputant à des « groupes constitués en sectes ». Les accusations sont les plus souvent dirigées, selon des témoignages concordants, contre El Hadj Wal Hadja (expulsion du péché et exil), un groupe d'islamistes extrémistes. Beaucoup d'intérogés considéraient en Algérie, que la reconnaissance sur les tombes, la construction de mausolées et même la pose d'une simple pierre tombale sont contraires aux enseignements de l'islam. Depuis l'apparition de l'intégrisme en Algérie, au début des années 80, des tombes ont été régulièrement profanées. - (AFP)

ZAIRE : annulation d'une mesure d'expulsion visant le correspondant de l'AFP. - L'agence gouvernementale AZAP a fait état, jeudi 3 mai, de l'annulation d'une mesure d'expulsion prise à l'encontre du correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) à Kinshasa, M. Jean-Claude Fiol. Cette mesure était intervenue après l'annonce par l'AFP de la mort de deux militants présumés de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), lors de la dispersion, lundi, par les forces de l'ordre d'une manifestation non autorisée à Kinshasa, devant le siège de la principale force de l'opposition. - (AFP)

POLITIQUE

Un entretien avec M. Charles Fiterman

Suite de la première page

« Le passage de ce socialisme primitif, et finalement fourvoyé, à un socialisme développé ne pourra se faire du jour au lendemain. Il peut exiger certains emprunts au capitalisme. Lénine l'avait dit au moment de la NEP. C'est en fait la tâche de toute une période historique nouvelle. Une période qui nous donne, à nous qui vivons dans un pays capitaliste développé, des responsabilités nouvelles. Car le capitalisme, ce n'est pas l'avenir. Il faut le dépasser, mais par le haut. Il y a, notamment à l'Est, des forces considérables porteuses d'aspiration au progrès humain. Elles se frayeront des chemins nouveaux. J'ai confiance. »

« En disant cela, avez-vous le sentiment d'être en parfaite harmonie avec la direction de votre parti tant sur l'appréciation du passé que sur celle du présent ? »

« Certains de mes amis utilisent, et cela me préoccupe, des expressions qui traduisent des réticences, des réserves grandissantes. Parfois même, dans certains cas, ils portent des appréciations qui ne sont pas dépourvues d'ambiguïté, voire d'hostilité. Face à tous ces bouleversements, on peut avoir un sentiment d'effondrement ou de disparition des points de repère mais notre responsabilité est de regarder cette réalité en face avec toute la franchise et toute la lucidité nécessaires pour accomplir un immense effort de réflexion et d'analyse. On ne peut pas s'en tenir à lancer « vive la perestroïka » sans manifester concrètement sa solidarité, notamment dans la bataille d'idées, et sans tirer, en se gardant de tomber dans la copie absurde d'un modèle unique, des enseignements de portée universelle. »

« N'est-il pas difficile, pour ne pas dire contradictoire, de faire cette démarche après avoir proclamé la « bilan globalement positif » de ce système en 1979 et l'avoir réaffirmé en 1989 ? »

« Franchement, nous avons eu tort d'utiliser cette formule. Il ne faut pas jouer au chat et à la souris. Cependant, il serait dangereux de considérer que c'est la période des

onze dernières années qui conduit à ne pas utiliser cette formule. Dans cette décennie, il y a cinq ans de perestroïka, tout de même ! Je ne fais pas de procès d'intention, je dis que cela serait dangereux. »

« Cette formule a été source de confusion car on ne peut pas faire de bilan comptable de l'évolution d'une société, en mettant d'un côté les tonnes d'acier et de l'autre, les morts. Cela n'était pas notre conception mais nous avons eu une façon inadéquante d'apprécier la situation. »

Un débat à la Woody Allen

« Estimez-vous que la direction organise effectivement un débat sur toutes ces questions comme elle l'affirme puisque vous avez mis vous-même en doute, devant le comité central, la notion de « débat exemplaire » dont elle se réclame ? »

« Depuis maintenant près de deux mois, je suis resté silencieux. Je n'ai pas décidé de le rester définitivement. Le livre de Georges Marchais constitue pour moi une incitation à parler sans attendre. D'une part, il l'a dit, il s'agit de réflexions personnelles. Comme j'ai, moi aussi, quelques idées personnelles, le mieux est de les exprimer. D'autre part, je n'ai rien contre une discussion par écrit. Sans doute aurait-il mieux valu que cette discussion puisse d'abord se développer dans le parti lui-même. Certaines idées avancées par Georges Marchais auraient mérité ce débat. Mais les choses étant ce qu'elles sont, il faut poursuivre, ce que je fais. »

« Le débat nécessaire est devant nous ; il n'a pas encore eu lieu. J'ai eu l'impression de vivre deux phases successives. La première a été un combat contre mes idées et mes suggestions ; elle n'est pas sans prolongement, y compris dans le livre de Georges Marchais. Ainsi, persister à réduire le débat à une opposition entre partisans du soutien à la politique du Parti communiste et défenseurs d'une politique communiste indépendante, et utiliser des termes qui font que je

me sens impliqué n'est pas convenable. Je ne l'accepte pas. Cela revient à clore le débat, à en faire, comme je l'ai dit, un combat. La seconde phase a été celle de l'antithèse. Certaines de mes prises de position ont trouvé un écho, y compris dans l'humanité, ce qui est positif. Mais les discours sont parallèles, chacun parle pour soi. »

« Cette forme singulière du débat m'a remis en mémoire la définition que Woody Allen a



donné de la dictature par rapport à la démocratie : « Ferme la gueule », d'un côté, et « cause toujours », de l'autre. Ce n'est pas de cela dont nous avons besoin mais d'une discussion ouverte, sans a priori ni étiquetage, faisant richesse de la diversité des réflexions, pour mettre notre parti en mesure de surmonter les obstacles qui s'opposent à sa remonte. »

« Vous revendiquez une sorte de droit à la différence. Comment peut-on parvenir à s'exprimer la ou les minorités ? »

« Je ne suis pas partisan de la constitution de tendances organisées, osées, permanentes. Pas de tendances, cela ne veut pas dire non plus une seule tendance, fût-elle majoritaire. Sur chaque question peuvent se dégager une majorité et une minorité ; celle-ci doit avoir la faculté de s'exprimer et de se faire entendre. La règle majoritaire nécessaire ne doit pas être une dictature majoritaire. Il faut trouver pour cela les pratiques et les règles appropriées. »

« Cela devrait-il pouvoir se

dérouler ainsi au prochain congrès ? »

« Notre congrès — qui doit avoir lieu dans les prochains mois — devrait marquer un nouvel élan, écrire une nouvelle page de la vie démocratique du parti. Il devrait constituer un signal à tous ceux qui sont en attente car mécontents de leur situation ou de celle du pays et à la recherche de réponses. Ils sont nombreux. »

« Une des solutions est-elle de permettre la discussion d'un ou plusieurs textes alternatifs à celui de la direction dans la préparation du congrès et jusque devant les délégués au moment de ce congrès ? »

« Il est possible de ne pas simplement répéter les pratiques habituelles même si, naturellement, nous ne pouvons que nous situer dans le cadre des statuts existants dont je dis, en passant, qu'il serait bon de les revoir. Je suis partisan d'une réécriture de certaines dispositions ainsi que du préambule qui définit la nature et les objectifs fondamentaux du parti. »

« Effectivement, il faudrait ne pas s'enfermer dans la diffusion d'un texte qui se veut exhaustif et engage au départ les membres du comité central, ce qui pèse considérablement sur le débat. A l'heure de l'été, j'ai entendu Georges Marchais répondre positivement à votre question. Cela suppose une traduction concrète et pratique. Nous allons voir. »

« La question porte aussi sur la présence de plusieurs textes au moment même du congrès. Pas seulement dans sa préparation. »

« Il faut favoriser la plus large discussion et la plus large expression possible. Sur le principe, je n'y vois aucun inconvénient. Lénine l'avait accepté dans la préparation du dixième congrès du PC russe en 1921. J'ajoute qu'il faut peut-être réfléchir à d'autres aspects du déroulement du congrès en liaison avec l'ordre du jour. »

Combat légitime

« Estimez-vous que les députés communistes conduisent à l'Assemblée nationale un combat légitime et moderne pour prendre les termes inverses à ceux utilisés par M. Michel Rocard ? »

« Ces combats sur la saisine du Conseil constitutionnel et sur

Renault, entre autres, sont justifiés. Nous sommes en présence d'une politique de remodelage du pays dans un sens conforme aux besoins des forces dominantes. Des acquis sociaux et démocratiques sont remis en cause. Il n'y a qu'un choix possible, c'est d'agir pour faire reculer cette politique et de travailler à créer les conditions d'une nouvelle entente des forces qui veulent une politique positive. Nous devons chercher les chemins qui y conduisent. »

« Vous vous exprimez comme Georges Marchais. Agitez-vous comme lui la menace du vote d'une motion de censure avec la droite ? »

« Evidemment, on ne peut pas évoquer fréquemment une censure et ne pas la voter si l'occasion se présente. Les gens finiraient par ne pas comprendre. Dans le même temps, nous affirmons qu'il y a une majorité de gauche possible à l'Assemblée. Tout cela mis bout à bout montre la difficulté de développer une action politique qui ouvre un chemin crédible, sans se limiter à un discours qui n'aurait aucun portée pratique. »

« Je pense qu'il faut soigneusement associer le refus de ce qui n'est pas bon et les luites sociales autour de revendications immédiates à l'effort pour ouvrir des solutions politiques. Il faut dépasser ainsi le couple « motion de censure-revenir à gauche », dans un travail obstiné, permanent, pour rechercher, définir, en liaison avec l'action sur les petits et grands problèmes des gens et du pays, les bases concrètes sur lesquelles pourra se reconstruire une entente nouvelle de toutes les forces progressistes, une identité nouvelle de la gauche elle-même. »

Cela suppose, si je peux utiliser cette expression, de « positiver » notre démarche, de donner à voir une nouvelle façon de faire de la politique aux millions d'hommes et de femmes qui se détournent d'elle ou se fourvoient, alors qu'ils aspirent comme nous à des changements. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus et il y a beaucoup à faire. Avec l'optimisme de l'action, j'ai la conviction qu'il y a encore des utopies fécondes. »

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et JEAN-MARIE COLOMBANI

Les travaux du Parlement

L'opposition et le PCF critiquent le crédit-formation

L'Assemblée nationale a commencé, jeudi 3 mai, l'examen en première lecture du projet de loi relatif au crédit-formation, à la qualité et au contrôle de la formation professionnelle continue. Ce texte érige le crédit-formation en principe général du code du travail, institue un véritable statut du stagiaire et prévoit un certain nombre de dispositifs de contrôle des organismes de formation professionnelle. Tous les groupes, à l'exception du groupe socialiste, se sont montrés critiques.

Le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M. André Laignel, a défendu son projet de loi en parlant de « révolution tranquille ». « C'est un texte ambitieux, a-t-il dit, créateur d'un vrai droit nouveau, le droit à la qualification par la voie du crédit-formation individualisée, le droit à cette deuxième chance si souvent espérée et jusqu'alors, jamais concrétisée. »

Le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, juge, quant à lui, qu'il faudra sans doute aller plus loin à l'occasion du vingtième anniversaire de la loi de juillet 1971 sur la formation professionnelle dans le cadre de l'éducation permanente.

M. Jean Ueberschlager (RPR, Haut-Rhin) estime, en attendant, que « la montagne a accouché d'une souris » et que le gouvernement risque de n'aboutir qu'à un « ripolinage » de la formation professionnelle. M. Mugette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) a dénoncé « le manque d'ambition » et affirmé : « On se prépare à financer sur fonds publics des licenciements déguisés ». Quant à M. Francisque Perrut (UDF, Rhône), il a, comme Voltaire parlant de l'Encyclopédie, expliqué que ce dispositif « est un manteau d'Arlequin, composé de quelques morceaux de bonne étoffe et de beaucoup de haillons ». Pour l'UDC, M. Germain Gengenwin (Bas-Rhin) a déclaré ce texte « intéressant » dans le contexte économique actuel, mais il regrette que la décentralisation ait été peu prise en compte.

P. S.

TWA

Changez de vitesse. Paris-Los Angeles non stop.

Dès le 3 juin et pendant tout l'été, TWA sera la seule Compagnie Américaine à vous proposer un vol direct Paris-Los Angeles. Votre temps est précieux. Ne le perdez pas en correspondances longues et fastidieuses. Trois fois par semaine gagnez Los Angeles rapidement et dans les meilleures conditions de confort. Vous volerez sur cette nouvelle ligne directe sans escale en Boeing 747, appareil plébiscité pour les longues distances. Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages ou notre service réservation TWA ; à Paris : 16 (1) 47.20.62.11, en province, notre agent général Worldship.

TWA
Pour le meilleur de l'Amérique.

TWA

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La droite dépose une motion de censure à propos de l'amnistie

Quelques heures de suspense sans frais

« La droite a permis, de manière délibérée, le vote de la loi d'amnistie (...). Elle cherche désespérément à se laver de son vote (...). Le groupe communiste (...) ne facilitera pas (...) cette dérisoire opération. » Il est 18 heures, jeudi 3 mai, à l'Assemblée nationale. M. André Lajoinie vient de mettre un terme au suspense qui planait sur l'attitude du groupe communiste dans le vote de la censure anti-amnistie, dont les groupes de l'opposition (RPR, UDF, UDC) ont annoncé le dépôt pour vendredi.

Ce suspense n'avait rien de factice. Depuis la première apparition de l'Assemblée, « l'amnistie », en juin 1989, M. Lajoinie avait, à plusieurs reprises, évoqué la possibilité de voter les voix communistes à celles de la droite pour condamner un gouvernement « aux pratiques immorales ». Aussi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, les élus de l'opposition de droite envisageaient-ils, sans ciller, une censure votée avec le groupe communiste, suivie, éventuellement, d'une dissolution.

Cette éventualité, que la déclaration de M. Lajoinie paraissait écarter, n'a pas disparu de l'esprit des dirigeants communistes si l'on en croit l'Humanité, qui, vendredi, souligne en première page que « le groupe communiste n'a rien décidé ». L'organe central du PCF omet, dans les propos de M. Lajoinie — pourtant diffusés par le groupe communiste sous forme écrite

jeudi — la phrase dénonçant comme une « dérisoire opération » la motion de censure de la droite.

M. Philippe Vasseur, député UDF du Pas-de-Calais, n'avait donc peut-être pas tort de pronostiquer que « le gouvernement sera censuré ». « Nous sommes prêts », répondait le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, quand était envisagée la perspective d'élections anticipées. A 16 h 30, le comité de coordination de l'opposition se réunissait au Palais Bourbon, pour examiner la proposition de censure lancée par le président du RPR, M. Jacques Chirac. Après avoir joint au téléphone, le matin même, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui rédige, à Aubouin, le second tome de ses mémoires, M. Chirac avait décidé de lancer l'opération « censure ». « On voit aujourd'hui les désastreuses conséquences, morales, juridiques et politiques » de l'amnistie, avait-il expliqué dans un communiqué rendu public en fin de matinée. La veille, le président du groupe UDF, M. Charles Millon, avait lui-même caressé cette idée séduisante, destinée à donner un coup d'arrêt à la vague de réprobation qui défleure aujourd'hui sur la classe politique, tous partis confondus.

La décision du président du RPR de précipiter le mouvement a été prise en raison des échos multiples reçus de toutes les régions, exprimant l'émotion provoquée par l'amnistie dont ne bénéficient que M. Christian Nucci et d'autres hommes politiques. M. Chirac a été impressionné par le comportement des magistrats, qui, de plus en plus nombreux, se réfèrent à une « jurisprudence Nucci » pour prendre des décisions de clémence envers de

petits délinquants. Pour M. Chirac, « le dérapage des réactions des juges est beaucoup plus rapide qu'on pouvait le prévoir ». Il s'agissait donc, à ses yeux, de mettre un terme à un « double déphasage », entre la morale et la politique, d'une part, et entre la classe politique et le pays, d'autre part. Il estime que l'opinion n'admet pas que « seuls les payeurs soient poursuivis, alors que les encaisseurs sont blanchis » et qu'il importe de lui montrer que tous les hommes politiques ne sont pas « de niche » pour se réserver le bénéfice de l'amnistie. M. Chirac souhaitait, surtout, « freiner l'entreprise de récupération du mécontentement par le Front national », en « réhabilitant la moralité politique ».

L'idée d'une motion de censure paraissait d'autant plus intéressante que les centristes, jugés par l'UDF et le RPR trop souvent pusillanimes, ne pourraient pas cette fois se dérober. En effet, lors de la réunion de son conseil politique, le 21 avril, le CDS avait, le premier, lancé l'idée d'une censure anti-amnistie. Il entendait sanctionner « le manque de démocratie et de morale du pouvoir » et exprimer sa « profonde indignation face à l'accumulation des affaires ». Difficile, dans ces conditions, de reculer. Pourtant, avant d'entrer dans la salle du quatuor bureau, M. Pierre Méhaignerie — joint au téléphone jeudi matin par M. Bernard Pons, président du groupe RPR — et les autres dirigeants centristes évoquaient encore la possibilité d'un ultimatum au gouvernement pour qu'il prenne en compte leurs demandes, notamment en matière d'indépendance de la justice, mais, à l'intérieur, le vent soufflant en faveur de la censure, toutes les hésitations sont balayées.

Les centristes s'estiment « trahis »

Au début de cette réunion, M. Jacques Chirac doit pourtant subir les critiques, plus ou moins aigres, de MM. Pierre Méhaignerie, Gérard Longuet et François Léotard. Les responsables de l'UDF et de l'UDC ont peu apprécié d'être mis devant le fait accompli, les médias ayant annoncé la nouvelle de l'initiative lancée par M. Chirac. Le maire de Paris explique qu'il a arrêté l'opération en accord avec M. Giscard d'Estaing (l'ancien chef de l'Etat publia, après la réunion, un communiqué « approuvant entièrement » la censure). M. Longuet répond que quelques coups de téléphone ne constituent pas une méthode appropriée de gestion de l'opposition et qu'il faut que le comité de coordination fasse preuve, à l'avenir, d'un peu plus de méthode, surtout sur des affaires sensibles comme celle-ci. M. Jacques Barrot (UDC) opte du chef en silence.

Le président du RPR entre alors dans le vif du sujet, en rappelant que la loi sur le financement des partis était d'origine gouvernementale et que l'amendement « amnistie » avait été rédigé par le groupe socialiste. Argumentant à l'intention des centristes, qui s'étaient majori-

tairement abstenus sur l'amnistie, en décembre 1989, il affirme que les socialistes ont « trahi » les députés sur la portée exacte de l'amendement, dans la mesure où il avait été clairement explicité dans l'hémicycle que les hommes politiques mal-honnêtes ne passeraient pas à travers les mailles du fil.

M. Barrot met en garde ceux qui, dans l'opposition, seraient tentés de jouer « au petit jeu dangereux et condamnable consistant à montrer du doigt les députés de droite et du centre qui, par leur vote, avaient permis l'adoption de cet amendement « amnistie » à géométrie variable ». M. Chirac approuve, en jugeant décisif à l'unanimité de déposer vendredi matin une motion de censure et de la voter au terme du débat qui pourrait commencer le

nion du bureau du groupe RPR. M. Chirac n'y croit pas vraiment. « Le pouvoir, dit-il, est actuellement trop en situation de faiblesse pour y songer ». En revanche, MM. Longuet et Barrot n'excluent pas une dissolution, en rappelant que la seule censure votée sous la V^e République, celle de 1962 contre le gouvernement Pompidou, avait été suivie d'une dissolution.

M. Chirac « sur le terrain de la morale »

Après une heure de discussion, les membres du comité de coordination décident à l'unanimité de déposer vendredi matin une motion de censure et de la voter au terme du débat qui pourrait commencer le

Les précédentes tentatives

L'opposition a déjà déposé, au cours de cette législature, trois motions de censure, en vertu de l'article 48-2 (1) de la Constitution (sur la politique économique et sociale, la politique européenne, l'immigration). Les députés communistes ne s'y sont jamais associés. La motion de censure qui a fait le meilleur score (sur l'immigration, 6 juin 1989) n'a recueilli que 264 voix au lieu de 289 requises pour atteindre la majorité absolue des députés composant l'Assemblée nationale. Sur le papier, l'adjonction théorique des 26 députés communistes et apparentés permettrait de passer la barre de 289. Encore faudrait-il que la jonction communiste ne provoque pas un effet répulsif sur un certain nombre de députés et notamment sur les non-inscrits, qui sont au nombre de 19, les autres groupes comprennent :

PS : 272 élus ; RPR : 129 ; UDF : 91 ; UDC : 40 ; PCF : 26.

Depuis le début de la V^e République, en 1958, une seule motion de censure a été adoptée par l'Assemblée nationale, le 5 octobre 1982, à l'occasion de la réforme de l'élection du président de la République. Le renversement du gouvernement avait entraîné en retour la dissolution de l'Assemblée.

(1) L'article 48-2 stipule que l'Assemblée nationale peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure signée par un dixième au moins des députés. Le vote sur cette motion ne peut avoir lieu que quinze jours après son dépôt, et la priorité du gouvernement n'est pas opposable à l'inscription à l'ordre du jour. Seuls sont rejets les votes favorables à la motion, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des membres de l'Assemblée.

Jacques Hyst, qui s'était abstenu sur la loi des avances données à M. Chirac en 1989, s'est alors prononcé pour le gouvernement. M. Gérard Longuet, trésorier du RPR, et seul député UDF à avoir voté pour l'amendement « amnistie », explique, de même, que son vote avait été motivé, comme pour de très nombreux parlementaires (M. Raymond Barre, par exemple), par le souci de tirer d'affaire les responsables d'entreprises victimes d'un système pervers, auquel la nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes doit mettre fin. Il constate que le verrou imaginé pour exclure les parlementaires de l'amnistie n'a pas été opéré.

L'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale, consécutive à un éventuel renversement du gouvernement Rocard par la conjonction des voix de la droite, du centre et du PCF, est évoquée, comme elle l'avait été, le matin, lors de la réu-

19 mai. Ils quittent la salle de réunion. M. Chirac en tête, entouré par MM. Méhaignerie et François Léotard. Dans le jardin de l'Assemblée, le président du RPR annonce la décision du comité, en expliquant : « Je me situe sur le terrain de la morale politique. Je suis profondément choqué par la conception qu'ont les socialistes de la morale avec l'affaire Nucci et la loi d'amnistie. Trop, c'est trop. » M. Méhaignerie rétorique la bonne foi trompée de ses députés. M. Léotard ne dit rien.

Une demi-heure plus tard, M. Lajoinie met un terme aux spéculations sur le renversement possible du gouvernement, en annonçant que le groupe communiste n'entend pas « faciliter la dérisoire opération de la droite ». Reste qu'un débat de censure aura lieu. Pour M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), rédacteur du fameux amendement « amnistie », « tout ceci n'est pas vraiment sérieux » et « on verra bien

à qui cette amnistie profite et à qui elle ne profite pas ». M. Alain Lamassouze (UDF, Pyrénées-Atlantiques) juge « la situation insupportable », car, explique-t-il, « les magistrats interprètent la loi à l'envers de ce qu'elle a voulu le législateur ». Même écho du côté de M. Jean-Jacques Hyest (UDC), qui considère que certains magistrats « font la politique du pire » en n'appliquant pas la loi dans l'esprit où elle a été votée par le législateur.

Pour M. Philippe Séguin (RPR, Vosges), « il est plus que temps de remettre les choses à plat ». « J'ai rarement vu un problème prendre une telle ampleur. Il faut mieux crever l'abcès avec une motion de censure car cette affaire tourne à l'obsession pour les Français », explique-t-il, en racontant que dans le taxi qu'il a pris la veille le chauffeur l'a vigoureusement interpellé sur ce sujet tout au long du trajet. « Cette affaire prend des proportions folles ; l'attitude de certains juges dépasse l'entendement », dit-il. Lors d'un meeting à Lille, dans la soirée, en compagnie de M. Charles Pasqua, le maire d'Epinal répliqua qu'« il faut mettre un terme à la campagne insidieuse tendant à faire croire que l'amnistie est le fait de l'ensemble de la classe politique, ce qui n'est pas le cas ».

M. Michel Noir approuvera lui aussi, à Lyon, le dépôt d'une motion de censure, en dénonçant le « climat malsain » de la vie politique française et en établissant les « responsabilités », car, « s'il dit, ce n'est pas nous qui, à 2 h 15 du matin, avons sorti un amendement de notre poche » sur l'amnistie. M. Simone Veil, sur FR3, estime que « depuis le début, toute cette affaire a été très choquante et très scandaleuse » et souhaite la transparence du financement des partis. Sur TF1, M. Chirac propose que les lois d'amnistie, l'avenir, « ne soient plus votées à la majorité simple, mais à une majorité spéciale, par exemple des deux tiers, afin de corriger les excès et les atteintes à la morale ».

ANDRÉ PASSERON et PIERRE SERVANT

Qui avait voté l'amendement du 8 décembre 1989...

Le scrutin public du 8 décembre 1989 sur l'amendement de M. Jean-Pierre Michel (PS), portant amnistie, avait été le suivant :

— PS (272 membres) : 269 voix pour, 3 non votants ; MM. Michel Pezet, Yves Vidal et M^{me} Janine Ecochard, tous trois élus du Bouches-du-Rhône.

— RPR (131 membres) : 109 voix contre, 1 voix pour, celle de M. Eric Raoult, 14 abstentions, dont celles de M^{me} Nicole Catala et de MM. Michel Giraud, Jacques Godfrain, Michel Noir, Robert Pandraud, Robert Poujade, Nicolas Sarkozy, 7 non votants, dont MM. Jacques Lafleur et Jacques Toubon.

— UDF (89 membres) : 82 abstentions (dont MM. François Léotard et Charles Millon), 1 voix pour, celle de M. Gérard Longuet, 24 voix contre dont

MM. François d'Aubert, Pascal Clément, Alain Madelin, Michel Ornano et 41 non votants.

— UDC (21 membres) : 33 abstentions, dont celle de M. Pierre Méhaignerie, 4 voix pour dont MM. Raymond Barre, Bruno Durieux, Jean-Jacques Hyest, 3 voix contre, dont M. Edmond Alphandéry, 1 non votant (le président de séance).

— PC (26 membres) : 26 voix contre.

— Non inscrits (17 membres) : 8 voix pour : MM. Michel Cartelet, Alexandre Léontieff, Jean-Pierre Luppi, Claude Miquieu, Alexis Pota, Bernard Tapie, Emile Vermeulen, Aloyse Varhouwer ; 9 voix contre : MM. Léon Bertrand, Elie Hoarau, Jean Royer, Maurice Serghier, Christian Spiller, André Thien Ah Koon ; 2 abstentions : MM. Serge Franchis, Jean-François Mattel, 1 non votant : M^{me} Marie-France Stirbois.

...et pourquoi ?

Les principaux partisans de l'amendement sur l'amnistie avaient ainsi expliqué leur position lors des débats de décembre 1989 :

— M. Jean-Pierre Michel (PS), auteur de l'amendement : « Il s'agit d'amnistier d'abord ceux qui ont financé des partis politiques, ou des campagnes électorales, c'est-à-dire les entreprises qui ont versé des dons et qui, avant que la loi que nous discutons n'entre en vigueur, tombaient sous le coup de la loi pénale, d'amnistier ensuite ceux qui ont servi d'intermédiaire et éventuellement les élus qui ne seraient pas parlementaires ».

— M. Gérard Longuet (UDF) : « Nous ne voulons pas tuer l'esprit d'amnistie et aboutir à ce que l'on continue à poursuivre des femmes et des hommes, des salariés pour l'immense majorité d'entre eux, qui ont été des compagnons de route volontaires ou, souvent, involontaires, d'une action dont l'objectif est avouable puisqu'il était de faire bénéficier nos compatriotes d'une information complète sur les messages dont nous sommes détenteurs. Certains de mes collègues souhaitent voter contre l'amendement ; ils auraient le sentiment, en acceptant l'amnistie, de cou-

vrir autre chose. Je pense que sa rédaction, qui exclut l'enrichissement personnel, l'ingérence et la corruption, est de nature à apaiser leurs inquiétudes ».

— M. Jean-Jacques Hyest (UDC) : « A partir du moment où la loi va reconnaître — ce qui n'était pas le cas auparavant — que les entreprises pourront assurer un financement privé des partis politiques et des campagnes électorales, parce que cela correspond à une évolution des mœurs, et fixer des règles strictes, il aurait été anormal que des chefs d'entreprise, des cadres d'entreprise continuant à être poursuivis pour des faits qui étaient sans doute illégaux, mais pas anormaux. En revanche, je souhaite que tous les hommes politiques qui se sont servis de leur mandat pour un enrichissement personnel, qui se sont livrés à des trafics d'ingérence, c'est-à-dire qui ont dissipé des fonds publics à leur profit, que tous ceux qui ont commis des délits, voire des crimes, de corruption active ou passive, continuent d'être poursuivis devant les tribunaux. Tel est le sens de l'amendement que nous proposons. Tel est le sens de l'amendement que nous proposons. Tel est le sens de l'amendement que nous proposons. »

EN BREF

— M. Mitterrand appelle à écarter « tout message de racisme ». — Le président de la République a remis, jeudi 3 mai, à l'Elysée, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au docteur Bado-Eddine Lahèche, professeur de médecine nucléaire à Lyon, président de l'association promotrice de la mosquée de Lyon et responsable du comité des « sages » musulmans, récemment mis en place par M. Pierre Joxe. « Dans un pays comme le nôtre, a déclaré M. Mitterrand à cette occasion, chacun doit disposer de ce droit premier, qui est la liberté de penser, de conscience et d'expression, en écartant tout message de racisme et d'exclusion ».

— M. Charles Pasqua, a déclaré, jeudi 3 mai, à Lille, au cours d'un meeting, que « tout ce qui contribuait à développer le racisme devait être combattu » mais qu'il ne fallait pas « prendre des mesures qui donnent l'impression qu'on veut éliminer des gens du jeu politique car elles trahiraient l'esprit de la loi recherchée ». Il s'est étonné que le premier ministre organise des tables rondes à Matignon sur le racisme et ne prenne pas la peine d'organiser une concertation sur une telle proposition de loi.

M. Philippe Séguin au cours de la même réunion s'est étonné de « l'idée saugrenue » qu'avait eu le gouvernement de faire appel aux communistes pour cette proposition de loi.

— M. Galland : « problème posé ». — Le président du Parti radical, M. Yves Galland, a affirmé, jeudi 3 mai, après le vote par l'Assemblée nationale de la proposition de loi réprimant plus sévèrement les propos racistes, que « le problème de la participation de l'opposition à la réunion de Matignon, le 16 mai, sur l'immigration est désormais posé ».

— M. Kaspar sceptique. — Le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kaspar, s'est montré sceptique sur la portée de la proposition de loi tendant à réprimer davantage le racisme. « Je ne crois pas, a-t-il déclaré au cours d'une visite à Dijon, jeudi 3 mai, que c'est dans la précipitation que l'on peut régler les problèmes de fond ».

— Proposition de loi sur le « conseiller du salarié ». — La commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 4 mai, une proposition de loi du président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, créant la fonction de « conseiller du salarié ». La mission de ce dernier sera d'assister une personne sur le point d'être licenciée et de l'informer sur ses droits.

— Manifestation du souvenir. — Le comité parisien Kamaky-solidarité organise, samedi 5 mai, à

14 h 30, près de la station de métro Porte-Dorée, une manifestation du souvenir à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Jean-Marie Tjibou et Yelwéné Yelwéné. Il appose symboliquement une plaque rendant hommage aux deux chefs du FLNKS assassinés.

— Adoption définitive du projet de loi sur le logement des plus démunis. — Les députés ont adopté, jeudi 3 mai, en lecture définitive, le projet de loi sur le logement des plus démunis, présenté par M. Louis Besson, ministre du logement. Les groupes PS et UDC ont voté pour, le PC s'est abstenu, le RPR et l'UDF ont voté contre. Sept députés RPR, MM. Michel Barrière (Savoie), François Fillon (Sarthe), Philippe Séguin (Vosges), Etienne Piat (Yvelines), Alain Cousin (Manche), Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise) et René André (Manche) se sont toutefois prononcés en faveur du projet. Les députés ont rétabli la version du projet issue de la deuxième lecture par l'Assemblée nationale. Le texte institue un plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, afin d'analyser les besoins et les objectifs en matière de logement social. Il renforce le rôle des préfets afin d'accroître l'offre de logements sociaux dans les communes où ceux-ci représentent moins de 20 % des résidences principales et lui donne le pouvoir de désigner à certains organismes HLM des personnes à loger en priorité.

Après l'arrêt de la chambre d'accusation

Les suites judiciaires des « affaires »

La société auxiliaire d'entreprises (SAE) a décidé de se pourvoir en cassation après le renvoi par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris de quatre de ses dirigeants devant un tribunal correctionnel (Le Monde du 4 mai).

L'application de la loi d'amnistie du 15 janvier dans l'affaire des fausses factures et dans l'affaire Nucci continue de susciter des réactions de protestation dans le monde judiciaire. Suivant l'exemple de leurs collègues du Mans, d'Agen et de Tarbes, trois juges d'instruction de Toulon (Var) ont ordonné, jeudi 3 mai, la mise en liberté de huit personnes inculpées d'atteinte aux biens. Le parquet dispose de cinq jours pour faire éventuellement appel. Au tribunal correctionnel de Draguignan (Var), où onze affaires étaient jugées, jeudi 3 mai, tous les condamnés ont bénéficié d'une dispense de peine. Enfin, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) réclame une réflexion sur les conditions de détention « moyennes » qu'elle juge « d'autant plus nécessaire que les parlementaires ont eux-mêmes terni l'image de la justice en s'amnistiant de leurs propres fautes ».

— M. Scaglia refuse le bénéfice de la loi d'amnistie. — M. Charles Scaglia, maire UDF de la Seine-Maritime, a refusé, jeudi 3 mai, le bénéfice de la loi d'amnistie qui a permis de blanchir vingt-sept élus poursuivis dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est. Souhaitant être complètement réhabilité, il a déclaré : « Je ne veux pas être amnistié. Une amnistie laisse quelques interrogations ; pour moi, il ne s'est rien passé. On m'impose cette amnistie, mais je ne demande rien ».

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 5

10 La gendarmerie recrute dans les facultés
L'eau potable en danger

10 Le journal d'un amateur, par Philippe Boucher
13 Jean Genet à Parme

13 « Katia Kabanova » de Janacek à l'Opéra Bastille
20 Un appel d'offres du CSA pour une TV cryptée

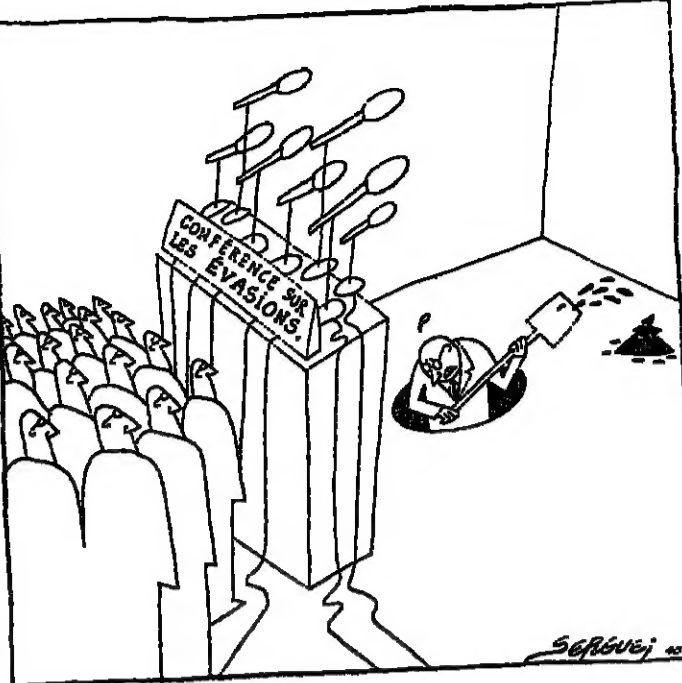
La chancellerie publie une synthèse édulcorée du rapport Karsenty La difficile recherche d'une meilleure sécurité dans les prisons

Alors que le mouvement de protestation des détenus qui avait commencé à Loos-les-Lille à la fin du mois d'avril se poursuit - deux nouvelles prisons (Draguignan (Var) et Bourgoin-Jallieu (Isère)) ont « bougé » à leur tour - le ministère de la justice devait, vendredi 4 mai, annoncer des mesures destinées à améliorer la sécurité en prison. Après la remise d'un rapport resté confidentiel qui avait été confié à la mi-janvier à M. Jean-Claude Karsenty, inspecteur général de l'administration, le ministère, gêné par le contenu de ce rapport, a choisi de ne dévoiler qu'une synthèse.

La mission Karsenty a beaucoup travaillé, et vite. Du 24 janvier au 15 mars, ses cinq membres (1) ont visité trente-trois établissements (six centrales, cinq centres de détention, vingt-deux maisons d'arrêt), conduit de nombreux entretiens tant avec les responsables de l'administration pénitentiaire qu'avec les organisations syndicales. Un rapport d'une centaine de pages a été remis à la fin du mois de mars au ministre de la justice : la succession d'évasions - vingt-trois de décembre à janvier (2) - méritait bien une mission, et la nomination d'un « Monsieur Sécurité » promptement médiatisée.

Un mois et demi après que le rapport ait été remis, alors que les mutations et mouvements d'humour divers des détenus se poursuivent on pouvait attendre beaucoup du rapport Karsenty puisque le ministère et le ministre lui-même ont annoncé avec un certain retentissement que des mesures allaient être prises.

En réalité, du volumineux rapport ne reste qu'une « synthèse » de moins de cinq pages, dont on a soigneusement retiré tous les chiffres. Il y est constaté que « la sécurité générale des prisons n'est pas apparue catastrophique » mais que « l'extrême hétérogénéité » du parc pénitentiaire et de la population pénale, l'adaptation des équipements - notamment à la périphérie des établissements (les miradors) - ne facilitent pas la tâche du person-



nel, dont le nombre est jugé « insuffisant ». La personnalité des détenus - leur dangerosité en fait, même si le mot n'est pas utilisé - n'est pas suffisamment connue, ce qui empêche d'affecter chacun dans l'établissement qui lui convient. Si la politique d'humanisation de la détention ne doit pas être remise en cause, elle ne s'accompagne pas de la réflexion nécessaire en terme de sécurité. Le surpeuplement - que la construction des nouvelles prisons devrait réduire - reste « le problème majeur ».

Les mesures proposées

Le ministère, au vu du rapport, a décidé de faire porter ses efforts sur la formation des agents (qu'il convient de remplacer lorsqu'ils sont en stage) le renforcement de la sécurité périmétrique, la création d'une cellule régionale de sécurité et la mise en place systématique dans les neuf régions pénitentiaires d'un délé-

gué à la sécurité. L'administration centrale devrait dans les prochains jours modifier son organigramme en créant un bureau d'équipement et des techniques de sécurité. En détention, on prévoit de cloisonner davantage les « unités de vie », de mieux contrôler la circulation des détenus et de multiplier les équipements (portiques de détection), contrôle des bagages par rayons X, etc.).

Souhaitant disposer d'une meilleure information sur les détenus qu'elle accueille l'administration pénitentiaire va exhorter les magistrats à mieux remplir les notices individuelles qui accompagnent chaque détenu et souhaite disposer de « renseignements non judiciaires sur la personnalité du détenu. Émanant de la police et de la gendarmerie. Enfin, on devrait intensifier les liaisons entre les autorités pénitentiaires, les forces de l'ordre et les parquets, de sorte qu'en cas d'incident la coordination soit meilleure, le délai d'intervention de la police ou de la gendarmerie ne devant jamais dépasser une

heure trente. Rien de bien surprenant ne sort de ces propositions et l'on peut se demander si M. Karsenty reconnaît dans ce que le ministère a choisi de communiquer, le fruit de son travail.

Officiellement pour des raisons de sécurité - on ne peut communiquer le détail des insuffisances relevées au cours de l'enquête à moins de vouloir fournir au détenu la carte parfaite des évasions possibles - le ministère a, pour le moins, édulcoré le rapport.

Les propositions chiffrées du rapport Karsenty notamment ont été « caviardées » alors qu'elles préconisent l'embauche d'un millier de surveillants supplémentaires et évalueraient à 20 MF environ l'effort indispensable d'équipement des prisons en matériel de sécurité : détecteurs de métaux, émetteurs récepteurs portatifs, équipement vidéo, miradors, etc.

Alors qu'un effort budgétaire sans précédent est fait depuis quelques années en matière pénitentiaire, on constate une nouvelle fois qu'on favorise les nouvelles prisons au détriment des « vieux établissements » dont le sous-équipement est patent. Il s'agit désormais de savoir si la collectivité qui dépense 300 francs par jour, par détenu est prête à aller au-delà.

AGATHE LOGEART

(1) M. Karsenty était entouré de M. Michel Aymeric, inspecteur général adjoint de l'administration au ministère de l'Intérieur, Laurent Davenas, substitut au procureur général de Paris, Alain Lepo, directeur adjoint de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis et de M. Henri Kleber, sous-directeur au centre de détention de Saint-Michel.

(2) Le taux d'évasion des prisons françaises (0,8 pour 1 000) est inférieur à celui de la Grande-Bretagne (3,6 pour 1 000), de l'Italie (2,2 pour 1 000), de l'Espagne (2,1 pour 1 000). Si le nombre de détenus évasés a peu varié depuis plusieurs années (entre 50 et 60) ce qui a frappé l'opinion et justifié la mission Karsenty, c'est la série noire vécue par l'administration pénitentiaire fin 1989 et début 1990 : notamment les évasions concernant plusieurs détenus à chaque fois les plus spectaculaires : celle de Lannemezan ou celle de Metz - reprise par la suite - dans un ensemble à déjouer le système de sécurité le 6 décembre 1989.

Après les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme Le procès des écoutes téléphoniques

Dix jours après la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme dans deux affaires d'écoutes téléphoniques (le Monde du 26 avril), les avocats de cinq personnes, soupçonnées d'infractions à la législation sur les stupéfiants, ont demandé, jeudi 3 mai, à la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, de prononcer la nullité d'une procédure construite sur les mêmes bases que celles qui ont été sanctionnées par la juridiction de Strasbourg.

M. Olivier Schnerb plaide sur le ton de l'évidence : « Son client est poursuivi à partir d'informations résultant d'écoutes téléphoniques ordonnées par un juge d'instruction. Or, la Cour de Strasbourg a estimé, dans deux procédures similaires, qu'il s'agissait d'une violation de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme, qui restreint l'ingérence d'une autorité publique dans la vie privée ».

A l'unanimité, les magistrats européens ont jugé que les écoutes téléphoniques sont « une atteinte grave au respect de la vie privée et de la correspondance » et qu'elles devaient donc être limitées par « une loi d'une précision particulière », afin d'éviter les abus.

« La France ne dispose d'aucun texte », a renchéri l'avocat : et, comme ses confrères, Mes Henri Dussaud, Charles Robaglia et Jean-Marie Viala, il a rappelé au tribunal que les décisions de la Cour européenne s'imposent à la jurisprudence interne et possèdent une force supérieure à celle de la loi nationale, consacrée par l'article 55 de la Constitution. Pour les avocats, la nullité des écoutes effectuées leur semblait quasiment automatique. Aussi, est-ce sans inquiétude qu'ils attendaient l'avis du ministère public qui, à leurs yeux, ne pouvait que « plaider l'indéfendable ».

Pour tenter de convaincre, M. Jean Reygrobellet, substitut du procureur de la République, s'est exprimé longuement. Il s'est, lui aussi, penché sur les arrêts de Strasbourg pour relever que les juges européens constataient « l'existence d'une base légale » aux écoutes téléphoniques françaises, même s'ils la jugeaient insuffisante. Il s'agit de textes donnant au juge d'instruction la faculté de procéder « à tous les actes d'information qu'il juge nécessaires à la manifestation de la vérité ».

Aussi, le substitut a souligné que le magistrat instructeur avait respecté les recommandations des arrêts européens, qui évoquent les abus, en indiquant précisément, dans sa commission rogatoire, qu'il devait être écoulé et dans quelles conditions. Dans ce dossier précis, M. Reygrobellet se dit convaincu que la France a donc assumé que la Cour s'était par avance conformée aux remarques de la juridiction européenne, qu'il s'agissait d'une violation de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme, qui restreint l'ingérence d'une autorité publique dans la vie privée ».

Mais le substitut a été plus loin, en considérant que les juges de Strasbourg « ont surtout voulu attirer l'attention du gouvernement français sur les écoutes administratives ». Tout en se prononçant implicitement pour la nécessité d'un texte de loi, qui encadrerait les écoutes téléphoniques, le magistrat n'a pas pour autant admis la nullité de la procédure critiquée : « Les juges sont-ils les otages de l'incertitude du pouvoir ? » a demandé M. Reygrobellet.

Le tribunal, présidé par M. Maurice Peyrot, répondra dans quelques jours par un seul jugement, après avoir examiné sur le fond l'affaire de stupéfiants. « Demain le gouvernement saura ou il faut une loi », a soutenu M. Schnerb, tandis que le substitut lui opposait un argument ultime : « Et si l'État français d'être condamné ? »

MAURICE PEYROT

Un Eurotrain vers l'Est

La patience du contrôleur de Varsovie

Une centaine de jeunes de vingt-huit nationalités parcourent l'Europe depuis le vendredi 27 avril à bord d'un train spécial affrété par la compagnie de voyages Eurotrain, sous le patronage de la Commission européenne. Après Bruxelles et Berlin (le Monde du 2 mai), le train a fait escale à Varsovie.

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Dans les couloirs du train, il marche toujours en tête. Les deux grands sont derrière. Lui seul, il est vrai, arbore le brassard orange qui l'a élevé au rang de contrôleur en chef des chemins de fer polonais. Les Polonais ressemblent peu, dit-il. A peine 5 % des voyageurs. Tout train n'en doit pas moins être parcouru régulièrement et en brigade constituée.

Adam Krusrewski ressemble un peu à Walesa, sans la moustache. Son képi est bordé d'un liseré mauve, sa montre est aussi large que le nœud de sa cravate. Il a quarante-deux ans. Et vingt-cinq, déjà, d'ancienneté à la compagnie PKP. Il en a retiré une grande patience et un nombre conséquent de cheveux blancs.

Le travail, aujourd'hui, est un peu spécial. Il n'y a pas de billets à contrôler. La Pologne a autorisé le train à circuler gratuitement sur son réseau, comme l'ensemble des pays de l'Est. Les chemins de fer belges ont fourni les wagons, deux techniciens et une cargaison de pièces de rechange. La France, elle, a facturé l'usage de ses rails. Avec une réduction, tout de même, de 40 %, sur le tarif SNCF.

Adam Krusrewski, donc, parcourt le train autant par devoir que pour saisir quelques images de cette jeunesse européenne qui consomme plus d'une bière à

7 000 zlotys la bouteille. Et qui se lave les dents à l'eau minérale puisque les Allemands, chargés de l'entretien, ont recommandé la prudence dans ce pays sinistré.

Pour deux cents heures de travail par mois en moyenne, Adam Krusrewski gagne 700 000 zlotys (450 francs), dimanches et nuits compris. C'est un salaire correct en Pologne. Autrement dit, le prix d'une bicyclette. De modèle, précise-t-il, ordinaire. Mais le contrôleur de Varsovie le dit et le répète, hochant la tête : « Il faut être patient. »

L'an dernier, c'est sûr, la vie était moins difficile. Solidarité n'était pas un pouvoir mais les prix, au moins, se retenaient. En janvier, le premier ministre, Tadeusz Mazowiecki, a mis en place un plan de reconstruction de l'économie. Le chômage a commencé à exister. Officiellement. En avril, trois mois après son apparition, les services du ministère du travail ont recensé 317 000 chômeurs.

« Solidarité a changé »

Mais, il faut attendre, dit encore le contrôleur, c'est une « expérience ». La liberté est là et l'on se promène gentiment, le dimanche, à Varsovie, dans le parc Lazienki, même si les enfants n'ont que des sandales en plastique à mettre sur leurs chaussures. Attendez, même si la presse annonce encore lundi 30 avril une hausse du téléphone. Et même si quelques agents du chemin de fer polonais en viennent à visiter les grands sacs en poubelle bleus de l'Eurotrain à la recherche de quelques bouteilles de Coca à terminer.

Attendez encore, mais Solidarité n'est plus ce qu'il était. Adam Krusrewski était membre du syndicat jusqu'à son interdic-

tion par le général Jaruzelski. Il n'a pas repris sa carte. Solidarité a « changé de style ». Il est moins spontané. On y fait carrière, dit-il, on y gagne des promotions. Comme avant, mais avant c'était le Parti communiste qui faisait graver les échelons. La brigade constituée hoche la tête, avec son chef. Les badges rouge et blanc de Solidarité sont maintenant vendus aux touristes qui visitent la vieille ville. Dans toutes les monnaies de la terre, sauf bien sûr le mark est-allemand, déjà prêt pour l'échafaud.

Le train, lui, n'a pas la patience du contrôleur de Varsovie. Dix capitales en dix jours pour « une seule jeunesse, une même Europe et un seul avenir ». Alors, avant de quitter cette ville aux vitrines que nul n'a le cœur de dépoussiérer tant les rayons sont encore vides, Eva, l'étudiante en sociologie de Bruges, est allée distribuer les petits déjeuners oubliés aux enfants et aux vieilles dames du quartier de l'ancienne gare de Główna. On l'a embrassée, on l'a remerciée, sans même regarder ce que contenaient les paquets.

Les deux Norvégiennes, elles, ont été bouleversées par la misère des ours polaires du jardin zoologique, qui n'ont plus qu'une peau grisâtre sur le dos. Et le correspondant de la radio irlandaise a passé un coup de téléphone effaré à Dublin : « C'est incroyable. Ces gens vivent exactement comme au lendemain de la seconde guerre mondiale. »

Adam Krusrewski n'a pas entendu. Il aurait, de toute façon, hoché de nouveau la tête.

CORINE LESNES

MÉDECINE

Les vingt-cinq ans du CIRC

Le CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) de Lyon devait célébrer vendredi 4 mai le vingt-cinquième anniversaire de sa création. Cette cérémonie, à laquelle participent le professeur Maurice Tubiana, président du programme « L'Europe contre le cancer » de la Communauté économique européenne et Sir Richard Doll, l'un des plus grands spécialistes internationaux d'épidémiologie, souligne la place prise par cet organisme dans la lutte préventive contre les cancers à l'échelon international. Officiellement ouvert le 20 mai 1965, le CIRC, basé dès son origine à Lyon, a été créé à l'initiative de la France, le général De Gaulle ayant repris en 1963 les propositions d'un groupe d'intellectuels français qui demandaient aux nations de consacrer 0,5 % de leur budget militaire à la fondation d'un centre commun de lutte contre le cancer. Un autre

mode de financement « beaucoup plus modeste » indique-t-on à Lyon devait finalement être retenu. On ne comptait au départ que cinq pays fondateurs (RFA, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni). Aujourd'hui, outre ces cinq pays participent au financement et au contrôle des activités du CIRC, l'Australie, la Belgique, le Canada, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et l'URSS. Fait marquant de ce 25ème anniversaire, le Danemark et la Suisse viennent de demander de s'associer à ce centre.

Dirigé par le docteur Lorenzo Tomatis, le CIRC qui compte 175 chercheurs, vise comme objectif principal l'identification des cancers, afin de mettre au point et de proposer à l'échelon international des mesures de prévention. « Bénéficiant désormais du soutien de seize États, c'est avec une détermination accrue que le CIRC poursuivra ses

recherches sur les causes du cancer. L'objectif ultime étant la prévention primaire du cancer, indique-t-on à Genève, au siège de l'OMS dont le CIRC dépend administrativement. « La plupart du temps, le cancer n'est pas une fatalité, rappelle le docteur Tomatis. Dans la majorité des cas, il est dû, soit directement, soit indirectement, à l'exposition à des agents cancérigènes présents dans notre environnement. Certains d'entre eux, comme le tabac, les rayonnements ionisants ou déjà identifiés. D'autres facteurs responsables de cancers très répandus restent à découvrir. » Au-delà des résultats acquis ou à venir des recherches médicales et scientifiques, ce constat met en lumière la place qui devrait dans ce domaine, être celle des pouvoirs publics.

JEAN - YVES NAU

Pour la première fois au monde

Des chercheurs américains ont multiplié des cellules cérébrales en laboratoire

Une équipe de chercheurs de l'université Johns Hopkins (Maryland), dirigée par le docteur Solomon Snyder, a réussi pour la première fois à faire se multiplier des tissus cérébraux en laboratoire. Ces résultats publiés vendredi 4 mai dans l'hebdomadaire Science pourraient permettre de remplacer des cellules endommagées chez des personnes atteintes à la tête, victimes de congestion cérébrale ou atteintes par la maladie d'Alzheimer.

Ces cellules avaient été prélevées sur un bébé de dix-huit mois dont une partie du cerveau était plus développée que l'autre. Le docteur Snyder a toutefois précisé que des années de recherche seront encore nécessaires avant d'envisager des transplantations. - (AFP, AP)

OPERA
BASTILLE

JEUDI 10 MAI 1990 A 20H

CONCERT
EXCEPTIONNEL

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE PRAGUE

Direction musicale: Petr Altrichter

Smetana, Mozart, Rimsky-Korsakov

Tickets de 50 à 1900 F

TELEPHONE: (1) 40.01.16.16

AGENCES: AGF, L'ESCA, MINISTRE 1615 Gde THA

ET SUR PLACE: RENSEIGNEMENTS: (1) 43.43.96.96

مكتبة الأصيل

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

La gendarmerie veut recruter des officiers dans les facultés

La gendarmerie nationale souhaite diversifier le recrutement de ses officiers, en permettant à des étudiants titulaires d'une maîtrise de droit, de sciences économiques ou d'administration-gestion, ou encore parmi les diplômés d'un institut d'études politiques. Après quoi, les candidats admis traitent avec la gendarmerie nationale de la gendarmerie, à Melun (Seine-et-Marne). De ce projet, la gendarmerie escompte par un recrutement extérieur qui porterait sur vingt-cinq à trente étudiants du supérieur.

Réuni pour la première fois, à la fin du mois d'avril, dans sa nouvelle composition, le conseil de la fonction militaire de la gendarmerie a donné un avis favorable à ce projet de modifier les conditions de recrutement des officiers à partir de 1991, sous la réserve de l'acceptation du texte par le Conseil d'Etat et par d'autres instances au sein du ministère de la défense.

La gendarmerie a besoin de recruter, chaque année, environ cent quarante officiers. Sept filières sont ouvertes à cette fin, depuis les grandes écoles militaires jusqu'à la promotion de sous-officiers par le rang, en passant par les officiers de réserve. Le projet actuel de la gendarmerie consiste à remplacer progressivement l'une de ces filières (c'est-à-dire l'embauche - après sélection - de lieutenants et de capitaines venus des corps de troupe) par la possibilité de recruter à l'Université.

Si le projet est définitivement adopté, ce recrutement, après 1991,

se ferait directement sur concours parmi les étudiants titulaires d'une maîtrise de droit, de sciences économiques ou d'administration-gestion, ou encore parmi les diplômés d'un institut d'études politiques. Après quoi, les candidats admis traitent avec la gendarmerie nationale de la gendarmerie, à Melun (Seine-et-Marne). De ce projet, la gendarmerie escompte par un recrutement extérieur qui porterait sur vingt-cinq à trente étudiants du supérieur.

Un nouveau chargé de mission chez Dassault. - M. François Diaz, soixante ans, a été nommé chargé de mission auprès de M. Serge Dassault, président-directeur général du groupe Dassault. M. Diaz avait été, au nom de l'Etat, désigné comme administrateur de la société aéronautique pour le compte du ministère de la défense en juillet 1985. En novembre 1986, M. André Griaud avait démis de ses fonctions M. Diaz, qui n'avait pas suivi les consignes gouvernementales d'abstention lors de l'élection, par le conseil d'administration, de M. Serge Dassault à la tête du groupe, après la mort de son père, Marcel Dassault.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 2 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.

• Terre. - Sont élevés au rang et à l'application de général de corps d'armée, les généraux de division Jean Carbonneau et Michel Roquejeoffre (nommé commandant la Force d'action rapide). Est nommé commandant des transmissions de la première armée, le général de brigade Engue Audren.

• Marine. - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Jean Foulquier ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Michel Berges (nommé commandant des sous-marins d'attaque) et André Le Goff.

Sont nommés : commandant l'Ecole supérieure de guerre navale, le vice-amiral Guy Labourie ; commandant le Centre d'entraînement de la Flotte, le contre-amiral Michel Debray ; commandant l'Armement maritime de Lorient, le contre-amiral Philippe Canonne ; inspecteur des réserves et de la mobilisation de la marine, le contre-amiral Christian Rouyer ; commandant l'aviation embarquée et le groupe des porte-avions, le contre-amiral Jean Wild.

Est mis à la disposition du chef d'état-major de la marine, le contre-amiral Claude Arata.

• Armement. - Sont nommés : inspecteur général de l'armement, l'ingénieur général de 1^{re} classe Noël Pley ; contrôleur général des armées en mission extraordinaire, l'ingénieur général de 1^{re} classe Emile Arnaud ; inspecteur de l'armement pour l'armement terrestre, l'ingénieur général de 1^{re} classe Pierre Capion ; directeur des armements terrestres, l'ingénieur général de 1^{re} classe Jean-Benoît

Ramé ; directeur de l'électronique et de l'informatique, l'ingénieur général de 1^{re} classe Michel Javelot ; responsable ministériel pour la normalisation, l'ingénieur général de 2^e classe André Megard ; directeur de l'établissement technique central de l'armement, l'ingénieur général de 2^e classe Michel Benicourt ; chef du service central des affaires industrielles de l'armement, l'ingénieur général de 2^e classe Jacques Grosi ; chef du groupe « énergie-propulsion » du service technique des constructions et armes navales, l'ingénieur général de 2^e classe Claude Bulle.

• Service de santé des armées. - Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Michel Chanteloube ; médecin général, les médecins-chefs Pierre Metzger, Bernard Chaillet, Gérard Hagenauer et Louis Court.

Sont nommés : inspecteur du service de santé pour l'armée de terre, le médecin général inspecteur René Poncey ; directeur du service de santé du 3^e corps d'armée et de la 2^e région militaire, le médecin général Jean Clément ; directeur du service de santé du 1^{er} corps d'armée et de la 6^e région militaire, le médecin général Pierre Daniellou.

SPORTS

FOOTBALL : Coupe de France. - Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe de France de football, effectué jeudi 2 mai, a désigné les matches suivants, fixés au samedi 26 mai : Marseille - Racing Paris 1 (au stade vélodrome de Marseille) ; Saint-Etienne - Montpellier (au stade Geoffroy-Guichard à Saint-Etienne).

ENVIRONNEMENT

Canicule de mai

Le thermomètre a grimpé, le 2 mai, à des hauteurs telles que des records de chaleur ont été battus à Paris-Montsouris, il est monté à 27°C, soit deux dixièmes de plus que le record précédent de 26,8°C, qui datait du 2 mai 1986. Pour rafraîchir notre mémoire, rappelons que le 2 mai 1979, le « maximum » avait été de 7,1°C.

Quelques autres records de 1986 ont été battus le 2 mai : à Strasbourg avec 26°C (24,6°C) ; à Saint-Etienne avec 25,2°C (24,1°C). A Lyon-Bron, c'est le record du 2 mai 1933 (25,7°C) qui a été largement battu avec 26,9°C.

La Bretagne a connu des températures caniculaires : à Rennes 28,4°C (28,1°C le 2 mai 1989) ; à Brest 27,3°C (25,7°C le 2 mai 1978).

TOXICOMANIE

MARSEILLE : des mères en deuil manifestent contre les dealers. - Des habitants de deux quartiers de Marseille ont décidé de se mobiliser pour empêcher les dealers de se livrer au trafic de drogue. Après les résidents de la cité Leduc, dans les quartiers nord, qui ont monté la garde devant leurs immeubles pendant le long week-end du 1^{er} mai, des femmes du quartier du Panier, dans le centre-ville, sont descendues dans les rues perturber le marché quotidien de l'économie auquel se livrent les petits trafiquants. Une cinquantaine d'entre elles, pour la plupart en tenue de deuil, ont manifesté, jeudi 3 mai, devant l'hôtel de ville, aux cris de : « Non à la drogue, nos enfants sont en danger ! ». Cette mobilisation spontanée des mères de famille a été déclinée par le décès par overdose, vendredi 27 avril, d'un homme de vingt-huit ans.

JOURNAL D'UN AMATEUR

Le dangereux défi que se lance encore la démocratie ! Que le groupe communiste de l'Assemblée nationale en soit l'auteur ou le relais n'est pas fait pour rassurer. Les dirigeants de ce parti sont si riches d'idées nouvelles ou saugrenues que toutes en deviennent sous-optimales.

Mais il fallait bien leur faire une fleur puis-que, 100-cs en renforcement et de biale, ils soulevaient le gouvernement. Comme il n'était pas question de leur céder un iota sur Benoit, où ils ne disent pas que des inepties, comme le Conseil constitutionnel les a, non sans motifs, envoyés paître à propos des « douze » de la Régie, le gouvernement, sans être, a dû se dire qu'un texte renforçant les pénalités contre le racisme avait, en outre, quelque chance de faire bonne figure à son bénéfice et de mettre en porte-à-faux l'opposition. Même si ce mot de racisme est aujourd'hui profondément « désamanté », pourraient dire les linguistes : comme le fut, il n'y a pas si longtemps, celui de fasciste.

Comme, d'autre part, des dispositions voisines figuraient peu ou prou dans le texte que M. Rocard avait remis aux participants de la table ronde réunie naguère sur le sujet, on pouvait se dire, à la fois, que cela faisait plaisir à de vieux copains et que c'était « dans la ligne ».

A cela près que, à force de vouloir bien faire, la machine déraile. Parce que cette loi est, avant même d'être votée et dans quelque état qu'elle le sera, un cadeau à M. Le Pen, parce qu'elle met la presse en accusation dans des conditions dont la Fédération nationale de la presse française a raison de relever le « précipitation », enfin, parce qu'on demande (encore) à la justice d'apporter à un mal dont la facette juridique est bien étroite un remède qu'elle est totalement incapable de fournir.

Sur le terrain de la justice et de sa fonction répressive, cette loi concourt une fois de plus à banaliser l'idée de sanction, de nouveau présentée comme la panacée, et à amoindrir la gravité de la privation des droits civiques puisque l'on en étend les cas d'application.

Cette surcharge dans la sanction montre, d'ailleurs, s'il en était besoin, que le dispositif déjà en vigueur, qui n'est tout de même pas de la rouille de sanction, en fait de sévérité, a ou les résultats d'un castron sur une jambe de bois. Sinon, y serait-on revenu ?

La suite ne sera pas plus satisfaisante. De deux choses l'une. Ou bien les tribunaux usent largement de cette loi future, ou bien il n'en sera rien : étant rappelé qu'il est juridiquement très difficile de rapporter la preuve des motivations racistes d'un comportement ou d'une décision. A moins de présumer le racisme, ce qui serait tout de même aller un peu loin sur un terrain passablement miné.

D'après la revue « Que choisir »

L'eau du robinet à peine potable dans six départements

Dans six départements, l'eau du robinet contient près de 50 milligrammes de nitrates par litre, seuil au-delà duquel elle n'est plus potable. Tel est le résultat des vingt mille analyses effectuées par les lecteurs de la revue « Que Choisir », organe de l'Union fédérale des consommateurs. Ce mensuel avait lancé, en janvier dernier, une vaste opération d'auto-contrôle de la qualité de l'eau en fournissant à ses lecteurs des bâtonnets réactifs destinés à mesurer le taux de nitrates.

Avec une majorité de résultats proches de 50 milligrammes par litre, l'Eure-et-Loire vient en tête des départements où l'eau est suspecte. Il est suivi par le Finistère (45 % de résultats à près de 50 mg), le Pas-de-Calais, la Charente-Maritime, le Cher et les Côtes d'Armor. L'Ile-de-France n'est pas épargnée par cette pollution insidieuse et, à Paris même, 21 % des analyses faites par les habitants avoisinent le seuil de non-potabilité.

Des mesures de restrictions

Ces constatations ne représentent toutefois qu'un instantané. La situation a pu, depuis le début de l'année, évoluer plus favorablement.

Les problèmes de l'eau restent au premier plan des préoccupations. En Bretagne, par exemple, la préfecture de Quimper annonce que si la sécheresse continue, des mesures de restrictions sont inévitables à bref délai. Le niveau des nappes et le débit des rivières sont déjà au-dessous de ceux de l'an dernier à pareille époque.

SCIENCES

Selon « l'Express »

La fusée Ariane aurait été sabotée trois fois en dix ans

Trois des cinq échecs essayés par la fusée Ariane depuis sa mise en service en décembre 1979 seraient dus, affirme l'Express daté du 4 au 10 mai, à des actes de sabotage. Pour le dernier d'entre eux, survenu le 22 février, la commission d'enquête avait conclu à la présence inopportune d'un morceau de chiffon dans une canalisation d'alimentation d'eau ayant perturbé gravement le fonctionnement d'un des moteurs (le Monde du 14 avril).

Comment ce morceau de tissu est-il arrivé-là ? Négligence ou sabotage ? L'Express tranche et écrit que « l'identité de celui qui a placé le chiffon dans la conduite d'eau (...) n'a toujours pas été établie », mais que « plusieurs personnes sont actuellement sous surveillance dans les deux usines où a été montée la ligne d'eau ».

L'Express affirme, en outre, que les explosions en vol du deuxième et du dix-huitième lanceur sont également la conséquence de sabotages. A l'appui de sa thèse, l'hebdomadaire évoque un rapport secret-défense rédigé par M. Jean Gréau en 1982. Dans ce texte, ce haut fonctionnaire de la défense suggère que la destruction en vol,

le 23 mai 1980, de la chambre de combustion du lanceur n° 2 pourrait être due à l'introduction d'une capsule d'explosif de 2,4 g dans un des nombreux trous forés dans cette pièce.

Ce scénario « inventé » a bien été avancé, reconnaît M. Jean Gréau, qui précise que c'est finalement l'hypothèse du défaut de conception qui a été retenue.

Quant au troisième échec, qui, le 31 mai 1986, conduisit à la destruction du lanceur V-18, victime du mauvais fonctionnement de son troisième étage, l'Express indique qu'une enquête des services spéciaux a bien été lancée, mais que, faute de preuves - le 3^e étage n'ayant pu être récupéré en mer - c'est encore l'hypothèse technologique qui a été finalement retenue.

Interrogés sur cet article, le PDG d'Arianespace, M. Frédéric d'Allest, et le directeur général du CNES, M. Jean-Marie Luton, l'ont qualifié de « roman d'espionnage susceptible de plaire à beaucoup de monde ».

RELIGIONS

Le soutien du pape au projet de cathédrale à Evry (Eure-et-Loire). - Conduite par Mgr Guy Harbulot, évêque d'Evry, une délégation d'une vingtaine de personnes responsables du projet de construction d'une cathédrale dans la ville nouvelle a été reçue, jeudi 3 mai au Vatican, par Jean-Paul II. Le pape s'est félicité de « l'heureuse collaboration intervenue entre les autorités civiles, les artistes, les constructeurs, le mécène, les amateurs de la vie diocésaine » pour l'édification de cette cathédrale.

Mère Teresa à Bucarest. - Mère Teresa, prix Nobel de la Paix, est arrivée jeudi 3 mai en Roumanie. Elle a annoncé son intention d'ouvrir à Bucarest une mission permanente de sa congrégation, les Sœurs de la charité, qui accueillera notamment les enfants atteints du sida. « Je ne me mêle jamais de politique », a déclaré la religieuse de Calcutta, à propos des manifestations actuelles à Bucarest. « Mais si les manifestants ont faim et veulent du pain, je les aiderai. » (AFP.)

PHILIPPE BOUCHER

Cadeau

Si les condamnations devaient être rares, ce qui est l'hypothèse la moins improbable, la loi en serait encore une fois dévaluée et la justice avec elle. Encore une fois, l'Etat fulminerait sans autre effet que d'affaiblir davantage la crainte que devraient pourtant engendrer ses menaces. Le prestige de l'Etat et de ses lois ne pourrait qu'en être affaibli. C'est par là que dans une évolution détestable dont l'Etat est seul responsable.

Si les condamnations devaient être fréquentes, craignons que le débat ne revienne brutalement sur un terrain qu'il ne devrait pas quitter (si peu que ce soit, car, en réalité, on sait bien que ces textes ne sont qu'une esbrouffe : le terrain politique. Mais, alors, plus du tout, quand même, sur un fond de paix civile : dans le tumulte. Quel pourrait être, autrement, le sens de ces « ordres » que M. Le Pen envisage de donner ?

L'acte n'est pas nécessaire de le regarder ou de l'écouter longuement pour voir qu'il n'a rien de d'une chose : en découdre. Car il ne faudrait pas oublier qu'il ne manque rien à cet homme pour être le parangon de l'extrémisme de droite, et surtout pas le goût de la violence physique.

C'est en cela aussi que la démocratie n'est pas sa famille, parce qu'elle bannit, précisément, jusque dans les affrontements et les querelles les plus rudes, le recours à cette violence physique. Au contraire, lorsqu'on entend tonner M. Le Pen, on devine tellement bien qu'il préférerait cogner. En y ajoutant la bous en prime. En France et ailleurs, l'extrême droite a toujours aimé déverser la bous en prétendant nettoyer le pays.

Ce n'est pas encore ce cadeau-là qui lui est fait, cette violence légitime (à ses yeux) qu'il attend si fort, mais, à défaut, avec cette idée tellement étrange, tellement mal foutue et, pour tout dire, tellement indigne et sottise sur la presse, le caduc d'une société civilisée, à commencer par la pensée, qui fait si naturellement partie de l'idéologie de M. Le Pen et de

sa troupe. Faut-il, aussi, être ignorant des lois sur la presse pour croire qu'il est encore possible d'y ajouter des contraintes, des peines et des incriminations ?

Cette loi, enfin, n'a pas de sens parce que, sous couvert de viser la généralité des choses, elle n'est, dans le fond, dirigée que contre le seul M. Le Pen. Encore qu'elle conduise à plonger tout un peuple dans la culpabilité, ce qui est injuste et dangereux.

Le reste, c'est de la poudre aux yeux. Imaginer que le président du Front national va en être impressionné est d'une charnante naïveté. Ça ne peut, au contraire, que lui fouter le sang. Si le 1^{er} mai de M. Le Pen n'a pas au moins montré cela, c'est à désespérer.

Tant que l'on ne voudra pas admettre qu'une opinion politique (qu'elle soit immonde, haïssable ou tout ce que l'on veut n'y change rien) se combat sur le terrain politique, et non dans les prétoires, on ira d'échecs en capitulations.

L'échec auquel aboutit, pour le démocratie représentative, la loi d'armistie qui, dans les faits, blanchit les seuls élus, ce qui est baroque, devrait inciter à réfléchir sur les dangers du mélange des genres entre le justice et la politique ; c'est-à-dire, plus précisément, sur les risques qu'il y a à méconnaître par trop la vieille séparation des pouvoirs. L'opinion pense manifestement que c'est tricher. Ne la pense-t-elle pas aussi lorsque, contre M. Le Pen, on demande à la justice de régler les comptes de la politique ?

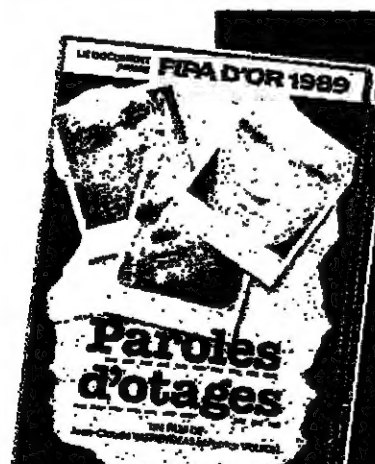
Lors de son entrée en fonctions, M. Rocard avait promis, symboliquement, de repaître les cages d'ascenseurs et les boîtes aux lettres. Qu'attend-il ? M. Michel Noir propose aujourd'hui que l'on projette des maintenant « dans les écoles comme outils pédagogiques » l'enregistrement du procès Barbie. Qu'attend-on ?

PS récriminateurs. Bon gré, mal gré, parce que c'est une disposition de son cahier des charges, l'Antenne 2 diffuse chaque semaine les services religieux et notamment le catholique. Si cette chaîne entamait sa diffusion à l'élevation ou à la consécration, il y aurait des protestations sans nom. Cette semaine, grignotant encore sur la précédente, FR 3 a commencé sa retransmission des débats de l'Assemblée nationale du mercredi 30 avril, alors que le premier orateur avait, à quelques mots près, achevé sa question. L'ouverture de la séance, n'en parlons même pas. La messe a-t-elle, pour le service public, plus d'importance que la démocratie ?

PS utilitaire. La semaine prochaine, religieuse.

(1) Oui, l'image est fautive puisqu'on ne lutte pas contre les virus avec des antibiotiques.

UNE VIDÉOCASSETTE DOCUMENT



Jean-Paul KAUFFMANN
Gerhard VADERS
Le Baron EMPAIN
trois témoignages bouleversants qui racontent l'enfer de la séquestration

TF1 VIDEO

EN VENTE DANS LES GRANDES SURFACES ET LES VIDÉOCLUBS.

**Ariane aurait été
trois fois en dix ans**

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Le 21 mai, à 14 heures, l'Europe a vu son premier lancement d'Ariane. Ce fut une réussite. La fusée a atteint son altitude de 140 km et a déposé ses deux satellites. L'opération a été menée à bien. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante. L'Europe a montré qu'elle est capable de lancer ses propres satellites. C'est une étape importante.

Voici le panier moyen de la ménagère que nous préparent certains distributeurs et leurs supers centrales d'achat européennes : Indigeste pour les consommateurs. Mortel pour les PME.



Si l'on n'y prend garde, l'Europe de la grande distribution risque d'avoir un drôle de goût. OPA, fusions, supers centrales d'achat, entre industriels et distributeurs les concentrations vont bon train. A croire que certains confondent marché unique et entreprise unique. Pour les Centres Leclerc la seule réponse à ces concentrations industrielles c'est de maintenir la diversité de l'offre en sélectionnant les meilleurs produits de chaque terroir, offrant ainsi à des centaines de PME régionales l'opportunité d'entrer dans la cour des grands, aujourd'hui en France et demain en Europe. Pour les Centres Leclerc le Marché Commun Européen passe par l'Europe des régions.

E. LECLERC



POUR QUE L'EUROPE PROFITE AUX CONSOMMATEURS

مركز من الأصل

CARNET DU Monde

Décès

— M. Roger Calves, son épouse, M. et M^{me} François Calves et leurs filles, M. Christian Calves et son fils Vincent, M^{me} Nadine Adam, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Ricard et leurs filles, M. Jean-François Calves, ses frères, beaux-frères, neveux et nièces, La famille de Chazellen, Toute la famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M^{me} Colombe CALVES,

survenue accidentellement le 30 avril 1990, à Fontaine.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 5 mai, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Fontaine.

L'inhumation aura lieu le lundi 7 mai, à 15 heures, dans le caveau de famille, au cimetière de Mazzanques (Vos).

Région à l'église ou au cimetière.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

2, rue Fichet, 75009 Paris.

— Lyon. Cramons (Jura). M^{me} Pierre DAYET, son neveu et nièce, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Pierre DAYET,

son époux et leur oncle. Les obsèques ont eu lieu le mardi 1^{er} mai 1990, dans l'intimité familiale, à Cramons (Jura).

Unissez-vous dans vos prières.

— Paris. Lyon. Cramons (Jura).

M. et M^{me} Christian Charvet, Sophie, Véronique et Caroline, M^{me} Jacqueline Evrard, Claire, Raïssa, Laure et Pierre-Etienne, M^{me} Marie-Hélène Brunier, M. et M^{me} Jean-François Brunier, Bénédicte et Marie-Alex,

ont l'immense douleur de faire part du décès de leur oncle, **M. Pierre DAYET.** La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 1^{er} mai 1990, dans l'intimité familiale à Cramons (Jura).

— M. Bruno Lacroix, président. Et les membres du conseil de surveillance de MRM, M. Edouard Jousset, président. Et les membres du conseil d'administration, ont le très grand regret de faire part du décès de leur ami et ancien administrateur des Manufactures régionales de Saint-Chamond,

M. Pierre DAYET,

— Le président. Et le conseil d'administration de la Société de la rue Impériale de Lyon ont le vif regret de faire part du décès de

M. Pierre DAYET,

Le président. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 1^{er} mai 1990.

— Lyon.

La direction. Et le personnel du Groupe des Imprimeries de Lyon-Gerland, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Pierre DAYET,

leur administrateur et censeur. Les funérailles ont été célébrées à Cramons (Jura), le 1^{er} mai 1990, dans la plus stricte intimité, à la demande du défunt.

— Lyon.

Le président. Le conseil d'administration. Et la direction de la Société des magasins généraux de Lyon-Gerland, ont le vif regret de faire part du décès de

M. Pierre DAYET,

administrateur. Les funérailles ont été célébrées le 1^{er} mai 1990, dans la plus stricte intimité, à la demande du défunt.

— Lyon. Le président. Et le conseil d'administration de la Société Impériale A. Rey, ont le vif regret de faire part du décès de

M. Pierre DAYET,

président d'honneur. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 1^{er} mai 1990.

— Lyon.

Le président. Et le conseil d'administration de la Société lyonnaise de publications judiciaires et commerciales, ont le vif regret de faire part du décès de

M. Pierre DAYET,

professeur honoraire au CNAM. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 1^{er} mai 1990.

— Le département de mathématiques et informatique du Conservatoire national des arts et métiers, a le regret de faire part de la mort de son fondateur,

M. Alexis HOCQUENGHEM,

professeur honoraire au CNAM, survenue à Nice, le 17 avril 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— La Houille blanche, association des anciens élèves et élèves de l'Institut national polytechnique de Grenoble, a la douleur de faire part du décès de son président d'honneur

Jean-Pierre LAUTH.

Il a été inhumé dans la plus stricte intimité familiale.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré le samedi 12 mai 1990, à 14 h 30, en l'église réformée de France, 43, rue du Moulin-de-Pierre, à Clamart.

— Thiers.

M. Aimé Levigne, Ses enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès, le 26 avril 1990, de

M^{me} Yvonne LEVIGNE,

née Joffroy, professeur de mathématiques en retraite, ancienne élève de l'ENS de Fontenay.

— M. M^{me} Georges Lewis, M^{me} Henriette Lewis, M. M^{me} Bernard Ritzmeyer-Lewis, leurs enfants, et petites-filles, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Albert Jean LEWIS,

survenu le 30 avril 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

« Eternel ! C'est en toi que j'espère. » Ps. 38, 16.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.

54, rue de Sévigné, 75003 Paris.

— M. Marcel Roncayolo et M^{me} née Jeanne Arrighi, leurs enfants, et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite RONCAYOLO,

née Pons, survenue le 21 avril, à Marseille, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

— Les familles Schmitt, Roos, Jakobowicz, Bédard, Ses enfants, Ainsi que ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. André SCHUHL,

ancien président de la communauté israélite de Rouen. L'inhumation a eu lieu à Rouen, le 3 mai 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur Line Sibaud, son épouse, M. et M^{me} Jean-Paul Thomé, Laurent et Benjamin, Le docteur Didier Rosenthal et le docteur Odile Sibaud-Rosenthal, Delphine et David, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Yves SIBAUD,

survenu le 2 mai 1990, à son domicile, dans sa soixante-seizième année, entouré de l'affection des siens.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 7 mai, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7, où l'on se réunira à 16 heures, suivie de l'inhumation au Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

100 bis rue de Cherche-Midi, 75006 Paris.

— M^{me} Madeleine Vitez, sa mère, M^{me} Agnès Van Molder-Vitez, son épouse, Jeanne et Marie Vitez, ses filles, Grégoire Calves, Jean-Pierre Comonville, Daniel Soulier, Et Jacques Stiller, Judith, Baptiste, Pierre, Charles et Gabriel, ses petits-enfants, M^{me} veuve Antonin Coline, M. et M^{me} Alexandre Flacheron, ses oncles et tantes, leurs filles, fils et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Antoine VITEZ,

acteur, metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française, survenu le 30 avril 1990, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Catherine Senné, doyen des comédiens-français, La Société des comédiens-français, La troupe, Monique Barbaroux, directrice générale, Elisabeth Leontini, secrétaire générale, Le personnel de la Comédie-Française, ont la tristesse de faire part du décès de

Antoine VITEZ,

acteur, metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française, survenu le 30 avril 1990, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Un hommage lui sera rendu ultérieurement.

Un registre de condoléances est ouvert dans le hall d'entrée de la Comédie-Française, 2, rue de Richelieu.

— Le conseil d'administration du Centre national des lettres exprime sa profonde tristesse, et l'annonce de la mort de

Antoine VITEZ, président de la commission Littéraires étrangères et s'associe au deuil de sa famille et de ses amis. (Le Monde du 3 et 4 mai.)

Remerciements

— M. et M^{me} Di Giandomenico Crescenzo et leurs enfants, M. et M^{me} Cyril Tchoubar et leurs enfants, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Blanka TCHOUBAR,

expriment leurs sincères remerciements.

— M. René Lasserre Et toute la famille, remercient très sincèrement tous ceux qui ont pris part à leur douleur, lors du décès de

M^{me} Fernande LASSERRE,

et qui, par leur présence, leurs messages et leurs envois de fleurs, ont témoigné l'amitié et l'affection qu'ils lui portaient.

Anniversaires

— Souvenez-vous de

F. et B. HARIF.

— Au mois d'avril 1980

Nicolas JAEGER

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu, admiré et aimé se souviennent.

— A l'occasion du dix-huitième anniversaire du décès de

Emilie TUBIANA

une pieuse pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— Art, design, communication visuelle et audiovisuelle. — Le concours d'entrée à l'Ecole nationale des beaux-arts de Nancy aura lieu les 12 et 13 juin 1990. Dossier d'inscription et documentation sur demande : ENBA BP 3129, 54013 Nancy Cedex. Tél. (16) 83-40-16-23.

Plan Losange en Supercinq

Un financement personnalisé.
Plus un contrat d'entretien.
Plus une assurance tous risques.

597 F

Par mois la 1^{re} année*,
pour une Supercinq Five 3 P,
jusqu'au 31 mai.

* Financement - Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 19 160 F (dont 11 075 F de 1^{er} loyer majoré et 7 185 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale). 11 loyers de 335 F, 12 loyers de 551 F et 36 loyers de 954 F. Coût total en cas d'acquisition, 63 801 F. Renault 5 Five 3 portes, prix TTC clés en main au 02/02/90 : 47 900 F. Sous réserve d'acceptation par la DIAC SA au capital de 3 321 190 700. RCS Nanterre R 702 092 221. Entretien - Contrat d'entretien Renault. Coût mensuel 138 F (soit 1 656 F par an) dans la limite de 60 mois ou 60 000 km à partir de la date de livraison. Assurance - Assurance tous risques. (Responsabilité Civile, dédommagement, bris de glace, vol, incendie et dommages avec franchise, assistance avec véhicule de remplacement). Renault 5 Five 3 portes coût mensuel 124 F (soit 1 488 F la 1^{re} année) Remun 50% - conducteur sans antécédents responsable total ou partiel durant les 24 premiers mois - résident à Paris - usage promenade trajet - franchise 11 000 F - gravage obligatoire. Offre proposée par RECA - société de courtage d'assurance - RCS Nanterre R 702 504 502 - Garanties souscrites auprès de la Lilloise d'Assurances, entreprise régie par le code des assurances RC Roubaix R 775 623 887. Offres valables sur l'ensemble des modèles Renault Supercinq neufs commandés du 1^{er} au 31 mai 90. Ces prestations peuvent être acquises individuellement.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au **05.25.25.25**



Plan Losange. Le Plan de M. Financement.



CULTURE

THÉÂTRE

« Je suis le pape », dit-elle

Création mondiale au Festival de Parme d'« Elle », pièce posthume de Jean Genet

PARME

de notre envoyé spécial

Tandis que s'éveille au printemps l'immensité rase de la plaine du Pô, le petit peuple du théâtre européen se donne rendez-vous chaque année, à la fin du mois d'avril, au Teatro Due de Parme pour un festival organisé par l'une des troupes les plus passionnantes d'Italie, la Compagnie du collectif, le «Collectivo» comme on dit ici.

Voilà plus de vingt ans que ce groupe d'hommes et de femmes — ils sont moins d'une trentaine — forme à l'université locale dans l'agitation de 1968 une école, s'en être emparé à la force des mots, ce qui fut un lieu de loisirs récréatifs créé par le fascisme. Il est devenu, tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt, une structure de création dramatique avec laquelle le théâtre européen doit compter.

Le festival, baptisé aussi « Rencontre européenne de l'acteur », ne ressemble à aucun autre. Sur une petite semaine, il concentre l'ensemble de ses propositions en un lieu unique et multiple, le Teatro Due, complexe de quatre salles et de nombreux espaces, souvent transformés en théâtres. La vie parmesane n'en est donc pas bouleversée comme peut l'être celle d'Avignon en juillet. D'autant que, cette année, on avait là d'autres chats à fouetter — la préparation des élections municipales où de nombreuses listes, petites et grandes, remettent en question, souvent avec virulence, l'alliance locale PSD-Démocratie chrétienne, et encore les fêtes de la libération de la ville, deux événements célébrés bruyamment par les rues de cette cité, capitale de l'industrie agro-alimentaire, qui cache derrière l'austérité de ses façades Renaissance quelques-unes des plus grosses fortunes de la Péninsule.

Celles-ci ont toujours préféré aux activités du Teatro Due les fêtes des soirées habillées du Teatro Regio élevé au centre historique à la gloire de Verdi. Mais leur tentative de confiner les chants — et la grande théâtralité — de l'enfant du pays ont échoué. Toute la ville

chante, juchée sur des vélos qui se jouent avec aisance des rues planes, les grands airs du maestro; toute la ville aime le théâtre et ici, plus que partout en Italie, on assiste, chaleureux, à toutes les aventures qu'a suscitées le Collectivo.

Le 24 avril dernier, beaucoup de Parmesans furent intrigués par une affiche qui annonçait la création mondiale d'« Elle », c'est le pape, le vrai, celui qui vit au Vatican. Une provocation pour l'Italie. A la différence de la France, qui s'en est débarrassée en 1966, ce pays a toujours une commission de censure du théâtre rattachée au ministère du tourisme... et des spectacles.

Réputation sulfureuse

Celle-ci, n'ayant pas reçu «à temps» le texte de la pièce qui avait pourtant été ici même l'année dernière, a vivement conseillé aux animateurs du festival, sur la foi de la réputation sulfureuse de Jean Genet, d'interdire l'accès du théâtre aux mineurs de moins de dix-huit ans. Ce qui fut fait.

Et ce qui, bien sûr, créait à l'entrée de la salle une émotion redoublée par la certitude qu'on allait assister à quelque chose d'inhérent, voire de scandaleux. C'était mal connaître le savant, docte recul que Bruno Bayen, metteur en scène d'« Elle », principal interprète masculin, prend systématiquement avec son art. Et faire bien peu confiance — mais la salle était à 90% italienne — au talent hors pair de Maria Casarini qui, dans le rôle-titre, allait bientôt donner une allure folle à son personnage souverain et pontif, elle seule pouvait faire sursauter les plus redoutables mots de l'autorité et se sortir d'une situation dramatique des plus invraisemblables.

Il n'y en a donc point de scandale. Comme si Bruno Bayen avait entendu cette phrase lancée par Genet lors de la création du Balcon à la fin de 1985 à la Comédie-Française: «Chaque fois qu'on m'a joué, il y a du scandale; je voudrais que ce soit calme.» On ne sait pas comment il aurait voulu que soit

créé « Elle ». On peut même estimer sérieusement qu'il n'aurait jamais voulu que sa pièce soit montée. Il l'écrit d'un seul jet en 1955, la laisse inachevée et n'y revint jamais. Il préféra s'atteler à la rédaction du Balcon dont « Elle » peut être considérée comme le brouillon, ou encore, comme le dit Albert Dichy en la préface aux éditions de l'Arbalète (février 1989), «son inversion». Dans le Balcon, l'action se déroule dans une curieuse maison d'illusions où, entre autres personnages, un faux évêque confesse une pécheresse. Dans « Elle », c'est un vrai pape qui est représenté, se prêtant à une séance de pose photographique.

Dans les deux ouvrages, la même obsession, qui traverse toute l'œuvre de Genet, et particulièrement son théâtre: les êtres, empêchés d'être eux-mêmes, n'existent qu'à travers l'image, toujours fautive, qu'ils se font les uns des autres. Et dans « Elle », cette obsession n'a jamais paru si claire. Une réplique superbe résume, s'il est possible, le débat de la pièce: «Qui oserait dire qu'il l'a vue? Existe-t-elle? Oui, puisqu'elle se manifeste. Mais où existe-t-elle? Si mes yeux la voient, ce n'est pas elle. Si c'est elle, ce ne sont pas mes yeux. Comment donc la verrait-elle?», se demande l'«huisseur» devant le photographe interdit.

Un langage qui ose tout

Un peu plus tard, le pape essaiera bien de l'aider à répondre à ces questions au travers d'un poème sacré en cinq chants, intitulé «les Sanguis du pape», et dont Genet n'a jamais écrit le chant II. Mais la réponse sera terrible, angossante: elle n'existe pas. Cela est dit avec toutes les armes, les couleurs, les saveurs de la plume de Genet, cet instrument parfaitement maîtrisé qui s'en va flirter — sans jamais y sombrer — avec la vulgarité, l'obscénité, la scatologie. Et, au moins dans le premier tiers de la pièce, sur le ton de la farce. Généreusement donc, on entrevoit une nouvelle fois la douceur d'un ciel qu'on pourrait

rejoindre par la voie du péché, un ciel qui se nommerait sainteté, et beauté.

On l'entrevoit d'autant mieux que les interprètes, à l'exception d'un seul, sont excellents. Dans le rôle de l'«huisseur», qui gouverne dans le Vatican de théâtre, et dans celui d'un cardinal d'opérette tout juste esquissé, Gigi Dall'Aglio et Giorgio Gennari, deux des piliers du Collectivo, sont formidables d'humour, de liberté de mouvement, tout au plaisir des mots qu'ils prononcent. Dans le rôle-titre, la Casarini, comme on dit à Parme, emporte l'adhésion. Genet, qui avait écrit le rôle pour un homme, se serait certainement réjoui du choix de cette actrice dont les talents vertigineux lui permettent de faire sien ce langage qui ose tout, du burlesque jusqu'à la tragédie.

L'exception, le hic de cette entreprise, c'est Bruno Bayen, interprète du rôle du photographe et metteur en scène. Bruno Bayen n'est pas un acteur, on le sait. On en est sûr à l'issue de la représentation. Du début à la fin de son rôle, il est lui-même, homme renfermé, méditatif, anxieux, bref un intellectuel. Il ne peut en aucun cas faire passer toutes les nuances d'un personnage — valét, dévouement, excès de simplicité — si différent de lui. D'autant que sa mise en scène accuse la distance, le sérieux qu'il a voulu prendre avec la pièce.

Dans un décor plutôt beau de Renato Siqueira Bueno qui figure le soufflet d'un appareil-photo géant, quelquefois maladroitement éclairé par Marie Nicolas, Genet est un peu à l'étroit, la richesse de ses inventions un peu diluée, sa langue trop domestiquée. On aurait aimé plus de drôlerie, et plus de sauvagerie. Plus de risques enfin, de tentatives, même inabouties: elles auraient bien convenu à cette œuvre, qui n'est après tout qu'une esquisse. Elle sera reprise au Théâtre de Gennevilliers à la rentrée prochaine. Juste le temps de trouver un «vrai» acteur pour le rôle du photographe et quelques idées de mise en scène un peu plus réjouissantes.

OLIVIER SCHMITT

CINÉMA

Kurt Weill à la casse

Brecht et Kurt Weill ont écrit «l'Opéra de quat'sous»
Menahem Golan l'a abîmé

L'Opéra de quat'sous, de Brecht et Kurt Weill, a depuis sa création en 1928 subi nombre d'adaptations plus ou moins heureuses. Le sujet et le cadre offrent des possibilités tentantes: Macky, seigneur des bas-fonds, ancien compagnon de guerre du chef de la police, a rééduqué Polly Peachum, la fille du roi des mendicants, qui se vengera inexorablement. La musique est magnifique, des airs comme la complainte de Macky sont connus indépendamment de la pièce.

Menahem Golan en a tiré une comédie musicale, filmée dans des teintes jaunâtres pour faire glauque, avec d'incessantes palopades, des changements d'angles pour faire cinéma. C'est hideux. La distribution pourrait être convenable, tout le monde sait chanter. Mais Raul Julia, qui avait joué Macky au théâtre dans une mise en scène caustique et perverse de Richard Foreman (c'était il y a plus de quinze ans) et qui reprend ici le rôle, semble bouffi d'ennui. La pire

est Julia Migenex. Elle joue Jenny des Lupanars, enfin elle essaie. Ce n'est pas facile quand on doit chanter la Flanèche du pirate sur fond de ville en flammes, avec canonnades et fusillades.

Le texte est modifié, la musique arrangée dans le style Broadway. Ce ne serait pas grave si ce n'était pas devenu de la soupe. Il y a tromperie à avoir appelé ça l'Opéra de quat'sous. Quand Brecht l'a écrit, il s'est inspiré de l'Opéra des gueux et a changé de titre. Et la musique appartient entièrement à Kurt Weill.

Brecht a détesté la version cinématographique qu'en avait donnée Pabst, qui était effectivement assez éloignée de son esprit. Pourtant, c'est un film magnifique, la providence des ciné-clubs. On se demande comment il se fait que les héritiers de Brecht, et surtout ceux de Kurt Weill, généralement si pointilleux, aient accordé les droits pour cette entreprise.

COLETTE GODARD

ARTS

La mort de Germain Bazin

L'historien d'art Germain Bazin est mort le 2 mai 1990. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans (Le Monde du 4 mai). Ce conservateur en chef des peintures du musée du Louvre fut l'un des premiers à se passionner pour les problèmes de muséologie dont il créa la chaire à l'Ecole du Louvre. Il enseigna également l'histoire de l'art aux universités de Bruxelles et de Toronto. Il fut écarté du musée du Louvre par André Malraux qui ne lui pardonna pas d'avoir laissé partir sur le marché américain la Dispute de bonne aventure de Georges de la Tour, une œuvre dont le conservateur contestait l'attribution. Par la suite, Germain

Bazin fut responsable de la restauration des peintures des musées nationaux, puis conservateur en chef du Musée Condé à Chantilly, propriété de l'Institut, dont il était membre.

Il écrivit beaucoup, dans des domaines variés, sur Fra Angelico, Corot, Manly, sur les trésors de l'Ermitage. Mais il s'intéressa surtout au baroque notamment au baroque brésilien (l'Architecture religieuse baroque au Brésil, l'Alcaldinho, un Michel-Ange des Tropiques). Depuis quelque temps, il préparait un monumental catalogue raisonné de l'œuvre de Géricault, dont deux volumes sont sortis en librairie (Bibliothèque des arts).

E. DE R.

MUSIQUES

L'adultère, le remords, le suicide...

«Katia Kabanova» à la Bastille:

vision noire de Götz Friedrich, colorée par Jiri Kout

«Quand le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle...» On jurerait que Götz Friedrich a pensé au Spleen de Baudelaire pour sa mise en scène de Katia Kabanova, de Janáček, créée il y a deux ans au Palais Garnier (le Monde du 20 février 1988) et transposée ces jours-ci à l'Opéra de la Bastille; tout le poème d'ailleurs pourrait être un commentaire de cette réalisation...

Ce ciel de béton de Hans Schaver-nock, percé de trous comme des tombes, menaçant la scène, est une allégorie de la pression sociale et religieuse, de l'atmosphère étouffante qui jette Katia dans l'adultère, le remords et le suicide.

Dans cette interprétation, marxisante et lourdement germanique, on ne trouve pas, me semble-t-il, l'équilibre propre à Janáček, ce qui ressort de sa musique, et en particulier de l'orchestre infiniment mobile, où l'émerveillement de la vie et de l'amour voisine sans cesse avec l'atrocité du contexte familial, la violence ou l'abjection des hommes.

Il en va de même du rôle de Katia. Karan Armstrong, à la voix pathétique, violente et frustrée, fort impressionnante dans son ultime scène proche de la folie, est une femme mûre, une héroïne brisée, mais robuste, qu'un moment d'égarement jette dans le malheur. Ce n'est plus tellement cette toute jeune fille «si tendre qu'un rayon de soleil la ferait fondre», un «sœur» des fleurs et des oiseaux, selon le portrait qu'en donnait le compositeur de soixante-quatre ans à Kamila Stoslova, la jeune femme de vingt-six ans qui l'inspira. Le musicologue anglais Charles Stuart soulignait très justement «l'extrême subtilité de cette âme peinte au pastel, de cet être parachuté dans un univers auquel il est totalement inadapté» et qui est «en transformation psychologique perpétuelle», comme le montre la profusion de ses motifs musicaux (1). Cela n'enlève rien à la force de cette représentation, dont l'Orchestre de

l'Opéra, transpercé par le lyrisme, illuminé par la palette de Janáček, rétablit le vrai climat sous la baguette de Jiri Kout.

Jouant à contre-emploi, la tendre Léonie Rysanek, toujours superbe vocalement, triomphe en Kabanicha, la belle-mère capotrice, castratrice, écrasant la malheureuse Katia à qui elle impose de sinistres vêtements de deuil, Tashon, le mari faible et pleureur, et l'ignoble Dikoi sont fort justement dessinés en quelques traits par William Cochran et Dimitri Petkov. Et la brutalité qui affleure dans la voix agréablement timbrée de Stefano Algrini rend bien compte du caractère de Boris, l'amaant très lâche et muille de la jeune femme (tels le Pinkerton de Butterfly ou le Sergueï de Katarina Ismailova).

On retrouve avec plaisir Jan Caley qui incarne avec charme et fraîcheur le personnage positif de Koudriach, l'instituteur porte-parole de Janáček, trébuchant avec lui son phonographe à pavillon pour collecter des chansons folkloriques ou son arc électrique pour faire des démonstrations scientifiques... A sa petite amie Varvara, aussi insouciance et «libérée», Magali Chalmieu-Damonte prête jolies nuances et voix légère.

On regrettera que pour «politiser» encore le tableau, Götz Friedrich ait fait de la scène de l'orage une bien inutile poursuite entre policiers et vendeurs de journaux clandestins, que rien ne justifie chez Janáček.

JACQUES LONGCHAMPT

(1) Cf. l'excellente analyse de «Katia Kabanova» par André Lischke dans l'Annuaire-Scène-Opéra (n° 114, nov. 1988).

Prochaines représentations les 4, 7, 9 et 11 mai, à 19 h 30. Léonie Rysanek sera remplacée par Susan Bickley les trois dernières fois.

THEATRE NATIONAL DE PARIS

20 H 45

BALLET CULLBERG

SUEDE

CHOREGRAPHIES

MATS EK

JUSQU'AU SAM. 5 MAI

ET DIM. 6 MAI 15 H

CREATIONS

DU MAR. 8 AU SAM. 12 MAI

LE LAC DES CYGNES

LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET 4°

MOLIERES 90

MEILLEUR SPECTACLE

théâtre subventionné

MEILLEURE COMEDienne

second rôle: Judith Magre

GREEK

A LA GRECQUE

STEVEN BERKOFF

mise en scène

JORGE LAVELLI

Richard FONTANA

Catherine HIEGEL

Judith MAGRE

André WEBER

DERNIERE 13 MAI

43 66 43 60

15 RUE MALTE BRUN 75020 PARIS 12° GAMBETTA

AVEC LA PARTICIPATION DU GROUPE «SARTI & SEERY» POUR LA COMMUNICATION DU THEATRE

هكذا من الأصل

AGENDA

VENDREDI 4 MAI

CINEMA

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Faubourg Montmartre (1931), de Raymond Bernard, 16 h ; Du courage pour chaque jour (1975, v.o. s.t.f.), de Ewald Schorn, 18 h ; Cinéma israélien 1984-1989 : Don't give a damn (1987, v.o. s.t.f.), de Shmuel Imberman, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU
SALLE GARANCE
(42-78-37-29)
Le Cinéma des pays nordiques : Terje Vigen (1918, v.o. intertitre anglais, traduction simultanée), de Victor Sjöström, la Prisonnière de la forteresse de Karlsten (1916), de Georg af Klercker, 14 h 30 ; Comment faire perdre de l'argent (1972, v.o. s.t.f.), de Henning Carlsen, 17 h 30 ; Rosso (1985, v.o. s.t.f.), d'Alai Kaurismäki, 20 h 30.

AU-DELA DU FEU (français, v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).
AUX SOURCES DU NIL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champ-Élysées, 9 (43-20-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95).
BLAZE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Saint-Germain, 9 (43-20-40-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95).
BLUE STEEL (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 6 (43-28-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95).
DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Ciné Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).
DRUGSTORE COW-BOY (A. v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-30).
ELEMENTAIRE, MON CHER... (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48).
ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publiecité Saint-Germain, 9 (42-22-72-80) ; Publiecité Champ-Élysées, 9 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
ENTRE CIEL ET TERRE (A. v.o.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).
ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'ESPOIR AUX TROUSSES (Pol.-Dan.-Fr., v.o.) : Les Trois Balcons, 9 (43-35-30-30).
LE FESTIN DE BABETTE (Den., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).
LA FÊTE DES PÈRES (Fr.) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).
FLIC ET REBELLE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88).
GLORY (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Bruguier, 6 (42-22-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 6 (43-28-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83).
LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Élysées Lincoln, 3 (43-59-36-14).
LA GUERRE DES ROSES (A. v.o.) : Élysées Lincoln, 3 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Reflet Loges, 1 (43-54-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; Reflet Loges, 1 (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
IL GÈLE EN ENFER (Fr.) : Pathé Haute-Faule, 6 (43-28-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
IL Y A DES JOIRS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 15 (45-74-95-40) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Normandie, 15 (45-74-95-40) ; Max Under Panorama, 8 (42-24-88-38) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; UGC Mistrail, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (48-38-10-88).
LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).
LE DÉCALOGUE 2. TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).
LE DÉCALOGUE 3. TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).
LE DÉCALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).
LE DÉCALOGUE 5. TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-59-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).
LE DÉCALOGUE 6. TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-59-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).
LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOILERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-59-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).
LE DÉCALOGUE 8. TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-59-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).
LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18).
DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Ciné Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).
DRUGSTORE COW-BOY (A. v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-30).
ELEMENTAIRE, MON CHER... (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48).
ENEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publiecité Saint-Germain, 9 (42-22-72-80) ; Publiecité Champ-Élysées, 9 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
ENTRE CIEL ET TERRE (A. v.o.) : La Gode, 19 (46-42-13-13).
ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'ESPOIR AUX TROUSSES (Pol.-Dan.-Fr., v.o.) : Les Trois Balcons, 9 (43-35-30-30).
LE FESTIN DE BABETTE (Den., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-28-84-85).
LA FÊTE DES PÈRES (Fr.) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).
FLIC ET REBELLE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88).
GLORY (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Bruguier, 6 (42-22-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 6 (43-28-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83).
LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Élysées Lincoln, 3 (43-59-36-14).
LA GUERRE DES ROSES (A. v.o.) : Élysées Lincoln, 3 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Reflet Loges, 1 (43-54-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; Reflet Loges, 1 (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
IL GÈLE EN ENFER (Fr.) : Pathé Haute-Faule, 6 (43-28-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).
IL Y A DES JOIRS... ET DES LUNES (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 15 (45-74-95-40) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Normandie, 15 (45-74-95-40) ; Max Under Panorama, 8 (42-24-88-38) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; UGC Mistrail, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (48-38-10-88).
LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)
Au-delà du péplon : Banlieue bleue : l'Amour existe (1961) de Maurice Pialat, le Chat (1971) de Pierre Granier-Deferre, 14 h 30 ; Visions de banlieue : le Lieu d'une rue est déjà, mémoire et modernité (1984) de Gérard Philipe, Banlieue 88 (1984) de Gérard Langavine, 16 h 30 ; Banlieue bleue : Antoine chante les érudits (1966) de A. Brunet, la Ville bidon (1978) de Jacques Barillet, 18 h 30 ; Guinguettes : Nogent Eldorado du dimanche (1929) de Marcel Carné, Casque d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (A. v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43).
LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.) : Laune, 4 (42-78-47-88).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Saint-Germain, 9 (43-20-40-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95).
LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-81-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavlov, 15 (45-84-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-82-81-81).
CHERIE, J'AI RETRÉCI LES GOSSES (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : Le Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-81-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavlov, 15 (45-84-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-82-81-81).
CHET BAKER, LET'S GET LOST (A. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-59-00).
CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucienne, 8 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-48).
CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Le Saint-Germain-des-Près, 9 (43-20-40-40) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-30) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-95-40).
CONTRIEMPS (Fr.) : L'Entrevoit, 14 (45-43-41-53).
CRIMES ET DÉLITS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Reflet Loges, 1 (43-54-42-34) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-41-48).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danthon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 15 (45-74-95-40) ; La Basille, 11 (43-07-48-60) ; UGC Normandie, 15 (45-74-95-40) ; Max Under Panorama, 8 (42-24-88-38) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; UGC Mistrail, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (48-38-10-88).
LE DÉCALOGUE 1. UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 9 (43-26-48-18).

MADELEINE
à partir du 4 mai
LE TRIOMPHAL SUCCÈS
du théâtre de CAMPAGNOL
Centre Dramatique National de la Seine-Saint-Denis
1 PLACE GARIBOLDI
UN SPECTACLE ÉCRIT ET MISE EN SCÈNE PAR JEAN-CLAUDE PÉCHENAT
"Tout est ici parfait, délicieux de drôle... une soirée merveilleusement torquise, chaleureuse..." LE FIGARO
"Tous les acteurs sont magnifiques, d'ordre et pathétiques..." TÉLÉRAMA
"Un spectacle génial et tendre... les acteurs sont extraordinaires, bravo !" JOURNAL DU DIMANCHE
"Brill, entraînant, marrant, une excellente soirée !" CANARD ENCHAÎNÉ
"Constantement juste, attendrissant, cocasse et entraînant..." LE FIGARO
"Un enchantement inattendu..." POLYTI
"Excellente idée, excellente, voilà une soirée qui vous reconstruit avec le théâtre !" 74 PARIS
LOCATION : 42.65.07.08 ET AGENCES

MUSIQUE DE L'INDE DU NORD
SAMEDI 5 MAI 18 H 00
IMRAT KHAN
SURAHAIR ET SITAR
VENDREDI 11 MAI 18 H 30
ZIA MOHIUDDIN
DAGAR
RUDEA-VEENA
MUSIQUE DU MONDE
MERCREDI 9 MAI 18 H 30
ORA SITNER
ISRAËL
SAMEDI 12 MAI 18 H 30
IMANOL
FRYS BASQUE
PRIX 60 F LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET 4°

A partir du 9 mai
THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE
TOUT CONTRE UN PETIT BOIS
Texte de Jean-Michel Ribes
Mise en scène de Patrick Dauterive
Michelle Marquais
Roland Blanche
Stéphane Bouy
Josephine Derenne
LOCATION : 42.08.18.50

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-82-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-08).
LES 1001 NUITS (Fr.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Le Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-57) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95).
MILOU EN MAI (Fr.) : Ciné Clichy, 18 (45-22-48-01).

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.
MICHEL DE MONTAIGNE : HUITOIRE D'UN CAVALIER, Lucienne Forum, Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 20 h (8).
LE PARIS-MUNICH 1930 CAP CONG' UND KABARETT, Le Funambule théâtre-restauration (43-23-58-53) (dim. soir, lun.) 22 h 15, jeu, vend., sam., mar., dim. 18 h (8).
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR, Théâtre de verdure du jardin Shakespeare (42-71-44-08) vend., sam., dim., mar. à 17 h (8).
TITO ANDRONICO (TITUS ANDRONICUS), Théâtre national de l'Odéon (43-26-70-32) (dim. soir, lun.) 20 h ; (dim.) 15 h (4).
PLACE GARIBOLDI, Madeleine (42-65-07-09) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (4).
HUIS CLOS, Comédie-Française (40-15-00-15) sam., lun. à 20 h 30 (6).
DÉPECHE-TOI, C'EST SHAB-BAT, Théâtre Montparnasse (42-33-80-78) (dim. soir, ven.) 20 h 30 ; sam. 22 h 30 ; dim. 18 h (7).

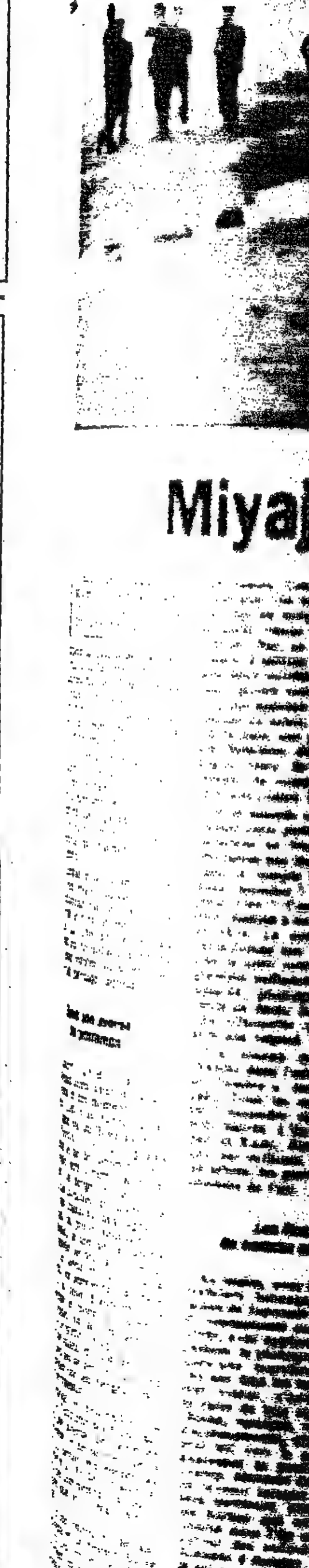
THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.
MICHEL DE MONTAIGNE : HUITOIRE D'UN CAVALIER, Lucienne Forum, Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.) 20 h (8).
LE PARIS-MUNICH 1930 CAP CONG' UND KABARETT, Le Funambule théâtre-restauration (43-23-58-53) (dim. soir, lun.) 22 h 15, jeu, vend., sam., mar., dim. 18 h (8).
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR, Théâtre de verdure du jardin Shakespeare (42-71-44-08) vend., sam., dim., mar. à 17 h (8).
TITO ANDRONICO (TITUS ANDRONICUS), Théâtre national de l'Odéon (43-26-70-32) (dim. soir, lun.) 20 h ; (dim.) 15 h (4).
PLACE GARIBOLDI, Madeleine (42-65-07-09) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (4).
HUIS CLOS, Comédie-Française (40-15-00-15) sam., lun. à 20 h 30 (6).
DÉPECHE-TOI, C'EST SHAB-BAT, Théâtre Montparnasse (42-33-80-78) (dim. soir, ven.) 20 h 30 ; sam. 22 h 30 ; dim. 18 h (7).

AU SOMMAIRE DE MAI
Le Monde
PHILATELISTES
l'officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
● Dossier : les timbres français
● la présence française en Antarctique
● conseils pour débiter une collection
● Les cartes postales du 1^{er} mai
● de RDA
● Variétés : l'impression des timbres à soi
LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

Ibn Arabi
Quatre livres essentiels
du plus grand des Maîtres spirituels de l'Islam
Les Illuminations de La Mecque
Anthologie d'une œuvre mystique et inspirée, dont l'Occident ignore si longtemps l'existence. Traduite soit en français, soit en anglais, sous la direction de Michel Chodkiewicz.
La vie merveilleuse de Dhū-l-Nūn l'Egyptien
Un magistral retour. Les plus beaux textes et l'enseignement d'un personnage complexe et fascinant. Traduit, présenté et annoté par Roger Deladrière.
Le chant de l'ardent désir
Poésie du sublime. La présence divine saisie dans la présence de la Bien-Aimée. Choix, traduction et présentation par Sami Ali.
Les Soufis d'Andalousie
Une fresque des Maîtres soufis de l'Espagne musulmane. Traduit, présenté et annoté par R.W.J. Austin. Version française de G. Lecomte. Deuxième édition.
Sindbad
En librairie et chez l'éditeur
1 et 3 rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. 142.55.35.23



Le Monde

SANS VISA



Passé le bras de mer d'Ono Seto, la côte de Miyajima émerge du brouillard pour former un paysage japonais classique. On photographie l'endroit avec dévotion, ardeur et respect.

Miyajima, l'île aux photographes

Je suis assis dans un fabuleux train tout blanc qui roule à 250 kilomètres à l'heure à travers Honshu, la principale de l'archipel japonais, en route pour la très petite île d'Itsukushima que l'on appelle Miyajima. J'y vais à cause d'une photo, sur laquelle j'ai rêvé, d'un temple posé sur la mer comme une île.

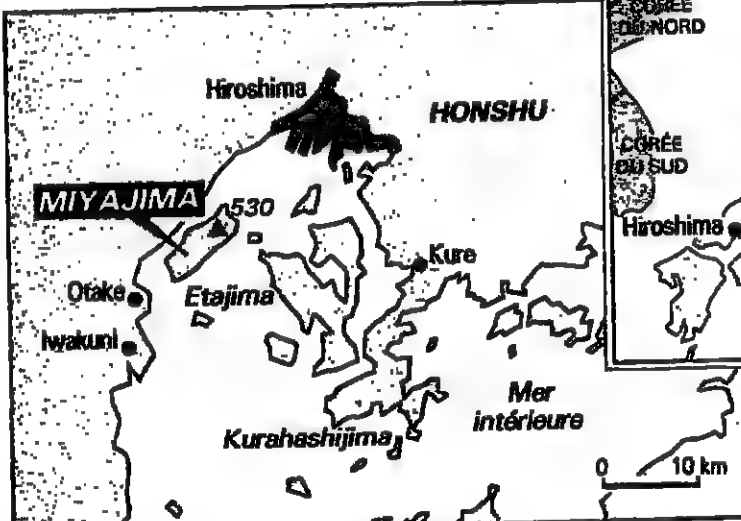
Le train roule pendant des centaines de kilomètres dans une sorte de banlieue américaine ininterrompue. Le Japon appartient aux Japonais. Ils en font ce qu'ils veulent. Je suis insensible au charme de leur modernité.

Tournant le dos à un littoral en plein essor industriel, je m'embarque sur le ferry qui traverse le bras de mer d'Ono Seto. La côte de Miyajima émerge du brouillard doré du soir pour former un sujet classique du paysage japonais.

sanctuaire. Ces grands portiques que l'on trouve en avant de tous les temples shintoïstes seraient venus d'Inde, via la Chine. Sur sa poutre supérieure, à section carrée, relevée aux deux extrémités, posée sur deux piliers ronds, chantait le coq qui appelait Amaterasu, la déesse du soleil, lorsqu'elle se retirait dans une grotte et privait les hommes de ses rayons. Signe venu de la nuit des temps, du combat des forces obscures contre la lumière.

Je m'assieds sur le parapet devant cette porte en mer, que personne ne franchit jamais. Invitation aux dieux à pénétrer dans le temple ? Seul entre deux mondes ? Peut-être là pour rien ? Conçu dans un rêve, destiné à ne produire que du rêve. Le soleil couchant vernit la mer de rouge et dessine le torii comme un idéogramme enflammé. Non, pas dessiné, photographié, j'entends un défilé derrière moi et une silhouette qui s'éclipse avec son trépid.

Un oiseau commence à chanter dans l'ombre. « *Eloge de l'ombre* », bonjour Tanizaki. Tous les sons que l'on peut entendre sur Miyajima sont sacrés. L'île est habitée par les Kami, dieux tutélaires qui, par millions, vivent dans les arbres, les pierres, les mouvements de l'air.



den. Il y a là un arbre — je le regarde de près, je me place dans la ligne de mire des artistes, — qui doit satisfaire aux règles canoniques de la beauté auxquelles ils souscrivent. Ils ne regardent que lui.

Pas pressés, ils vont et viennent de leur sujet à l'appareil comme s'ils attendaient que les boutons encore chiffonnés éclorent davantage, vérifient tous les angles possibles, plaçant un cadrage imaginaire avec leurs deux mains à angle droit, reculent en aveugles, ce qui rend si éprouvant le spectacle des photographes en exercice, puis soudain, comme si la réduction du cerisier de trois à deux dimensions projetait en eux une image acceptable au fond de leur cerveau, ils lèvent un index assuré et le descendent avec un frémissement de pianiste, sur le déclencheur. La photo est accomplie.

L'île est en fleurs et en profondeur. Nous sommes à la mi-avril. Moment de grande exaltation. Le poète Mo Tzou l'exprima en quelques vers : « *Si l'on vous demande ce qu'est l'âme du Japon, montrez le cerisier sauvage en fleur qui étincelle au soleil.* » Le proverbe plus brutal dit : « *Le cerisier est premier parmi les fleurs comme le guerrier parmi les hommes.* »

L'arbre en question, tout cerisier qu'il soit, s'appelle *Prunus serrulata*. Sakura en japonais. Les fleurs vont par trois ou cinq, blanches ou roses, de 3 à 4 centimètres de diamètre. Elles sont inodores. Si d'aventure, une fine odeur d'amande froitait vos narines, vous pourriez l'attribuer à la contagion de l'enthousiasme, ou bien à une autre espèce, *Prunus yedoensis*, qui, lui, est odoriférant et que l'on peut admirer dans le parc d'Ueno à Tokyo. Pendant la pause de midi, des milliers de bureaux crates en costume trois pièces viennent se mêler aux collégiennes en uniforme pour pique-niquer sur de grandes bâches bleu tendre, sous la neige de ses pétales.

Relayer la gravure

Est-ce le moment de le révéler ? Un Anglais, le capitain Ingram, consacra le meilleur de sa vie à introduire les cerisiers du Japon en Angleterre puis en Europe à partir de 1900. Ce transit botanique passionné se produisit entre deux îles, Angleterre et Japon.

Voir une île à travers l'œil de ceux qui la photographient est un expédient qui s'accorde au temps dont je dispose. Je demande à un petit monsieur

en complet brun, moustache blanche, l'autorisation d'attacher mes pas aux siens. Il détourne les yeux en rougissant puis m'autorise. C'est lui qui hier soir photographiait le torii. Nous bavardons tout en marchant tandis qu'il continue de regarder Miyajima avec l'intention de la mettre en boîte. Ce qui nous mène au pied de la pagode à cinq étages qui se trouve elle-même au sommet d'une butte. La montee l'a légèrement essoufflé.

Impossible de prendre du recul. Il cherche comment faire rentrer la verticale de vingt mètres de bois peint en rouge.

Il s'assied, m'explique que, pour les Japonais, la photo a pris le relais de la gravure des Ukiyo-e. C'est désormais au photographe de fixer les « images du monde flottant », d'extraire la beauté d'un paysage banal, d'inventer un regard neuf sur cette pagode. Le drame de la photo, c'est son instantanéité. Il suffit d'appuyer sur le déclencheur pour piéger une image. Il faudrait attendre, attendre comme un dessinateur qui révèle les formes progressivement.

« Regardez l'assemblage de bois de ce monument tout à la fois brutal et raffiné, massif et joli, ancien et repeint à neuf. » Il reste un long moment silencieux à regarder puis le petit homme en costume brun ajoute : « Vous ne le voyez pas d'ici, mais derrière cette paroi de bois, à l'intérieur de l'édifice, se trouve une effigie peinte de Bouddha. »

Puis il se lève, ne prend pas de photo et m'invite à le suivre. Dans la descente, il s'attarde devant un petit pin dont les branches et les rameaux sont liés à une structure de bambou qui lui donnera la forme souhaitée par le jardinier. Là il fait sa quatrième photo, au vol, comme on note une idée sur un bloc-notes.

ALAIN HERVÉ
Lire la suite page 16

JAHRELINE
KIEL - OSLO

La route directe pour la Norvège

SCANDITOURS

Demandez la brochure à votre Agence de Voyages ou à
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36 rue Tronchet 75009 PARIS. Tél. (1) 47 42 38 65

هكذا في الأصل

SANS VISA

VOYAGES

Miyajima, l'île aux photographes

Suite de la page 15

Nous longeons le Sendokaku, le pavillon des mille nattes de tatami. Le tatami qui forme le sol des pièces de séjour dans la maison, mesure toujours 6 shaku par 3 (1,82 x 0,91 m), la taille d'un homme couché et sert d'unité de mesure de surface. Un bâtiment de 1 000 tatamis, c'est immense, mais nous ne pouvons en apprécier la taille, que derrière de grandes bâches flottantes qui le masquent au regard. Il est en restauration.

Poussière de coquillages

Mon compagnon en terminant avec sa timidité : il s'appelle Xavier, il est catholique, originaire de Nagasaki et parle l'anglais avec une aisance rare ici. Il a trois enfants. Il est venu à

Miyajima pour photographier les sakura. Mais c'est un plaisir pour lui de m'accompagner dans les temples. Voilà, tout est dit. Nous laissons nos chaussures à la porte et glissons sur les grandes planches polies par des générations de visiteurs.

Marodo Jinja, le sanctuaire de la déesse de la Miséricorde, Kwanon, celle qui exauce tous les vœux, la salle de méditation matinale, les terrasses pour la danse, les kiosques sur la mer, le pavillon des exorcismes et de la purification, des offrandes, de la vénération. Silence, ordre, beauté, méditation naturelle.

Nous sommes à marée basse, le temple est posé sur des milliers de pilotis de 2 mètres de haut enfoncés dans le sable gris. Xavier reste penché sur la

balustrade de bois rouge d'une passerelle qui relie un bâtiment à l'autre, il scrute avec attention le sol marin formé de poussière de coquillages broyés.

« Regardez, me dit-il, les cratères, les montagnes que fabriquent les vagues de sable. On

dirait la surface de la lune. » Il prend sa cinquième photo et range son matériel avec soin. « Je viens chaque année à Miyajima, m'explique-t-il, j'y ai fait des milliers de photos. Ce sont en général les mêmes que je recommence chaque année. Je peux ainsi apprécier mes progrès. » Il me regarde de

côté comme s'il tentait d'évaluer qui je suis, et il risque : « Des millions de gens font sans cesse, à Miyajima, les mêmes photos que moi. Je me demande si, à force de prélever des images, nous enlevons de la substance à ce que nous photographions... » Et il m'emmène dans une pâtisserie manger des

shiruko, gâteaux de riz à la sauce de haricots rouges. Un putois en plâtre peint, au ventre rebondi, le visage distendu par un grand sourire, nous salue lorsque nous entrons. Il est là pour la chance, celle du commerçant et du client.

ALAIN NERVE

Carnet de route

Y aller

Air France dessert Osaka trois fois par semaine par la route du pôle et huit fois par semaine Tokyo dont deux fois en direct sans escale, en survolant la Russie. Ce vol est plus court, moins fatigant. Ne pas oublier de se munir d'un visa.

A partir d'Osaka, on peut prendre le train rapide Shinkansen, qui est une merveille, jusqu'à Hiroshima : environ une heure de trajet. A Hiroshima, changer de train, descendre à Miyajima, prendre le ferry, traverser de dix minutes.

Se renseigner

A Paris, à l'Office du tourisme japonais, 4 rue Sainte-Anne. (Tél. : 42-98-20-29). A Miyajima, au Tourist Bureau Sakai Gun, préfecture d'Hiroshima. (Tél. : 082 282-3191.)

La saison

Au printemps, la floraison des cerisiers apparaît généralement au cours de la deuxième et la troisième semaines d'avril. En automne, les arbres à l'orment de leur feuillage rouge à la mi-novembre.

Dormir

Les hôtels japonais traditionnels sont toujours préférables

à ceux « à l'occidentale ». Davantage de charme, moins chers. Il y en a plusieurs le long de la rue principale qui mène aux temples. Il faut dormir au moins une nuit dans un ryokan, une auberge traditionnelle mais catégorie château-hôtel. (Tél. : 082 282-3191.)

Manger

La cuisine japonaise est désormais connue en France. Si vous en avez l'occasion, voyez le merveilleux film *Tam-popo*, qui traite, avec humour et tendresse, de nourriture et en particulier de la soupe sobo.

La nourriture et le logement sont relativement bon marché au Japon, contrairement à ce que l'on prétend, mais il faut rester en dehors du circuit touristique. Un vrai repas servi avec une vraie nappe et des fleurs sur la table et des sourires dans le wagon-restaurant du Shinkansen coûte 75 F. Un plateau pour déjeuner ou dîner avec potage, pâtes, légumes, une ombre de viande ou de poisson et du thé, se trouve à partir de 45 F.

Vivre

Le séjour au Japon est facilité par l'extraordinaire courtoisie et le sens des responsabilités des Japonais. Ils vous renseignent à profusion dès que vous leur posez une question mais très peu parlent l'anglais. Les pourboires sont inexistantes. Les chauffeurs de bus et de taxis portent des gants blancs. Jamais on ne tentera de vous voler sur les prix ou la monnaie.

Le Japon est un pays de très ancienne civilisation qui, dans de nombreux domaines, a poussé le raffinement beaucoup plus loin que nous : art du cadeau et de l'emballage, cérémonie du thé, jardinage, présentation de la nourriture, des vêtements, organisation de la vie domestique. Les Japonais sont des perfectionnistes et chacune de ces disciplines devient un art. Ils sont convaincus de leur supériorité sur les autres peuples.

Le Japon moderne n'est pas une réussite, à beaucoup d'égards. Urbanisme instantané et surtout culte maladif du travail et de la réussite professionnelle, qui souvent sacrifie la vie personnelle.

Bibliographie

Il faut lire avant de partir, pour posséder quelques clés, sans lesquelles on risque de

passer à côté de merveilles. Le meilleur guide, bien qu'incomplet, est le *Guide Nagel du Japon*, ensuite le *Guide Bleu*, plus compact ; le *Guide Vies* parle d'un Kyoto imaginaire tel qu'il était aux temps des Shoguns, alors qu'il faut plus d'une heure en bus pour aller du nord au sud dans une ville moderne, monotone et laide. Tous les temples sont invisibles derrière de hautes murs.

Une des merveilles du Japon classique, ce sont les jardins. Voir le *Jardin japonais*, d'Imtraud Schaefer-Schmidt-Richter, (Office du livre, Lausanne) et *Japanese Gardens*, de David A. Slawson (Kodansha International Ed., Tokyo-New-York). Pour les paysages, les *Journaux de voyage de Bashô* (Publications orientalistes).

Pour l'idée que se faisaient les Européens du Japon, *Madame Chrysanthe*, de Pierre Loti (Librairie de Poche) et les œuvres de Lafcadio Hearn, et pour l'idée que s'en font encore les Japonais modernes, *L'Eloge de l'ombre*, de Junichiro Tanizaki, et toute la littérature japonaise contemporaine. Voir aussi les numéros spéciaux des revues *Autrement* et *Traverses*.

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ****
3, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ****
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-47-42-56 - Tél. 470410
Tél. 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-48-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble, téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
72, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 280 à 420 F. - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).
Site except. microclimat, prom., muséol.
UVA saunas. Cuis. à votre goût.
On ne fume pas à table.
Chères gd cft. prix d'inv. Mireille
Colombe. Tél. : 75-26-12-59.
Amburge de vieux village d'Aubenas,
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

ROUSSILLON 84220 GORDES

MAS DE GARRIGON ***
Le petit hôtel de charme de Luberon est aussi une étape gourmande.
En campagne.
face aux terres de Roussillon.
Piscine - Equitation - Promenades.
Tél. : 90-05-63-22.
Gare TGV et aéroport d'Avignon.

Italie

CATTOLICA (Adriatique)

HOTEL LEON DORO ***
Tél. : 1939-541/932247, 934053.
50 m mer, moderne, tranquille, il confit, menus au choix, chambres spacieuses, meubles modernes.
avec douche/W.C. et balcon.
Pension complète :
juin, septembre 130 F, juillet 160 F,
1^{er} - 21 août 224 F.
Réduit. pr familles jusqu'à 50 %.

Suisse

LUGANO

L'HOTEL WASHINGTON ***
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 69.- à 79.- par pers.
Tél. : (1941) 91/56-41-36.

TOURISME

Home d'enfants

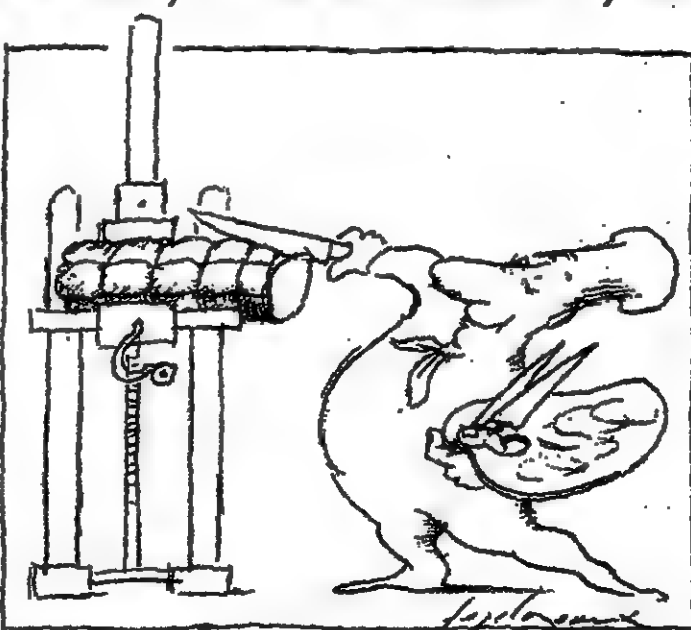
Vacances d'été

HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agglom. Juive et Sports.
V. et L. Lise accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confort., rénov. au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enfants, cuis. saines et équilibrées, chère 2 ou 3 avec sabb. WC. Activités avec matériel : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T. Initiat. échecs, peinture s/bois, fabrication du pain, découverte environnement. Tarif ti compris : 1 800 F/semaine par enf. Tél. : (16) 81-38-12-51.
Le Cdt l'Agneau - La Longeville
25630 MONTBENOIT.

LA TABLE

Le carpaccio, le vrai

Il est né au Harry's Bar de Venise. Il y est encore.



Tous les restaurants italiens de Paris, des meilleurs aux détestables, affichent le carpaccio à leur carte. Et, à présent, nombre de restaurants français ont adopté le nom sans la chose. Car, on le verra plus loin, proposer un carpaccio de lotte, de loup ou de coquilles saint-jacques (mais oui, ça se fait !) est une offense à la raison comme au goût.

Alors ? Italien le carpaccio ? Peut-être pas. Les ouvrages de recettes italiennes (celui de M.M. Caraglio et Veronelli en tête) n'en parlent pas. Disons que c'est un plat « international », né en Italie, ainsi que le rappelle Jean Clausel dans son petit ouvrage *Venise exquise* (Robert Laffont), et que les Italiens ont adopté et adapté tout à la fois.

L'histoire est connue. C'est Giuseppe Cipriani, du Harry's Bar de Venise, qui, il y a déjà soixante ans, l'imagina pour une de ses clientes, la comtesse Nani Mocenigo, laquelle ne pouvait absorber de viandes cuites. Cipriani eut l'idée de couper du filet de bœuf en tranches d'une minceur extrême (comme, là-bas, l'on découpe le San Daniele et comme on devrait toujours détailler le saumon fumé !) Tranches éten-

dues sur assiette et nappées de la sauce, très américaine celle-là : un peu de mayonnaise détrempée de Worcester sauce, de ketchup, d'une goutte de cognac, d'une goutte de tabasco, avec un peu de crème liquide pour mieux délayer le tout.

Et, nous dit Jean Clausel,

« comme on ne parlait alors à Venise que d'une exposition des toiles de Carpaccio... » En effet, Vittore Carpaccio, Vénitien et peintre de Venise en de célèbres séries, affectionnait, au quinzième siècle, un rouge brun dont son pinceau fut prodigue. C'est pourquoi, je le répète, baptiser

carpaccio une accommodation de poisson blanc est ridicule. Passe encore pour du saumon rosé, et encore !

Du pinceau à la fourchette, du Harry's Bar américain à une comtesse de la ville des Doges, il n'y avait que l'espace d'un apéritif. Mais le plat dut paraître quelque peu exotique et, aujourd'hui, les Italiens, tout en ne le reconnaissant pas complètement comme leur, on l'a vu, l'ont modifié, remplaçant la sauce initiale par une huile d'olive citronnée et parsemant le tout de parmesan râpé.

Jean Clausel constate : « Je n'ai pu donner qu'une trame de cette recette : le carpaccio, comme en témoigne son appellation, est une œuvre d'art qui ne connaît ni poids ni mesure. »

La version originale, vous ne la trouverez jamais au restaurant. Pas même au Carpaccio (35-39, avenue Hoche, Paris-8, tél. : 45-62-76-87), dont le conseiller culinaire, Angelo Vinciguerra, est « un des meilleurs chefs d'Italie », selon M.M. Gault et Millau. Là, le carpaccio est de veau et à la sauce aux truffes.

LA REYNIÈRE

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BASTILLE (OPERA DE LA)	CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	MONTEPARNASSE (CHATEAU)	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
EL BOLICHE, 43, rue Falguère, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e .	RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1 ^{er} . 47-23-54-42. Ineq. 22 à 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-47-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann 13 ^e . Spécialités éthiopiennes.	LA TABLE DE L'OE, 14, r. F.-Florent, 13 ^e . F. sam. midi, dim. 46-06-72-01. Spéc. Sud-Ouest. Env. 100 F.	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 ^e . F. dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
BLANCHE	MAUBERT-MUTUALITE	CHIENG-MAI	REPUBLIQUE-BASTILLE	SAINT-AUGUSTIN	TROCADERO
DOUCEUR DES ILES 3, rue de Bruxelles. Tél. : 45-26-68-30. Spécialités antillaises.	142, av. des Champs-Élysées, 43-68-20-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin d.c.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	12, r. Frédéric-Sauton, 9 ^e . 43-25-45-45 L/dim. déj. Thaï 90,30 F s.c.	LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calaire (11 ^e). F. sam. midi, dim.	LE SARLADAIS, 2, c. de Vienne, 8 ^e . 45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.	P. GARLAND, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.

RAKECH : 1580 F AJR

SANS VISA

ESCALES

Seul en Roumanie

Pour voyager en Roumanie, il y a deux possibilités : se laisser guider ou, mieux, prendre soi-même l'air du temps. Une alternative prévue par Comitour (1, rue Daunou, 75002 Paris ; tél. 42-81-67-08). Un billet d'avion (Paris-Costanza-Paris), une Dacia 1300 et la liberté de ses mouvements suffisent au voyageur. Par semaine et par personne : 4 090 F pour deux passagers voyageant ensemble, 3 350 F s'il y a quatre passagers, kilométrage illimité, itinéraire ouvert. Vaut-il définir ce dernier à l'avance ? Il ajoutera des coupons d'hôtel. Le voyage coûte alors, par personne et pour une semaine : 4 190 F et un autre passager, 3 850 F et trois autres passagers, kilométrage illimité, demi-pension à chaque étape.

Les circuits accompagnés en car permettant de connaître le meilleur de la Roumanie en quinze ou huit jours. De Costanza, au bord de la mer Noire, aux bouches du Danube en passant par Bucarest, Madarasti et sa maison fortifiée, Sibérie et le palais Bruckenthal datant du dix-huitième siècle, la Transylvanie, ses maisons et ses églises en bois sculptées, surtout, les monastères



moldaves de Bucovine : Voronet, Humor, Secușita, Suceava, ancienne capitale de cette province, Agapia, Varatec. Au cœur des Carpates, Brasov et le château de Bran. Quinze jours, de 5 000 F à 5 550 F tout compris selon la date de départ (d'avril à août). Version courte : huit jours, de 4 050 F à 4 650 F.

Notons la réédition toute fraîche, chez Plon, du Bucarest de Paul Morand (294 p., 100 F) « portrait d'une jolie femme » publié par la première fois en 1935.

Le sixième continent

Évoquer l'Antarctique, c'est friser la démesure : vingt-cinq fois la France, les températures les plus basses (-49° en moyenne au pôle), les vents les plus forts (jusqu'à 320 km/h), des chaînes côtières tombant de 4 000 mètres dans la mer, pris dans la glace dans sa presque totalité. C'est aussi un continent riche : les trois quarts des ressources mondiales d'eau douce, du krill en abondance - et, on

ne le sait que trop, menacé par une exploitation sans merci. Aussi les deux croisières qui s'y dirigeront, au printemps 1991, mettront-elles l'accent sur les beautés naturelles de ce que l'on appelle « le sixième continent ». On connaît l'albatros à sourcil noir, l'éléphant et le lion de mer : on est moins familier du gorille sauteur, du pipit et de l'oiseau bémec des Falkland. Pour ne rien perdre de ces spectacles étonnants, on embarquera immédiatement,

au sortir des voiles Paris-Buenos-Aires-Ushuaia, à bord de l'Ilirio, un cinq étoiles qui a déjà plusieurs voyages en Antarctique à son actif. Selon l'englacement et les conditions météorologiques, les escales auront pour nom : Îles du Roi-George, canal de Neumayer, baie de Paradis, Îles de la Déception, archipel Palmer, canal de Gerlache, au plus près du cercle antarctique. A chaque escale, on descend à terre avec des zodiacs pour approcher les animaux et les icebergs.

Du 7 au 19 janvier ou du 20 février au 6 mars 1991, de 39 900 F à 59 000 F, tout compris, par personne, selon l'emplacement de la cabine et le nombre de ses occupants. Des extensions sont proposées (chutes d'Igazu, Malouines). STMTS (54, rue de Maubeuge, 75009 Paris, tél. 42-82-04-57).

Le monde en rouge

Depuis plus de cinquante ans à n'y avait que chez les bouquinistes qu'on pouvait trouver ces petits guides compacts, à la couverture rouge, à la typographie précise, dont chaque détail avait été poli par les ans. Les « Voyages » s'étaient affirmés à ce point comme modèles qu'on ne disait

plus un guide mais « un Baedeker ». En France, la version française du *Voyage du Rhin, de Mayence à Cologne* était parue dès 1832, mais la seconde guerre mondiale avait interrompu la diffusion.

Aujourd'hui, les guides Baedeker, qui se vendent à 2,6 millions d'exemplaires dans le monde, sont à nouveau accessibles en français chez Hachette. Trois séries sont prévues : pays, régions, villes. Titres parus à ce jour : l'Irlande, la Costa Brava, la Toscane, Athènes, Bangkok, Leningrad, Madrid et Venise. Les prix s'échelonnent entre 79 F et 119 F. Le format est petit et la couverture sous plastique conserve la célèbre couleur rouge.

Quel temps fait-il à... Saint-Martin-de-Londres ?

Saint-Martin de Londres, localité parmi celles que recense ce véritable guide de la *Météo de la France* se situe dans l'Hérault, au nord de Montpellier et se définit comme « l'oasis des garrigues » (Londres n'étant que la déformation d'un ancien terme occitan désignant les marécages).

Les auteurs, Jacques Kessler, météorologiste et collaborateur des week-ends de France-Inter, et André Chambrud, habituellement plus porté à traiter du climat politique, ont remis à jour et enrichi leur précédent ouvrage en disposant, pour la première fois dans l'histoire de la météorologie, des mesures homogènes sur une période ininterrompue de trente années (1951-1980).

BIBLIOGRAPHIE

Chypre, la franco-grecque

COLLECTION oblige, sans doute, mais voilà un livre bien mal titré : *le Guide de Chypre*. L'ouvrage de Jean Perrin sur la vieille île hellène est, en effet, bien plus qu'un guide, tout en étant cela également. C'est une ample plongée dans la vie chypriote d'hier et d'aujourd'hui, avec un connaisseur qui sait nous faire partager sa curiosité pour cette « histoire étonnante où il est prouvé, entre autres, que Chypre a été, hors l'hexagone, le territoire resté le plus longtemps français ».

Un peu oubliés chez nous, ces siècles qui virent la dynastie des Lusignan régner sur Chypre mais aussi sur l'Arménie (le dernier souverain arménien fut d'ailleurs inhumé à Saint-Denis aux côtés des rois de France), constituerait à eux seuls, avec les souvenirs dorés laissés derrière eux par les Lusignan, une raison suffisante de se pencher sur Chypre - et d'y aller.

De la conquête des dix cités-Etats de l'île par le terrible monarque assyrien Sargon II à la tumultueuse carrière, à notre époque, de l'ethnarque Makarios, ce mélange de Richelieu et de Mazarin à la sauce orthodoxe, Jean Perrin déroule pour nous la vertigineuse tapisserie chypriote. Sur ce fond, il nous sert ensuite de la poésie, des vins locaux, des icônes, la recette du pain d'olive au four, la messe byzantine, les heures d'ensevelissement, et pour finir la mer qui emporte tout. Sauf notre envie de Chypre.

Les liens sont-ils d'un commerce aussi agréable que l'assure notre chypriote ? Nos expériences, bien moins larges que les siennes, il est vrai, nous avaient autorisé à en douter. Mais de toute façon, si on veut bien voyager un peu hors des sentiers battus, l'ouvrage de Jean Perrin est un véritable trésor. Il nous fait découvrir la vie chypriote (autrichienne comprise) par le tourisme nordique de masse ; si on a la chance de pouvoir dire quelques mots de grec (et d'anglais) ; si on n'est pas perturbé par la conduite à gauche, absurde survivance du colonialisme anglais, Chypre grecque peut devenir aussi séduisante que le fut la déesse Cypris dans les *Supplémentes d'Eschyle*, ou chez Ronsard, courtisan de Cyprine.

Rimbaud, charpentier

Lorsque vous êtes un peu las d'épigrammes et d'épigraphes, du roman et du gothique, du grec et du néogrec, Jean Perrin sait vous rattraper avec Rimbaud qui « à vingt-quatre ans, débarque à Chypre, l'aventure poétique achevée. Commence, alors, celle du vagabondage (...) demi-nu sur la plage ».

Le poète en rupture d'écriture n'écrit plus que pour demander en France « le livre de poche du charpentier ». Il était alors employé à la construction d'une demeure pour le gouverneur britannique ; c'est, aujourd'hui, le palais d'été du chef de l'Etat chypriote. Jean Perrin a découvert la plaque reconnaissante :

« Au génie français qui, au mépris de sa renommée, contribua de ses propres mains à la construction de cette maison. » Au mépris de sa renommée ? Charpentier est pourtant un noble métier...

La partie de l'île occupée depuis 1974 par les Turcs, venus à la demande de leur cent mille coreligionnaires chypriotes (descendants des anciens colons ottomans), représente 37 % du territoire. Dommage, donc, que l'auteur ne lui ait consacré que six ou sept pages. Famagouste, Kyrenia, l'abbaye de Bellapais, Salamine, les vestiges de la citadelle d'El Kantara dans la montagne ne méritent-ils pas quelques développements de plus, même si l'accès des étrangers aux régions turquises n'est pas très aisé ? Au reste, cela ne saurait durer, même si, comme tout l'indique, perdure le partage de l'île entre Hellènes et Turcs. On souhaite donc que Jean Perrin consacre bientôt un livre à l'autre Chypre.

Le voisin égyptien

Chypre, tout entière, est un bateau tantôt de plaisance, tantôt de guerre, entre l'Asie Mineure et le delta du Nil. Christiane Zivie-Coche, égyptologue, a sauté le pas et nous a ramené, d'entre Alexandrie et Assouan, un petit livre très ramassé et très vivant qui, malgré le nombre insuffisant de cartes, peut être un excellent compagnon pour le voyageur cultivé sans être savant.

MARRAKECH : 1580 F* A/R



Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou : V.O. Voyages 181, bd Paire 75017 Paris - Tél. (1) 40 53 07 11

LIVRES D'HISTOIRE ACHAT-VENTE

LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE

8, rue Brée, 75006 PARIS (1) 43-54-43-61 CATALOGUES MENSUELS Service de recherche de livres d'histoire épuisés



De toute chose la meilleure.

Situé en plein cœur du Tyrol, cet hôtel de classe internationale fera de votre séjour en montagne un souvenir inoubliable. En été comme en hiver. Restaurants, bars, cafés et salons rivalisent d'élégance raffinée. Appartements spacieux avec poêle en faïence. Tout est prévu pour votre santé.

beauté et forme. Piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, courts de tennis (couverts et plein air) ainsi que terrain de golf à 18 trous tout près de l'hôtel. Si vous aimez pratiquer les sports de montagne, l'Interlpen Hotel Tyrol sera pour vous le point de départ idéal. A quand votre prochain séjour ?

INTERLPEN-HOTEL TYROL ***** S.P. 96 - A-6410 Telfs-Buchen, près d'Innsbruck Tél. 043/52 62 42, Tlx 047/534 634

Islande

Choisissez l'Islande, pays des amoureux de la nature

Le grandiose et le silence infini de l'espace. Chaleureuse hospitalité des jours sans fin. Rêves éveillés et réalités naturelles. Passions folles et souvenirs vivants. Mais aussi obsidiennes et solitaires. Macareux, guillemots, pétrels, L'eau et le feu, Volcans et glaciers...



Documentation gratuite sur demande : ICELANDAIR 9, boulevard des Capucines, 75002 PARIS Tél. : (1) 47.42.52.26 - Info minitel : 3615 code OTISLAND

OFFRE SPÉCIALE 5.140 F

8 jours de circuit printemps ou automne CIRCUIT SAFARI

مكتبة من الأصل

COMMUNICATION

Préfigurant la création d'une nouvelle télévision cryptée hertzienne Le CSA lance un appel à candidatures pour 22 fréquences

Le Conseil supérieur de l'audio-visuel (CSA) a lancé, jeudi 3 mai, un appel à candidatures pour une chaîne de télévision cryptée hertzienne desservant vingt-deux agglomérations de province (1) et huit millions d'habitants.

Cet appel, précise le CSA, répond, comme celui du 21 février dernier pour la capitale, à « deux impératifs » : ne pas entraver le développement du câble et la diffusion par satellite, instaurer une véritable communauté d'intérêts entre les différents types de diffusion. Le programme retenu et la durée de l'autorisation qui sera accordée respecteront cet impératif de cohérence, poursuit le CSA. Ils tiendront compte, notamment, de l'avancement du plan de câblage des zones concernées.

Une justification de ce nouveau réseau national - le septième - dont la perspective inquiète particulièrement l'un des trois grands câblo-opérateurs, la Lyonnaise des eaux, qui y voit un frein à l'essor du câble.

S'il ne préjuge d'aucune décision du CSA, ce nouvel appel à candidatures répond, en revanche, aux exigences des actionnaires de l'une des chaînes destinées à monter sur le satellite de TDF 1, Canal Enfants. Ceux-ci souhaitent pouvoir toucher, pendant plusieurs années, cinq millions de foyers grâce à un réseau hertzien pour rentabiliser leur chaîne cryptée, en attendant la montée en puissance du satellite.

La décision du CSA intervient à la veille de la tenue, vendredi 4 mai, des conseils d'administration de Canal Enfants et de Canal J (chaîne pour la jeunesse actuellement diffusée sur le câble) qui se proposent de préparer leur rapprochement (le Monde du 13 avril).

(1) Amiens, Angers, Angoulême, Avignon, Bayonne, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Le Mans, Lille, La Marse, Montpellier, Nantes, Nîmes, Orléans, La Rochelle, Saint-Quentin, Toulouse, Toulon et Tours.

Canal local sur le réseau câblé

Images Plus, télévision d'Epinal

Alors que beaucoup de réseaux câblés repoussent leurs projets, ou même abandonnent leurs expériences de programmes locaux, Epinal se lance dans l'aventure d'une chaîne locale. Images Plus, qui débute ses programmes le 4 mai, sera diffusée de six heures du matin à huit heures du soir, grâce à une équipe réduite de sept personnes, dirigée par un ancien de RTL-Télévision, François Deroubaix. Le journal d'informations quotidiens, d'un quart d'heure, sera diffusé en boucle entre 18 et 20 heures, et rediffusé le matin entre 6 et 8 heures. La matinée sera consacrée à un bulletin des activités des communes concernées (Epinal, Golbey, Chantaine), accompagné d'offres d'emploi de l'ANPE ou de cours de formation continue. Une émission de plateau encadrée par des jeux, en milieu de journée ouvrira ses portes aux associations et à la vie pratique, aussi bien qu'à des rubriques d'histoire ou de jardinage, tandis que l'après-midi sera consacré à des magazines rediffusés. Images Plus compte aussi programmer des rencontres sportives, rendre compte des nouveautés cinématographiques de la région, et élargir le week-end une grille qui comprend au total environ 35% de programmes réalisés localement. Le budget de la chaîne prévoit 2 millions de francs annuels, dont la moitié supportée par l'opérateur du réseau, la Lyonnaise des eaux, qui a également investi 1,5 millions dans les équipements techniques nécessaires. Une contribution rendue possible par les bons scores du réseau d'Epinal : 44% des habitants sont en effet câblés, soit près de 11.000 foyers, notamment parce que la Cinq et M6 ne sont pas reçus autrement que par le câble dans la région, mais aussi parce qu'un effort particulier a été fait vers les logements collectifs, avec des tarifs réduits.

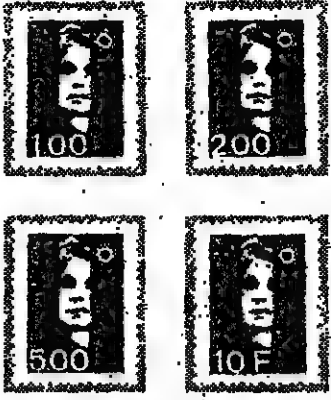
EN BREF

La SEPT s'ouvre au parrainage. - La chaîne culturelle européenne a déjà conclu deux accords en ce sens. Le groupe Havas inscira jusqu'à la fin de l'année son nom au générique de tous les documentaires diffusés sur son antenne, Air-France se contentant plus modestement pour l'instant de deux émissions. « Notre cahier des charges nous interdit », la publicité, pas le parrainage, commente la chaîne en insistant sur son souci d'éviter les déformations de la télévision commerciale. Les noms des sociétés apparaîtront ainsi seuls à l'écran, en lettres blanches sur fond noir, tandis que les logos demeureront proscrits. Marginales cette année, les recettes de parrainage pourraient atteindre 10 millions de francs l'an prochain. La SEPT est, en effet, mieux reçue à l'étranger, qu'en France - où moins de trois cent mille foyers la captent pour l'instant. Et, grâce à la multidiffusion, nombre d'émissions « sponsorisées » passeront de facto le samedi, sur le réseau de... FR 3.

Antoine de Caunes s'associe avec VIRGIN. - Antoine de Caunes et ses associés, Tim Newman et Alex Berger, ont conclu, mercredi 2 mai, un accord avec le groupe britannique Virgin, pour créer à Londres, une nouvelle société de production. Baptisée Radio TV Ltd, celle-ci produira des émissions de télévision - des magazines, des vidéo-clips, des spots publicitaires - ainsi que des fictions, voire des longs métrages. Tournées en anglais, ces émissions devraient également être exportées sur le marché nord-américain. Depuis deux ans, l'émission « Rapido » présentée par Antoine de Caunes rencontre un important succès à l'étranger et notamment en Grande-Bretagne où elle est diffusée en anglais, par la chaîne publique BBC 2. Ce rapprochement entre Antoine de Caunes, ses associés et Virgin pourrait être le prélude d'un accord plus vaste entre le groupe britannique et Canal Plus, la chaîne française sur laquelle « Rapido » est diffusée.

PHILATÉLIE

« Marianne », de Briat (suite)



Briat, gravés par Claude Jumelet, sont imprimés en taille-douce en feuilles de cent.

— Ventes anticipées à Paris, le lundi 21 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée de la Poste, 34, boulevard de Valenciennes, 15°. A noter que ces quatre figures seront vendues sur place durant cette journée uniquement par séries indivisibles. Les coins datés ne seront délivrés que dans la mesure des quantités disponibles. Boîtes aux lettres spéciales réservées au dépôt des correspondances à oblitérer avec le cachet « premier jour » du Musée de la Poste installées à la RP, 52, rue du Louvre, 1°, et au bureau de Paris-41, 5, avenue de Saxe, 7°.

Révisé par la rédaction du Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 42-22-20-26.

La poste mettra en vente générale quatre nouvelles valeurs de la série courante Marianne, de Briat, à 1 F, 2 F, 5 F et 10 F (orange, vert clair, vert et violet-bleu), le lundi 21 mai. La série complète, ainsi, onze échelons de valeur.

Les timbres, au format vertical 15 x 23 mm, dessinés par Louis

En filigrane

Un « premier jour » exclusif. - Le Syndicat de la presse philatélique française a réalisé un entier postal Marianne à 2,10 F vert, reliqué des effigies de Théophraste Renaudot et Emile de Girardin ainsi que des titres membres du SPPF. Intérêt majeur de ce document, vendu 25 F port inclus : il est oblitéré du 2 février 1990, premier jour officiel de sa distribution dans les bureaux de poste (commandes et règlement auprès du SPPF, 37, rue des Jacobins, 80036 Amiens Cedex).

Monaco et le football. - L'Office des émissions de timbres-poste de Monaco a procédé, le 3 mai, à l'émission d'un bloc-feuillet composé de quatre timbres à 5 F, consacré à la Coupe du monde de football qui se déroulera prochainement en Italie.

Ventes. - Deux ventes sur offres Roumet (Paris, tél. : (1) 47-70-00-56), dates de clôture les mardis 15 et 29 mai. Près de 4 000 lots, comprenant une belle sélection de classiques de France (un 20c noir Cérès oblitéré du 2 janvier 1849 départ à 8 500 F, un double de Genève superbe départ à 100 000 F, par exemple).

A l'étranger, Harmer's (14 East 33rd Street, New York, NY 10016, États-Unis) dispense une superbe collection spécialisée classique d'Australie.

le et de Nouvelle-Zélande, le 14 mai, et consacre les deux jours suivants au Commonwealth (ventes à Londres).

Stanley Gibbons (399 Strand, London WC2R 0LX, Angleterre) met en vente aux enchères près de 300 raretés du monde entier, le 11 mai. Une mention particulière pour une rubrique plus consistante consacrée à l'Egypte.

Expos-bourses. - La Maison de l'Europe de Lyon (Rhône) organise une exposition philatélique, le 9 mai, à la mairie du 8^e arrondissement à Lyon, à l'occasion du 40^e anniversaire du plan Schuman, avec bureau de poste temporaire (souvenirs philatéliques : 12 F ou 20 F auprès de C. Cheval, 32, avenue Félix-Faure, 69007 Lyon).

La section philatélique du Club sportif des PTT d'Angers organise une exposition, du 10 au 13 mai, avec bureau de poste temporaire le 12 sur le thème du sport (souvenirs : 12 F plus port, CS-PTT Philatélie, BP 910 49009 Angers Cedex 01).

Le 33^e Congrès fédéral des travailleurs de la métallurgie CGT sera accompagné par un bureau de poste temporaire, le samedi 12 mai, ouvert à l'hôtel de ville de Nanterre, 88-118, rue du 8-Mai 1945 (souvenir philatélique 12 F plus port au siège de la fédération, 263, rue de Paris, 93514 Montrouille Cedex).

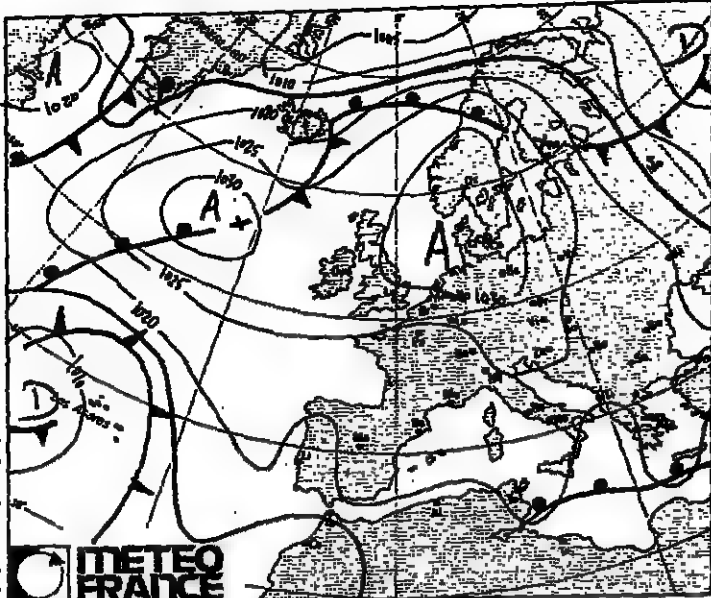
Colloque. - La Japon des années 90. - L'Association de presse France-Japon organise un colloque sur ce thème, le vendredi 11 mai, de 9 heures à 18 heures, au Palais-Bourbon (salle de la commission de la Défense). Parmi les personnalités participant à cette rencontre figurent M^{me} Takako Doi, présidente du parti socialiste japonais, ainsi que deux membres du parti libéral démocrate, M^{me} Morioka et M. Watanabe, ancien ministre. Parmi les autres participants : M. Isomura, directeur-général de la NHK, M^{me} Hélène Missoffe et Grégoire Sautter et notre collaborateur Paul Fabra.

Renseignements et inscriptions : 47 27 30 90.

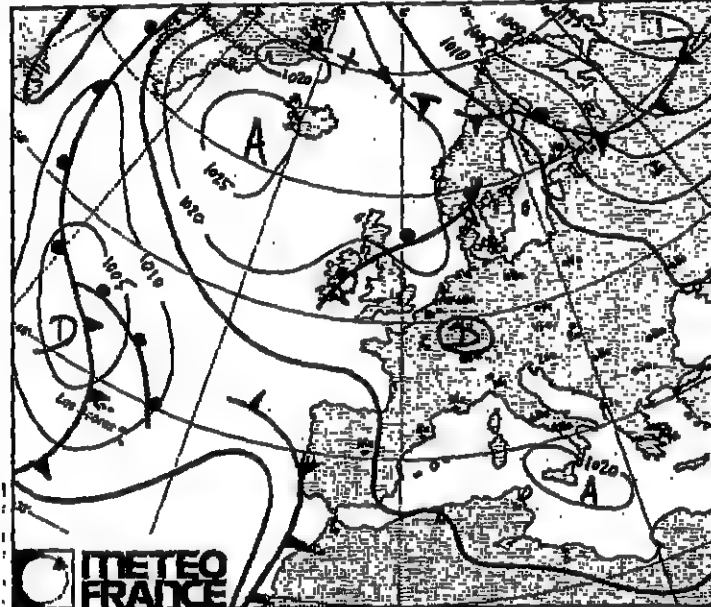
Loto		Tranche de 100 000 F	
5 numéros + 1 boule		5 numéros + 1 boule	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 04 MAI 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 MAI 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 4 mai à 0 heure et le dimanche 6 mai à 24 heures :

Au cours des prochaines quarante-huit heures, le champ de pression basiera régulièrement, favorisant le développement d'une tendance orageuse sur le pays. Seules les régions de la moitié sud devraient échapper à l'orage dans un premier temps, puis le temps lourd et orageux se généralisera dimanche à l'ensemble du pays.

Samedi : soleil et chaleur, tendance orageuse sur la moitié sud. La Bretagne, la Normandie, l'Île-de-France, le Nord, la Champagne, la Lorraine et l'Alsace bénéficieront encore d'un soleil sans partage.

Les autres régions connaîtront un temps ensoleillé, mais progressivement nuageux et de plus en plus lourd au fil des heures. Des orages isolés pourront éclater en fin d'après-midi et en soirée, ils seront plus fréquents en montagne.

Les températures minimales resteront élevées pour la saison avec 10°C à 15°C. Elles avoisineront localement

5°C à 10°C en montagne, dans les Alpes et le Massif Central.

Les températures maximales, de l'ordre de 25°C en général, varieront entre 20°C et 25°C près de la Manche, pour atteindre 26°C à 28°C dans le nord-est.

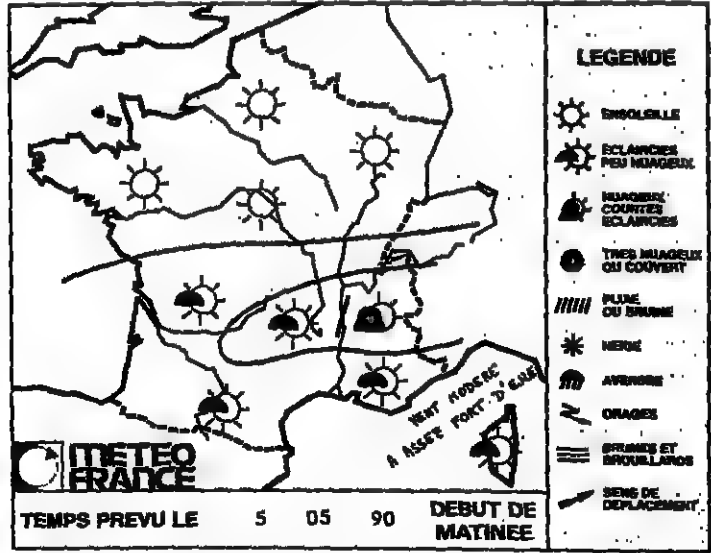
Le vent sera faible à modéré de secteur est, plus soutenu près de la Méditerranée.

Dimanche : généralisation du temps lourd et orageux.

Le soleil sera toujours au rendez-vous, mais il faudra compter avec quelques nuages d'altitude. Ils deviendront parfois menaçants dans l'après-midi et la soirée, occasionnant des orages sporadiques. Pas une région ne sera totalement à l'abri, mais c'est surtout en montagne que la tendance orageuse sera la plus marquée.

Les températures seront stationnaires ou en très légère baisse de 1°C à 2°C.

Le vent restera faible à modéré de secteur est en général.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 03-05-90 à 6 heures TU et le 04-05-1990 à 6 heures TU

FRANCE			TOURS			LORANGE		
A	B	C	D	E	F	G	H	I
22	10	21	11	20	10	21	11	20
21	9	20	10	19	9	20	10	19
20	8	19	9	18	8	19	9	18
19	7	18	8	17	7	18	8	17
18	6	17	7	16	6	17	7	16
17	5	16	6	15	5	16	6	15
16	4	15	5	14	4	15	5	14
15	3	14	4	13	3	14	4	13
14	2	13	3	12	2	13	3	12
13	1	12	2	11	1	12	2	11
12	0	11	1	10	0	11	1	10
11	-1	10	0	9	-1	10	0	9
10	-2	9	-1	8	-2	9	-1	8
9	-3	8	-2	7	-3	8	-2	7
8	-4	7	-3	6	-4	7	-3	6
7	-5	6	-4	5	-5	6	-4	5
6	-6	5	-5	4	-6	5	-5	4
5	-7	4	-6	3	-7	4	-6	3
4	-8	3	-7	2	-8	3	-7	2
3	-9	2	-8	1	-9	2	-8	1
2	-10	1	-9	0	-10	1	-9	0
1	-11	0	-10	-1	-11	0	-10	-1
0	-12	-1	-11	-2	-12	-1	-11	-2
-1	-13	-2	-12	-3	-13	-2	-12	-3
-2	-14	-3	-13	-4	-14	-3	-13	-4
-3	-15	-4	-14	-5	-15	-4	-14	-5
-4	-16	-5	-15	-6	-16	-5	-15	-6
-5	-17	-6	-16	-7	-17	-6	-16	-7
-6	-18	-7	-17	-8	-18	-7	-17	-8
-7	-19	-8	-18	-9	-19	-8	-18	-9
-8	-20	-9	-19	-10	-20	-9	-19	-10
-9	-21	-10	-20	-11	-21	-10	-20	-11
-10	-22	-11	-21	-12	-22	-11	-21	-12
-11	-23	-12	-22	-13	-23	-12	-22	-13
-12	-24	-13	-23	-14	-24	-13	-23	-14
-13	-25	-14	-24	-15	-25	-14	-24	-15
-14	-26	-15	-25	-16	-26	-15	-25	-16
-15	-27	-16	-26	-17	-27	-16	-26	-17
-16	-28	-17	-27	-18	-28	-17	-27	-18
-17	-29	-18	-28	-19	-29	-18	-28	-19
-18	-30	-19	-29	-20	-30	-19	-29	-20
-19	-31	-20	-30	-21	-31	-20	-30	-21
-20	-32	-21	-31	-22	-32	-21	-31	-22
-21	-33	-22	-32	-23	-33	-22	-32	-23
-22	-34	-23	-33	-24	-34	-23	-33	-24
-23	-35	-24	-34	-25	-35	-24	-34	-25
-24	-36	-25	-35	-26	-36	-25	-35	-26
-25	-37	-26	-36	-27	-37	-26	-36	-27
-26	-38	-27	-37	-28	-38	-27	-37	-28
-27	-39	-28	-38	-29	-39	-28	-38	-29
-28	-40	-29	-39	-30	-40	-29	-39	-30
-29	-41	-30	-40	-31	-41	-30	-40	-31
-30	-42	-31	-41	-32	-42	-31	-41	-32
-31	-43	-32	-42	-33	-43	-32	-42	-33
-32	-44	-33	-43	-34	-44	-33	-43	-34
-33	-45	-34	-44	-35	-45	-34	-44	-35
-34	-46	-35	-45	-36	-46	-35	-45	-36
-35	-47	-36	-46	-37	-47	-36	-46	-37
-36	-48	-37	-47	-38	-48	-37	-47	-38
-37	-49	-38	-48	-39	-49	-38	-48	-39
-38	-50	-39	-49	-40	-50	-39	-49	-40
-39	-51	-40	-50	-41	-51	-40	-50	-41
-40	-52	-41	-51	-42	-52	-41	-51	-42
-41	-53	-42	-52	-43	-53	-42	-52	-43
-42	-54	-43	-53	-44	-54	-43	-53	-44
-43	-55	-44	-54	-45	-55	-44	-54	-45
-44	-56	-45	-55	-46	-56	-45	-55	-46
-45	-57	-46	-56	-47	-57	-46	-56	-47
-46	-58	-47	-57	-48	-58	-47	-57	-48
-47	-59	-48	-58	-49	-59	-48	-58	-49
-48	-60	-49	-59	-50	-60	-49	-59	-50
-49	-61	-50	-60	-51	-61	-50	-60	-51
-50	-62	-51	-61	-52	-62	-51	-61	-52
-51	-63	-52	-62	-53	-63	-52	-62	-53
-52	-64	-53	-63	-54	-64	-53	-63	-54
-53	-65	-54	-64	-55	-65	-54	-64	-55
-54	-66	-55	-65	-56	-66	-55	-65	-56
-55	-67	-56	-66	-57	-67	-56	-66	-57
-56	-68	-57	-67	-58	-68	-57	-67	-58
-57	-69	-58	-68	-59	-69	-58	-68	-59
-58	-70	-59	-69	-60	-70	-59	-69	-60
-59	-71	-60	-70	-61	-71	-60	-70	-61
-60	-72	-61	-71	-62	-72	-61	-71	-62
-61	-73	-62	-72	-63	-73	-62	-72	-63
-62	-74	-63	-73	-64	-74	-63	-73	-64
-63	-75	-64	-74	-65	-75	-64	-74	-65
-64	-76	-65	-75	-66	-76	-65	-75	-66
-65	-77	-66	-76	-67	-77	-66	-76	-67
-66	-78	-67	-77	-68	-78	-67	-77	-68
-67	-79	-68	-78	-69	-79	-68	-78	-69
-68	-80	-69	-79	-70	-80	-69	-79	-70
-69	-81	-70	-80	-71	-81	-70	-80	-71
-70	-82	-71	-81	-72	-82	-71	-81	-72
-71	-83	-72	-82	-73	-83	-72	-82	-73
-72	-84	-73	-83	-74	-84	-73	-83	-74
-73	-85	-74	-84	-75	-85	-74	-84	-75
-74	-86	-75	-85	-76	-86	-75	-85	-76
-75	-87	-76	-86	-77	-87	-76	-86	-77
-76	-88	-77	-87	-78	-88	-77	-87	-78
-77	-89	-78	-88	-79	-89	-78	-88	-79
-78	-90	-79	-89	-80	-90	-79	-89	-80
-79	-91	-80	-90	-81	-91	-80	-90	-81
-80	-92	-81	-91	-82	-92	-81	-91	-82
-81	-93	-82	-92	-83	-93	-82	-92	-83
-82	-94	-83	-93	-84	-94	-83	-93	-84
-83	-95	-84	-94	-85	-95	-84	-94	-85
-84	-96	-85	-95	-86	-96	-85	-95	-86
-85	-97	-86	-96	-87	-97	-86	-96	-87
-86	-98	-87	-97	-88	-98	-87	-97	-88
-87	-99	-88	-98	-89	-99	-88	-98	-89
-88	-100	-89	-99	-90	-100	-89	-99	-90
-89	-101	-90	-100	-91	-101	-90	-100	-91
-90	-102	-91	-101	-92	-102	-91	-101	-92
-91	-103	-92	-102	-93	-103	-92	-102	-93
-92	-104	-93	-103	-94	-104	-93	-103	-94
-93	-105	-94	-104	-95	-105	-94	-104	-95
-94	-106	-95	-105	-96	-106	-95	-105	-96
-95	-107	-96	-106	-97	-107	-96	-106	-97
-96	-108	-97	-107	-98	-108	-97	-107	-98
-97	-109	-98	-108	-99	-109	-98	-108	-99
-98	-110	-99	-109	-100	-110	-99	-109	-100
-99	-111	-100	-110	-101	-111	-100	-110	-101
-100	-112	-101	-111	-102	-112	-101	-111	-102
-101	-113	-102	-112	-103	-113	-102	-112	-103
-102	-114	-103	-113	-104	-114	-103	-113	-104
-103	-115	-104	-114	-105	-115	-104	-114	-105
-104	-116	-105	-115	-106	-116	-105	-115	-106
-105	-117	-106	-116	-107	-117	-106	-116	-107
-106	-118	-107	-117	-108	-118	-107	-117	-108
-107	-119	-108	-118	-109	-119	-108	-118	-109
-108	-120	-109	-119	-110	-120	-109	-119	-110
-109	-121	-110	-120	-111	-121	-110	-120	-111
-110	-122	-111	-121	-112	-122	-111	-121	-112
-111	-123	-112	-122	-113	-123	-112	-122	-113
-112	-124	-113	-123	-114	-124	-113	-123	-114
-113	-125	-114	-124	-115	-125	-114	-124	-115
-114	-126	-115	-125	-116	-126	-115	-125	-116
-115	-127	-116	-126	-117	-127	-116	-126	-117
-116	-128	-117	-127	-118	-128	-117	-127	-118
-117	-129	-118	-128	-119	-129	-118	-128	-119
-118	-130	-119	-129	-120	-130	-119	-129	-120
-119	-131	-120	-130	-121	-131	-120	-130	-121
-120	-132	-121	-131	-122	-132	-121	-131	-122
-121	-133	-122	-132	-123	-133	-122	-132	-123
-122	-134	-123	-133	-124	-134	-123	-133	-124
-123	-135	-124	-134	-125	-135	-124	-134	-125
-124	-136	-125	-135	-126	-136	-125	-135	-126
-125	-137	-126	-136	-127	-137	-126	-136	-127
-126	-138	-127	-137	-128	-138	-127	-137	-128
-127	-139	-128	-138	-129	-139	-128	-138	-129
-128	-140	-129	-139	-130	-140	-129	-139	-130
-129	-141	-130	-140	-131	-141	-130	-140	-131
-130	-142	-131	-141	-132	-142	-131	-141	-132
-131	-143	-132	-142	-133	-143	-132	-142	-133
-132	-144	-133	-143	-134	-144	-133	-143	-134
-133	-145	-134	-144	-135	-145	-134	-144	-135
-134	-146	-135	-145	-136	-146	-135	-145	-136
-135	-147	-136	-146	-137	-147	-136	-146	-137
-136	-148	-137	-147	-138	-148	-137	-147	-138
-137	-149	-138	-148	-139	-149	-138	-148	-139
-138	-150	-139	-149	-140	-150	-139	-149	-140
-139	-151	-140	-150	-141	-151	-140	-150	-141
-140	-152	-141	-151	-142	-152	-141	-151	-142
-141	-153	-142	-152	-143	-153	-142	-152	-143
-142	-154	-143	-153	-144	-154	-143	-153	-144
-143	-155	-144	-154	-145	-155	-144	-154	-145
-144	-156	-145	-155	-146	-156	-145	-155	-146
-145	-157	-146	-156	-147	-157	-146	-156	-147
-146	-158	-147	-157	-148	-158	-147	-157	-148
-147	-159	-148	-158	-149	-159	-148	-158	-149
-148	-160	-149	-159	-150	-160	-149	-159	-150
-149	-161	-150	-160	-151	-161	-150	-160	-151
-150	-162	-151	-161	-152	-162	-151	-161	-152
-151	-163	-152	-162	-153	-163	-152	-162	-153
-152	-164	-153	-163	-154	-164	-153	-163	-154
-153	-165	-154	-164	-155	-165	-154	-164	-155
-154	-166	-155	-165	-156	-166	-155	-165	-156
-155	-167	-156	-166	-157	-167	-156	-166	

23. Saint-Gobain rachète Solaglas.
25. « Le Monde » à Falguère

29. Les résultats des banques en 1989
30. La réforme du taux de l'usure

30. Marchés financiers
31. Bourse de Paris

BILLET

Ni plus ni moins d'enfants

La situation démographique française serait-elle meilleure qu'on ne nous l'a dit ? On pourrait le penser à la lecture du numéro d'avril de *Population et sociétés*, le bulletin mensuel de l'Institut national d'études démographiques (INED).

La mise au point du directeur général de l'INED, M. Gérard Calot, n'est pas une révélation. Elle compare simplement deux indices. Le premier, le taux de fécondité (le nombre d'enfants par femme), toujours utilisé, notamment par l'INED dans ses rapports annuels sur la situation démographique de la France (le Monde du 19 septembre 1989), rapporte le nombre d'enfants nés chaque année au nombre de femmes en âge d'en avoir. Le second, la descendance finale, mesure le nombre moyen d'enfants pour les femmes d'une génération donnée.

Pour la France, l'indice conjoncturel « fluctue légèrement depuis 1976, autour de 1,8. L'indice de descendance finale, pour les six ou huit dernières générations pour lesquelles on puisse le calculer, semble s'être stabilisé à près de 2,1 enfants par femme. Explication de la différence : le taux annuel de fécondité est beaucoup plus sensible aux variations du calendrier des naissances que la descendance finale, dont la courbe est beaucoup plus lisse ; il a dépassé cette dernière pendant quinze ans et se situe aujourd'hui en-dessous, parce que les femmes des générations 1950-1955 ont eu des enfants plus tard que leurs aînées.

Conclusion : pas plus qu'il ne faut dramatiser — à la manière de l'alliance RPR-UDF, qui dans sa plate-forme électorale de 1986, parlait d'« hiver démographique sans précédent » — il ne faut aujourd'hui triompher. Le taux de fécondité en France ne se relève pas. Dans un cas comme dans l'autre, selon un indice comme selon un autre, il se situe au niveau le plus bas jamais atteint et demeure un peu inférieur au seuil de renouvellement des générations (actuellement à 2,1 enfants par femme en moyenne).

Enfin, il n'est pas sûr que la descendance finale reste toujours au niveau actuel. Les calculs sur les femmes nées en 1955 et 1956 restent en effet provisoires et reposent sur des projections : ces générations âgées en moyenne de trente-cinq ans, peuvent encore avoir des enfants ou... ne pas en avoir. Et, selon certaines études (le Monde du 4 décembre 1988), le nombre de femmes n'ayant pas du tout d'enfant, qui était en France exceptionnellement bas, pratiquement au niveau de l'« infécondité » physiologique, tend à augmenter. Pas de quoi pavoiser.

Pour enrayer la chute des cours du pétrole

L'OPEP réduit temporairement sa production

Inquiets de la rechute des cours du pétrole depuis quelques semaines, les treize principaux exportateurs mondiaux de pétrole ont décidé, jeudi 3 mai à Genève, de réduire leur production pendant trois mois afin d'apurer le marché, d'ici la prochaine conférence ordinaire le 25 juillet.

Pour la première fois depuis plus d'un an, tous les pays membres de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole), y compris les Émirats arabes unis, jusqu'ici rétifs à toute discipline, ont accepté de réduire leur rythme d'exportation, sous la pression conjointe des producteurs les plus pauvres et des deux puissances militaires du Golfe, l'Irak et l'Iran, tous avides de revenus.

Cette unanimité n'a pas totalement convaincu les opérateurs puisque les cours qui, après avoir chuté de 20 % en avril, s'étaient légèrement redressés depuis deux semaines, ont de nouveau repris leur baisse mercredi soir à Londres et à New-York. Le prix moyen du panier de référence de l'OPEP ne dépasse pas 15 dollars par baril, contre 20,5 dollars en janvier et un prix minimum de référence de 18.

Les treize pays se sont entendus

pour réduire leur production réelle de 1,445 million de barils par jour au total au cours des mois de mai, juin et juillet, ce qui équivaut en pratique à revenir au plafond officiel de 22 millions de barils par jour adopté pour l'ensemble du premier semestre. « Si nous respectons nos engagements, les prix remonteront », a déclaré le ministre algérien du pétrole, président en exercice de l'OPEP.

Si tous les pays membres participent à l'effort d'apurement, ce sont les trois pays qui avaient dépassé le plus largement leurs quotas qui ont accepté les plus fortes baisses : l'Arabie saoudite et le Koweït pour environ un tiers chacun du total (respectivement 430 000 et 400 000 barils par jour), et les Émirats arabes unis pour moitié moins (200 000 barils par jour). Ils ont été soumis au cours des deux jours de réunion à Genève à d'intenses pressions de leurs partenaires, notamment de l'Irak et de l'Iran, qui n'ont pas hésité à dénoncer directement leur responsabilité.

Le 3 mai à Bagdad, le ministre irakien des affaires étrangères a « mis en garde » les pays « qui jouent avec la production de manière irresponsable en vue de réaliser des gains égoïstes » et « sont en train de commettre une grosse erreur ». Une menace à peine voilée reprise par le quotidien *Al Thawra*, organe du parti Baas au pouvoir, lequel a accusé les pays indisciplinés de « se livrer à une opération de sabotage et de contribuer ainsi à la campagne hostile et impérialiste contre l'Irak ».

Pour fabriquer des moteurs d'avion

En s'associant à Rolls Royce BMW revient dans l'aéronautique

Les groupes allemand BMW et britannique Rolls Royce ont annoncé, jeudi 3 mai, qu'ils vont conjointement reprendre les activités de construction de moteurs d'avion de la firme allemande Klockner-Humboldt-Deutz (KHD), qui représentait un chiffre d'affaires de 165 millions de DM (550 millions de francs) et employait environ 900 personnes. Pour le constructeur automobile bavarois BMW, il s'agit d'un retour aux origines, puisque la firme avait été créée en 1916 dans ce secteur. BMW avait construit en 1944 les premiers réacteurs de série avant d'être démantelés après la guerre — ses usines se trouvaient en Allemagne de l'Est. Dans les années 60, elle avait dû renoncer à l'aviation et se consacrer, depuis uniquement, et avec succès, aux automobiles de haut de gamme.

BMW, qui vient de publier ses résultats, a enregistré une hausse de 8,4 % de ses ventes l'an dernier à 25,5 milliards de DM (85 milliards de francs) et de 22,7 % de ses bénéfices à 358 millions de DM (1,8 milliard de francs). Le groupe est riche et dispose d'une somme de 4,3 milliards de DM de liquidités et de titres boursiers. Mais, contrairement à son rival Daimler-Benz qui conduit le renouveau de l'aéronautique ouest-allemande et qui est devenu le principal constructeur de ce secteur, BMW n'avait pas encore engagé de diversification hormis quelques petites participations dans l'électronique.

G. H. Rolls Royce, de son côté, est le troi-

sième constructeur mondial de moteurs d'avion derrière les américains Pratt & Whitney et General Electric. La compétition dans ce domaine force les fabricants à nouer des alliances : General Electric est lié au français SNECMA dont la montée en puissance est régulière, et Pratt & Whitney a conclu, il y a quelques semaines, un accord avec Daimler. Dans ce jeu, Rolls Royce était resté un peu isolé et il cherchait un partenaire en Europe dans les moteurs civils. La firme britannique (qui n'a plus rien à voir avec le constructeur des automobiles de luxe du même nom) a réalisé des ventes de 2,96 milliards de livres (30 milliards de francs) et un bénéfice de 233 millions de livres.

La filiale que les deux partenaires vont créer et où BMW détient 50,5 % du capital et Rolls Royce 49,5 % bénéficiera des technologies du britannique. Elle participera notamment à deux de ses programmes : Tay (petit moteur turbofan) et Trent (réacteur à forte poussée). Elle sera maître d'œuvre pour le développement d'un nouveau moteur destiné à un futur avion de soixante-quinze places, ont précisé les deux associés.

D'autre part, cet accord marque la fin de la restructuration de KHD, engagée après sa faillite spectaculaire en 1986. KHD, outre ses activités aéronautiques, vient de céder sa filiale américaine Deutz-Allis (machines agricoles) à ses cadres. La firme estime avoir achevé ses désestimations et veut se concentrer à ses trois secteurs restants : les tracteurs, les biens d'équipement et les moteurs Diesel. KHD, avec des ventes de 15 milliards de francs, est revenue, en 1989 à un résultat d'exploitation positif.

Maneurop passe dans le giron de Nord-Est. — Le groupe Nord-Est, filiale de Paribas, a annoncé jeudi 3 mai, la prise de contrôle de Maneurop, le numéro un européen et deuxième mondial des compresseurs pour l'industrie du froid (1 milliard de francs de chiffre d'affaires). L'opération a été réalisée par un rattachement des participations au sein de Paribas. Nord-Est qui détenait 13,4 % de Maneurop a porté à 47 % sa participation en rachetant des titres à la Compagnie financière de Paribas, à la Financière Saules-Chastillon et à la Société générale commerciale et financière.

8 920 F par personne en 1989

Le dérapage des dépenses de santé se poursuit

Les dépenses de santé ont franchi en 1989 le cap des 500 milliards de francs. Selon les comptes annuels de la santé publiés jeudi 3 mai, elles ont atteint l'an dernier 500,947 milliards.

J'ESPÈRE QU'ILS NE VONT PAS FAIRE UNE LOI ANTI-MALADES.



Hardes de francs, soit 8 920 francs par Française contre 8 270 F en 1988.

En plein débat interministériel sur la réforme du financement de la Sécurité sociale, ces chiffres risquent de relancer les controverses sur la maîtrise des dépenses. Celles-ci progressent en effet plus vite que la richesse

nationale : 8,9 % contre 7,4 %. Si la croissance des produits pharmaceutiques paraît s'atténuer (+ 9,2 % contre + 11,8 %) et que les dépenses hospitalières (+ 7,9 %) progressent moins vite que la moyenne, il n'en va pas de même pour les honoraires médicaux (+ 9,4 %). L'année écoulée, les Français ont dépensé 1 199 F chez leur médecin, 598 F chez leur dentiste, 373 F chez le masseur ou l'infirmière, 317 francs en analyses, 1 598 francs en pharmacie et 4 223 F à l'hôpital.

Dans cet ensemble, la part prise en charge par la Sécurité sociale (74,4 %) a progressé de 0,9 point mais, si elle finance 89,2 % des dépenses hospitalières, elle ne rembourse en moyenne que 59,9 % des médicaments, analyses et prothèses et 59,5 % des dépenses de médecine de ville.

Commentant ces chiffres, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, a appelé « médecins et malades » à « faire attention » et il a annoncé une campagne de sensibilisation autour du médicament. Les Allemands en consomment deux fois moins et les Britanniques trois fois moins « sans être plus malades que nous », a-t-il rappelé.

J.-M. N.

Après les grèves dans la métallurgie

Accord sur les 35 heures en RFA

Au terme de dix-neuf heures de négociations, l'IG Metall et le patronat de la métallurgie ouest-allemande sont parvenus, vendredi 4 mai dans la matinée, à un compromis qui prévoit l'introduction de la semaine de 35 heures au 1^{er} octobre 1995. Dans un premier temps, la durée hebdomadaire du travail sera ramenée de 37 heures à 36 heures à compter du 1^{er} avril 1993. Ce compromis ne concerne que l'industrie de la métallurgie de la Bade-Wurtemberg mais il doit être entériné par les partenaires sociaux au niveau fédéral et s'appliquer aux quatre millions de salariés de la métallurgie.

Avec cet accord, l'IG Metall voit se réaliser une de ses plus anciennes revendications. Pour y parvenir, le syndicat avait, ces derniers jours, déclenché trois grèves d'avertissement et envisageait de procéder à une consultation dans la perspective du déclenchement d'une grève générale (en 1984, un vaste conflit avait paralysé la métallurgie ouest-allemande durant un mois et demi). Jeudi, 230 000 ouvriers appartenant notamment à Krupp, BMW et Siemens avaient cessé le travail pendant trois heures et manifesté dans les rues.

Par ailleurs, une revalorisation de 6 % des salaires a été décidée à compter du 1^{er} juillet prochain. A l'ouverture des négociations, le syndicat revendiquait une hausse de 8,5 % alors que le patronat proposait 5 %. Cette année, l'inflation en RFA devrait être de l'ordre de 2,5 % à 3 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'exercice 1989 a été marqué par le regroupement au sein d'Athena, des sociétés d'assurances GPA IARD, GPA Vie, Lilloise, PFA TIARD, PFA Vie, Proxima ainsi que de deux établissements relevant de la loi bancaire Athena Banque et W. Finance. Athena, filiale à plus de 99 % de Pechelbronn constituée ainsi le pôle d'assurances de MM Worms et Cie.

Le Conseil d'administration d'Athena, réuni le 12 avril 1990, a arrêté les comptes sociaux et pris connaissance des comptes consolidés de 1989.

Les comptes sociaux de l'exercice 1989 font apparaître un résultat net de 151,5 millions de francs. La distribution d'un dividende de 144,1 millions de francs sera proposée à l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 31 mai 1990.

COMPTES CONSOLIDÉS

Chiffre d'affaires consolidé :	10 571 MF	+ 9,6 %
assurances dommages	6 781 MF	+ 5,2 %
assurances vie	3 790 MF	+ 18,5 %
Résultat net (part du groupe)	730 MF	+ 9,8 %

L'activité à l'étranger représente environ 10 % du chiffre d'affaires, et devrait se renforcer de manière significative en 1990 par l'acquisition de la société d'assurances espagnole DAPA (chiffre d'affaires : 645 millions de francs).

Le total du bilan du nouveau groupe atteint 374 milliards de francs dont 5 milliards de francs en capitaux propres comptables, avant distribution, et 29,3 milliards de francs en provisions techniques.

ACTIVITE DES PRINCIPALES FILIALES

PFA TIARD réalise un chiffre d'affaires de 4 253 MF, en légère progression, et malgré une diminution du solde d'exploitation, enregistre un résultat net de 321 MF, en augmentation de 17 %. PFA Vie progresse de 20 % en chiffre d'affaires (1 177 MF) et de 26 % en résultat net (82 MF).

Les sociétés GPA, Vie et IARD réalisent un global un chiffre d'affaires de 2 867 MF, en augmentation de 11 %. Leur résultat net s'établit à 342 MF, soit une progression de 23 %.

La Lilloise, avec un chiffre d'affaires de 1 171 MF, maintient un taux de croissance de 12 % et dégage un résultat net de 23,5 MF dont la diminution, de 14,7 MF par rapport à l'année précédente, est due à des éléments non récurrents.



GRUPE WORMS & CIE

Selon les experts du Fonds monétaire international La croissance économique mondiale devrait s'accélérer en 1991

La croissance économique sera moins forte cette année estime le FMI qui, à quelques jours de ses réunions de printemps à Washington, notamment celle du Comité intermédiaire, a rendu publiques ses prévisions. L'expansion dans les pays industrialisés, qui avait atteint 4,4 % en moyenne en 1988 et 3,5 % en 1989, reviendrait à 2,7 % cette année mais s'accélérerait à nouveau en 1991. Le freinage de cette année toucherait surtout les États-Unis (+ 1,7 % au lieu de + 3 % en 1989). L'activité restant forte dans la CEE avec un taux moyen de presque 3 % (+3,4 % en 1989).

Les prix augmenteraient moins

rapidement, passant en moyenne d'un taux de 4,4 % en 1989 à 4,2 % cette année et 3,6 % en 1991. « L'intensification de l'inflation paraît avoir été contenue dans la plupart des pays industrialisés (...), mais le risque de pressions sur les coûts reste significatif », en raison notamment de taux élevés d'utilisation des capacités de production.

De leur côté, les pays en voie de développement verraient leur croissance s'accroître et passer de 3 % en 1989 à 3,2 % cette année et 4,5 % en 1991. Les écarts de taux resteraient très importants entre les pays asiatiques (plus de 5 %) et l'Afrique (moins de 3 %).

هكذا من الأصل

Le Monde AUTOMOBILE

Concession V.A.G. située à 500 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren propose :

- UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, 400 m² supplémentaires.
- UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.
- UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...

Quartier des affaires du bord au sud-est de la 14^e à 15^e km, Samedi de 10h à 12h.

Espace de luxe et de liberté, le plus beau Garage de Paris.

ESTABLISSEMENTS SUFFREN, 40 rue de Suffren, 75015 Paris. Tél. : 47.54.99.35

Accueil Après-Vente - 97, rue de la Fédération - 75015 Paris.

BMW

520i, 524i, 528i, 530i, 535i, 540i, 550i, 560i, 570i, 580i, 590i, 600i, 620i, 640i, 650i, 660i, 680i, 700i, 720i, 730i, 740i, 750i, 760i, 770i, 780i, 790i, 800i, 810i, 820i, 830i, 840i, 850i, 860i, 870i, 880i, 890i, 900i, 910i, 920i, 930i, 940i, 950i, 960i, 970i, 980i, 990i, 1000i, 1010i, 1020i, 1030i, 1040i, 1050i, 1060i, 1070i, 1080i, 1090i, 1100i, 1110i, 1120i, 1130i, 1140i, 1150i, 1160i, 1170i, 1180i, 1190i, 1200i, 1210i, 1220i, 1230i, 1240i, 1250i, 1260i, 1270i, 1280i, 1290i, 1300i, 1310i, 1320i, 1330i, 1340i, 1350i, 1360i, 1370i, 1380i, 1390i, 1400i, 1410i, 1420i, 1430i, 1440i, 1450i, 1460i, 1470i, 1480i, 1490i, 1500i, 1510i, 1520i, 1530i, 1540i, 1550i, 1560i, 1570i, 1580i, 1590i, 1600i, 1610i, 1620i, 1630i, 1640i, 1650i, 1660i, 1670i, 1680i, 1690i, 1700i, 1710i, 1720i, 1730i, 1740i, 1750i, 1760i, 1770i, 1780i, 1790i, 1800i, 1810i, 1820i, 1830i, 1840i, 1850i, 1860i, 1870i, 1880i, 1890i, 1900i, 1910i, 1920i, 1930i, 1940i, 1950i, 1960i, 1970i, 1980i, 1990i, 2000i, 2010i, 2020i, 2030i, 2040i, 2050i, 2060i, 2070i, 2080i, 2090i, 2100i, 2110i, 2120i, 2130i, 2140i, 2150i, 2160i, 2170i, 2180i, 2190i, 2200i, 2210i, 2220i, 2230i, 2240i, 2250i, 2260i, 2270i, 2280i, 2290i, 2300i, 2310i, 2320i, 2330i, 2340i, 2350i, 2360i, 2370i, 2380i, 2390i, 2400i, 2410i, 2420i, 2430i, 2440i, 2450i, 2460i, 2470i, 2480i, 2490i, 2500i, 2510i, 2520i, 2530i, 2540i, 2550i, 2560i, 2570i, 2580i, 2590i, 2600i, 2610i, 2620i, 2630i, 2640i, 2650i, 2660i, 2670i, 2680i, 2690i, 2700i, 2710i, 2720i, 2730i, 2740i, 2750i, 2760i, 2770i, 2780i, 2790i, 2800i, 2810i, 2820i, 2830i, 2840i, 2850i, 2860i, 2870i, 2880i, 2890i, 2900i, 2910i, 2920i, 2930i, 2940i, 2950i, 2960i, 2970i, 2980i, 2990i, 3000i, 3010i, 3020i, 3030i, 3040i, 3050i, 3060i, 3070i, 3080i, 3090i, 3100i, 3110i, 3120i, 3130i, 3140i, 3150i, 3160i, 3170i, 3180i, 3190i, 3200i, 3210i, 3220i, 3230i, 3240i, 3250i, 3260i, 3270i, 3280i, 3290i, 3300i, 3310i, 3320i, 3330i, 3340i, 3350i, 3360i, 3370i, 3380i, 3390i, 3400i, 3410i, 3420i, 3430i, 3440i, 3450i, 3460i, 3470i, 3480i, 3490i, 3500i, 3510i, 3520i, 3530i, 3540i, 3550i, 3560i, 3570i, 3580i, 3590i, 3600i, 3610i, 3620i, 3630i, 3640i, 3650i, 3660i, 3670i, 3680i, 3690i, 3700i, 3710i, 3720i, 3730i, 3740i, 3750i, 3760i, 3770i, 3780i, 3790i, 3800i, 3810i, 3820i, 3830i, 3840i, 3850i, 3860i, 3870i, 3880i, 3890i, 3900i, 3910i, 3920i, 3930i, 3940i, 3950i, 3960i, 3970i, 3980i, 3990i, 4000i, 4010i, 4020i, 4030i, 4040i, 4050i, 4060i, 4070i, 4080i, 4090i, 4100i, 4110i, 4120i, 4130i, 4140i, 4150i, 4160i, 4170i, 4180i, 4190i, 4200i, 4210i, 4220i, 4230i, 4240i, 4250i, 4260i, 4270i, 4280i, 4290i, 4300i, 4310i, 4320i, 4330i, 4340i, 4350i, 4360i, 4370i, 4380i, 4390i, 4400i, 4410i, 4420i, 4430i, 4440i, 4450i, 4460i, 4470i, 4480i, 4490i, 4500i, 4510i, 4520i, 4530i, 4540i, 4550i, 4560i, 4570i, 4580i, 4590i, 4600i, 4610i, 4620i, 4630i, 4640i, 4650i, 4660i, 4670i, 4680i, 4690i, 4700i, 4710i, 4720i, 4730i, 4740i, 4750i, 4760i, 4770i, 4780i, 4790i, 4800i, 4810i, 4820i, 4830i, 4840i, 4850i, 4860i, 4870i, 4880i, 4890i, 4900i, 4910i, 4920i, 4930i, 4940i, 4950i, 4960i, 4970i, 4980i, 4990i, 5000i, 5010i, 5020i, 5030i, 5040i, 5050i, 5060i, 5070i, 5080i, 5090i, 5100i, 5110i, 5120i, 5130i, 5140i, 5150i, 5160i, 5170i, 5180i, 5190i, 5200i, 5210i, 5220i, 5230i, 5240i, 5250i, 5260i, 5270i, 5280i, 5290i, 5300i, 5310i, 5320i, 5330i, 5340i, 5350i, 5360i, 5370i, 5380i, 5390i, 5400i, 5410i, 5420i, 5430i, 5440i, 5450i, 5460i, 5470i, 5480i, 5490i, 5500i, 5510i, 5520i, 5530i, 5540i, 5550i, 5560i, 5570i, 5580i, 5590i, 5600i, 5610i, 5620i, 5630i, 5640i, 5650i, 5660i, 5670i, 5680i, 5690i, 5700i, 5710i, 5720i, 5730i, 5740i, 5750i, 5760i, 5770i, 5780i, 5790i, 5800i, 5810i, 5820i, 5830i, 5840i, 5850i, 5860i, 5870i, 5880i, 5890i, 5900i, 5910i, 5920i, 5930i, 5940i, 5950i, 5960i, 5970i, 5980i, 5990i, 6000i, 6010i, 6020i, 6030i, 6040i, 6050i, 6060i, 6070i, 6080i, 6090i, 6100i, 6110i, 6120i, 6130i, 6140i, 6150i, 6160i, 6170i, 6180i, 6190i, 6200i, 6210i, 6220i, 6230i, 6240i, 6250i, 6260i, 6270i, 6280i, 6290i, 6300i, 6310i, 6320i, 6330i, 6340i, 6350i, 6360i, 6370i, 6380i, 6390i, 6400i, 6410i, 6420i, 6430i, 6440i, 6450i, 6460i, 6470i, 6480i, 6490i, 6500i, 6510i, 6520i, 6530i, 6540i, 6550i, 6560i, 6570i, 6580i, 6590i, 6600i, 6610i, 6620i, 6630i, 6640i, 6650i, 6660i, 6670i, 6680i, 6690i, 6700i, 6710i, 6720i, 6730i, 6740i, 6750i, 6760i, 6770i, 6780i, 6790i, 6800i, 6810i, 6820i, 6830i, 6840i, 6850i, 6860i, 6870i, 6880i, 6890i, 6900i, 6910i, 6920i, 6930i, 6940i, 6950i, 6960i, 6970i, 6980i, 6990i, 7000i, 7010i, 7020i, 7030i, 7040i, 7050i, 7060i, 7070i, 7080i, 7090i, 7100i, 7110i, 7120i, 7130i, 7140i, 7150i, 7160i, 7170i, 7180i, 7190i, 7200i, 7210i, 7220i, 7230i, 7240i, 7250i, 7260i, 7270i, 7280i, 7290i, 7300i, 7310i, 7320i, 7330i, 7340i, 7350i, 7360i, 7370i, 7380i, 7390i, 7400i, 7410i, 7420i, 7430i, 7440i, 7450i, 7460i, 7470i, 7480i, 7490i, 7500i, 7510i, 7520i, 7530i, 7540i, 7550i, 7560i, 7570i, 7580i, 7590i, 7600i, 7610i, 7620i, 7630i, 7640i, 7650i, 7660i, 7670i, 7680i, 7690i, 7700i, 7710i, 7720i, 7730i, 7740i, 7750i, 7760i, 7770i, 7780i, 7790i, 7800i, 7810i, 7820i, 7830i, 7840i, 7850i, 7860i, 7870i, 7880i, 7890i, 7900i, 7910i, 7920i, 7930i, 7940i, 7950i, 7960i, 7970i, 7980i, 7990i, 8000i, 8010i, 8020i, 8030i, 8040i, 8050i, 8060i, 8070i, 8080i, 8090i, 8100i, 8110i, 8120i, 8130i, 8140i, 8150i, 8160i, 8170i, 8180i, 8190i, 8200i, 8210i, 8220i, 8230i, 8240i, 8250i, 8260i, 8270i, 8280i, 8290i, 8300i, 8310i, 8320i, 8330i, 8340i, 8350i, 8360i, 8370i, 8380i, 8390i, 8400i, 8410i, 8420i, 8430i, 8440i, 8450i, 8460i, 8470i, 8480i, 8490i, 8500i, 8510i, 8520i, 8530i, 8540i, 8550i, 8560i, 8570i, 8580i, 8590i, 8600i, 8610i, 8620i, 8630i, 8640i, 8650i, 8660i, 8670i, 8680i, 8690i, 8700i, 8710i, 8720i, 8730i, 8740i, 8750i, 8760i, 8770i, 8780i, 8790i, 8800i, 8810i, 8820i, 8830i, 8840i, 8850i, 8860i, 8870i, 8880i, 8890i, 8900i, 8910i, 8920i, 8930i, 8940i, 8950i, 8960i, 8970i, 8980i, 8990i, 9000i, 9010i, 9020i, 9030i, 9040i, 9050i, 9060i, 9070i, 9080i, 9090i, 9100i, 9110i, 9120i, 9130i, 9140i, 9150i, 9160i, 9170i, 9180i, 9190i, 9200i, 9210i, 9220i, 9230i, 9240i, 9250i, 9260i, 9270i, 9280i, 9290i, 9300i, 9310i, 9320i, 9330i, 9340i, 9350i, 9360i, 9370i, 9380i, 9390i, 9400i, 9410i, 9420i, 9430i, 9440i, 9450i, 9460i, 9470i, 9480i, 9490i, 9500i, 9510i, 9520i, 9530i, 9540i, 9550i, 9560i, 9570i, 9580i, 9590i, 9600i, 9610i, 9620i, 9630i, 9640i, 9650i, 9660i, 9670i, 9680i, 9690i, 9700i, 9710i, 9720i, 9730i, 9740i, 9750i, 9760i, 9770i, 9780i, 9790i, 9800i, 9810i, 9820i, 9830i, 9840i, 9850i, 9860i, 9870i, 9880i, 9890i, 9900i, 9910i, 9920i, 9930i, 9940i, 9950i, 9960i, 9970i, 9980i, 9990i, 10000i, 10010i, 10020i, 10030i, 10040i, 10050i, 10060i, 10070i, 10080i, 10090i, 10100i, 10110i, 10120i, 10130i, 10140i, 10150i, 10160i, 10170i, 10180i, 10190i, 10200i, 10210i, 10220i, 10230i, 10240i, 10250i, 10260i, 10270i, 10280i, 10290i, 10300i, 10310i, 10320i, 10330i, 10340i, 10350i, 10360i, 10370i, 10380i, 10390i, 10400i, 10410i, 10420i, 10430i, 10440i, 10450i, 10460i, 10470i, 10480i, 10490i, 10500i, 10510i, 10520i, 10530i, 10540i, 10550i, 10560i, 10570i, 10580i, 10590i, 10600i, 10610i, 10620i, 10630i, 10640i, 10650i, 10660i, 10670i, 10680i, 10690i, 10700i, 10710i, 10720i, 10730i, 10740i, 10750i, 10760i, 10770i, 10780i, 10790i, 10800i, 10810i, 10820i, 10830i, 10840i, 10850i, 10860i, 10870i, 10880i, 10890i, 10900i, 10910i, 10920i, 10930i, 10940i, 10950i, 10960i, 10970i, 10980i, 10990i, 11000i, 11010i, 11020i, 11030i, 11040i, 11050i, 11060i, 11070i, 11080i, 11090i, 11100i, 11110i, 11120i, 11130i, 11140i, 11150i, 11160i, 11170i, 11180i, 11190i, 11200i, 11210i, 11220i, 11230i, 11240i, 11250i, 11260i, 11270i, 11280i, 11290i, 11300i, 11310i, 11320i, 11330i, 11340i, 11350i, 11360i, 11370i, 11380i, 11390i, 11400i, 11410i, 11420i, 11430i, 11440i, 11450i, 11460i, 11470i, 11480i, 11490i, 11500i, 11510i, 11520i, 11530i, 11540i, 11550i, 11560i, 11570i, 11580i, 11590i, 11600i, 11610i, 11620i, 11630i, 11640i, 11650i, 11660i, 11670i, 11680i, 11690i, 11700i, 11710i, 11720i, 11730i, 11740i, 11750i, 11760i, 11770i, 11780i, 11790i, 11800i, 11810i, 11820i, 11830i, 11840i, 11850i, 11860i, 11870i, 11880i, 11890i, 11900i, 11910i, 11920i, 11930i, 11940i, 11950i, 11960i, 11970i, 11980i, 11990i, 12000i, 12010i, 12020i, 12030i, 12040i, 12050i, 12060i, 12070i, 12080i, 12090i, 12100i, 12110i, 12120i, 12130i, 12140i, 12150i, 12160i, 12170i, 12180i, 12190i, 12200i, 12210i, 12220i, 12230i, 12240i, 12250i, 12260i, 12270i, 12280i, 12290i, 12300i, 12310i, 12320i, 12330i, 12340i, 12350i, 12360i, 12370i, 12380i, 12390i, 12400i, 12410i, 12420i, 12430i, 12440i, 12450i, 12460i, 12470i, 12480i, 12490i, 12500i, 12510i, 12520i, 12530i, 12540i, 12550i, 12560i, 12570i, 12580i, 12590i, 12600i, 12610i, 12620i, 12630i, 12640i, 12650i, 12660i, 12670i, 12680i, 12690i, 12700i, 12710i, 12720i, 12730i, 12740i, 12750i, 12760i, 12770i, 12780i, 12790i, 12800i, 12810i, 12820i, 12830i, 12840i, 12850i, 12860i, 12870i, 12880i, 12890i, 12900i, 12910i, 12920i, 12930i, 12940i, 12950i, 12960i, 12970i, 12980i, 12990i, 13000i, 13010i, 13020i, 13030i, 13040i, 13050i, 13060i, 13070i, 13080i, 13090i, 13100i, 13110i, 13120i, 13130i, 13140i, 13150i, 13160i, 13170i, 13180i, 13190i, 13200i, 13210i, 13220i, 13230i, 13240i, 13250i, 13260i, 13270i, 13280i, 13290i, 13300i, 13310i, 13320i, 13330i, 13340i, 13350i, 13360i, 13370i, 13380i, 13390i, 13400i, 13410i, 13420i, 13430i, 13440i, 13450i, 13460i, 13470i, 13480i, 13490i, 13500i, 13510i, 13520i, 13530i, 13540i, 13550i, 13560i, 13570i, 13580i, 13590i, 13600i, 13610i, 13620i, 13630i, 13640i, 13650i, 13660i, 13670i, 13680i, 13690i, 13700i, 13710i, 13720i, 13730i, 13740i, 13750i, 13760i, 13770i, 13780i, 13790i, 13800i, 13810i, 13820i, 13830i, 13840i, 13850i, 13860i, 13870i, 13880i, 13890i, 13900i, 13910i, 13920i, 13930i, 13940i, 13950i, 13960i, 13970i, 13980i, 13990i, 14000i, 14010i, 14020i, 14030i, 14040i, 14050i, 14060i, 14070i, 14080i, 14090i, 14100i, 14110i, 14120i, 14130i, 14140i, 14150i, 14160i, 14170i, 14180i, 14190i, 14200i, 14210i, 14220i, 14230i, 14240i, 14250i, 14260i, 14270i, 14280i, 14290i, 14300i, 14310i, 14320i, 14330i, 14340i, 14350i, 14360i, 14370i, 14380i, 14390i, 14400i, 14410i, 14420i, 14430i, 14440i, 14450i, 14460i, 14470i, 14480i, 14490i, 14500i, 14510i, 14520i, 14530i, 14540i, 14550i, 14560i, 14570i, 14580i, 14590i, 14600i, 14610i, 14620i, 14630i, 14640i, 14650i, 14660i, 14670i, 14680i, 14690i, 14700i, 14710i, 14720i, 14730i, 14740i, 14750i, 14760i, 14770i, 14780i, 14790i, 14800i, 14810i, 14820i, 14830i, 14840i, 14850i, 14860i, 14870i, 14880i, 14890i, 14900i, 14910i, 14920i, 14930i, 14940i, 14950i, 14960i, 14970i, 14980i, 14990i, 15000i, 15010i, 15020i, 15030i, 15040i, 15050i, 15060i, 15070i, 15080i, 15090i, 15100i, 15110i, 15120i, 15130i, 15140i, 15150i, 15160i, 15170i, 15180i, 15190i, 15200i, 15210i, 15220i, 15230i, 15240i, 15250i, 15260i, 15270i, 15280i, 15290i, 15300i, 15310i, 15320i, 15330i, 15340i, 15350i, 15360i, 15370i, 15380i, 15390i, 15400i, 15410i, 15420i, 15430i, 15440i, 15450i, 15460i, 15470i, 15480i, 15490i, 15500i, 15510i, 15520i, 15530i, 15540i, 15550i, 15560i, 15570i, 15580i, 15590i, 15600i, 15610i, 15620i, 15630i, 15640i, 15650i, 15660i, 15670i, 15680i, 15690i, 15700i, 15710i, 15720i, 15730i, 15740i, 15750i, 15760i, 15770i, 15780i, 15790i, 15800i, 15810i, 15820i, 15830i, 15840i, 15850i, 15860i, 15870i, 15880i, 15890i, 15900i, 15910i, 15920i, 15930i, 15940i, 15950i, 15960i, 15970i, 15980i, 15990i, 16000i, 16010i, 16020i, 16030i, 16040i, 16050i, 16060i, 16070i, 16080i, 16090i, 16100i, 16110i, 16120i, 16130i, 16140i, 16150i, 16160i, 16170i, 16180i, 16190i, 16200i, 16210i, 16220i, 16230i, 16240i, 16250i, 16260i, 16270i, 16280i, 16290i, 16300i, 16310i, 16320i, 16330i, 16340i, 16350i, 16360i, 16370i, 16380i, 16390i, 16400i, 16410i, 16420i, 16430i, 16440i, 16450i, 16460i, 16470i, 16480i, 16490i, 16500i, 16510i, 16520i, 16530

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Mouvements de capitaux dans l'informatique
Le Crédit lyonnais entre dans le capital de Steria

Steria, une des dernières sociétés de services informatiques indépendantes, accueille dans son capital le Crédit lyonnais, qui en détient directement ou indirectement 29,5 %. L'opération, en négociation depuis un an, se déroulera à la faveur de deux augmentations de capital de 100 millions chacune : la banque prendra ainsi une première participation de 15 % directement dans Steria et une seconde de 25 % dans la holding intermédiaire, Sofiria (elle-même actionnaire à 58 % de Steria). Certes, le personnel de la société, regroupé au sein de la holding de tête Soderi, gardera le contrôle de l'entreprise mais sa part dans la Sofiria sera diluée à 75 %, en plus des 10 % détenu directement dans Steria. En échange, Steria (un milliard de chiffre d'affaires dans l'ingénierie informatique, une rentabilité de 2 % et 2000 salariés) accroît sensiblement ses fonds propres.

L'effacement progressif de la BNP et de Total se confirme : la banque - qui fut pourtant un des actionnaires d'origine de la SSI il y a vingt ans - n'en détient plus que 8,5 %, soit le même montant que Total. De son côté, le Crédit lyonnais ajoute une cinquième société de service informatique à sa panoplie, les unes étant complémentaires des autres, la plus connue étant Slogos, spécialiste de la monétique, numéro deux français et septième européenne.

F. V.

Une nouvelle acquisition du groupe verrier français
Saint-Gobain rachète le britannique Solaglas

L'opération d'ampleur engagée la semaine dernière par Saint-Gobain aux États-Unis (une contre-OPA amicale de 11 milliards de francs sur l'américain Norton) n'a pas épuisé l'appétit du groupe industriel français. Saint-Gobain a annoncé jeudi 3 mai qu'il rachète pour 900 millions de francs environ la société britannique Solaglas Limited, spécialisée dans le vitrage pour le bâtiment. C'est la filiale belge de Saint-Gobain, Glaceries de Saint-Roch, qui, aux termes de l'accord conclu jeudi, va acquérir Solaglas Limited. Cette société qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs et emploie plus de 3 000 personnes, était détenue par le groupe anglo-africain PGSI.

La transaction va permettre à Saint-Gobain de se renforcer dans son métier de base (le verre plat) contre son principal rival mondial, Pilkington. Le groupe de M. Jean-Louis Beffa était surtout présent en Grande-Bretagne grâce aux canalisations (filiale Stanton) et aux céramiques industrielles (filiale TSL). L'opération comprend un autre volet : Saint-Gobain cède à PGSI ses stations de pose de vitrage automobile en RFA et en France pour 145 millions de francs.

ÉTRANGER

Etats-Unis : génération épargne

Suite de la première page

Au Japon, le baby boom de l'après-guerre a commencé plus tôt qu'en Amérique du Nord, l'étude du CEPIL le situant entre 1947 et 1949. Cette génération, qui a maintenant la quarantaine, épargne au maximum en vue de la retraite. L'argent mis de côté est d'autant plus important que le taux de natalité s'est effondré au Japon entre 1950 et 1960 (2) le nombre des jeunes qui, par définition, s'endettent au maximum est relativement mince.

Mais la démographie n'est pas figée : la circulation financière (dettes et épargne) va donc se modifier en suivant le cycle de vie. Aux États-Unis, la génération du baby boom des années 50 aura entre quarante-cinq et cinquante-cinq ans au début du siècle prochain. Ce mûrissement de la population américaine se traduira par plus d'épargne, phénomène renforcé par la chute de la natalité qui s'est produite au cours des années 70 et aura pour conséquence de réduire dans dix ans les classes d'âge jeunes.

Ainsi, le CEPIL estime-t-il que le taux d'épargne va très sensiblement remonter aux États-Unis d'ici une dizaine d'années : de six points par rapport au revenu disponible si l'évolution démographique n'est pas perturbée par d'autres phénomènes, notamment des décisions de politique économique. Six points qui représentent 180 milliards de dollars, soit plus que le déficit américain.

Au Japon, en revanche, le vieillissement très rapide de la population qui va se produire - qui est en train de se produire - va faire baisser le taux d'épargne puisque les retraités qui n'ont plus guère de raison de mettre de l'argent de côté sont très nombreux : entre 1985 et 2010, la proportion des plus de soixante ans passera de 19 à 32 %. La baisse de deux points du taux d'épargne qui en résultera réduira de quelque 40 milliards de dollars l'excédent japonais.

Ainsi donc, dans un premier temps (1970-1985), l'épargne montante au Japon a financé le déficit américain alors que dans un deuxième temps les États-Unis épargneront davantage au moment même où les Japonais le feront moins.

En RFA, la population est désormais vieillissante, la natalité, forte jusqu'en 1941, ayant beaucoup fléchi après la guerre. Mais les naissances ayant repris passagèrement au début des années 60, le taux d'épargne devrait remonter jusqu'en 2015 au fur et à mesure que cette génération arrivera à l'âge d'épargne maximum. Au-delà de 2015 l'accroissement du nombre des retraités réduira le nouveau taux d'épargne mais le fera beaucoup moins qu'il n'était prévu puisque la réunification allemande va rajeunir la population.

De telles vues sur l'avenir peuvent être en partie contredites par des taux de croissance économique plus forts ou plus faibles que

prévu, le taux d'épargne étant très sensible aux variations des revenus. Mais le raisonnement qui montre les effets du vieillissement des populations occidentales reste bon.

Au total, les États-Unis, le Japon et la RFA dégageraient un surcroît d'épargne que l'étude du CEPIL estime à 150 milliards de dollars environ (si cette remontée se produisait dès maintenant). La question qu'on peut se poser est évidemment de savoir comment seront utilisées ces sommes.

Destination inconnue

Le système financier sera-t-il capable de guider tout cet argent vers les pays de l'Est et du Sud où les besoins d'investissements sont considérables et le potentiel de croissance économique beaucoup plus important qu'à l'Ouest ? L'expérience des années passées incite à une certaine prudence dans la réponse.

Après le premier choc pétrolier qui avait beaucoup enrichi les pays de l'OPEP, un certain recyclage s'était fait entre pays du Sud à travers des prêts bancaires à court terme. Après le second choc pétrolier de la fin des années 70, le transfert s'était fait entre pays du Nord, de façon logique on l'a vu (du Japon vers les États-Unis notamment), mais en déséquilibrant le système monétaire international, devenu très instable. Le recyclage ne s'est donc jamais fait dans de bonnes conditions entre Nord et Sud.

Il ne suffit pas qu'une épargne existe pour qu'elle s'investisse là où elle serait le plus utile, suscitant la croissance économique la plus forte. Les institutions financières qui collectent l'épargne

du cycle de vie, rappelle l'étude du CEPIL, voient affluer des ressources de plus en plus importantes. Aux États-Unis, l'accroissement des réserves des fonds de pension et des compagnies d'assurances a largement dépassé le flux des dépôts auprès des banques commerciales.

Or, les fonds de pension investissent de préférence dans l'immobilier (terrains et immeubles), achètent des actions et des obligations, notamment publiques, bref des titres de propriété et en achètent tellement que les prix montent très rapidement, entraînant des phénomènes spéculatifs. A la limite, on constate que toute cette épargne a plus pour résultat de dégrader des plus-values dont l'attrait n'est plus à démontrer que de financer des investissements utiles à l'économie, des investissements auxquels les banques sont bien placées pour s'intéresser alors qu'elles n'ont pas toujours ou pas encore l'argent pour le faire.

Faut-il penser, comme le CEPIL, que des techniques financières comme la titrisation peuvent résoudre, en partie, cette contradiction d'un argent allant difficilement à l'investissement qui l'attend ? Peut-être, puisque cette pratique permet aux banques de s'engager sur des projets nombreux et importants qu'elle ne peut sur les marchés - quand leur bilan l'exige - les prêts consentir.

ALAIN VERNHOLES

(2) Entre ces deux dates le nombre d'enfants par femme est passé de 3,6 à 2,1.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dolisos LABORATOIRES

AUGMENTATION DE NOS PARTS DE MARCHÉ

Le conseil d'administration, réuni le 24 avril 1990 sous la présidence de M. François Lévy, a examiné les comptes audités par les réviseurs internationaux.

Comptes consolidés	1989	1988	Variation
Chiffre d'affaires consolidés (MF)	444,6	424,7	+ 4,7 %
Résultats nets part du groupe consolidés (MF)	17,3	16,9	+ 5,3 %
Résultat net par action (F)	12,2	11,5	+ 6,1 %

L'absence d'autorisation d'augmentation de nos prix sur le marché français depuis avril 1988 a pesé sur les résultats du groupe qui, cependant, progressent grâce à une contribution plus forte de nos filiales étrangères. Le chiffre d'affaires de la société mère passe de 329 MF en 1988 à 336 MF en 1989, et le résultat net s'établit à 10,1 MF.

L'exercice 1989 se caractérise par une sensible augmentation de nos parts de marché. L'ensemble des investissements et des projets mis en œuvre au cours de l'exercice permettront en 1990 de progresser sur un marché actuellement plus actif.

Cette année, le lancement d'un nouveau médicament antistress, Lécalcal, la forte demande du public pour le tube couleur et les récentes acquisitions - la forte demande du public pour le tube couleur et les récentes acquisitions - le laboratoire Omit en Italie, marché très porteur et LTP, laboratoire d'homéopathie vétérinaire, secteur à fort potentiel - permettent d'envisager un chiffre d'affaires de 520 MF. La bonne activité du premier trimestre conforte ces prévisions.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale du 12 juin 1990 de fixer le dividende à 2,50 F par action, soit 3,75 F, avec fiscal inclus, en progression de 14 %.

POUR L'HOMÉOPATHIE, DOLISOS VOIT PLUS LOIN

Information SICAV

Le CREDIT AGRICOLE informe les actionnaires des SICAV :

MONE J, UNI-ASSOCIATIONS, UNIVAR, ELICASH, REVENU-VERT, QUARTZ, COEXIS, ATOUT FUTUR, UNIVERS-OBLIGATIONS, FUTUROBLIG, ORACTION, DIEZE, EURODYN, UNIVERS ACTIONS, UNIRENTE, UNI-REGIONS, EPARGNE-UNIE, UNI-FONCIER, UNIFRANCE qu'à compter du 1er août du 1990, les souscriptions d'actions ainsi que les demandes de rachat seront effectuées sur la valeur liquidative de l'action calculée suivant les cours de la Bourse de Paris du jour.

Le prix applicable aux ordres reçus, un jour de fermeture de la Bourse de Paris, sera celui qui résulte de la valeur liquidative de l'action calculée suivant les cours du jour de réouverture de la Bourse.

CA SECESAR VITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Activités et résultats des Sociétés de Financement des Ventes de Renault

Le Groupe Diac

Activité
En 1989, le Groupe Diac a financé en France 422 000 dossiers nouveaux. Le pourcentage de véhicules neufs, véhicules particuliers et utilitaires, financés s'établit à 41 % du volume des ventes du réseau Renault.

Résultat
Dans le cadre de sa politique de renforcement, le Groupe Diac a émis en 1989 deux emprunts obligataires - un emprunt de 500 millions de francs à taux fixe et un emprunt à taux variable de 300 millions de francs. Au cours de l'exercice, le Groupe Diac a maintenu sa place de premier émetteur français de Bons de Sociétés Financières.

(en millions de francs)	1988	1989
Nouveaux financements	20 680	23 920
Encours clientèle consolidés	35 640	39 890
Capitaux propres	39 740	47 750
Total bilan	690	800 (1)
Résultat net après impôt		

(1) Y compris un résultat exceptionnel de 117 millions de francs dû à un changement de méthode de comptabilisation (provisionnement des départs de l'assurance).

Le Groupe Renault Crédit International

Activité
Renault Crédit International, qui jusqu'au 31 décembre 1988 intervenait uniquement hors de France métropolitaine, a financé sur le dernier exercice plus de 315 000 dossiers soit 14,7 milliards de francs. L'encours fin 1988 a ainsi atteint 28,7 milliards, représentant une croissance de plus de 13 % par rapport à l'année précédente. Le financement de cette croissance s'est fait, soit par appel aux marchés bancaires et financiers locaux, soit par l'intermédiaire de la filiale européenne de refinancement Renault Acceptance BV.

Résultat
Malgré un renchérissement des ressources dû à la forte hausse des taux d'intérêts européens, le résultat net consolidé du Groupe s'est élevé à 412 millions de francs, en croissance de + 7,8 % par rapport à celui de 1988.

(en millions de francs)	1988	1989
Nouveaux financements	14 930	14 670
Encours clientèle consolidés	23 590	28 610
Capitaux propres	1 730	2 030
Total bilan	27 190	29 280
Résultat net après impôt	370	400

Renault Crédit International

A compter du 1^{er} janvier 1990, le Groupe Diac et le Groupe Renault Crédit International ont été rapprochés en une entreprise commune - constituée en Holding - Pierre Fraissieu, Président-Directeur Général et Marc Valabregue, Directeur Général, conduiront le nouveau Groupe qui reprend le nom de

Renault Crédit International

sans modifier l'identité et l'autonomie commerciale des filiales françaises et étrangères.

(en millions de francs)	1988	1989
Nouveaux financements	35 610	38 530
Encours clientèle consolidés	59 200	66 500
Capitaux propres	4 460	5 290
Total bilan	68 930	77 030
Résultat net après impôt	1 060	1 200

RENAULT
Finance et Services

هكذا من الأصل

NORD EST

Résultats 1989 : + 67 % Dividende 1989 : + 15 %

Au cours de sa séance du 25 Avril 1990, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

1 - COMPTES CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à F. 5,8 milliards et reste globalement au niveau de celui de 1988 malgré les cessions d'activités intervenues en 1989.

	1989	1988	
• Emballage (carton et plastique)	2.237	1.298	
• Chauffage	2.254	1.485	
• Mécanique	775	412	
• Agro-alimentaire et divers	110	57	
Sous-total	5.376	3.252	+ 67 %
Activités cédées en 1989 (Réfractaires et emballage métallique)	424	2.582	
Total	5.800	5.792	

Ainsi, alors que deux branches d'activités ont été cédées, le Groupe s'est redéployé, en particulier dans des secteurs nouveaux, par d'importantes acquisitions, entraînant un accroissement considérable des écarts d'acquisition. Dans ce contexte, le Conseil a estimé justifié de procéder à l'amortissement exceptionnel d'une partie de ces écarts. Dans le même esprit, les provisions pour risques sectoriels ont été renforcées.

Le résultat net global s'élève ainsi à F. 424 millions contre F. 228 millions en 1988 (+ 100 %) et après déduction de la part des minoritaires (F. 152 millions), le résultat net (part de NORD EST) s'élève à F. 272 millions et se compare comme suit à celui de F. 164 millions réalisé en 1988 :

	1989	1988	
- Résultat net des opérations courantes	278	198	
- Profits sur cessions de branches d'activité	375	65	
- Dotations nettes aux provisions pour risques sectoriels	-42	-60	
- Amortissement des écarts et des frais d'acquisition :			
• Amortissement normal	-29	-20	
• Amortissement exceptionnel et frais	-207	-184	+ 67 %
Résultat net (part de NORD EST)	272	164	
F / Action	23,4	14	

Il est important de souligner que l'amortissement exceptionnel d'écarts d'acquisition réalisé en 1989 aura pour conséquence, pour les exercices ultérieurs, de ramener à F. 20 millions par an la période considérée, l'amortissement normal de ces écarts qui est pratiqué à NORD EST sur une durée maximum de 20 ans.

2 - COMPTES SOCIAUX

Le résultat de l'exercice s'élève à F. 284 millions contre F. 140 millions en 1988. Ce résultat engendra la reprise d'une distribution de dividendes par MAGNÉSIA.

Il comprend, en outre, la plus-value réalisée sur la cession de FERREBAL (emballages métalliques) et une dotation aux provisions pour risques sectoriels.

3 - DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 20 juin prochain, la distribution d'un dividende de F. 5,20 par action (+ avoir fiscal de F. 2,60), soit une progression de 15,6 % sur l'exercice précédent.

codéc

RÉSULTAT CONSOLIDÉ BÉNÉFICIAIRE EN 1989

Le conseil d'administration de CODEC a approuvé, le 24 avril 1990, les comptes consolidés du groupe CODEC pour l'année 1989.

Il présente une situation bénéficiaire de 31,8 millions de francs avant imputation du plan social engagé en décembre 1989, soit une augmentation de 30 % en termes comparables par rapport au résultat consolidé de 1988.

Après imputation de la totalité du coût du plan social, le résultat consolidé du groupe s'élève à 15,8 millions de francs.

Le plan présenté à l'ensemble des partenaires au cours du mois de décembre se déroule conformément aux prévisions ; trois entreprises ont été créées au 31 mars 1990 et deux autres sont en cours.

Le programme d'allègement d'actifs avance dans d'excellentes conditions et plus rapidement que prévu.

Enfin, l'ensemble de ce plan s'effectue dans le cadre du maintien de l'activité budgétée et se traduit d'ores et déjà par une amélioration importante de la productivité.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CLEMESSY

L'assemblée générale mixte de la société Clemessy réunie le 27 avril 1990, sous la présidence de M. Pierre Schultz, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui se présentent ainsi :

En millions de francs	1989	1988	Evolution
Chiffre d'affaires (hors filiales) ...	1 754	1 540	+ 14 %
Résultat opérationnel ...	61	43	+ 44 %
Résultat net ...	39,7	30,1	+ 32 %

Dans son intervention, M. Jean-Paul Marbacher, président du directoire, s'est félicité de ces résultats qui permettront ainsi :

- de poursuivre la croissance externe du groupe, tant en France qu'à l'étranger et en particulier en RFA ;
- de développer des prestations à forte valeur ajoutée qui se traduiront en 1990 par l'embauche de plus de 150 cadres contre une centaine en 1989 ;
- de saisir au niveau français et international toutes possibilités de partenariat, tout en préservant l'indépendance de la société.

En conclusion, M. Jean-Paul Marbacher a tenu à affirmer sa confiance en l'avenir du groupe Clemessy, qui « doit savoir associer tous les acteurs et partenaires dans une communauté de destin où chacun trouve sa place et son épanouissement ».

ERRATUM

Dans l'Avis financier - BOUYGUES - paru dans les éditions du « Monde » du 27 avril 1990 daté 28 - il fallait lire le premier tableau de la façon suivante :

BOUYGUES

RÉSULTATS DU GROUPE 1989 : + 10 %

Le conseil d'administration de Bouygues, réuni le 24 avril 1990 sous la présidence de M. Martin Bouygues, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 du groupe :

Bouygues (en millions de francs)	1989	1988	1989-1988
Chiffre d'affaires (HT) ...	47 005	40 695	+ 16 %
Investissements :			
• Equipements d'exploitation ...	1 804	1 635	+ 10 %
• Participations industrielles ...	2 719	180	+ 15 %
Bénéfice net (part du groupe) ...	573	519	+ 10 %

EXPANSION DE L'ACTIVITE ET NOUVELLE AMELIORATION DE LA CAPACITE BENEFICIAIRE DU GROUPE RESULTATS 1989

Le Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ CENTRALE DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS, réuni le vendredi 27 avril 1990 sous la présidence de M. Jean PEYRELEVADE, a examiné les comptes consolidés du Groupe de l'U.A.P.

Le chiffre d'affaires consolidé d'assurance du Groupe s'est élevé en 1989 à 64,5 milliards de francs, contre 55,6 milliards en 1988, progressant de 16 % ; à champ de consolidation inchangé, l'augmentation est de 11,5 %.

Sur le total des affaires d'assurance réalisées par le Groupe, la part internationale a continué à progresser, atteignant 36 % en 1989.

Le résultat consolidé (part du Groupe) atteint 3.422 millions de francs contre 2.852 millions en 1988, progressant de 20 %. Ce résultat tient compte notamment de la consolidation en 1989

des Sociétés d'assurance SUN LIFE (Grande-Bretagne) et ALLSECURES (Italie), du Groupe SCOR et de la Société immobilière U.I.F.

Après avoir constaté la poursuite de l'expansion de l'activité, ainsi que l'amélioration de la capacité bénéficiaire du Groupe, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de la Société Centrale U.A.P., qui se réunira le vendredi 22 juin 1990, le versement d'un dividende de 577,9 millions de francs, soit la somme de 8,60 francs par action, assortie d'un impôt payé d'avance de 4,30 francs. Le revenu global par action s'établira ainsi à 12,90 francs contre 9,45 francs l'année dernière, progressant de 36,5 %. Ainsi, est marquée une inflexion significative dans la politique de distribution du Groupe.

Ce dividende sera mis en paiement le lundi 25 juin 1990.

Données consolidées (provisoire)	Exercice 1988	Exercice 1989	% de variation
Chiffre d'affaires consolidé dont L.A.R.D. VIE	55.633 29.964 25.669	64.482 33.990 30.492	+ 15,9 + 13,4 + 18,8
Résultat net consolidé part du Groupe	2.852	3.422	+ 20,0
Provision techniques consolidées dont L.A.R.D. VIE	177.151 54.286 122.865	211.067 63.712 147.355	+ 19,1 + 17,4 + 19,9
Capitaux propres consolidés après affectation : part du Groupe	16.803	20.510	+ 22,0
Actif géré (valeur comptable) Estimation des plus-values latentes (part du Groupe avant impôt)	180.912 41.200	220.895 53.300	+ 22,1 + 29,4

Résultats ramenés à une action (en F/action)	1988	1989
Résultat consolidé (part du Groupe)	42,4	50,9
Capitaux propres (part du Groupe)	250,0	305,2
Dividende (avoir fiscal compris)	9,45	12,90

UAP

Information SICAV

Les actionnaires des SICAV : QUARTZ, COEXIS, ATOUT FUTUR, UNIVERS-OBLIGATIONS, FUTUROBLIG, ORACTION, DIEZE, EUROBYN, UNIVERS ACTIONS, UNIRENTE, UNI-REGIONS, EPARGNE-UNIE, UNI-FONCIER, UNIFRANCE sont informés qu'ont été prises des mesures d'unification et de simplification des droits de souscription et des frais de gestion applicables à compter du 1er août 1990 :

- 1 - les droits de souscription seront, quel que soit le montant de la transaction, de :
 - 2,5 % pour les souscriptions en numéraire ;
 - 1,5 % pour les souscriptions en titres ;
- 2 - les frais de gestion seront de 0,60 % hors taxes de l'actif déduction faite des parts de F.C.P. et des actions de SICAV.

CA SEGESAR VITRES

PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

FINANCIERE AGACHE

FINANCIERE AGACHE : BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 3 886 MF EN 1989

Le conseil d'administration de Financière Agache, réuni le 27 avril 1990 sous la présidence de M. Jean Drouot, a arrêté les comptes de l'exercice 1989. La présentation des comptes consolidés est influencée par l'intégration globale de la société LVMH, dont le résultat était mis en équivalence en 1988.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(millions de F)	1989	1988 (publié)	1988 (proforma)
LVMH	19 632	19 632	16 442
Autres activités « produits de prestige »	1 284	978	978
Distribution	7 274	6 798	6 798
Industrie	1 100	1 100	1 100
TOTAL	28 190	28 508	25 319

Le chiffre d'affaires consolidé passe de 8 876 MF à 28 190 MF. Cette progression reflète l'inclusion du chiffre d'affaires de LVMH et la croissance des activités « produits de prestige » et « distribution ». En revanche, le chiffre d'affaires des activités industrielles (Saint Frères et Société Française du Lin) disparaît en 1989, du fait de leur cession.

RÉSULTATS

(millions de F)	1989	1988 (publié)	1988 (proforma)
Résultat net hors éléments inhabituels	3 745	788	2 743
Résultat net	3 886	2 177	4 095
Part du groupe	403	1 443	1 443

Le résultat net hors éléments inhabituels progresse de 36,5 % par rapport au résultat 1988 proforma. La diminution de la part du groupe dans le résultat net provient de la réduction du résultat sur éléments inhabituels, qui comprenait en 1988 la plus-value de cession des principales activités industrielles et les plus-values de consolidation liées aux augmentations de capital en numéraire de Christian Dior et du Bon Marché. Par ailleurs, le résultat social est négatif de 12,7 MF en raison notamment de charges liées à l'accroissement de la participation dans des sociétés du groupe.

Il sera proposé à l'assemblée générale qui se tiendra le 29 juin prochain à 11 heures à l'Hôtel Nikko le versement d'un dividende de 15 F par action (plus un avoir fiscal de 7,50 F) au titre de l'exercice 1989.

Pour 1990, il est prévu une nouvelle augmentation du chiffre d'affaires consolidé et du résultat net.

Le groupe Act

Le Monde à « Falguière »

Vivant depuis quarante-cinq ans dans un immeuble post-haussmannien du quartier de l'Opéra qui lui avait été attribué à sa création, le Monde a, cette fois, choisi le nouveau cadre de vie de sa rédaction.

Choix d'un quartier d'abord, celui de Montparnasse, lieu exceptionnel de création artistique internationale pendant une grande partie du vingtième siècle, mais dont la rénovation urbaine et les innovations technologiques (le TGV-Atlantique en particulier) préfigurent déjà le vingt et unième.

Choix d'une architecture qui, à l'image du quartier et du journal, allie classicisme et modernité : les façades de verre tendu légèrement concaves qui donnent de la sobriété et de la transparence à un immeuble pourtant enclavé entre deux rues étroites, un grand patio

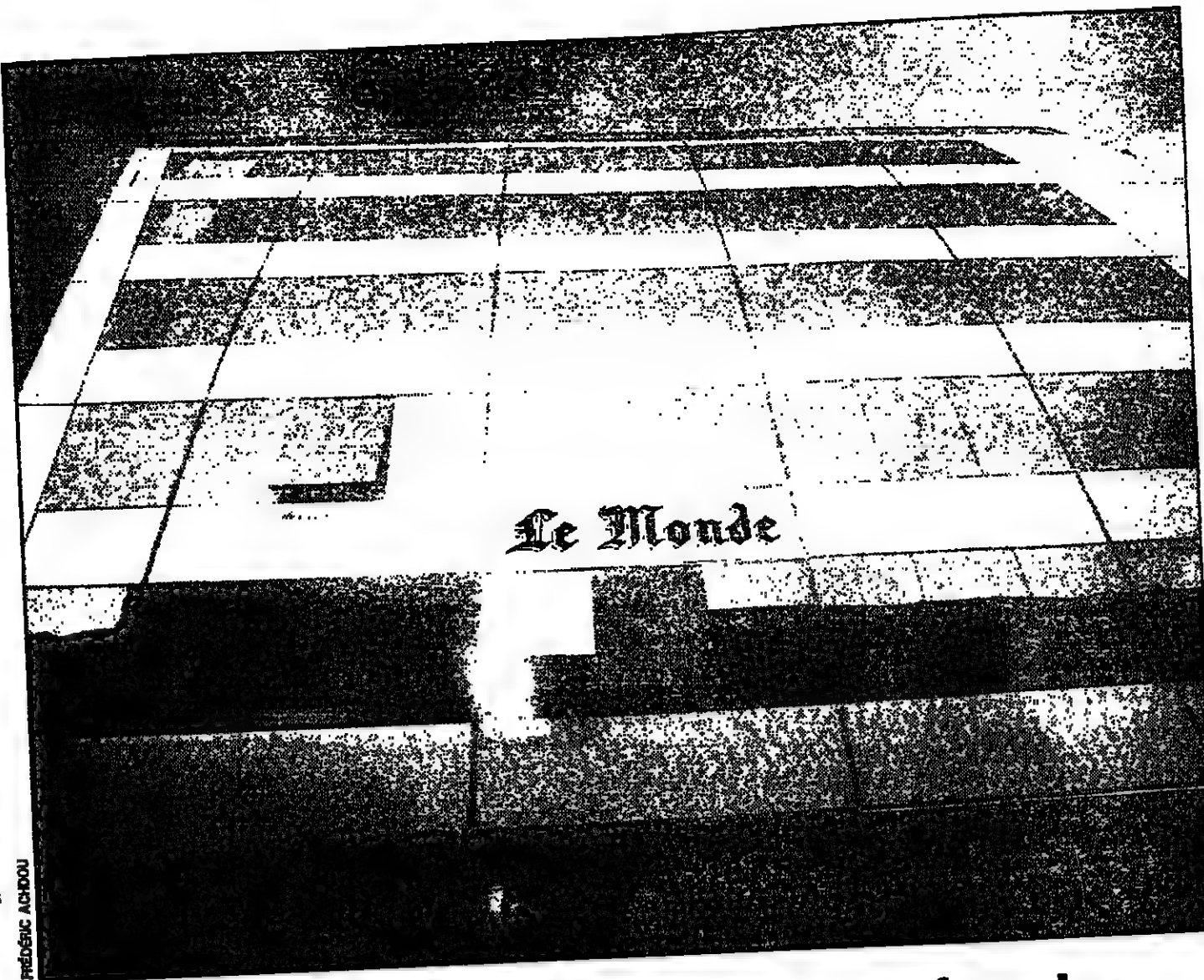
structuré par des pavés de verre qui inondent de lumière le cœur du bâtiment.

Choix d'un aménagement très mobile facilitant les communications horizontales et verticales, essentielles à l'intérieur d'un journal.

Le promoteur de l'opération, le groupe ACTIMO, propriétaire de l'immeuble, a accepté de prendre à son compte ces choix du Monde, traduits par les deux architectes sélectionnés en commun : Dominique Lyon et Pierre du Besset.

En dix-huit mois de collaboration constante et d'une qualité exceptionnelle, l'ancien garage du 15 de la rue Falguière est devenu le lieu symbole d'un journal qui a fait le pari de la pérennité et de la modernité de l'écrit.

Le déménagement a eu lieu les 28 et 29 avril. Le journal du lundi 30 avril (daté 2 mai) y a été rédigé et composé pour la première fois.



Mode d'emploi

Voyage, étage par étage, dans le nouveau bateau « Monde »

EMBARQUEMENT pour Falguière... La façade en verre au numéro « 15 » de la petite rue est tendue comme l'immense toile d'une toile peinte prête à prendre le large. L'immeuble de cinq étages porte pavillon en lettres gothiques, celles de la tradition. L'architecture joue de reflets bleutés et de fausses transparences, évoquant celle de l'Institut du monde arabe, sur les quais de Seine.

Stôt l'entrée franchie, le hall d'accueil aux murs jaunes et au sol de « granit » clair fournit tous les repères. Il est le centre du lieu, comme le fond d'un puits de lumière autour duquel s'articulent les divers services de la rédaction. Face à la porte, un large escalator conduit directement au deuxième étage. Sur les côtés, deux ascenseurs à l'américaine permettent l'accès à chaque niveau jusqu'au sommet en verrière.

Où s'écarter que l'on vient chercher ? Le « serpent » répond à toute question de cet ordre. C'est un comptoir en toile automobile aux multiples replis. En tête, l'accueil des visiteurs. Puis, côté à côté, défilent les guichets de vente au numéro (quotidien, périodiques et publications hors série), les petites annonces, le carnet. Derrière le hall, les services informatiques et leurs drôles de machines.

Au-dessus, à l'entresol, les services généraux (courriers, cyclistes, standard, etc.) constituent l'un des centres nerveux de l'activité du journal.

Rendez-vous au premier étage... C'est d'abord celui de la riche documentation accumulée depuis la création du Monde. Les armoires rotatives hautes de sept mètres - qui plongent dans le hall d'accueil - fonctionnent automatiquement : par simple commande d'un clavier, de bord s'ouvre la balancelle où se niche le dossier convoité. On a regroupé aussi au premier les équipes de journalistes qui préparent les documents visuels : dessinateurs, cartographes, photographes. L'atelier de photographie est à proximité.

« Place haute » au deuxième. On entre dans les secrets de la rédaction. Sur les blanches coursives autour du patio carré s'ouvrent la cafétéria, les portes du service « politique » et celles de la « société ». Ces espaces aux angles morts qui rompent la monotonie

de la modernité sont collectifs. Les cloisons à demi-vitrées protègent le travail de chaque service sans pour autant le fermer au public.

La conception architecturale vaut pour tous les niveaux de « Falguière » et lui donne un aspect familial. A cet étage ont trouvé place les services techniques de composition et de montage, en prise directe sur le secrétariat de rédaction et les correcteurs, au niveau supérieur, l'étage central.

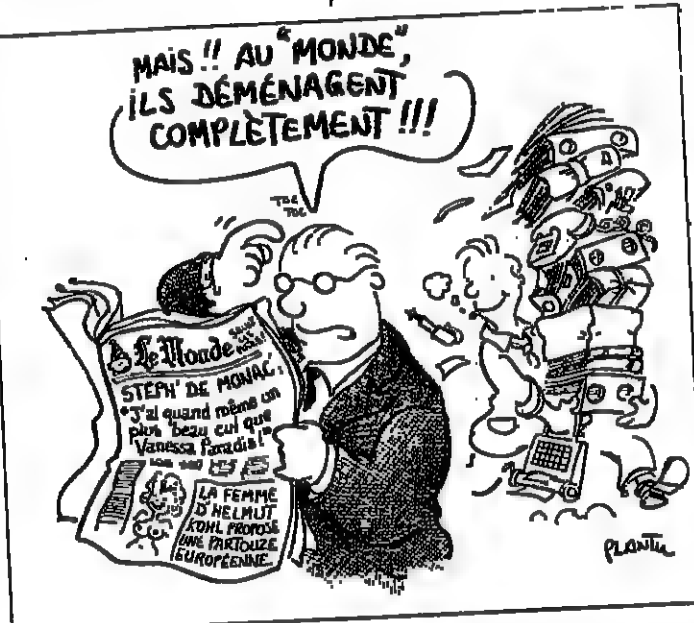
La rédaction en chef et la direction y sont installées. La célèbre « conférence du matin », où les chefs de service et les membres de la rédaction en chef, débattent, élaborent le « menu » du jour sous l'autorité du directeur-gérant, a toujours lieu dans le bureau d'André Fontaine. Mais, à côté, une salle plus spacieuse (qui a croquètement fait défaut rue des Italiens) permet la tenue des multiples réunions nécessaires à la vie du journal.

Se cloisonner ou s'ouvrir

A cet étage, aussi, le service des « informations générales ». Les aménagements intérieurs varient quelque peu, selon l'esprit propre aux rubriques. Ici, le pool de reporters se passe de cloisons : vaste salle pour ce secteur où le traitement « transversal » des sujets est de rigueur.

Chaque étage possède, dans la mesure du possible, une fonctionnalité par rapport aux autres, et une vocation. Au quatrième, donc - comme rue des Italiens - s'agit l'« étranger » ainsi que le service « économie ». Au-dessus, près du ciel et sous la verrière, la « culture », la « communication », le « Monde des livres », le « Monde sans visa », le supplément « Radios-télé ». A ce cinquième étage prennent place aussi l'antenne du service du personnel et son agence de voyages à usage interne (1).

Voilà bien un changement dans la continuité, dans le style de la maison. La grande majorité des trois cents salariés retrouvent mutatis mutandis « leur » étage et « leur » voisinage habituels. Et pourtant... comment poursuivre dans cet univers de transparence les discrets apartés de couloir qui nourrissent l'âme de la collectivité ? L'espace lui-même pourra changer de visage, se cloisonner ou s'ouvrir au gré des restructurations



éventuelles : c'est prévu. Il suffira de déplacer quelques modules.

Tous les dix mètres, dans le sol recouvert de moquette bleue, sont fichés les blocs de branchements : électrique, audio, vidéo, informatique et téléphonique. Pas moins de cinq cents lignes de télécommunications sont disponibles. L'encombrement serait plutôt à craindre côté parking : soixante places seulement en sous-sol sont réservées au personnel.

Le vaste immeuble connaît déjà ses limites. Pour loger les mensuels, les filiales édition et audiovisuel, il a dû se doter d'une annexe, au 5 de la rue Bourdelle, sur deux niveaux (rez-de-chaussée et rez-de-jardin), quelque 800 mètres carrés - dont 500 mètres carrés de bureaux - donnant sur un jardin paysager où fleurissent des tulipes (2).

Tout est parti. Vogue le navire Falguière au long-cours.

DANIELLE ROUARD

- (1) C'est à Ivry-sur-Seine qu'ont été transférés, en janvier, l'essentiel des services administratifs et commerciaux, après l'installation de la nouvelle imprimerie.
- (2) Le téléphone (provisoire) rue Bourdelle est le 42-22-20-20.

Plénitude lisse des façades

L'ouvrage est en rupture avec les règles traditionnelles de l'architecture parisienne

cintré - et ne s'accordant pour transition avec les voisins qu'une mince bande pleine.

C'est de l'angle Bourdelle-Falguière que la vision est la plus complète, bien que partiellement masquée par le vieil immeuble du coin. On soupçonne alors qu'il pourrait s'agir d'un secteur de sphère imbriquée dans l'ilot et que cet immeuble neuf appartient à un ordre différent de l'architecture traditionnelle. Qu'il procède plus de l'objet, avec son caractère singulier qui syncrétise le lisse, le compact, l'opaque et le translucide. Et il y aurait là une sorte de paradoxe qui devrait fort embarrasser les détracteurs de l'architecture d'objet.

Aux limites de l'incongru

La plénitude lisse des façades n'est interrompue que par les accès de la rue Bourdelle et le hall de la rue Falguière. Mais il faut bien entrer. Entrons. Le hall d'accueil, seul espace accessible au public, c'est le morceau de bravoure de l'édifice : des murs jaunes et denses (renforcés encore par un froissé de billes de verre qui capte la lumière et lui donne sa texture de suède), un sol aux larges alternances de granit bleu et vert, un plafond de béton verni servant de cadre à la mise en scène de trois objets : un pédonculé escalator barbant l'espace de tout son élan, le triple caisson suspendu des arches, et un comptoir bas, délié et serpentin.

Cet assemblage aux limites de l'incongru est « travaillé » par la lumière. Celle du jour, à peine brouillée par le voile d'une sérigraphie apposée sur le verre, contribue à distancer le hall de la rue. Le soir, un éclairage bleu sombre donne au lieu sa tonalité théâtrale et fantomatique.

Les étages de la rédaction s'articulent autour d'un patio central, surmonté d'une verrière. Là encore, la lumière est à la fois abondante - le mur mitoyen a été pavé de briques de verre - et partiellement contrôlée.

Loin de la mystique dont l'en-touraient les modernes - « La

lumière est », disait Louis Kahn, - la lumière est ici un matériau crucial pour l'architecture à la manière dont en usent certaines démarches artistiques contemporaines, comme celle d'un James Turrell (à qui l'édifice est dédié par ses auteurs).

Le chat et le gérainium

Le bâtiment est l'œuvre d'un jeune couple d'architectes déjà remarqué en son temps par le fin traitement de la Rotonde des vétérinaires à La Villette, Pierre du Besset et Dominique Lyon, tous deux dans la fleur de leur trentaine.

« La Lyon », comme le surnomme un entourage féminin dévoué, est vif et imprévisible, frappé d'une saine inquiétude, fier d'art moderne, lecteur assidu de Nabokov et de Pynchon (entre autres), amoureux (transi) de Sylvie Guillem et de Karol Armitage.

Du Besset, plus terrien, cultivé, avec un rien d'affection hobe-reute, le paradoxe et ses vignes de Montagny-les-Buxy. Les deux complices, après un chantier exemplaire, arborent un visage serein et se embrassent pêle-mêle dans leur reconnaissance bureau d'études, « pilote », entreprises et même - fait plus rare - promoteur et client.

Les journalistes (« ces colibris », comme les nommait imprudemment un autre architecte, à cervelle d'oiseau celui-là) vont lentement se faire à leurs nouveaux quartiers, à faire à leurs nouveaux voisins, à ce voisinage faussement bon enfant qui mêle les commerces de primeurs, de cosmétiques et de bédé aux ombres mal estompées de l'échelle de Brancusi et à l'écho lointain du cliquetis des machines dégingandées de Tinguely et des noces joyeuses d'Yves Klein et Rotraut.

L'un d'eux, venu tôt en reconnaissance, avait repéré par « sa » fenêtre, sur un pan de mur pâle, un chat et un gérainium. Histoire de marquer son territoire peut-être, et de conjurer à l'avance les souvenirs (héroïques !) de la rue des Italiens ? Grand sentimental, va !

OLIVIER BOISSIÈRE

Le groupe Actimo

Développé à partir de 1976 par M. Maurice Gozlan, le groupe ACTIMO a construit sa réussite sur la réhabilitation d'immeubles anciens à Paris en immeubles de bureaux et en créant des immeubles neufs « sur mesure » pour des clients privilégiés.

L'un des atouts de ce groupe : la prise en charge totale d'un projet immobilier, du financement à la réalisation technique. Parmi les

réalisations à son actif, les immeubles de Nouvelles Frontières, Caratier, Champagnes Mumm, Caratier, Espace, l'Hôtel Opéra-Cadet ou l'Hôtel-club Hammamet.

ACTIMO a traité en 1989 un volume d'affaires de plus de 2 milliards de francs. Il est à la tête d'un patrimoine de plus de 200 000 mètres carrés de bureaux à Paris, soit 90 immeubles et une immobilisation de 2,5 milliards de

francs. Ses axes de développement sont la réhabilitation d'immeubles d'habitation, l'hôtellerie d'affaires et le tourisme haut de gamme.

M. Maurice Gozlan, son PDG, quarante-cinq ans, est un spécialiste de l'immobilier de bureau qui a débuté sa carrière en 1971 à la CORI, la filiale immobilière de Paribas.

40-65-25-25

Tel est le nouveau numéro du standard téléphonique de la rue Falguière. Le téléphone provisoire de l'annexe (5, rue Bourdelle), où sont installées les publications mensuelles, l'édition et l'audiovisuel, est le 42-22-20-20. Le numéro des services techniques, administratifs et commerciaux à Ivry-sur-Seine est le 48-60-30-00.

L'immeuble en chiffres

15, rue Falguière, Paris (15°).
1 niveau d'accueil : le hall, l'informatic, les livraisons.
5 niveaux de bureaux pour la rédaction, les archives.
3 niveaux de sous-sol : locaux techniques et parking.
6 000 m² : surface utile de bureaux.
600 m² : hall d'accueil.
24 mètres : portée de l'escalator double qui conduit du hall au deuxième étage.

5,6 mètres : hauteur sous plafond dans le hall.
48 tonnes : poids des trois blocs d'archives.
250 microns : diamètre des billes de verre projetées sur les murs du hall.
4 000 mètres cubes : volume de béton utilisé.
Des milliers de tessons de bouteilles : pour les éclats de verre inscrits dans le « granito » du hall.

هكذا من الأصل

LE MONDE A FALGUIÈRE

« Le quotidien de la rue des Italiens »

Construit en 1912 pour abriter le Temps, l'immeuble haussmannien a abrité l'ascension du Monde

UNE petite voie privée, en angle droit, entre le boulevard des Italiens et la rue Talbott. Au fond, sous une horloge monumentale, l'immeuble qu'a occupé pendant près de quarante-six ans ce que ses confrères appelleront « le quotidien de la rue des Italiens ».

En s'installant dans les locaux du Temps, en 1944, Hubert Beuve-Méry et la petite équipe d'alors se trouvent en face de deux héritages. La « grande presse » et la petite vivent dans le quartier des affaires, la rive droite. La Bourse est proche, les grandes banques érigent leurs pompes-façades avenue de l'Opéra ou boulevard des Italiens. L'information et l'argent sont voisins.

L'immeuble, construit en 1912 pour Adrien Hébrard, directeur du Temps, a été conçu pour abriter un quotidien à faible tirage, rédigé par un petit nombre de journalistes chevronnés qui forment une sorte de club et se réunissent chaque jour pour une édition unique et tardive, où la brûlante actualité tient peu de place.

Le sous-sol est partagé entre les rotatives, qui datent de la construction de l'immeuble, et un restaurant, le Grand U, où le monde de la politique côtoie celui des affaires. En 1944, il est devenu la cantine d'un mouvement de Résistance. Au rez-de-chaussée, un hall majestueux accueille les abonnés. Dans un petit bureau vitré siège l'administrateur, Martial Bonis-Charancie.

Un escalier à la courbe solennelle accède à un palier qui surplombe d'une pièce minuscule décorée de caricatures d'André Tardieu - ancien rédacteur du Temps

devenu président du Conseil de la III^e République - le génie des lieux, M. Maurice, qui dirige une petite troupe de garçons d'étage en uniforme dont les revers sont ornés d'un « M » brodé d'or.

Le bureau directeur est au bout du couloir à gauche. Il est de dimensions imposantes. Ses grandes vitres le rendent glacé en hiver, brillant en été. Le mobilier de bois noir d'Adrien Hébrard est toujours là, de même que la pendule où un Temps barbu en bronze dort s'appuyant sur sa faux.

Le minuscule service économique et financier, autre symbole du passé, communique avec le bureau du « patron ». Le rédacteur en chef est plus loin. De l'autre côté du couloir, le secrétariat de rédaction, dans une petite pièce qui retient des « coups de gueule » de son chef, Olivier Merin, et, tout aussi sombre, une bibliothèque où Jacqueline Piatier fera naître le service de documentation, puis développera le courrier littéraire, futur « Monde des livres ».

Entre les deux, d'un casbi qui donne sur une grande salle par une fenêtre à guillotine, le chef des informations générales, Robert Gauthier, hurle ses injonctions à sa troupe hétéroclite : le politique et le social y côtoient les faits divers et les sports. Le journal n'a que deux pages.

Le second étage abrite le service étranger. Le bruit d'aspiration et celui des clapets d'un système pneumatique qui véhicule la copie font vibrer les murs. Au-dessus, rien : une série de bureaux et d'appartements loués à des hommes d'affaires et à des sociétés. Par des escaliers dérobés, on accède, sous les toits, à une cantine où se retrouvent rédacteurs, employés et ouvriers. L'immeuble de la rue des

Italiens communique avec les bureaux de l'administration, installée rue du Helder. L'histoire de la « rue des Italiens » est celle de conquêtes successives pour caser des effectifs de plus en plus nombreux à mesure que le nombre de pages et celui des rubriques s'accroissent. La rédaction escalade les étages, réfolant les locataires. Les tubes à air comprimé grimpent comme des tentacules. L'administration s'étend rue du Helder en annexant le peu reluisant Hôtel du Nil. Il y a longtemps qu'Hubert Beuve-Méry a acheté ses locaux à la société du Temps.

Dans l'attente des parachutistes

Les services s'installent au prix de rudes batailles : chacun veut accroître son territoire. Au premier étage, le secrétariat de rédaction a pris la place des informations générales. Le journal, maître chez lui, est devenu une sorte de paquebot immobile. En bas, le cliquettement des linotypes bache le ronronnement sourd des rotatives : les machines. Le bureau directeur, où siège le « patron », est le passage de commandement, flanqué de l'état-major. Les pouts s'empilent au-dessus, spécialisés chacun dans une activité rédactionnelle. On se rencontre et on discute au premier ou dans les bistrots de la rue Talbott.

En fin de matinée, dans l'escalier qui descend à la composition, se croisent les rédacteurs qui cherchent à « faire passer » une information de dernière minute et les garçons qui brandissent des épreuves. Les murs portent la trace de mains noires qui ont freiné la dégringolade.

Monument historique et politi-

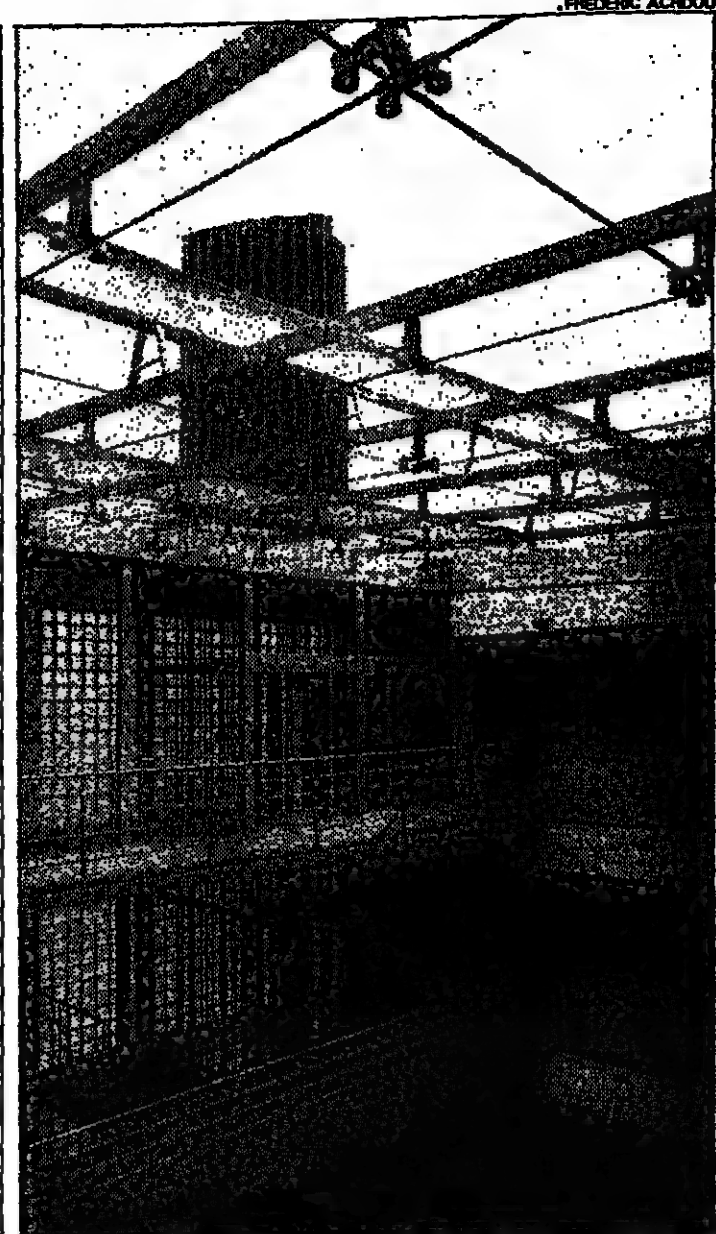
que, l'immeuble est surveillé de près. Un jour de 1956, la rue est bloquée par des voitures de police : le gouvernement hésite à saisir l'édition, où paraît le brûlant rapport de la commission de sauvegarde des droits et libertés en Algérie. Il renonce à la dernière minute. Des attentats brisent quelques vitres.

En 1938, branle-bas de combat : ouvriers et rédacteurs attendent pendant plusieurs nuits les parachutistes, qui ne viennent pas. Ils ne viendront pas non plus en 1961, lors du putsch d'Alger. Et le mouvement d'extrême droite Occident, qui organise des raids sur la rive droite, en mai 1968, attendu bouteilles vides et caisses de plomb sous la main, ne s'attaquera pas à ce fort Chabrol. De temps à autre des groupes excités tenteront d'envahir une « institution » faite journal.

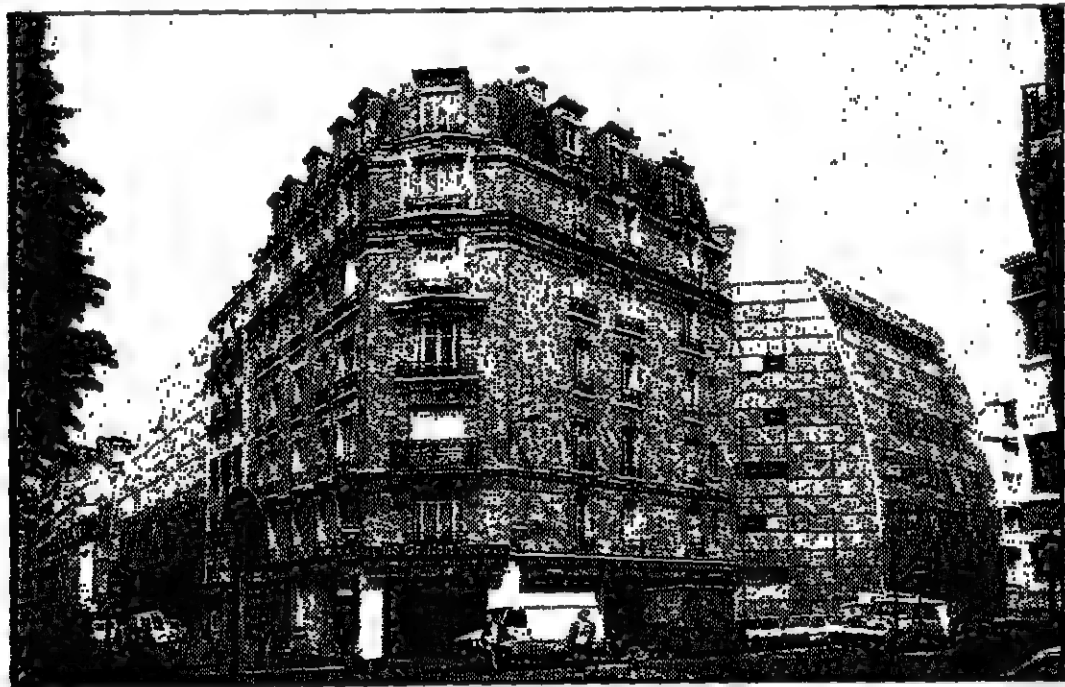
L'immeuble devient de plus en plus incommode. On s'y entasse. Les anciens appartements, malgré les cloisons abattues, gardent les inconvénients de leur destination première. Le prix - moral - du moindre mètre carré devient prohibitif. Le grand hall disparaît, envahi par une troupe de consoles informatiques, l'escalier d'honneur s'envole et l'entrée se réduit à un obscur boyau.

En 1985, les lecteurs furent conviés à une journée portes ouvertes. Ils vinrent en masse, pour la première et la dernière fois, humer l'odeur d'encre et de papier, se recueillir dans le bureau d'Hubert Beuve-Méry devenu celui d'André Fontaine. C'était déjà une journée du souvenir.

JEAN PLANCHAIS



La vitrine du cinquième étage inonde de sa lumière l'intérieur du bâtiment et plonge sur la plate-forme du deuxième, à l'arrivée de l'escalier, lieu de convivialité pour tout le personnel et lieu de rencontre avec les visiteurs.



A l'angle des rues Falguière et Bourdelle, l'imbrication d'un ordre différent dans une architecture traditionnelle.

Bourdelle l'archaïque

Son musée recèle des aspects inattendus de l'œuvre du sculpteur

LORSQUE mon père s'est installé ici, en 1894, il nous disait qu'en face il voyait un troupeau de vaches et des « champs », raconte M^{me} Rodhia-Dufet-Bourdelle, la fille du grand sculpteur. Bourdelle vécut quarante-cinq ans dans cette petite maison du 16 impasse du Maine qui porte aujourd'hui son nom. Il avait pour voisin le peintre Jean-Paul Laurens, un pianiste anglais et un dessinateur américain.

C'était l'époque, il est vrai, où le vieux Vaugirard était peuplé d'ateliers d'artiste qui ont pratiquement tous disparu. Ami de Rodin, de Falguière et de Delon, amoureux du bronze, de la musique de Beethoven et de l'art roman (« On m'accuse d'être archaïque, disait-il, mais moi je m'en vante »), Bourdelle a laissé une œuvre monumentale dont on peut voir de beaux spécimens dans le jardin qui longe la rue. Notamment cette énorme étude de la statue du général argentin Alvear, érigée en 1925 à Buenos-Aires. Le bras levé, le militaire, assis fièrement sur son cheval, lance à la tour Maine-Montparnasse, qui domine le quartier : « Hailé-là ! » Le musée est composé d'anciens ateliers de l'ar-

tiste. Il possède une « grande halle » où sont réunies toutes les compositions monumentales de ce maître de la « sculpture-architecture » ainsi que trois jardins présentant des œuvres immenses.

L'Etat refuse la Ville accepte

Le visiteur parcourt également une longue salle et des galeries « ouvertes sur le ciel de Paris » au premier étage. C'est entre ces murs qu'ont été exécutés le buste d'Ingres, la Première victoire d'Hannibal, le Centaure mourant, Sapho, les nombreuses têtes de Beethoven, le Monument à Mickiewicz, la Tête d'Apollon, la ravissante Baigneuse accroupie et, bien sûr, le célèbre Héraclès archer, qui enthousiasma, en 1910, le Salon des beaux-arts.

L'anecdote assure, à propos de cette statue, que l'officier qui péta son corps au héros de la mythologie demanda à Bourdelle de ne pas représenter son visage. Il obtint satisfaction avant d'aller se faire tuer à Verdun. C'est également en ces lieux que prirent forme les fameux bas-reliefs en marbre du Théâtre des Champs-Élysées.

Quand Bourdelle mourut, en 1929, sa famille offrit à l'Etat cette

maison, les ateliers environnants et les études de l'artiste. Celui-ci refusa. La Ville de Paris, elle, ne laissa pas passer l'occasion et répondit positivement (comme quoi la zizanie entre le pouvoir central et la capitale ne date pas d'aujourd'hui).

Le musée a été inauguré en 1949 et agrandi en 1961 à l'occasion du centenaire de la naissance d'Antoine Bourdelle à Montauban. Aujourd'hui, la mairie de Paris a décidé de le doter de nouvelles salles et d'un auditorium réservé notamment à l'art chorégraphique et aux concerts. Le sculpteur ne disait-il pas à ses élèves : « Ne faites pas la même musique que moi, mais chantez votre chanson ! »

Enfin, dans l'antre de cet infatigable travailleur qui se levait à l'aube pour grimper le long de ses échafaudages, le promeneur curieux découvre un aspect méconnu du talent de l'artiste. A côté des bustes les plus prestigieux, voici en effet des portraits, des paysages et des natures mortes qui méritent plus qu'un regard distrait.

JEAN PERRIN

► Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, 75016 Paris. Tél. : 45-48-67-27.

Bonnes tables

Où déjeuner - et dîner - autour du « Monde » ?

QUE l'on ne comprenne bien : il ne s'agit pas de gastronomies étrangères, mais de bonnes tables gourmandes à l'entour des nouveaux locaux du Monde, rue Falguière. Nous sommes ici à deux pas de Montparnasse, mais loin des brasseries populaires, des symboliques enseignes du temps des « Montparnos » et des mangeoires du show-bouffe.

Et comme oubliés du monde moderne (mais heureusement point des clients habitués), la pérennité de ces bistrots de quartier semble dater du village de Vaugirard, « paisible, avec ses auberges, ses maisonnettes et ses relais de poste en bordure de la Grande Rue », nous dit Jacques Hillaire.

Le type même de ces bistrots reste Chez Pierre (le professeur Funck-Brentano ne m'écrivait-il pas, l'autre année, qu'il y allait déjà avec son père, le célèbre historien ?).

Chez Pierre

Une salle aux murs clairs recouverts d'affiches, des banquettes de velours aux barres de cuivre, une cuisine simple, bonne et franche du patron mornandien : sardines fraîches, tête de veau, bœuf bourguignon ou cassoulet, avant des œufs à la neige de bonne maman, une superbe crème caramel et des petits vins « bien élevés ». A la carte, compter 200-250 F, avec un menu pour les déjeuners de semaine. Du patron, M. Charbois, au personnel, un accueil précieusement gentil.

► Chez Pierre, 117, rue de Vaugirard ; tél. : 47-34-96-12. Fermé dimanche et lundi. Parking : 40, bd

du Montparnasse. Carte bleue. Chiens acceptés.

Mais il y en a quelques autres, et en premier :

Chez Yvette

Une affaire familiale sur laquelle règne, depuis sa cuisine, M. Christian Pineau. Les harengs en pot, le boudin « maison », l'andouillette ou la terrine de lapin sont de goûteuses entrées rustiques, avant le ris de veau forestière, la selle d'agneau provençale, les plats du jour et le savoureux dessert. Compter 200-250 F.

► Chez Yvette, 1, rue d'Alacon ; tél. : 42-22-45-64. Fermé samedi et dimanche.

Et, dans « notre rue », je veux dire la rue Falguière (elle porte ce nom depuis 1900, date de la mort du sculpteur toulousain ; avant, c'était la rue des Fourneaux !), on notera deux adresses. La plus ancienne est :

Le Clos de la tour

Oubliés des guides en général, cette petite maison bien fleurie propose à sa carte un tartare de harengs, une terrine de potreaux jus de truffes, une brouillade d'œufs au crabe, une salade jambon-melon au sauternes, avant la pintade aux poireaux, le mérou au parfum de citronnelle, la cervelle de veau tonnée ou le mijoté de lapin aux choux nouveaux, entre autres plats simples et bons. Arrosez le tout d'un coteaux-d'Aix et partez rassasiés. Un petit menu aux déjeuners ; à la carte, compter 250 F.

► Le Clos de la tour, 22, rue Falguière ; tél. : 43-22-34-73. Fermé samedi midi et dimanche. A-E, D-C, C-B.

Et, nouveau mais déjà renommé :

Le Barrail

C'est le petit dernier (dans le temps), mais Alain Magné est, parmi les jeunes cuisiniers, dans les premiers. Dans un décor tout neuf aux tons mode, il mêle les plats du terroir (magret, confit) à une collection de foies gras et chauds cuisinés, les homards de son vivier (rôti, en civet, fritassés). Un menu déjeuner à 124 F, et des menus à 110 F, 132 F, 180 F et la carte. A noter que c'est un des rares restaurants parisiens à proposer une petite salle réservée aux non-fumeurs.

► Le Barrail, 17, rue Falguière ; tél. : 42-23-71-72. Fermé samedi et dimanche. Carte bleue. Chiens acceptés.

Avec ici un mot pour les souve-

nirs. Les vieux gourmets parisiens n'ont pas oublié, au 8 de cette rue Falguière, une grande « mère cuisinière », M^{me} Pannetier. A l'enseigne Aux Bonnes Choses, nous nous y régalons souvent, avec Carnosky, de son cassoulet inoubliable et de son bœuf en daube à la cuillère.

Si la rue de Vaugirard est une des plus longues de Paris (407 numéros), la rue Falguière revient à la moyenne avec ses 144 immeubles. Elle aboutit à la place du même nom. Cette place Falguière est, en quelque sorte, un peu sa campagne, carrefour, antre, de chemins du village de Val Gérard, dont François I^{er}, ironiquement, se proclamait comte : chemin de la Procession devenu rue du même nom, chemin des Fourneaux devenu rue Castagnary, chemin des Tournelles devenu rue d'Alleray... Et, comme il se doit en une place provinciale, il y faut trouver une auberge :

Le Serin

C'est un décor d'auberge, une cuisine d'auberge de qualité, un accueil de franche simplicité. Mais la cuisine sait aussi s'académiser avec les œufs pochés en habit vert, par exemple, même s'ils sont allés sur une fondue de tomates. Excellent foie de veau au vinaigre de xéres. Menu à 150 F ; à la carte, compter 220-280 F environ.

► Le Serin, 1, place Falguière ; tél. : 47-34-12-24. Fermé dimanche, A-E, D-C, C-B. Chiens acceptés.

Mais, comme tous les quartiers de Paris, il faut compter avec son bistrot d'initiés, d'amis des vins honnêtes (y en a-t-il encore beaucoup dont le patron met ses vins en bouteilles ?), de passionnées discussions autour d'un comptoir familial. C'est l'honneur, ici, de Jean Noury, une tête près du bonnet mais solide, un père heureusement pas si tranquille que ça !

Le Père tranquille

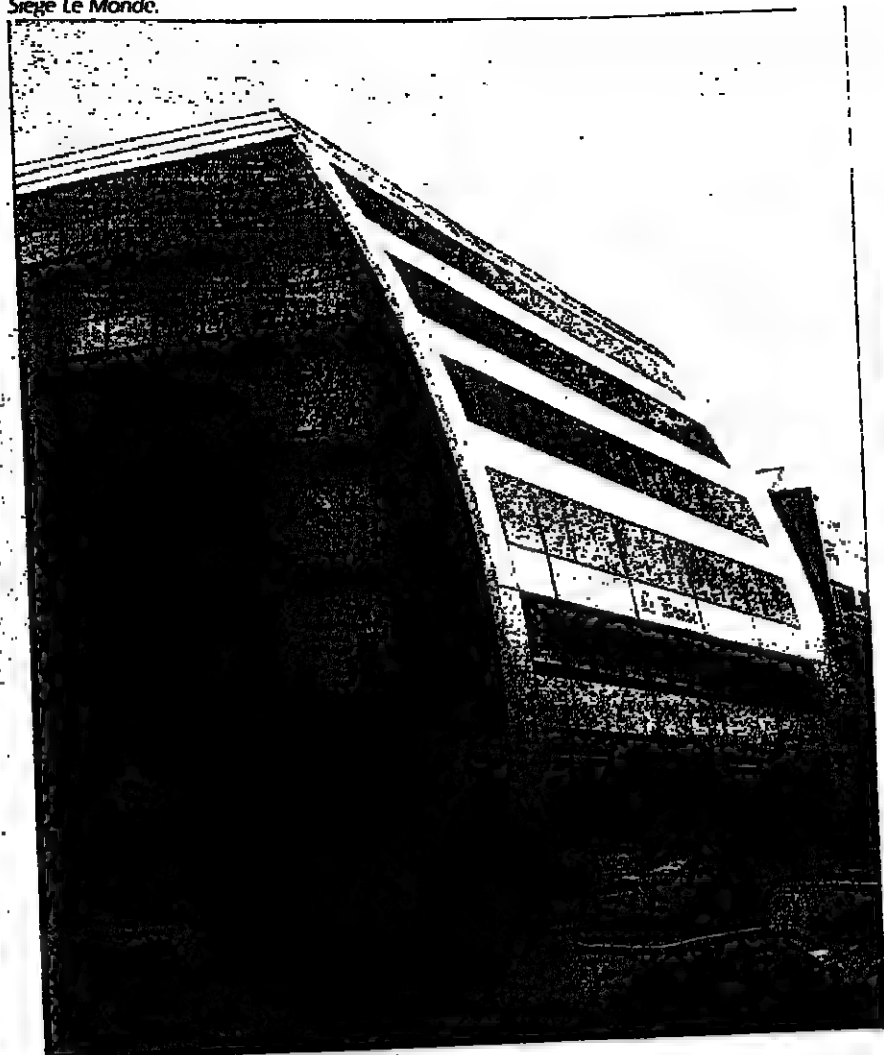
Un authentique bistrot avec une terrasse agréable aux beaux jours, des plats du jour : petit salé, blasquette, bourguignon, etc. Des casseroles et des vins au verre (un très beau madiran pour accompagner la lagoutte, par exemple). Compter, selon l'appétit, de 80 F à 150 F.

► Le Père tranquille, 30, avenue du Maine, tél. : 42-22-88-12. Fermé dimanche et lundi.

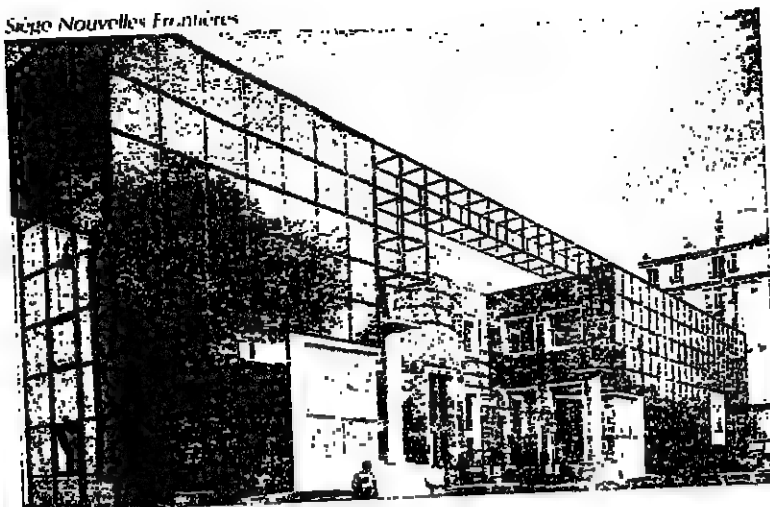
LA REYNIÈRE



Sège Le Monde.



Sège Nouvelles Frontières.



Sège Carter.



ACTIMO CONSTRUIT LE MONDE



Bureaux en rénovation. 15, rue Galvani, 75017 Paris.



Madrid.

Le Monde s'installe rue Falguière à Paris dans un immeuble inventé, modelé pour répondre au cahier des charges de l'un des rares grands quotidiens internationaux. C'est la dernière réalisation du groupe Actimo. Spécialisé dès son origine en 1976 dans l'immobilier de bureaux de grande qualité, le groupe a développé en quelques années un nouveau concept de promotion immobilière : une véritable ingénierie d'idées, de métiers et de financement. Investisseur avant tout, il s'est aujourd'hui diversifié dans la réhabilitation et la construction d'immeubles d'habitation, l'hôtellerie d'affaires et de loisirs, l'activité internationale. Le groupe Actimo prend une part chaque jour plus importante dans l'amélioration et la gestion du parc immobilier européen.

GROUPE
ACTIMO
17, RUE DUMONT-D'URVILLE 75116 PARIS

CILLES LAMBERT CONSULTANTS

هكذا من الأصل

Montparnasse, années 90

Le TGV comme raison sociale. Un jardin malgré le béton.
Des Japonais pour financer l'opération. Le nouveau Montparnasse reflète son époque.

C'EST le plus grand chantier parisien, le projet le plus ambitieux du moment. En proie à la fièvre bâtisseuse qui secoue le quartier, les abords de la gare Montparnasse vont changer de visage. Un jardin deux fois grand comme celui du Palais-Royal recouvrira bientôt les voies ferrées, port d'attache du TGV-Atlantique. Les immeubles-barrés, qui enchaînent aujourd'hui, sur trois côtés, ce futur jardin, seront dotés, au sud, par soixante-douze mille mètres carrés de bureaux et huit mille mètres carrés de commerces dessinés par l'architecte Jean Willerval.

En attendant, les travaux battent leur plein. Si tout va bien, le dernier arbruste sera planté à la mi-93, près de six ans après la première pelle d'excavatrice. On pourra alors juger de la valeur de l'opération.

Pour l'heure, la meilleure façon de la jauger est de se hisser, pour un tour d'horizon, en haut de la tour Montparnasse. Cinquante-six étages, quarante secondes d'ascenseur et, dit-on, la plus belle vue de Paris, parce que c'est le seul endroit de la capitale d'où on ne voit pas la tour en question. Il faut, ensuite, aller jeter un coup d'œil sur la maquette qu'expose la SNCF, dans un bâtiment provisoire, place Raoul-Dautry, au pied de la tour.

L'ensemble de l'opération y apparaît alors dans toute sa complexité. Non seulement - TGV oblige - la

de la Préservatrice Foncière Assurances, à la Défense, aux portes de la capitale.

Jean Willerval raconte s'être inspiré, pour concevoir son immeuble Atlantique-Montparnasse (c'est son nom), des courbes et contre-courbes de la Villa d'Hadrien, aux environs de Rome.

En fait d'immeuble, il y en aura deux, séparés par le Pont des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. Les anneaux de circulation qui, dans le projet initial, devaient relier, au-dessus du pont, les deux bâtiments ont été sacrifiés, les promoteurs de l'opération désirent différencier nettement les deux immeubles, pour mieux les commercialiser.

Jean Willerval a substitué à ces anneaux-passerelles une sculpture monumentale imaginée par le Québécois Philippe Scribe. Au-dessus de la place circulaire formant une rocade entre les deux bâtiments sera suspendue par des câbles reliés aux façades une sphère de dix-huit mètres de diamètre habillée de feuilles d'or. On verra bien.

Le Pont des Cinq-Martyrs du lycée Buffon ne sera plus un pont enjambant les voies ferrées, comme il l'était jusqu'à présent, mais une artère bordée de commerces et de restaurants, au rez-de-chaussée des immeubles de Jean Willerval. Le quartier, plutôt étroit d'ordinaire, devrait s'animer, durant la journée au moins. C'est en tout cas l'espoir de la Société anonyme d'économie

délicé, le second a fait dans le massif, rentabilité de l'opération exige. De loin et de haut, l'ensemble Atlantique-Montparnasse ressemble ainsi à un hameton ventru. Vu de près, il est probable qu'il ne ressemblera à rien, son caractère massif obligeant, pour le piéton de la rue et du jardin, les subtilités architecturales (courbes et contre-courbes) qui en font prétendument le prix.

Le jeu du furet

L'opération « Pasteur-Montparnasse » va coûter cher. Si cher que le recouvrement des voies ferrées, prévu dès la construction des immeubles-barrés, au début des années 60, avait, jusqu'ici, été remis à plus tard. C'est parce que la SNCF devait agrandir la gare que le jardin va finalement voir le jour : il aurait été absurde de ne pas mener parallèlement les deux opérations.

Pour équilibrer financièrement ce projet (construction de la dalle de cinq hectares et aménagement du jardin de trois hectares et demi qui l'agrémentera), la SEMIREP a cédé, pour 1,1 milliard de francs, le droit de construire les bureaux à une société dont le Groupe foncier français et la filiale française du californien Kaufman and Broad détiennent chacun la moitié des parts.

Comme au jeu du furet, ces bureaux signés Willerval ont déjà changé de mains. Ils ont été revendus, avant même d'être construits,

Côté technique, rien à dire. Parage se tire au mieux des contraintes imposées par l'existence de la dalle, laquelle abritera en sandwich, au-dessus des voies ferrées, un parking de sept cent cinquante places. Ce parking ne s'étendra pas sous la dalle tout entière mais seulement à l'ouest et à l'est de celle-ci, offrant davantage de hauteur de voûte, dans sa partie axiale, aux voies ferrées de banlieue, les plus fréquentées.

Gare et parking obligent, le jardin sera percé de... quatre-vingt-dix trémies d'éclairage, de désenfumage, de ventilation et d'accès de secours qui interdiront la moindre plantation. Quant à la terre nécessaire au jardin, elle ne pourra être disposée en quantité suffisante qu'au-dessus des piles monumentales qui soutiennent la dalle. Faute de quoi, celle-ci risquerait de s'affaisser.

Consciente par ces contraintes et par l'ingratitude des lieux, l'agence Parage avait pu faire le choix de la sécurité. Elle a préféré, au contraire, en rejoignant dans le pompage, fagon Bouff. Ah ! ces ravages du néoclassicisme...

Le jardin sera traversé, du nord au sud, par une large voie baptisée « allée des Métamorphoses ». Celle-ci sera bordée d'une centaine d'arbres disposés dans des socles façon pierre et censés représenter, par la variété de leurs essences, « l'histoire et le mouvement Montparnasse ». Au centre de cette allée se dressera un monument miroir circulaire orné d'instruments météorologiques. Le parc sera hâché de six mâts d'éclairage qui supporteront, en plus des projecteurs, des voiles en inox.

Il y aura cinq courts de tennis et un petit bâtiment qui abritera, au nord, sur deux étages, une crèche et le musée de la 2^e DB, souvenir de la reddition, sur place, de von Choltitz. Les espaces verts ont été baptisés « Jardin de l'Atlantique » et coûteront, selon Michel Pena, quatre-vingt-cinq millions de francs.



Dautry. Cette gare-là existe depuis 1969. Elle a été embellie ces derniers mois. Sa façade s'est ornée d'un arc tubulaire dont le maillage rappelle, au choix, des catinaires ou des gréments de voilier. Cette arche monumentale, due à l'architecte en chef de la SNCF Jean-Marie Duthilleul, sera encadrée par des pylônes en granit de Bretagne. Elle soutiendra une paroi vitrée aux reflets vert d'eau. Elle a une certaine allure et a été dénommée « Porte océane », évidemment.

Montparnasse-2, dite Montparnasse-Pasteur, existe déjà, elle aussi, le long du boulevard de Vaugirard, reliée à Montparnasse-Porte Océane par un tapis roulant. Une fois les travaux terminés, elle accueillera les trains embarquant les autos, les trains spéciaux et les trains supplémentaires.

Liaison légère

Sur le papier, tout est parfait. Sauf si l'on débarque du TGV en bout de quai, à l'extrémité des immeubles de Ricardo Bouff, avec l'intention de rejoindre la ligne de métro Porte d'Orléans-Porte de Clichy-Montparnasse : on risque alors le calvaire. D'un pas ordinaire, les mains dans les poches, il faut vingt minutes pour parcourir cette distance, d'un kilomètre exactement. Avec enfants en bas âge et bagages, trois quarts d'heure : à peine moins que pour rejoindre Le Mans en TGV, à trois cents kilomètres à l'heure (cinquante-quatre minutes) !

Pour cette raison, le Syndicat des

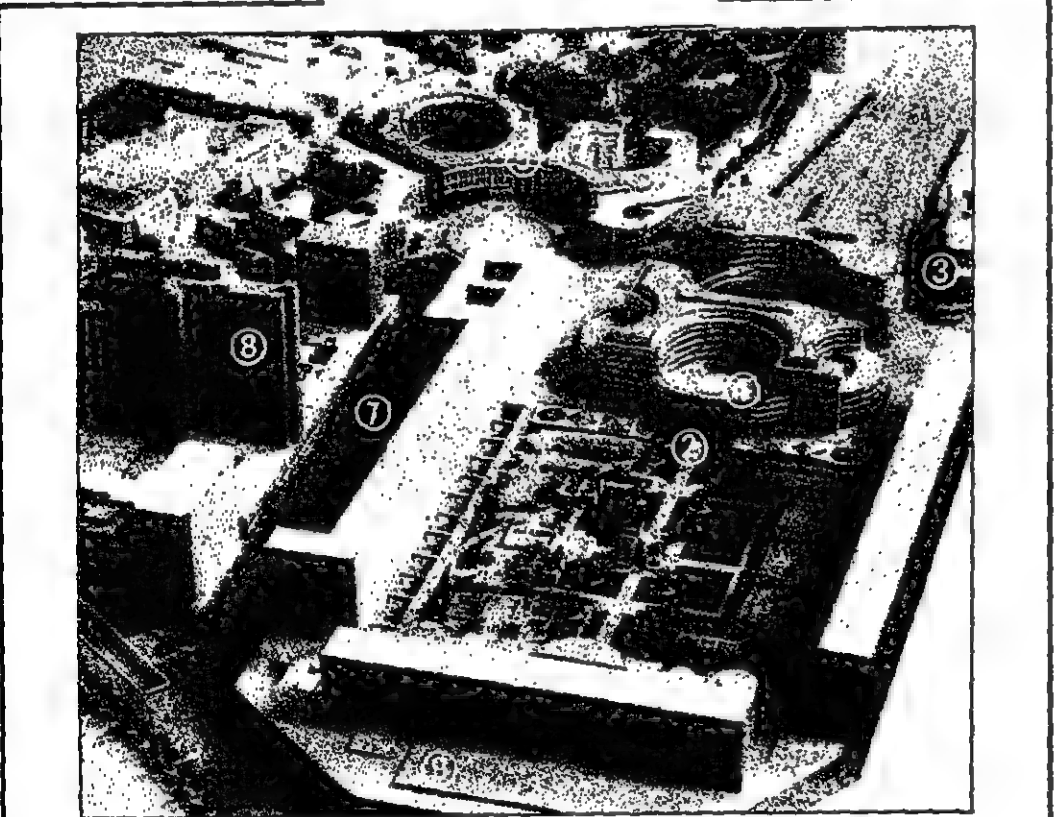
transport parisiens travaille actuellement à un projet de « liaison légère » entre la place du 18-Juin-1940 et Montparnasse-2, dont on peut voir la maquette au siège du syndicat, avenue de Villars (7^e). Tractée par câble, des cabines transporteront les voyageurs à 20 km/h en haut d'un viaduc qui longera la rue du Départ puis celle du Commandant-René-Mouchotte en bordure de la terrasse Modigliani, pour les conduire à proximité de la nouvelle gare.

Ces cabines seront entièrement automatisées. On y entre et on en sort comme dans une télécabine pour skieurs. Le procédé s'appelle « SK ». « S » pour Sonit, l'entreprise de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) qui la fabrique et l'a déjà implantée au Parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis), à Vancouver pour Expo'86 ainsi qu'au Yokohama Exotic Show-case en 1989. Et « K » pour Yann de Kermadec, l'ingénieur-conseil qui l'a mis au point.

Si les élus approuvent ce projet encore à l'étude, il en coûtera un ticket de métro par trajet, sauf pour les détenteurs de carte orange. Et pour les habitants du quartier, une nuisance de plus. C'est en tout cas la crainte de Michel Devaux, le président de l'Association des quelque trois mille locataires de l'immeuble-barré qui borde la terrasse Modigliani.

Côté rue, récapitulons-til, le « SK » : côté jardin, le TGV (sur la dalle ne recouvrira pas entièrement les voies à cet endroit, pour laisser « respirer » la gare). Mais il y aura un jardin quand même, on ne peut l'occuper de béton, qui baigne généralement le nouveau Montparnasse « atlantique », laissera émerger comme flot de verdure.

BERTRAND LE GENDRE



① Gare Montparnasse-1 ② Toit de la gare Montparnasse-2 ③ Gare Montparnasse-3 ④ Immeubles de bureaux conçus par Jean Willerval ⑤ Immeubles de Ricardo Bouff ⑥ Place de Catalogne ⑦ Terrasse Modigliani ⑧ Hôtel Méridien ⑨ Hall de la gare Montparnasse-1, place Raoul-Dautry.

SNCF devait agrandir la gare (il en avait une ; il y en aura trois). Mais il fallait aussi, sans interrompre le trafic, recouvrir les voies d'un millefeuille de béton, de parkings, de bureaux, de terre et de végétation. Une vraie prouesse technique.

La mémoire d'Hadrien

A la différence des chirurgiens, les architectes n'enterrent pas leurs erreurs. Elles leur survivent longtemps, comme ces immeubles-barrés (dix-huit étages, deux cents mètres de façade à l'est et à l'ouest) qui écrasent le site et en saturent l'espace.

C'est par comparaison qu'il faut juger le projet de Jean Willerval, à qui l'on doit, précédemment, les girloles blanches qui décorent le pourtour du Forum des Halles à Paris (hélas), le quartier Mériadeck à Bordeaux (trois fois hélas) et quelques vraies réussites comme la tour

mixte de rénovation du secteur Plaisance (SEMIREP), à laquelle la ville de Paris a confié la maîtrise de l'opération. (Pour ce faire, la ville a créé en 1985 une zone d'aménagement concerté dénommée « Pasteur-Montparnasse ».)

Contrairement à la plupart des architectes auxquels il a été préféré, Jean Willerval a choisi, pour fermer le jardin, non le parallélépipède mais la courbe, une option qui adoucit la géométrie monumentale des bâtiments en « U » dominant la gare. Vues de haut, ces rondeurs rappellent celles, voisines, de la place de Catalogne et de sa fontaine de granit en forme de disque incliné. Le projet Willerval a surtout un air de famille avec les immeubles-cirques de Ricardo Bouff - comment dénommer autrement cette architecture plutôt prétentieuse ? - qui bordent cette même place.

Pour autant, le cousinage Bouff-Willerval ne doit pas être exagéré. Là où le premier a opté pour le

au japonais Kowa Real Estate, avec une plus-value que Jean-Louis Donck, directeur des projets de Kaufman and Broad Développement, assure être de l'ordre de « 10 à 12 % ».

La transaction a porté sur « environ 2,7 milliards de francs ». C'est Seishiro Mimura, directeur de Kowa (France), qui l'affirme. Presque une goutte d'eau pour son groupe, dont les investissements immobiliers dans le monde représentent 70 milliards de francs (dont cent cinquante immeubles à et autour de Tokyo). En bout de course, ce seront donc les Japonais qui auront symboliquement financé le nouveau Montparnasse. Le Montparnasse artiste des années 30 avait son Foujita ; celui, immobilier, des années 90 a son Kowa. A chaque époque son enseigne.

Du dessous des bâtiments conçus par Jean Willerval, les promeneurs accéderont au jardin par une pente ascendante. Ce ne sera pas la seule entrée de ce jardin, mais la plus lisible. Il y en aura d'autres, aux quatre coins, dotées d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques. On peut rêver plus romantique.

Dessiner un tel jardin relevait de l'exploit technique et esthétique. L'agence Parage (François Bruu, Michel Pena, Christine Schmitz-Pena), qui a finalement obtenu la commande, a fait ce qu'elle a pu : le jardin, suspendu au-dessus de cette Babylone de béton qu'est la gare Montparnasse, attendait peut-être une autre Sémiramis.

A l'ombre de la tour

Si le nouvel ensemble Pasteur-Montparnasse trahit les années 90, le tour qui domine la gare de ses 210 mètres dit, elle aussi, son époque. Elle fait très années 60-70. Cette période est celle de la folie des grandeurs immobilières, dont l'envoi du quartier de la Défense, à l'ouest de la capitale, est l'illustration la plus spectaculaire.

On ne parait pas alors de tour Montparnasse mais du futur plus haut « gratte-ciel » de Paris, avec un léger complexe à l'endroit des techniciens américains, spécialistes des immeubles de grande hauteur, venus prêter main forte aux architectes français auxquels avait été confiée cette opération très controversée.

En novembre 1985, la commission des affaires culturelles du Conseil de Paris manifesta son hostilité à tout bâtiment qui serait visible depuis l'avenue des Invalides, mais le Conseil passa outre. La permis de construire fut délivré le 25 octobre 1988.

Le Montparnasse des Soutins,

Modigliani et autres Sartes affaiblit se donner un faux air de Manhattan où, dans l'ensemble, les architectes ont fait mieux. Et même lorsqu'ils ont fait pis, ou aussi mal (comme l'immeuble de la Parant qui enjambe Park Avenue et qui ressemble à la tour Montparnasse), cela se voit moins. Le grand tort de cette tour, c'est d'être unique, dans un quartier qui a du charme et qu'elle décore de ses cinquante-neuf étages de verre fumé. A la Défense, personne n'y prêterait attention.

A couper le souffle

Les Parisiens, pour certains, s'y sont fait, à commencer par les quelque cinq mille personnes qui y travaillent. Les touristes lui font fête : environ soixante-quinze mille visiteurs prennent d'assaut chaque année les ascenseurs qui conduisent au dernier étage clos de haies vitrées, le cinquante-sixième. De la terrasse, en plein air, au cinquante-neuvième, où l'on

accède à pied depuis le cinquante-sixième, la vue est à couper le souffle.

La tour abrite à son sommet un relais d'ondes hertziennes qui voisine avec un restaurant gastronomique, le Ciel de Paris, dont les clients, éblouis par le spectacle, sont souvent le fourchette en l'air. Elle est desservie par vingt-cinq ascenseurs, ce qui n'est pas de trop pour ses 115 000 mètres carrés de bureaux, aux pieds desquels s'étend le centre commercial.

La dalle-jardin qui recouvrira bientôt les voies ferrées de la gare Montparnasse achève une opération d'urbanisme arrêtée dans ses grandes lignes il y a trente ans et dont le tour est la dernière démesure, le seul vrai repère urbain, à Paris, avec la tour Eiffel. Voilà le quartier définitivement redessiné. Comment jugera-t-on ce nouveau Montparnasse dans trente ans ?

B. L. G.



VIS FIN
Groupe GAN
sultats 1989

AFFAIRES

Alors que certains experts leur prédisaient un sombre avenir

Les banques de dépôts ont fortement profité de la bonne conjoncture économique en 1989

L'année 1989 aura été faste pour les grandes banques de dépôts comme la BNP, le Crédit lyonnais ou la Société générale. Les résultats positifs sont là : un seul problème, ils ne permettent pas d'augurer avec sérénité de l'avenir.

Les « trois vieilles » se portent bien. Les bénéfices nets qu'elles affichent pour 1989 le prouvent : 3,6 milliards de francs pour la Société générale, 3,4 milliards pour la BNP et 3,1 milliards pour le Crédit lyonnais. Le total du bilan s'est accru dans des proportions notables (de 8 à 12 %), les fonds propres sont en hausse (de 6 à 12 %) et le produit net bancaire enregistre une progression appréciable (de 6 à 11,5 %). Même si les frais généraux progressent de 4 à 8 % selon les banques - si le chiffre de 8 % surprend pour le Crédit lyonnais, c'est qu'il provient de l'intégration des nouvelles filiales étrangères - il faut évaluer ces pourcentages en rapport avec l'inflation (3,5 % en 1989) : mais aussi par rapport à l'expansion du volume d'activité.

D'où viennent ces bons résultats ? La première évidence, est que les normes de la comptabilité française autorisent toutes les astuces en matière de présentation de comptes consolidés. Les rivalités traditionnelles entre les trois grandes banques de dépôt ne facilitent guère ensuite une étude serrée des forces et faiblesses du système bancaire français.

Faut-il de « sincérité » de la part des banquiers, il ne reste plus qu'à porter une appréciation globale. Il n'est donc pas absurde de dire que les banques ont profité de la croissance économique soutenue de la France, en particulier, et de l'Europe en général et d'une inflation contenue. Le secteur industriel a poursuivi son effort à l'exportation et l'investissement, et les banques ont pu constater, avec bonheur, l'amorce d'une « réintermédiation

bancaire » dans le financement de l'économie. Conclusion, les banques ont profité de l'euphorie économique pour se renforcer dans leur métier de base : le crédit. Que ce soit en direction des entreprises ou des particuliers, la BNP a augmenté son encours de crédit de 16,5 %, la Société Générale de 15,3 % et le Crédit lyonnais de 13,9 %.

Ces volumes importants de nouveaux crédits ont compensé l'érosion des marges. Bien que les « trois vieilles » préfèrent généralement rester discrètes sur le sujet, leur marge s'est érodée de 0,10 à 0,30 % entre 1988 et 1989. Et si les profits demeurent malgré tout conséquents, c'est parce que cette perte de profitabilité a été plus que largement compensée par l'accroissement des volumes de crédit.

Cette érosion des marges sur le métier premier des banques commerciales, le crédit, tient en grande partie au divorce croissant entre ces ressources gratuites que sont les dépôts à vue non rémunérés et les emplois bancaires. Pour répondre à la demande des particuliers

comme des entreprises, les banques sont obligées aujourd'hui d'aller chercher leur matière première sur le marché à des taux situés entre 9 et 10 %. Fait surprenant : entre 1988 et 1989, les grandes banques de dépôt ont cessé d'être structurellement préteuses sur le marché interbancaire. Comme l'expliquait M. Jean Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, « il n'y a plus aujourd'hui que la Banque de France et la Caisse de dépôts pour prêter de l'argent aux banques ».

Entre ce renchérissement de la ressource et l'accroissement de la concurrence, les banques sont prises en tenaille : elles ne peuvent guère répercuter la hausse de leurs coûts de fabrication de l'argent... sauf à courir le risque de perdre un client.

La question qui se pose alors est de savoir comment trois des plus grandes banques françaises gagneront de l'argent si la croissance économique se ralentit ? Par l'augmentation des commissions ? Celles-ci représentent en effet le quart du revenu des plus grands

établissements. Mais les taux de croissance, pour appréciables qu'ils aient été en 1989 (14,2 % pour la BNP et 19,3 % pour le Crédit lyonnais) sont loin de placer les commissions au premier plan des recettes bancaires. Il faudra encore bien du chemin et le développement de bien des activités spécialisées pour que les commissions représentent au moins la moitié des résultats des banques.

Les banques gagneront-elles alors de l'argent sur les activités de marché ? La hausse des taux à court terme a en 1989 souvent pris les grands établissements à revers. M. Marc Viénot, président de la Société Générale, a reconnu, lors de la présentation des résultats, que son établissement avait enregistré un manque à gagner de 7 à 800 millions de francs l'an passé. Taux et changes devenant de plus en plus erratiques, impossible, en conséquence, de tabler sur des recettes stabilisées.

YVES MAMOU

Résultats 1989 des grandes banques françaises

	BNP			CREDIT LYONNAIS			SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
	1989	1988	89/88	1989	1988	89/88	1989	1988	89/88
Produit net bancaire	34 890	31 867	+ 9,5 %	33 222	29 790	+ 11,5 %	32 200	30 300	+ 6,1 %
Frais généraux (dont amortissements)	23 633	22 236	+ 4,1 %	23 734	21 946	+ 8,1 %	22 000	20 900	+ 5,2 %
Résultat brut d'exploitation	11 257	9 631	+ 16,9 %	9 488	8 225	+ 20 %	10 200	9 400	+ 8,2 %
Dotations aux provisions	6 679	5 093	+ 31,1 %	6 280	6 359	- 1,25 %	4 822	4,2	+ 15 %
Bénéfice net consolidé	3 644	3 239	+ 12,5 %	3 447	2 158	+ 60 %	4	3 414	+ 16,4 %
Bénéfice net consolidé part du groupe	3 414	3 062	+ 11,5 %	3 130	2 063	+ 52 %	3,6	3 041	+ 17,1 %
Fonds propres	35 900	33 678	+ 6,6 %	38 800	33 800	+ 14,8 %	28 500	25 400	+ 12,3 %

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe GAN Résultats 1989

PRODUITS D'EXPLOITATION : 87 MILLIARDS DE FRANCS
RESULTAT NET (PART DU GROUPE) : 2,5 MILLIARDS DE FRANCS
SOIT UNE PROGRESSION DE 27 %

Le 26 avril 1990, les comptes sociaux de la Société Centrale du GAN, ainsi que les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1989 ont été arrêtés en Conseil d'Administration, sous la présidence de M. François HEILBRONNER.

LES FAITS MARQUANTS

Un changement de dimension

Détenteur depuis 1985 de 34 % du capital de la Compagnie Financière de Crédit Industriel et Commercial, le GAN est devenu l'actionnaire majoritaire du Groupe C.I.C. durant l'exercice 1989.

Le champ d'activité du GAN comprend désormais deux secteurs :

- son métier d'origine, l'assurance : 27,1 milliards de F de primes acquises à l'exercice

8,7 milliards de F de produits financiers nets attachés aux opérations d'assurances (revenus et plus-values réalisées).

- l'activité bancaire et financière : 50,8 milliards de F de produits d'exploitation.

Soit un total des produits d'exploitation de 86,6 milliards de F.

Des réalisations concrètes associant la banque et l'assurance, dès 1989

De nombreuses expériences visant à exploiter les synergies et les complémentari-

tés entre les deux pôles d'activité sont engagées. Un exemple concluant, les résultats de Socapi, filiale commune d'assurance vie qui triple son chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 3,1 milliards de F.

Une croissance de 17 % du montant total des primes d'assurance

Cette progression favorable est liée au développement des opérations vie et capitalisation ; outre l'essor de Socapi, l'exercice est marqué par une augmentation de 19,2 % du chiffre d'affaires du GAN Vie.

De nouvelles initiatives sur les marchés étrangers

- Un accord de coopération et un échange de participations ont été réalisés avec la S.A.I.

LES COMPTES CONSOLIDÉS 1989

- Résultat net (part du groupe) : 2,5 milliards de francs + 27 %

Cette progression traduit :

- la poursuite du redressement du GAN Incendie Accidents dont le solde d'exploitation redevient bénéficiaire,
- les résultats favorables de la gestion financière,
- la contribution plus importante du CIC dans le bénéfice global du groupe.
- Total du bilan 540,2 milliards de F
- Fonds propres 214 milliards de F dont part du groupe 13,7 milliards de F
- Actifs gérés 220 milliards de francs

- Compte de résultat consolidé résumé

	1988	1989
Produits d'exploitation *	30.889	85.818
Résultat net (part du groupe)	1.949	2.468
dont : Activité assurance	1.523	1.781
Activité bancaire et financière	426	687
Résultat net total	1.963	3.258
dont : Part des minoritaires	14	790

* En 1989, les produits d'exploitation comprennent également ceux de l'activité bancaire et financière.

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-83-12-66
MINITEL 38.15 CODE A 3 T puis OSP

Vente au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 14 MAI 1990, à 14 h
UN APPARTEMENT DE 3 P. P.
au 2^e étage, côté Nord
de la rue SAINT-JEAN-DE-LUZ (64)
23, rue Saint-Jacques
M. à P. 60 000 F
S'adresser à M. CAVALLER, avocat à PARIS (7^e), 13, bd Raspail - Tél. : 45-49-22-40 - 70 avocats pr. Trib. Cde Just. de PARIS - S'inscrire pr. visite.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 17 MAI 1990, à 14 heures
APPARTEMENT
au 2^e étage, comprenant : entrée, salle de séjour, cuisine, salle de bains et w.c. - UNE CAVITE - OCCUPÉE
BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
45, rue de Sully
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à Maître Alain FRICAUD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 2, bd Saint-Denis (92400) COURBEVOIE. Tél. : 47-88-26-92 et 47-88-25-35 - Sur les lieux pour visiter le JEUDI 10 MAI 1990, de 14 heures à 15 heures.

Vente sur sais. Pal. Just. EVRY (91). Mercredi 23 mai à 14 h
PAVILLON à MONNERVILLE (91300)
6, RUE DU TOUR-OU-VILLAGE-NORD - Co 12 a 56 en M. à P. 100 000 F.
S'adr. SCP ELLUL-GRIMAL-ELLUL, 3, rue du Village, à Evry (91000).
Tél. : 60-77-96-10.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 17 mai 1990, à 14 h 30, en 1 LOT
DEUX MAGASINS à PARIS 9^e
159, rue du Faubourg-Poissonnière
au rez-de-chaussée - aile droite
Mise à prix : 200 000 F
S'adresser à la S.C.P. CONSTENOUX-MOCAPICO, avocats 19, rue Ampère, 75017 PARIS - Tél. : 47-43-53-68 et 47-43-53-35 - Les Créateurs du Tribunal de Grande Instance de Paris.

Vente sur sais. Pal. Just. CRÉTEIL (94). Jeudi 17 mai à 9 h 30, en un seul lot
à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94500)
142, avenue du Général-de-Gaulle - Boutique avec arrière-boutique et cave - App. 2 pces ppales au 1^{er} et 2^e D., avec cave et 2 garages
M. à Px : 250 000 F
S'adr. M. TH. MAGLO, Avocat à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toussaint-Or - T. au 43-29-48-55
M. R. BOISSEL, avocat à PARIS 8^e, 9, bd Saint-Germain, Tél. : 43-29-48-58.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 17 MAI 1990, à 14 heures
APPARTEMENT
2 appartements ayant été réunis pour ne former qu'un seul au 1^{er} étage, divisé en : entrées, séjour, salon, cuisine, débarras.
GARAGE au sous-sol - 2 caves - jouissance jardin - terrain de 88 m²
CHAVILLE (Hauts-de-Seine)
12, rue Alfred-Fournier
MISE A PRIX : 300 000 F
S'adresser à Maître Michel POUCHARD, avocat à ASNIERES (92600), 9, rue Robert-Lavigne. Tél. : 47-98-94-14 - A tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE - Sur les lieux pour visiter le MARDI 15 MAI 1990, de 10 heures à 11 heures.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 MAI

Règlement mensuel

Comptes	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptes	VALEURS
1265	CHEFF.	2086				Comptes	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	1040	B.A.S.F.	1040					
1266	RAP. T.P.	1070	1074	1074	+ 0.37	1060	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1430	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1041	Bayer
1267	C.C.F. T.P.	926				1061	Lafayette	1060	1060	1065	+ 0.09	1431	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1042	Bayer
1268	C.I.C.A.R.	1247				1062	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1432	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1043	Bayer
1269	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1063	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1433	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1044	Bayer
1270	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1064	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1434	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1045	Bayer
1271	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1065	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1435	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1046	Bayer
1272	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1066	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1436	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1047	Bayer
1273	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1067	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1437	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1048	Bayer
1274	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1068	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1438	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1049	Bayer
1275	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1069	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1439	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1050	Bayer
1276	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1070	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1440	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1051	Bayer
1277	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1071	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1441	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1052	Bayer
1278	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1072	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1442	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1053	Bayer
1279	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1073	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1443	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1054	Bayer
1280	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1074	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1444	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1055	Bayer
1281	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1075	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1445	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1056	Bayer
1282	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1076	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1446	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1057	Bayer
1283	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1077	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1447	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1058	Bayer
1284	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1078	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1448	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1059	Bayer
1285	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1079	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1449	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1060	Bayer
1286	C.I.C.A.R. T.P.	1247				1080	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1450	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1061	Bayer
1287	C.I.C.A.R. T.P.	124				1081	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1451	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1062	Bayer
1288	C.I.C.A.R. T.P.	124				1082	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1452	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1063	Bayer
1289	C.I.C.A.R. T.P.	124				1083	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1453	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1064	Bayer
1290	C.I.C.A.R. T.P.	124				1084	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1454	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1065	Bayer
1291	C.I.C.A.R. T.P.	124				1085	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1455	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1066	Bayer
1292	C.I.C.A.R. T.P.	124				1086	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1456	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1067	Bayer
1293	C.I.C.A.R. T.P.	124				1087	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1457	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1068	Bayer
1294	C.I.C.A.R. T.P.	124				1088	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1458	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1069	Bayer
1295	C.I.C.A.R. T.P.	124				1089	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1459	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1070	Bayer
1296	C.I.C.A.R. T.P.	124				1090	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1460	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1071	Bayer
1297	C.I.C.A.R. T.P.	124				1091	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1461	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1072	Bayer
1298	C.I.C.A.R. T.P.	124				1092	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1462	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1073	Bayer
1299	C.I.C.A.R. T.P.	124				1093	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1463	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1074	Bayer
1300	C.I.C.A.R. T.P.	124				1094	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1464	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1075	Bayer
1301	C.I.C.A.R. T.P.	124				1095	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1465	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1076	Bayer
1302	C.I.C.A.R. T.P.	124				1096	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1466	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1077	Bayer
1303	C.I.C.A.R. T.P.	124				1097	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1467	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1078	Bayer
1304	C.I.C.A.R. T.P.	124				1098	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1468	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1079	Bayer
1305	C.I.C.A.R. T.P.	124				1099	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1469	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1080	Bayer
1306	C.I.C.A.R. T.P.	124				1100	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1470	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1081	Bayer
1307	C.I.C.A.R. T.P.	124				1101	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1471	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1082	Bayer
1308	C.I.C.A.R. T.P.	124				1102	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1472	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1083	Bayer
1309	C.I.C.A.R. T.P.	124				1103	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1473	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1084	Bayer
1310	C.I.C.A.R. T.P.	124				1104	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1474	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1085	Bayer
1311	C.I.C.A.R. T.P.	124				1105	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1475	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1086	Bayer
1312	C.I.C.A.R. T.P.	124				1106	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1476	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1087	Bayer
1313	C.I.C.A.R. T.P.	124				1107	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1477	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1088	Bayer
1314	C.I.C.A.R. T.P.	124				1108	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1478	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1089	Bayer
1315	C.I.C.A.R. T.P.	124				1109	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1479	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1090	Bayer
1316	C.I.C.A.R. T.P.	124				1110	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1480	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1091	Bayer
1317	C.I.C.A.R. T.P.	124				1111	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1481	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1092	Bayer
1318	C.I.C.A.R. T.P.	124				1112	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1482	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1093	Bayer
1319	C.I.C.A.R. T.P.	124				1113	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1483	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1094	Bayer
1320	C.I.C.A.R. T.P.	124				1114	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1484	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1095	Bayer
1321	C.I.C.A.R. T.P.	124				1115	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1485	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1096	Bayer
1322	C.I.C.A.R. T.P.	124				1116	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1486	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1097	Bayer
1323	C.I.C.A.R. T.P.	124				1117	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1487	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1098	Bayer
1324	C.I.C.A.R. T.P.	124				1118	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1488	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1099	Bayer
1325	C.I.C.A.R. T.P.	124				1119	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1489	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1100	Bayer
1326	C.I.C.A.R. T.P.	124				1120	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1490	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1101	Bayer
1327	C.I.C.A.R. T.P.	124				1121	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1491	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1102	Bayer
1328	C.I.C.A.R. T.P.	124				1122	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1492	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1103	Bayer
1329	C.I.C.A.R. T.P.	124				1123	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1493	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1104	Bayer
1330	C.I.C.A.R. T.P.	124				1124	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1494	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1105	Bayer
1331	C.I.C.A.R. T.P.	124				1125	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1495	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1106	Bayer
1332	C.I.C.A.R. T.P.	124				1126	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1496	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1107	Bayer
1333	C.I.C.A.R. T.P.	124				1127	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1497	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1108	Bayer
1334	C.I.C.A.R. T.P.	124				1128	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1498	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1109	Bayer
1335	C.I.C.A.R. T.P.	124				1129	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1499	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1110	Bayer
1336	C.I.C.A.R. T.P.	124				1130	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1500	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1111	Bayer
1337	C.I.C.A.R. T.P.	124				1131	Labinal	1054	1055	1065	+ 0.09	1501	Sagor	1470	1480	1480	+ 0.68	1112	Bayer
1338	C.I.C.A.R. T.P.	124				1132	Labinal	1054											

COMPTANT (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du capital	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours			
Obligations					Etrangères																	
Exp. Est. 8,257 7	8 34			Cafédul	810	950 d			Mont	178	178			A.E.G.	1010					
Exp. Est. 9,976 7	....	7 94			Cogit	394	398			Navigat. (M.A.)	245	....			Alco. H. Sin.	380	380	0			
10,705 7/8 7	....	7 78			Compt.	789	741			Mont	279	280			Alco. Alumin.	116	116	....			
Exp. Est. 12,294 10	....	14 42			Compt.	8070	....			Optim	244	444 50			Alumine 12.30	120	....				
Exp. Est. 16,627 8	....	2 81			Comp. M. Prov.	585	572			Optim (2)	2610	....			American Stacks	365	365	....			
Exp. Est. 16,475 82	....	2 98			Credit Ind. Ind.	710	510			Parfums	1115	....			Asiatic Paper	640	....				
Exp. Est. 13,962 8	....	1 81			C. Univer. C. Ind.	138	150			Parfums	225 50	....			Banque Ind. Sin.	228	....				
Exp. Est. 12,254 8	....	6 65			Credit	680	....			Parfums (CP)	386	336 d			Banco Popular Espan.	435	....				
Exp. Est. 11% 88...	107 05	2 17			Disposit.	1210	1240			Paris France	238	....			Bankers Ottomans	3650	1682				
10,295 1000 88	102 30	1 44			Disposit.	1986	....			Paris Defens.	500	....			B. H. H. H. H. H. H.	30500	....				
Exp. Est. 10,295 88	102 30	8 37			Disposit.	1986	....			Paris Ind. Ind.	1650	....			C. L. L. L. L. L. L. L.	102	....				
Exp. Est. 12,160 7	101	2 82			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Chrysler Corp.	85	....				
FTT 11,25 88	103 35	2 84			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			C.I.R.	23 80	....				
CFP 10,305 88	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Commerzbank	935	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Dent, and Son	117 50	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			De Beers (Lond.)	117 50	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Dow Chemical	339	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			G.B. (Lond. Lab.)	815	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Gowest	1250	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Groceries Ltd.	200 10	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Guano and Co (W.H.)	180	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			G.T.C. Corp.	340	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Haywards Int.	475	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Johns-Manville	1445	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Kaiser Steel	313 50	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			McDonald Bank	28 80	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Mineral Ind.	92	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Moscow Mines	92	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Novokuznetsk	18 10	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Okhotsk pnt.	528	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Prior Inc.	320 50	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Procter Gamble	385 10	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Rohm	42	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Rohm	277 60	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Robins	228	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Robins	228	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Sagem	9 10	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Samer Corp.	41 60	....				
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			Shell & Agmt.	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Parfums Ind.	1650	....			SIF Alloys	....	....			
Ch. Stacks 10000	....	2 87			Disposit. Victor.	1455	....			Par											

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet	VALEURS	Emission	Rachet
	Préale Inc.			Préale Inc.			Préale Inc.	
A.A.A.	1157 34	1229 11	Procter	237 63	234 12	Placement J.	5891 34	5888 42
Accor.	1282 94	1225 94	Procter-Ed.	341 18	341 18	Placement Premier	55393 24	55393 94
A.G.F. Adrien et CP.	1983 23	1324 76	Procter-Spence	50 37	29 63	Pembroke		117 24
A.G.F. Ed.	715 93	697 69	Procter-Spence	891 73	897 54	Pierre Gosselin	54101 19	54101 19
A.G.F. Ed.	891 63	697 69	Procter-Spence	33 38	32 37	Pierre Gosselin	10357 93	10357 94
A.G.F. Ed.	122 57	119 58	Procter-Spence	19074 18	19074 18	Pierre Gosselin	106 98	106 98
A.G.F. Ed.	126 75	123 68	Procter-Spence	10620 92	10620 92	Pierre Gosselin	23637 30	23637 30
A.G.F. Ed.	407 88	397 83	Procter-Spence	1143 80	1143 80	Quatre	127 21	124 08
A.G.F. Ed.	1059 52	1054 28	Procter-Spence	89725 68	89724 68	Robinson	1063 79	1063 79
A.G.F. Ed.	1153 50	1153 50	Procter-Spence	105 74	105 23	Robinson	1063 79	1063 79
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10645 15	10645 15	Robinson	1124 46	1107 83
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	1229 75	1229 75	Robinson	91 76	89 66
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	260	267 30
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	246	241 31
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	605 08	577 82
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	655 46	630 28
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	12434 47	12304 63
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	813	763 28
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1457 87	1467 87
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1159 41	1159 41
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	710 04	699 55
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1542 33	1540 02
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	817 32	857 38
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	445 53	464 53
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	728 08	710 09
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	218 57	218 41
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	421 81	410 52
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1209 18	1174 05
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	336 87	324 69
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1121 35	1091 81
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1905 05	1944 53
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	549 83	524 76
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1156 02	1150 89
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1185 46	1187 83
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1156 02	1122 85
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	812 98	8074 80
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	643 36	636 08
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1086 14	1054 58
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1081 19	1059 18
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1189 72	1180 72
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	11448 89	10502 23
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	510 94	500 04
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	474 18	456 73
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	813 95	791 95
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	674 86	650 47
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	874 64	854 04
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94
A.G.F. Ed.	896 00	896 00	Procter-Spence	10620 60	10620 60	Robinson	1144 11	1089 94

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

— : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché conclu

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

GRANDE-BRETAGNE : Les élections locales

Nets progrès des travaillistes mais pas de déroute des conservateurs

Les élections locales du jeudi 3 mai, onze ans jour pour jour après l'arrivée au pouvoir de M^{rs} Thatcher, sont un supplé- mentaire et pénible avertissement pour cette dernière, mais elles n'ont pas été la catastrophe que prédisaient les sondages. Il y a eu, au dernier moment, un sursaut de l'électorat conservateur.

LONDRES

de notre correspondant

5 327 sièges de conseillers municipaux étaient en jeu en Angleterre, au Pays de Galles et en Ecosse, soit environ un tiers de l'ensemble des conseils. Les travaillistes en gagnent environ 300, les conservateurs en perdent un peu plus de 200. Le transfert des voix, entre les deux partis, est de 11 % au profit du Labour. La tendance de fond observée depuis le scrutin européen de juin dernier est confirmée par plusieurs décisions partielles est donc maintenue. Les travaillistes sont majoritaires dans l'opinion et, selon tous les cas de figure, s'apprêtent à reprendre le pouvoir en cas d'élections anticipées.

La campagne a été entièrement dominée par la polémique autour de la Poll Tax, le nouvel impôt local voulu par M^{rs} Thatcher, exigible depuis le 1^{er} avril. La Poll Tax est

identique pour tous, riches et pauvres, à l'intérieur d'une même municipalité. Selon la formule consacrée, le seigneur en son manoir et le pauvre dans sa chaumière paient désormais la même somme.

Le ton sans appel adopté par M^{rs} Thatcher dans cette affaire a provoqué l'indignation de nombre de ses concitoyens, y compris dans les rangs de son propre parti. Tous les Britanniques ne sont pas allés se battre avec la police lors des émeutes spectaculaires de Trafalgar Square, le 31 mars. Mais la plupart d'entre eux ne sont toujours pas convaincus du bien-fondé d'un impôt qui ne tient aucun compte de la situation financière de celui qui l'acquiesce.

Une extraordinaire maladresse

M^{rs} Thatcher a été d'une extraordinaire maladresse. Il aurait suffi peut-être de quelques mots de sympathie pour ceux qui doivent payer beaucoup plus que par le passé pour changer le climat. Elle ne les a pas prononcés. Même le *Daily Telegraph*, héritier de la « révolution conservatrice », constatait jeudi avec tristesse que le gouvernement avait commis « sa première faute grave en onze ans d'exercice du pouvoir ».

Les conservateurs perdent le contrôle du conseil municipal de Bradford, une ville industrielle du nord de l'Angleterre qui a été sous les

projecteurs de l'actualité en janvier 1989 lorsque des manifestants musulmans ont procédé devant l'hôtel de ville à un autodafé des *Verses sataniques* de l'écrivain Salman Rushdie. Mais cette cité lainière était surtout pour les conservateurs une expérience pilote de gestion municipale. La Poll Tax y avait été fixée à 276 livres (2 680 francs), un des plus bas niveaux du pays. Les électeurs n'ont pas été convaincus.

Les conservateurs enregistrent en revanche des succès inattendus à Londres. Ils ont sablé le champagne très tôt, jeudi soir, à Wandsworth, une commune de l'ouest de la capitale qu'ils ne contrôlaient que grâce à 1 voix de majorité. Celle-ci est passée à 35, grâce essentiellement à la décision du conseil municipal de fixer la Poll Tax à 148 livres, la plus basse du pays. Le chef de la campagne travailliste, M. Jack Cunningham, a été obligé de reconnaître sa défaite tout en répétant que cette Poll Tax au rabais « était une escroquerie ». Cette mesure n'a pu en effet être prise qu'en plongeant dans les économies de la municipalité. Les travaillistes n'ont d'ailleurs que des déceptions à Londres. Ils perdent Ealing, la municipalité de leur leader, M. Neil Kinnock, tandis que Barnet, celle de M^{rs} Thatcher, qui paraissait en danger, reste aux mains des Tories.

DOMINIQUE DHOMBRES

L'affaire de la Société générale

M. Samir Traboulsi a été entendu par la police judiciaire

Le financier libanais installé à Paris, M. Samir Traboulsi a été entendu, jeudi 3 mai, par la brigade financière de la police judiciaire parisienne dans le cadre de l'enquête préliminaire sur le raid mené par la Société générale en 1988. M. Traboulsi avait acheté, entre juin et septembre 1988, 500 000 titres Société générale.

Cette audition fait suite à celle,

le 27 avril, de M. Jean-Charles Naouri, président de l'Européenne d'investissements (Euris) et ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère des finances jusqu'en 1986. Selon l'*Express* du 4 mai, M. Naouri, qui a acheté 5 850 actions Société générale, le 25 juillet 1988, pour son compte personnel, puis 38 000 le lendemain pour Euris, « peut être considéré comme un initié » si l'on en croit plusieurs rapports du parquet et du parquet général de Paris.

M^{rs} Tasca n'exclut pas une réduction de la publicité sur les chaînes publiques

M^{rs} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication n'est pas hostile à l'idée de « réduire sensiblement la part de la publicité dans les budgets des chaînes de télévision publiques ». « Ce peut être un objectif », a-t-elle déclaré, vendredi 4 mai, sur Europe 1, estimant qu'il y a « une nécessité immédiate de marquer un changement dans ce domaine ». L'idée d'une taxe sur les recettes publicitaires des chaînes privées est « à l'étude » a annoncé le ministre, ajoutant que « plus on laisse la publicité au privé, plus l'idée de cette taxe, sorte de transfert de ressources, est fondée ».

GRÈCE

M. Constantin Caramanlis a été élu président de la République

M. Constantin Caramanlis, âgé de quatre-vingt-trois ans, a été élu vendredi 4 mai président de la République grecque par le parlement d'Athènes. Candidat de la Nouvelle Démocratie (parti conservateur), il a obtenu 153 voix sur 300 : 125 députés ont voté en faveur de son adversaire socialiste, M. Yiannis Alévas, et 21 pour le candidat de la Coalition de la gauche et du progrès, M. Constantin Despotopoulos.

M. Caramanlis, avait déjà exercé, entre 1980 et 1985, les fonctions de chef de l'Etat. — (AFP)

Les « révisionnistes » à l'Université

M. Michel Noir s'en remet au Conseil de Lyon-III

LYON

de notre bureau régional

Lors d'une conférence de presse commune avec le maire de Francfort, M. Volker Hauff, en visite officielle à Lyon à l'occasion du trentième anniversaire du jumelage entre les deux cités, M. Michel Noir, interrogé à nouveau sur ses déclarations du 29 avril contre les enseignants « révisionnistes » (juant l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis) de l'université Jean-Moulin (Lyon-III), a rejeté l'accusation d'« ingérence » dans la recherche.

S'appuyant sur la loi Savary de 1984, il a rappelé que le premier alinéa de l'article 29 prévoit explicitement « le cas où un enseignant chercheur pose une difficulté grave ou majeure à l'université ». Or, a-t-il précisé, c'est l'expression même que le recteur de Lyon, M. Maurice Niveau, avait utilisée dans la lettre qu'il avait adressée, le 9 mars, à M. Pierre Vialle, président de l'université Jean-Moulin, pour demander à celui-ci de réunir le conseil de l'établissement.

Le maire de Lyon a expliqué que cette instance a la possibilité de débiter et que c'est à elle de décider du sort de l'enseignement concerné. Adjoint au maire de Francfort, chargé des affaires multiculturelles, M. Daniel Cohn-Bendit a déclaré « comprendre le coup de cœur et le coup de queue » du maire de Lyon.

M. Bruno Gollnisch, député européen (Front national) et conseiller régional Rhône-Alpes, a violemment critiqué, de son côté, l'attitude de M. Noir. Enfin, M. Jean-Jack Queyranne, député, maire de Bron, président du groupe socialiste à la communauté urbaine de Lyon, a indiqué qu'il « partage la réaction de Michel Noir ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 mai

Consolidation

Après la hausse de 1,59 % jeudi, le marché a consolidé ses positions. L'indice CAC, qui s'était apprécié de 0,13 % à l'ouverture, revenait à -0,20 % en fin de matinée. Du côté des hausses figuraient Sextant Avionique (+ 2,6 %), Raffinage (+ 2,3 %), SEB (+ 2 %) et Aussédal (+ 1,9 %). En baisse, on notait Thomson (- 6,5 %), Groupe de la Cité (- 3,1 %) et Immobilière Phénix (- 2,7 %).

MODE : AVIS DE RECHERCHE

« NOUS RECHERCHONS un certain nombre d'acheteuses assidues de tissus. Ces femmes étaient les fidèles clientes de plusieurs de nos excellents confrères. Mais ces magasins de tissus ont dû cesser leurs activités ces derniers temps. »

IL AJOUTE : « Je reste dans la tradition du Comité Vendôme dont je suis toujours membre depuis 1977. » Que cette évocation rassure les femmes élégantes...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Bien malade

MAINTENANT, pour venir bosser, je descends à Duroc et je prends le bd Montparnasse et la rue du Cherche-Midi, le transisteur vissé à l'oreille et les yeux jouant les essais-glaces sur les vitrines et les enseignes, restos, tabacs, teinturerie, cafés, histoire de repérer le quartier. Ce matin, je me dis : Tiens, pas de pharmacie ! Non, parce que pour moi, c'est vital. Le midi, je me nourris d'un sandwich, feuille de sécu fourrée à la vignette sur ordonnance tartinée de médicaments.

Je m'étais à peine fait la réflexion que je reçois un appel assez sec, j'étais branchée sur Europe 1, de mon ministre de la santé. Il était pas content : T'es vu un peu ce que t'as dépensé pour te soigner l'an dernier ? Entre tes frais d'hôpital, de clinique, de consultations, d'analyses, de dentiste, tout ça, j'en ai eu pour près de 9 000 F. Comment veux-tu que j'y arrive ? Enfin, ça va pas, la tête ! T'es complètement malade ou quoi ?

Ah ! Ça, oui, chéri, et c'est pas moi qui le dis, c'est les touilles qui, pour le moindre bobo, me baladent de scanner en spécialiste, en prise de sang, en écho, et se font du fric sur mon dos. Et le tien. Si tu crois que ça nous amuse de faire la queue

pendant des heures à la consultation de tel ou tel professeur, de pisser dans des bocaux, de passer à la radio, respirez, ne respirez plus, et de s'entendre déclarer froidement ensuite, pour peu qu'on demande un deuxième avis, que ces examens ne valent rien et qu'il faut tout recommencer ! Tenez, je vais vous donner l'adresse d'un labo en qui j'ai toute confiance.

C'est pas les malades qu'il faut rappeler à l'ordre, c'est les médecins en cheville avec des labos, des pharmaciens, des infirmières, des ambulanciers et même des chirurgiens, une vraie mafia, encore dénoncée pas plus tard que la semaine dernière par je ne sais plus quel hebdomadaire. Tout le monde en parle, et personne ne dit rien. Normal. Le cochon de patient qui se retrouve, au bout de cette chaîne de solidarité bien ordonnée, sur le billard et qui risque d'y repasser n'osera pas déposer plainte, des fois que ça lui retombe sur la tête... Ou sur le ventre.

Aux pouvoirs publics de nous protéger et de se défendre contre ces vols à stéthoscope, à rayons X et à bistouri armés.

Joignez l'utile à l'agréable.



Un meuble de rangement en BOIS VÉRITABLE (chêne, acacia, merisier ou laque) qui se transforme en couchage très confortable grâce à son SOMMIER A Lattes (avec matelas compris).

37, Av. de la République - 75011 PARIS - Tél. (1) 43 57 46 35 - Métro Parmentier

SVM SCIENCE & VIE MICRO

L'ORDINATEUR FAIT SON CINÉMA

L'informatique multi-média est en train de naître. Elle est capable d'intégrer toutes les formes de création par ordinateur, de mêler image, son et programmation. Où cela mène-t-il ? Peut-être au-delà de certaines applications qui ont déjà trouvé leur marché, à un art nouveau qui balbutie encore.

SVM vous dit tout ce qu'il faut savoir aujourd'hui sur la naissance de ce 8^e art.

AU SOMMAIRE

- Apple, IBM et Commodore à la conquête du multimédia.
- Au banc d'essai : Macintosh II fx, Amiga 3000, Director IBM AWC, FilmMaker.
- Poquet : 500 grammes de compatibilité IBM PC.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

L'ESSENTIEL

SECTION A		SANS VISA	
Débats L'affaire Mécili : l'honneur et l'intérêt de la France, par Pierre Vidal-Naquet : URSS, un livre de Daniel Vernet..... 2 La mort de Mgr Pimène, patriarche de Moscou Une succession très ouverte..... 3 Les entretiens Moubarak-Assad Pas de règlement en vue du conflit irako-iranyien..... 6 Amnistie et censure Les initiatives de l'opposition de droite et l'attitude des communistes..... 8	Miyajima. 11e aux photographes. Ecoles. La Table. Jeux..... 15 à 18		
SECTION B		SECTION C	
Des gendarmes issus des universités Dès l'an prochain, la gendarmerie pourrait recruter des officiers directement dans les facultés, au niveau d'une maîtrise, si le Conseil d'Etat donne son accord..... 10	La progression des dépenses de santé En 1989..... 21 Accord dans la métallurgie allemande Introduction progressive de la semaine de 35 heures..... 21 L'OPEP réduit sa production Un moyen d'enrayer la chute des cours..... 21 Une réforme du taux de l'usure Plusieurs taux suivant la nature des crédits..... 30		
Arianespace conteste les accusations de « l'Express » La fusée Ariane aurait été sabotée à trois reprises, selon l'hebdomadaire l'Express. Une hypothèse contestée par le PDG d'Arianespace..... 10 Journal d'un amateur « Cadeau », par Philippe Boucher..... 10 Jean Genet à Parme Elle, pièce posthume de Jean Genet, est une création mondiale du Festival de Parme. C'est Bruno Beyen qui en assure la mise en scène et « la » Casarès le succès..... 13	Services Abonnements..... 20 Annonces classées..... 22 Carnet..... 12 Jeux..... 18 Loto..... 20 Marchés financiers..... 30 Météorologie..... 20 Philatélie..... 20 Radio-télévision..... 19 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1990 a été tiré à 532 741 exemplaires.		

GLOBE
DE MAI
DOSSIER
LES FANTASMES ANTISÉMITES

Monsieur QUAND ON AIME
Habiller dans les plus belles matières signées des plus grands couturiers.
« QU'ON AIME AUSSI » payer beaucoup moins cher il y a **STEPHANE MEN'S**
Discout de luxe
A voir chez S.D.M. de 12 h à 19 h 30
2, rue Washington - 75008 Paris
130, bd Saint-Germain - M. Clémence
Fournisseur de nombreuses armoires et pattemoires.